

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT
en
Alsace et Lorraine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 15 Juin 1922, à 14 heures

PAR

Jacques LEBLANC

Président : M F. LARNAUDE, Doyen de la Faculté

Suffragants { M. SOUCHON, professeur
 { M. ROLLAND, professeur

PARIS

ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI CONTI, 13

—
1922

LA LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT
en
Alsace et Lorraine

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT

en

Alsace et Lorraine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 15 Juin 1922, à 14 heures

PAR

Jacques LEBLANC

Président : M. F. LARNAUDE, Doyen de la Faculté

Suffragants { M. SOUCHON, professeur
M. ROLLAND, professeur

PARIS

ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI CONTI, 13

1922



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Considérations générales sur la liberté de l'Enseignement

Après quarante-huit douloureuses années de séparation, l'Alsace et la Lorraine ont fait retour à la patrie : durant un demi-siècle, soumises au Conquérant, elles avaient dû s'accommoder dans une certaine mesure de ses lois et, dans une certaine mesure, s'y adapter insensiblement. Aussi, pour éviter à des populations, si longtemps meurtries par les brutalités de leurs anciens maîtres, de brusques changements qui ne pourraient être que pénibles, notre administration a le devoir de se livrer à un travail délicat de réadaptation, afin que toutes les lois françaises redeviennent peu à peu coutumières à nos chères contrées recouvrées.

Parmi tous ces problèmes de réadaptation, qui se posent actuellement concernant l'Alsace et la Lorraine, il n'en est pas de plus intéressant, ni, peut-être, de plus urgent à résoudre que celui de la liberté de l'Enseignement. C'est en effet par l'enseignement qu'un peuple prépare son avenir, puisque c'est par l'enseigne-

ment, par l'éducation, qu'il agit sur les générations naissantes en les formant pour la vie.

Pour résoudre une question si intéressante, nous nous proposons :

1° D'étudier les réglementations de la liberté d'enseignement, en France jusqu'en 1870, époque à laquelle l'Alsace et la Lorraine nous furent arrachées.

2° Nous examinerons ensuite les modifications qu'y apporta le vainqueur de 1871 à 1914.

3° D'autre part nous verrons quelles transformations subit en France la liberté d'Enseignement pendant la même période.

Nous comparerons dans une deuxième partie le fonctionnement de la liberté de l'Enseignement en Alsace et en Lorraine, telle qu'elle se présentait en 1918, avec le fonctionnement de la même liberté en France, et de cette comparaison découleront naturellement des différences, qui sont autant de difficultés à résoudre, avant d'arriver à l'unification des lois scolaires entre la France d'une part, et, de l'autre, l'Alsace et la Lorraine.

Nous examinerons successivement ce qui a été fait, ce qui reste à faire encore dans ce sens, et enfin quelles raisons nous poussent à croire qu'il faudra, pour arriver à cette unification, beaucoup de prudence et de patience. Mais tout d'abord, il nous a paru bon d'examiner brièvement le problème de la liberté de l'enseignement. Tel sera l'objet de ce premier chapitre.

Essayons donc en premier lieu d'entendre clairement ce terme : La liberté de l'Enseignement.

Qu'est-ce qu'une liberté ?

Comme toutes les idées premières, l'idée de liberté est

difficile à définir. Il semble toutefois qu'on puisse accepter la définition qu'en donne Littré : « Le pouvoir qu'a l'homme d'employer ses facultés comme il lui convient ». Si la faculté qu'il exerce est son esprit, son intelligence, nous avons affaire à la liberté de conscience ; si l'homme, suivant l'inclination naturelle qui le porte vers les autres, se rapproche plus particulièrement de certains de ses semblables, il pourra user de la liberté de réunion ou d'association. Veut-il répandre par des tracts ou par la voie du journal ses idées ou ses opinions, il a recours à la liberté de la presse. Mais s'il ambitionne d'inculquer sa science à d'autres, et en particulier s'il veut instruire de jeunes esprits et ouvrir une maison d'éducation, il use alors de la liberté d'enseignement.

Il faut remarquer d'ailleurs que cette liberté a un double aspect : Elle n'est pas seulement le droit d'instruire, elle est encore le droit de s'instruire ; et M. Grimaud en pose nettement les limites quand il dit : « La liberté d'enseignement comprend : 1° le droit pour tout citoyen d'instruire ses semblables et de fonder une école primaire, secondaire ou supérieure ;

2° Le droit pour tout citoyen d'aller recevoir l'instruction dans une école privée de préférence à celle de l'Etat (1).

Une controverse s'est élevée, au sujet de savoir si la liberté de l'enseignement est, ou non, une liberté individuelle.

(1) Grimaud, *Histoire de la Liberté de l'Enseignement*, thèse Grenoble, 1898, p. VIII.

Qu'est-ce donc qu'une liberté individuelle ? Il ne faut pas seulement entendre par là ce que la déclaration des Droits de 89 appelait la sûreté, c'est-à-dire comme l'explique M. Larnaude dans son cours (1), le droit de n'être arrêté, détenu, empêché de circuler par un ordre de l'autorité publique que dans les cas et formes que prescrit la loi.

Il faut donner ici à cette expression le sens le plus large : S'il y a liberté donnée à l'individu en tant qu'individu, si cette liberté donne plus d'extension à l'idée d'individualité et laisse à celui qui agit l'initiative en même temps que la responsabilité de l'acte, il y a liberté individuelle. Cette définition peut-elle s'appliquer à la liberté d'enseignement ?

N'est-ce pas, d'abord, une extension des droits de l'individu que lui permettre — sous certaines réserves que nous verrons tout à l'heure — de communiquer son savoir à de jeunes enfants ou à des adolescents, de les instruire dans la doctrine qu'il croit conforme à la vérité ? Et le père qui a le choix, pour l'éducation de ses enfants, entre plusieurs écoles, n'est-il pas plus libre dans sa personne et celle de ses enfants, que si un monopole attribué à l'Etat ou à tout autre corps, lui enlevait toute alternative ?

L'individu qui se voue à l'enseignement n'agit-il pas de lui-même, de son plein gré et sous sa propre responsabilité ? Et le père de famille doit-il consulter autre chose que sa conscience pour choisir l'école où il enverra ses enfants ?

(1) M. Larnaude, *Cours de Droit public* (doctorat, 1920-21).

N'a-t-il pas la responsabilité de son choix ? Ne doit-on pas alors, avec M. Esmein, voir là « des droits essentiels pour le libre développement de l'activité et de l'intelligence individuelles ? » (1)

Notre opinion se trouve d'ailleurs confirmée par le grand Rossi lui-même, qui écrivait (2) : Il y a une autre application importante de la liberté individuelle aux faits moraux dont nous devons dire quelque chose, je veux parler de la liberté d'enseignement ».

Pour réfuter l'idée d'après laquelle la liberté de l'enseignement serait une liberté individuelle, certains auteurs allèguent que cette liberté de l'enseignement n'est pas pratiquée en fait par des particuliers et qu'elle n'a fait que créer un monopole à deux : l'Etat et l'Eglise ; conclusion : comment parler dès lors de liberté individuelle ?

Il est certain qu'en fait, à l'heure actuelle, ce sont l'Etat et l'Eglise qui se partagent la grosse majorité des écoles et des élèves, et que l'enseignement libre laïque n'occupe plus en France que fort peu de place.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi, et si aujourd'hui la part de l'enseignement privé laïque est infime, il n'en était pas de même en 1854, où 39 % des élèves de l'enseignement secondaire allaient vers lui : la liberté de l'enseignement était bien alors une liberté individuelle. Des fluctuations de ce genre sont évidemment

(1) Esmein, *Eléments de droit constitutionnel français et comparé*, 7^e édition revue par M. H. Nezard, t. I, p. 548.

(2) Rossi, *Cours de droit constitutionnel*, édition 1867, t. III, p. 142.

toujours possibles, mais ces changements matériels peuvent-ils affecter la nature de cette liberté ?

De plus, grand ou petit, même aujourd'hui, l'enseignement privé laïque occupe une place ; il existe. N'est-ce pas la preuve qu'il est permis à quiconque — sous certaines réserves dont nous allons nous expliquer — d'ouvrir une école ? cette liberté d'enseignement, c'est à l'individu qu'elle appartient ; c'est lui qui en jouit, c'est bien une liberté individuelle.

Mais toutes les libertés individuelles sont-elles du même genre ? et pouvons-nous assimiler la liberté d'enseignement à la « sûreté » par exemple ? A cette question nous pouvons catégoriquement répondre non. En effet, la liberté d'enseignement ne se conçoit pas sans un rapport entre individus, le maître et l'élève, alors que l'individu jouit de la sûreté sans rien avoir à demander à d'autres... qu'une abstention. De plus la liberté d'enseignement diffère de toutes les autres libertés individuelles en ce qu'elle s'adresse à *des mineurs*. C'est là une situation spéciale qui comporte des conditions spéciales.

L'enfant, lorsqu'il vient au monde, n'a pour le protéger que l'amour de ses parents ; c'est à leur vigilance toujours attentive qu'il doit de vivre, de prendre des forces, de grandir.

Il est bien juste *qu'en retour*, lorsque vient l'heure de faire instruire l'enfant, seul le choix du père et de la mère décide de l'école où se fera cette instruction. Mais les parents, malgré toute leur sollicitude, sauront-ils toujours discerner le maître capable d'enseigner et l'ignorant, celui dont la probité morale est à toute

épreuve et celui dont la perversité peut nuire à l'esprit candide de l'enfant ? Bien peu de parents sans doute en seraient capables.

Contre cette affirmation, quelques-uns se récrient, bien peu d'ailleurs : il est évident, en effet, que ceux qui se présenteront au choix des parents pour instruire leurs enfants doivent apporter de sérieuses garanties de savoir et de moralité. Ces garanties ont besoin d'être contrôlées : qui donc est tout désigné pour exercer ce contrôle ? L'Etat. Rien en effet n'est plus naturel. Quoi, vous admettez, que dis-je, vous réclamez qu'un médecin, pour vous donner ses soins, ait, comme garantie de son savoir, des grades conférés par l'Etat, et vous ne voudriez pas que ce même Etat exigeât, pour vous, les mêmes garanties de celui qui éveillera l'intelligence de vos enfants, qui les guidera dans leur études et qui partagera avec vous la noble mission de les élever ? L'intervention de l'Etat est ici amplement justifiée ; on peut même dire qu'elle s'impose.

Mais il ne faut pas qu'elle devienne une ingérence.

A quelles occasions doit-elle donc se produire ?

D'abord, au moment de l'ouverture d'un établissement, il est très compréhensible que l'Etat en inspecte les locaux et s'assure que toutes les conditions d'hygiène et de salubrité sont remplies. Il ne faut pas que l'intelligence de l'enfant s'éveille au détriment de sa santé ; il y a là un point de vue national et social que l'Etat a le devoir d'envisager ; il lui faut, et il faut à la société, des êtres que les soins, à eux donnés pendant l'enfance,

ont rendus sains et vigoureux. C'est là un point de vue que l'Etat serait coupable de négliger.

Ainsi donc les locaux d'un établissement doivent-ils faire l'objet d'un examen rigoureux de sa part.

Mais une fois les locaux reconnus convenables au bon fonctionnement d'une école, l'Etat doit encore intervenir pour exiger de celui qui veut y enseigner un minimum d'aptitude pédagogique. On réclamera de chacun un diplôme en rapport avec le degré d'enseignement qu'il veut professer : le baccalauréat, par exemple, pour l'enseignement secondaire, le brevet élémentaire pour l'enseignement primaire. Quoi de plus juste et de plus naturel, en effet, que d'assurer aux parents que, à quelque école qu'ils confient leurs enfants, ils trouveront des maîtres capables de leur donner les connaissances qu'ils veulent leur faire acquérir.

Ne faut-il pas aussi garantir le mineur contre l'immoralité possible de ceux qui veulent l'instruire, protéger l'ingénuité de l'intelligence de l'enfant ? Là encore, l'Etat est tout désigné. D'ailleurs, les restrictions à une liberté absolue paraissent si utiles, si nécessaires qu'elles ne sont sérieusement contestées par personne. Ainsi, M. Jacquier, professeur à la Faculté catholique de Lyon, écrivait déjà, en 1876, en parlant de l'enseignement : « C'est l'honneur de certaines fonctions qu'on ne puisse y atteindre sans avoir justifié de sa moralité et de son savoir » (1).

Toutes ces interventions de l'Etat sont donc justifiées ;

(1) Jacquier, *La collation des Grades et la liberté de l'Enseignement supérieur*, p. 8.

mais pour qu'elles soient véritablement des réalités, il ne suffit pas de les énoncer dans un texte de loi, il faut leur donner des moyens d'application. Pour cela, en France, on a conféré à l'Etat deux prérogatives : 1° un contrôle, par le droit d'inspection, et 2° la collation des grades.

L'inspection, on ne peut la contester, lorsqu'on ne la fait porter, pour l'enseignement privé, que sur les prescriptions de la loi. C'est le seul moyen de s'assurer que ces prescriptions sont suivies ; et, si l'inspection a été critiquée, ces critiques disparaissent devant celles qui ont accueilli le monopole, pour l'Etat, de la collation des grades.

Les arguments allégués par les adversaires de ce monopole peuvent se réduire à ces phrases de Laboulaye : « L'examen appartient à celui qui enseigne. Dépouiller les professeurs de leur droit d'examen, c'est leur enlever le plus beau fleuron de leur couronne » (1).

Nous croyons que l'on peut répondre victorieusement à ces critiques. Certes, nul n'est plus qualifié que celui qui a suivi l'élève jour par jour, pour savoir s'il est digne du grade qu'il ambitionne, et loin de nous la pensée de prétendre que seuls les maîtres de l'Etat soient aptes à juger de la valeur d'un candidat. Mais il y a autre chose : le principe de la liberté de l'enseignement admis, entraîne *ipso facto* la concurrence des diverses écoles ; or, cette concurrence, si elle n'est tempérée par aucun frein, amènera l'abaissement du niveau des études.

(1) Laboulaye, *La liberté de l'Enseignement et les projets de la loi de M. J. Ferry*, p. 54.

Comment la concurrence, stimulant dans les autres professions, peut-elle arriver, dans l'enseignement, à ce résultat ? C'est ce qu'a très bien exprimé M. Gérard-Varet, recteur de l'Académie de Rennes (1) : « Dans cette œuvre spirituelle, dans cet apostolat (l'éducation) s'avise-t-on d'introduire la concurrence, dès lors on dépose un ferment corrompteur, qui tourne des fruits de vie en mortel poison. Désormais, chez l'éducateur, le souci de préparer des hommes s'efface derrière le souci de conserver des élèves... L'éducation, qui devrait être une affaire de qualité, devient surtout une affaire de quantité. Le souci démoralisateur du nombre l'obsède et le ronge ».

Voilà le résultat de la concurrence. Peut-on y remédier ? Oui, semble-t-il, en établissant un examen que, seuls, certains professeurs seront chargés de faire passer. Ainsi, outre le souci de la quantité, il faudra que l'éducateur conserve celui de la qualité. Une seule catégorie de professeurs examinant les candidats, l'examen aura une valeur invariable, à laquelle il faudra que tous les élèves arrivent, sans distinction de provenance.

Que l'on ait choisi comme seuls examinateurs les maîtres de l'Etat, quoi de moins étonnant ? L'Etat est tout désigné, représentant la Nation, au milieu des écoles de toutes les confessions, pour jouer le rôle de stabilisateur. En outre, il faut observer que certains grades confèrent à celui qui les reçoit le droit d'exercer

(1) Gérard Varet, « Le Problème de la liberté d'enseignement », dans la *Revue Internationale de l'Enseignement* du 15 mars 1902, p. 227.

une profession qui le met en rapport avec la société : on peut être médecin, pharmacien, avocat, en sortant des facultés avec un diplôme. Or, ces professions ont un caractère social indéniable, et il ne se peut pas que l'Etat laisse parvenir à ces professions des hommes dont la concurrence aura fait, non pas des ignorants, mais au moins des gens insuffisants à leur tâche. C'est si vrai que M. Laboulaye lui-même (1) dit que l'on pourrait séparer le grade et le droit à la profession. Mais alors à quoi cela revient-il, sinon à créer un second grade que, cette fois, l'Etat seul conférerait ? et les élèves n'abandonneraient-ils pas le premier pour le second, qui, seul, conférerait des avantages ?

La collation des grades par l'Etat nous paraît donc bonne en soi. Sans doute, elle constitue une restriction à la pleine liberté de l'enseignement ; mais ce n'est pas une raison suffisante pour la supprimer puisqu'elle est nécessaire à la meilleure éducation de l'enfant.

Une autre atteinte à la liberté de l'enseignement, ou tout au moins ce que l'on a voulu faire passer pour tel, est le principe de l'obligation de l'enseignement. On y a vu une atteinte au droit du père de famille, on a prétendu qu'elle diminuait l'autorité paternelle. C'est là, ce nous semble, poser faussement le problème. Cette obligation édictée par la loi n'est pas « une contrainte exercée contre des citoyens » mais « une protection accordée à des mineurs » (2).

« En venant au monde, écrit Lavollée (3), l'enfant y

(1) Laboulaye, déjà cité, p. 54.

(2) J. Simon, *L'Ecole*, p. 242.

(3) Lavollée, *l'Etat, le Père et l'Enfant*, p. 237.

apporte un droit qui contient et résume tous les autres, le droit de vivre, entendu dans la plus haute et la plus complète acception du terme. Etre débile, impuissant, il ne saurait vivre si une infatigable tendresse ne veille constamment sur lui pour subvenir à ses besoins. Longtemps dénué de raison, il ne peut se passer d'un maître dont l'autorité soit tempérée par l'affection ; mais en même temps, ayant en lui le germe de ces facultés sublimes et presque divines qui s'appellent la raison et la liberté, il a besoin d'un guide, qui peu à peu les éveille, les dirige, et lui permette de les porter jusqu'à leur plein et harmonieux développement. Corps, esprit, âme, doivent être formés et développés en lui jusqu'au moment où, arrivé à la plénitude de la vie, il sera devenu apte à la transmettre à son tour. Tel est son droit ».

Il ne faut pas oublier, en effet, que si c'est le père qui agit, pour choisir une école à son enfant, c'est au nom et dans l'intérêt de celui-ci. Or le droit et l'intérêt de l'enfant exigent que celui-ci soit instruit : « Tout en demeurant le meilleur appréciateur de l'étendue des connaissances qui doivent lui être données, il (le père) n'a pas le droit de le priver de tout enseignement : il ne saurait sevrer son esprit de l'élément indispensable qui fera de lui un homme : il ne doit pas le condamner à cette infériorité intellectuelle et morale, à ce rôle de paria, auquel se trouve voué, dans nos sociétés modernes, tout homme privé d'instruction primaire. Cette instruction peut donc être déclarée obligatoire, et le pouvant, elle doit l'être (1). »

(1) Lavollée, *l'Etat, le Père et l'Enfant*, p. 268.

Admettons même que l'obligation de l'enseignement atteigne la liberté du père de famille : Serait-ce là le premier empiètement de la loi sur le droit individuel, et aucun autre aurait-il un fondement plus légitime que celui-ci ? « La loi (1), dit J. Simon, en parlant de l'enseignement, entame la propriété par l'impôt ; la liberté du travail et la liberté par la conscription... la liberté du père de famille par l'article 203 qui prescrit au père de nourrir, élever, entretenir son enfant..., et quand elle prend, sans réclamation de personne, toutes ces licences avec l'autorité paternelle, elle ne sera pas armée, pour protéger, dans l'enfant mineur, un droit presque aussi sacré que celui de vivre!... »

Ces raisons, semble-t-il, sont décisives, et il est inutile d'insister sur l'obligation de l'enseignement, restriction à la liberté : l'éducation, l'instruction, sont reconnues comme un des plus grands bienfaits que l'homme puisse recevoir.

D'ailleurs, toute liberté est un droit : pour l'enfant, la liberté d'enseignement, c'est, avant même la liberté dans le choix des maîtres, le droit à recevoir l'enseignement, et il est bon d'en avoir inscrit l'obligation dans nos lois pour l'imposer au père assez indigne pour ne pas s'y conformer de lui-même, et éviter ainsi ce que M. E. Bourgeois appelle « le rachitisme des consciences (2) ».

Voilà donc ce qu'est la liberté de l'enseignement, et

(1) J. Simon, *L'Ecole*, p. 238.

(2) E. Bourgeois, *La Liberté de l'Enseignement, histoire et doctrine*, p. 205.

les restrictions qu'il semble d'un intérêt primordial de lui apporter. Mais une autre question se pose : Doit-on adopter ce principe et l'adopter d'enthousiasme, uniquement parce qu'il est la liberté ? Ne doit-on pas, au contraire, chercher les causes profondes qui justifient cette liberté avant de passer à son application ?

Nous croyons qu'il y aurait peut-être quelque danger à se laisser hypnotiser par un mot : De très bons esprits ont soutenu, surtout depuis Waldeck-Rousseau dénonçant le péril des deux jeunesses, que ce principe n'était pas fondé et que seul le monopole donnerait les résultats que le pays peut attendre de l'enseignement.

Monopole ou liberté, lequel de ces deux systèmes doit l'emporter ?

Les adversaires en présence ont accumulé les arguments. Essayons de les classer.

D'abord, disent les partisans du monopole, cette liberté d'enseignement n'est pas une liberté naturelle, essentielle, une de celles auxquelles un peuple songe tout d'abord, et la preuve, c'est que l'on cherche vainement trace de cette liberté dans la déclaration des droits de 1789 : « Comment, écrit M. E. Bourgeois, voilà un peuple qui demande à ses députés la garantie la plus prochaine, la proclamation la plus éclatante des droits individuels, de la liberté de la pensée, de la parole, de l'écrit, et qui, sans la moindre réserve, leur remet toutes les écoles, toutes les études confiées jusque-là à des maîtres ou à des bienfaiteurs particuliers (1) ».

(1) E. Bourgeois, *La liberté de l'Enseignement, histoire et doctrine*, p. 21.

D'abord, cette « remise » n'aurait pas été longue ; car dès l'an II, le principe de la liberté de l'enseignement est affirmé. De plus, y a-t-il eu « remise » ? Le principe de la liberté d'enseignement n'était-il pas sous-entendu, n'allait-il pas de soi, comme corollaire de toutes ces libertés acquises ?

Un fait est certain, c'est que l'on songe toujours à fixer de façon précise toutes les libertés que l'on acquiert, alors que l'on considère comme allant de soi toutes celles que l'on possède déjà. N'était-ce pas à peu près le cas pour la liberté d'enseignement avant 1789 ? M. Grimaud, dans sa thèse, écrit au sujet de l'instruction sous l'ancien régime : « Elle était donnée dans la plupart des communautés ».

« Mais par qui ? par l'Etat ? Non, quoique vers le xvii^e siècle l'Etat ait essayé de faire appliquer le principe de l'obligation, ce à quoi il ne réussit pas, du reste. Par l'Eglise ? Oui, dans une certaine mesure, puisque les évêques avaient le droit d'instituer des maîtres d'écoles, droit qui leur avait été reconnu formellement par des déclarations royales... mais surtout par des maîtres librement choisis par le père de famille », et M. Grimaud cite une lettre écrite en 1780 par l'intendant de Bourgogne : « Il faut... que les recteurs d'école dépendent des habitants qui les payent (1) ».

(1) Grimaud, op. cit. p. 2. — Cependant Troplong dit le contraire et cite dans son ouvrage *Du pouvoir de l'Etat sur l'enseignement d'après l'ancien droit public français*, un édit du roi, de février 1763, qui parle de « l'autorité des rois, nos prédécesseurs, et la nôtre, sans laquelle il ne peut être permis d'établir aucune école publique dans ce royaume » (p. 300).

N'est-ce pas là la liberté ? Dès lors, il est compréhensible que la déclaration de 1789, énumération des libertés nouvellement acquises, n'en parle pas. D'ailleurs, à cette époque, toutes les écoles étaient dominées par l'Eglise catholique, et comme l'unité de foi régnait en France (les protestants étant si peu nombreux) il n'y avait aucune protestation. On ne peut donc tirer argument de cet oubli de l'enseignement, dans la Déclaration des Droits de l'Homme, contre la liberté.

Venons-en à un second argument : Certes, dit-on, la liberté de l'enseignement existe en droit ; mais en fait, c'est un monopole à deux. Et l'on cite des chiffres. L'enseignement libre laïque qui comptait en 1854 39 % des élèves de l'enseignement secondaire, n'en comprend plus que 6 % en 1898 : c'est l'effondrement au profit de l'enseignement de l'Etat qui a 53 % des élèves au lieu de 43 %, mais surtout des établissements ecclésiastiques qui n'avaient que 19 % des élèves en 1854 et qui, en 1898, en avaient déjà 41 %. Or, dans ce monopole à deux, l'une des parties n'est-elle pas dans l'impossibilité d'exercer la profession d'enseignement ? des religieux parqués dans la vie religieuse peuvent-ils préparer des laïques à la vie laïque ?

La question semble mal posée : On trouve des religieux confinés dans la vie religieuse, dans les séminaires, mais ceux-ci sont destinés avant tout, non à préparer des laïques, mais d'autres religieux. Si les petits séminaires reçoivent en fait de nombreux adolescents, qui ne sont pas destinés à la vie ecclésiastique, c'est néanmoins spécialement pour la préparation des

ecclésiastiques qu'ils ont été créés. Dès lors, quoi de plus naturel que des prêtres y enseignent ? Mais il ne faut pas croire que, depuis les lois sur les congrégations, les maisons libres catholiques d'enseignement soient dirigées par des professeurs « parqués dans la vie religieuse ». L'Ecole libre des Frères-Bourgeois, à Paris, dirigée anciennement par une congrégation, celle des Frères de la Doctrine Chrétienne, a gardé depuis la dissolution des congrégations son caractère strictement catholique, et pourtant les professeurs qui y enseignent sont des laïques, vivant dans la vie laïque ; ils peuvent, aussi bien que les professeurs de l'Etat, préparer l'enfant à entrer dans la Société.

D'ailleurs, est-il exact, que, même actuellement, l'enseignement soit un véritable monopole à deux ? Certes, la grosse majorité des écoles dépend ou de l'Etat ou de l'Eglise catholique, mais il y en a d'autres, que la suppression de la liberté atteindrait également. Cette minorité, si infime soit-elle, est respectable, et elle est.

« Sur la seule nouvelle que la liberté est promise (1), disait Laboulaye à la tribune, au moment de la discussion de la liberté de l'enseignement supérieur, je vois une école qui s'appelle l'Ecole libre des Sciences politiques. Cet enseignement n'est donné nulle part dans les universités de l'Etat, et cependant voilà un enseignement qui est donné et qui prospère. Il y a deux jours, je lisais l'affiche d'une école de Sciences religieuses à la tête de laquelle est notre honorable collègue M. de

(1) Laboulaye, Discours du 4 décembre 1874. *Annales de l'Assemblée Nationale*, t. 35, p. 49.

Pressensé. Cet enseignement protestant que l'Etat a toujours éloigné de Paris, le voilà qui s'y introduit. Je ne pense pas que M. de Pressensé soit un membre de l'Eglise catholique, et cependant il profite de la liberté. »

Mais, au fond, la question n'est pas là. Il ne s'agit pas de savoir si, dans ce quasi-monopole à deux, un religieux peut instruire un enfant, il s'agit de savoir si ces deux grandes sortes d'écoles, fatalement rivales, puisque concurrentes, n'arriveront pas à se haïr, à exciter leurs élèves contre l'école adverse, et par là même contre les élèves de cette école. C'est le péril des deux jeunesses, que, depuis Waldeck-Rousseau, on met surtout en avant contre la liberté de l'enseignement. Loin de nous la pensée, disent les partisans du monopole, de vouloir façonner toute la jeunesse sur le même et strict modèle ; mais ne faut-il pas arriver à ce résultat qu'au sortir de l'école, il n'y ait pas un amas de préjugés et de défiance entre une partie de la jeunesse et l'autre ? ne faut-il pas donner à tous une première et même instruction, de façon que, malgré les divergences de vues, qui ne manqueront pas d'apparaître sur bien des points, il y ait toujours un minimum de points de contact entre tous ?

Le monopole de l'enseignement est nécessaire pour éviter ces querelles intestines, ces luttes fratricides qui ont lieu au grand détriment de l'unité du pays et des forces de la nation.

Voilà l'argument. Que peut-on y répondre ?

On peut d'abord invoquer l'argument historique qu'en 1903 employa M. Ch. Dupuy combattant contre

l'abrogation de la loi Falloux : « Si le monopole d'avant 1850, dit-il (1), n'avait pas fait l'unité morale qu'on rêve, comment supposer que le retour à ce monopole fera cette impossible et chimérique unité ? ».

En outre, est-il exact qu'il n'y ait pas entre nous un minimum d'idées communes qui nous lient tous ? Au sortir des événements récents, n'est-ce pas calomnier, presque blasphémer, que de parler de deux jeunesses ? On les a vues, coude à coude, marcher ensemble, mourir ensemble pour la même cause ; on les a vues s'entraider à supporter les fatigues, l'impatience, les douleurs ; on a vu le maître de l'école publique et celui de l'école catholique se serrer fraternellement les mains, et l'on parlerait encore de deux jeunesses !... Ah ! certes, M. Gourju avait la claire vision de la réalité quand il s'écriait à la tribune du Sénat (2) : « Mais il est cependant une unité morale... c'est une sorte de substratum individuel dont on ne parle pas à tout propos, que l'on ne clame pas chaque matin sur les toits, mais, qui, lorsque le jour arrive, est là pour nous réunir tous, et nous le savons de reste. Il n'est pas un de nous qui n'en ait fait l'épreuve, et qui ne sente cette unité morale au plus intime de sa pensée. »

Mais les partisans du monopole ne sont pas à bout d'arguments. La liberté, disent-ils, entraîne la concurrence ; chaque école voudra avoir plus d'élèves que sa rivale, et, au lieu de s'astreindre à maintenir au degré

(1) Ch. Dupuy, Discours au Sénat, 5 novembre 1903, J. O. Sénat, p. 1307.

(2) Gourju, Discours au Sénat, 5 novembre 1903, Sénat, p. 1314.

qui convient le niveau des études, elle laissera ce niveau s'abaisser pour avoir de plus nombreuses recrues, qu'élimineraient vite, par exemple, des examens de passage rigoureux. Mais si les examens de passage sont faibles, l'examen que l'Etat se réserve de faire subir, et qui seul vraiment compte, sera-t-il abaissé par ces rivalités mesquines ? L'Etat doit exiger de tous les candidats aux mêmes examens, quelle que soit leur provenance, les mêmes connaissances, et des connaissances suffisantes ; alors, vraiment, ces rivalités arriveront-elles à faire baisser le niveau des études, puisque l'examen, terme de celles-ci, restera toujours identique ? et au contraire de l'abaissement prévu du niveau des études, ne verrons-nous pas celui-ci s'élever ?

Songez un instant non plus seulement aux examens, mais aux concours. Ici, il ne suffit plus seulement d'avoir un degré d'instruction *suffisant*, mais un degré d'instruction *supérieur* à ses rivaux. Mais, dira-t-on, avec le monopole l'émulation ne serait pas supprimée ; elle existerait entre établissements de l'Etat. Peut-être ; mais n'est-elle pas plus forte lorsque c'est un établissement immédiatement concurrent que l'on redoute, qu'il est là, dans la même ville, le même quartier ? Alors la crainte de perdre des élèves est bien plus légitime, partant bien plus vive, et, par suite, l'ardeur des maîtres reçoit un énergique stimulant que le monopole lui enlèverait.

Une autre façon d'envisager le problème, c'est de dire : Dans votre défense de la liberté de l'enseignement, c'est l'individu que vous défendez. Or, c'est la liberté du citoyen qu'il faut envisager. Et qui donc est

plus apte que l'Etat à s'occuper du citoyen ? C'est ce qu'a cherché à établir M. Linthilhac : Citant Aristote, il affirme que « tous appartiennent à l'Etat », et il ajoute, faisant parler l'Etat (1) : « Halte-là ! Ta liberté finit où celle de ton enfant commence. Je t'interdis donc de lui gâter par avance la vie publique où j'aurai besoin de sa volonté libre pour mon existence. Je t'interdis donc d'élever un citoyen contre la cité ».

De cet argument, M. Clemenceau (2) n'a-t-il pas fait justice par avance en faisant remarquer avec sa verve habituelle : « l'Etat a trop d'enfants pour être un bon père... On a dit que l'enseignement était un service public. D'accord, l'enseignement est un service public, mais il n'en faut pas raisonner davantage dans l'absolu. L'assistance aussi est un service public. Est-ce que vous condamnerez l'homme qui donnera deux sous à un pauvre parce que c'est l'affaire de l'Etat ? Assurément, non. Vous laisserez la liberté s'exercer à côté des agents des services publics. »

D'ailleurs, si c'était vraiment dans l'intérêt de la Société que l'individu reçoit l'instruction, il faudrait préparer chaque individu à sa fonction propre, par une instruction propre et spéciale à chaque fonction... Où s'arrêter dans cette spécialisation ?...

« Une telle organisation, déclare M. Vial, professeur au lycée Lakanal (3), est impraticable. Concluons donc nettement que le bien public ne doit pas être le mono-

(1) Linthilhac, Discours 6 novembre 1903, J. O. Sénat, p. 1330.

(2) Clemenceau, Discours 15 octobre 1902, J. O. Sénat, p. 1082.

(3) Vial, *Enseignement secondaire et démocratie*, p. 38.

pole de la seule administration, que d'autres peuvent y contribuer également, et que, puisqu'ils le peuvent, il faut, au lieu de les en empêcher, leur faciliter autant que possible cette tâche (1) ».

Enfin, dira-t-on en faveur du monopole, l'enseignement public est neutre en matière religieuse ; que peuvent craindre les pères de famille ? Ils ne craignent rien ; mais ils veulent que leurs fils, en ouvrant leur premier livre, soient, dès l'âge le plus tendre, assujettis à un dogme ; ils réclament la liberté contre la liberté de conscience de l'enfant. D'un côté donc, il y a l'enseignement de l'Etat, neutre, donc inoffensif ; de l'autre, un enseignement, qui, puisque plié à un dogme, n'est pas indépendant. Dans ces conditions, le monopole n'établirait-il pas la liberté plus que votre prétendue liberté d'enseignement ?

Il ne nous semble pas qu'il soit exact de dire que c'est pour imposer un dogme à ses enfants que le père de famille choisit une école privée de préférence à celle de l'Etat.

Et d'abord, l'école de l'Etat est-elle vraiment neutre ? Peut-on vraiment imposer à un professeur l'obligation de n'avoir aucune opinion personnelle en aucune matière ?... Elles sont bien belles, ces recommandations que Jules Ferry adressait aux instituteurs (2) :

« Au moment de proposer aux élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve

(1) Voir sur ce sujet M. Hauriou, *Principes de droit public*, 2^e édition, p. 750, qui est très catégorique sur ce point.

(2) J. Ferry, *Lettre aux Instituteurs*, 17 novembre 1883.

à votre connaissance un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire, ... si oui, abstenez-vous de le dire, sinon parlez hardiment...

« Vous ne toucherez jamais avec trop de scrupule à cette chose délicate et sacrée qu'est la conscience d'un enfant. »

Mais chaque instituteur appréciera-t-il de la même manière ce qui peut être un sujet de « froissement » pour un honnête homme ? Aura-t-il même la même conception de l' « honnête homme » ? N'admettra-t-il pas comme vérité évidente ce qu'un autre trouvera douteux et contestable, voire faux et dangereux ? De plus, s'il est certains principes sur lesquels tous sont d'accord, exigera-t-on que le professeur fasse totalement abstraction de lui-même dans l'enseignement de certaines sciences. Est-ce possible, est-ce désirable ? Conçoit-on un professeur d'histoire ou de philosophie qui s'abstiendrait de jamais formuler un jugement sur des faits ou sur des doctrines ? Y a-t-il un maître, aimant son métier, qui soit capable d'arriver à ce degré d'impassibilité ? et surtout y en a-t-il, capable de se contraindre à l'indifférence qu'elle suppose ? Il en serait diminué. La grandeur de l'enseignement, c'est d'ouvrir les jeunes intelligences à la vérité, du moins à ce que l'on croit tel. Voudrait-on retirer à l'enseignement toute sa noblesse et même toute son efficacité ? Quel feu, quelle vie pourrait apporter à son enseignement un professeur enfermé dans ces règles draconiennes ? et quel fruit le disciple pourrait-il retirer d'un enseignement privé de chaleur et de vie ?

Admettons même un instant que cette neutralité

existe, et, avec elle, le monopole. A quoi cela servirait-il ? Si, l'enseignement de l'Eglise étant présumé dangereux, on interdit à celle-ci d'ouvrir des écoles, croit-on qu'on lui interdira cependant d'agir sur l'éducation des enfants ?

Au lieu de dépenser son argent et son activité au bon fonctionnement de ses écoles, elle concentrera tous ses efforts dans des œuvres extra-scolaires ou post-scolaires, grâce auxquelles il lui sera facile de donner à la jeunesse cette éducation qu'on refuserait de lui laisser donner par l'école. Elle multipliera ses conférences religieuses, ses soirées artistiques, ses créations de patronages et de sociétés sportives, sous la présidence de prêtres ou de leurs représentants, et les enfants seront encore plus sûrement peut-être enveloppés, imprégnés de l'enseignement qu'on voudra chasser de l'école. Qui donc oserait faire une loi pour défendre au père de famille de laisser ses enfants prendre part à ces réunions ?

Non, la neutralité n'existe pas ; elle ne peut pas exister. A défaut de cette neutralité impossible, faisons tous nos efforts pour introduire dans les mœurs, et, de là, dans l'école, l'esprit large et libéral qu'on appelle la tolérance. Elle n'est pas toujours pratiquée dans les écoles privées ; elle doit faire l'honneur et la force des écoles publiques. Mais n'arrivera-t-il jamais que certains maîtres de l'école publique, de la meilleure foi du monde, se croyant en possession de la vérité absolue, enseigneront des doctrines que les parents peuvent trouver absolument fausses ? Or, comme l'a si bien fait remarquer Rossi (1), l'enfant « étudie, observe son maî-

(1) Rossi, *Cours de droit constitutionnel*, p. 143.

tre, quel qu'il soit d'ailleurs, que ce soit son maître proprement dit, que ce soit son père ou son tuteur, il observe, il étudie la personne qui le dirige, et, sans s'en douter, l'imité constamment. Là se trouve cette puissance énorme et redoutable de l'homme sur le jeune âge par le moyen de l'instruction et de l'éducation ». Et si les théories de certains maîtres lui semblent fausses, celui qui a la responsabilité de l'instruction de l'enfant, son père, a le devoir, pour éviter cette « puissance redoutable » qui devient pernicieuse, de conduire l'enfant à des maîtres dont la doctrine lui semble juste et bonne.

De plus, qui oserait nier que dans un corps, — d'ailleurs aussi respectable que celui des maîtres de l'Ecole publique, mais composé de membres si nombreux, quelques-uns sont entrés dans l'enseignement sans en avoir la vocation ? Exception, dira-t-on. D'accord, mais cette exception existe (1), et il est bon de se prémunir contre elle ; il est alors de l'intérêt de l'enfant qu'il y ait, à côté de l'école publique, une autre école, avec un autre maître, mieux fait pour enseigner. D'ailleurs, la crainte d'une école privée préférable à la sienne ne rendra-t-elle pas l'Etat plus attentif au choix de son personnel enseignant ?

Il ne nous semble donc pas que tous les arguments présentés en faveur du monopole soient très convaincants.

(1) Déjà, au Conseil Impérial de l'I. P., 13 décembre 1867, M. Delangle le faisait remarquer : « Il y a à Paris des cours que je ne voudrais pas suivre, et, en province, il s'en rencontre de pitoyables » (Revue générale de droit administratif 1880, p. 441).

Mais voyons maintenant ceux que leur opposent les partisans de la liberté de l'enseignement, pour quels motifs ils s'y tiennent, sur quelles bases ils la fondent, pour quelles raisons, décisives selon nous, ils la défendent.

Il ne suffit pas, en effet, de réclamer la liberté de l'enseignement, uniquement parce qu'elle est la liberté. La liberté, poussée dans tous les domaines à la fois jusqu'à ses dernières conséquences, produit l'anarchie ; et, sans qu'elle soit poussée à cette extrême limite, on n'a qu'à regarder les effets que, dans les rapports entre patrons et ouvriers, produisait la liberté absolue. On peut dire, à notre avis, sans exagération, que l'on en était arrivé à la servitude du salaire, et que la loi de 1915 sur les ouvrières travaillant à domicile, par exemple, fut une loi absolument nécessaire, quoiqu'elle portât atteinte à la pleine liberté.

Ce n'est donc pas seulement parce que la liberté de l'enseignement est la liberté que nous nous y attachons. Quelles sont donc alors nos raisons ? On en a fait valoir de multiples.

Une première, ingénieuse, en a été donnée par M. Basch, alors chargé de Cours à la Sorbonne (1) : « Admettons, propose-t-il, le monopole. Il faudra pour les 1.500.000 élèves que comprend l'enseignement libre, créer des établissements nouveaux. Or, qui en formera le personnel ? Ceux-là mêmes dont vous supprimerez les fonctions à l'école privée, et que leur voca-

(1) Victor Basch, *Liberté ou monopole de l'Enseignement, dans Neutralité et monopole de l'enseignement.*

tion conduira à vous ? Mais ils y viendront avec leur esprit, leurs méthodes, leurs préjugés, au grand dommage de l'école publique dont l'esprit pourra se trouver faussé ».

Cet argument, bien présenté, ne nous paraît pas donner une base bien sérieuse à la liberté, car le monopole ne dépendra plus alors que d'une question d'opportunité, et on pourra l'établir dès que l'on verra les écoles privées suivre la méthode qu'on leur reproche de ne pas avoir.

Une autre raison est celle-ci :

Avec le monopole, vous allez augmenter considérablement votre personnel enseignant. Or, celui-ci, dès maintenant, est à peine contenu par le pouvoir central. S'il s'accroît encore, ce seront des fonctionnaires complètement émancipés qui enseigneront alors ce que bon leur semblera. « Il n'y aura plus deux jeunesses, il y en aura une infinité ; chaque région aura la sienne (1) ».

Cet argument ne nous semble pas plus convaincant que celui qui précède. D'après lui, il ne faudrait pas conserver la liberté d'enseignement parce qu'elle est un droit, mais parce que le monopole est impossible. Cette opinion ne semble accepter la liberté de l'enseignement que comme pis-aller. Mais voici un troisième argument plus sérieux :

Supposons le monopole établi. Fatalement le corps enseignant reçoit les impulsions du pouvoir dirigeant et tend à une conception politique et morale semblable

(1) Hauriou, *Principes de droit public*, 2^e édition, p. 756.

à celle du pouvoir. Certes, l'élite du corps enseignant ne se laissera jamais domestiquer ; mais en sera-t-il de même des moins élevés, des plus humbles, des besogneux, des nombreux instituteurs nommés par le préfet, fonctionnaire essentiellement politique ? Ne pourrait-on pas craindre alors de voir une université libérale la veille, cléricale le lendemain, puis collectiviste après les élections suivantes ?

La liberté de l'enseignement est la soupape qui pare à ce danger.

L'argument paraît sérieux, en ce qui concerne au moins l'enseignement primaire, mais il ne prouve rien en faveur de la liberté ; il ne fait que découvrir un inconvénient de plus au monopole. D'ailleurs, on y pourrait remédier en imaginant, pour les instituteurs, un mode de nomination autre que celui, très défectueux, qu'on pratique actuellement.

Non, le véritable fondement de la liberté d'enseignement, ce qui en fait une liberté première à laquelle on ne peut toucher sans ébranler en même temps les bases sur lesquelles est établie notre société moderne, c'est le droit du père de famille, « argument irréfutable » écrit M. Berthelemy (1), « quelque péril qu'il puisse y avoir à ce que les écoles dites libres existent à côté des écoles publiques ». La loi, d'abord, impose aux parents l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants (Art. 203 du Code Civil). Rien n'est plus raisonnable, plus juste. C'est le père et la mère qui, ayant formé ce

(1) Berthelemy, *Traité élémentaire de droit administratif*, 9^e édit., p. 823.

petit être de leur chair et de leur sang, ont la charge, le privilège aussi, de subvenir à ses besoins, parce que nul n'est capable d'aimer autant qu'eux le petit être chétif et vagissant qu'ils ont mis au monde. Oui, le père et la mère doivent « élever » leur enfant ; c'est leur devoir, c'est leur droit : mais comment pourraient-ils « élever » leur enfant, si on leur refusait le pouvoir de l'inspirer de ce qu'ils trouvent de meilleur au fond de leur esprit et de leur cœur, c'est-à-dire si on leur défendait de le façonner moralement à leur image et à leur ressemblance, en lui donnant ou en lui faisant donner l'éducation qu'ils jugent préférable ? C'est un droit pour eux qui découle de leur devoir envers l'enfant. Il n'y a pas de loi qui puisse dire : « Tu as beau regarder cette doctrine comme fausse et dangereuse, c'est dans cette doctrine que bon gré mal gré nous élèverons ton fils ». Si pareille contrainte pouvait s'exercer, il en résulterait les pires conséquences. Croit-on que le père ne combattrait pas dans l'esprit de son fils l'influence du maître ? Et alors ou l'enfant entrerait en conflit avec son maître, ou, si l'influence du maître était la plus forte, il entrerait en conflit avec son père. Alternative lamentable, qui impose à l'enfant le choix entre deux autorités que, pour son bien, il devrait respecter l'une et l'autre, et qu'après des hésitations et des luttes, qu'il ne devrait pas connaître, il méprisera peut-être l'une et l'autre !

L'enseignement, cette mission sacrée, cette œuvre splendide, est une œuvre de paix. Pour qu'il féconde les intelligences, il lui faut le calme, la confiance, la concorde entre les éducateurs, le père et le maître, et

pour cela, il lui faut la liberté. Laissez le père de famille choisir le maître de son enfant, pour lui donner la sécurité, pour qu'il sache son fils élevé dans ce qu'il croit bon et vrai, pour qu'il se fasse l'auxiliaire du maître, et pour qu'ainsi, par leurs efforts convergents, ils fassent de l'enfant un homme. Ah ! certes, il serait éminemment désirable que tous fussent animés de l'esprit de tolérance, que tous les maîtres enseignassent à leurs élèves le respect de la conviction de chacun ; mais là n'est plus affaire d'enseignement, c'est affaire de concorde nationale.

Ce qui est certain, c'est qu'il faut que le père, puisqu'il a les charges, ait aussi les droits (1) ; « Ayant la responsabilité de l'éducation, et de ses suites, les parents ne peuvent remplir le devoir qui en découle que si on les laisse entièrement libres de choisir les doctrines et les maîtres qui leur semblent les meilleurs.

« En mettant des entraves au libre accomplissement de ce devoir, l'Etat — qui ne peut jamais se substituer convenablement aux parents, ne fût-ce qu'en raison de l'étendue considérable du groupement social qui relève de lui — tend à désorganiser un élément indispensable de toute société, la famille ». L'instruction doit être obligatoire, pour protéger le droit de l'enfant ; mais peut-on vraiment lui imposer une doctrine, alors qu'il n'en est aucune de vérifiée vraie ? Ce qu'il faut, c'est faire acquérir à l'enfant les notions premières qui lui seront nécessaires dans la vie ; mais quant aux méthodes à employer pour y arriver, quant au choix de l'école

(1) A. Comte, *Système de philosophie positiviste*, t. I, p. 122.

qui donnera ces notions premières, qui pourrait choisir, autre que celui qui a reçu la mission d'élever son enfant ?

D'ailleurs, ce droit du père de donner à son fils l'instruction de son choix sera-t-il refusé au père de famille dans tous les cas ? Logiquement, il devrait l'être, mais les partisans du monopole n'osent pas aller jusque là. Ce qu'on interdit au père, c'est le choix de l'école. Mais si le père garde son enfant chez lui, s'il lui donne l'instruction lui-même ou s'il prend un précepteur pour la lui donner à domicile, les adversaires de la liberté n'y font pas obstacle. C'est là stricte affaire familiale, l'Etat n'a rien à y voir...

Alors, non seulement on porte atteinte à la liberté, mais encore on manque à la justice. Quoi ! celui qui aura assez de loisirs pour instruire lui-même son enfant, ou qui sera assez riche pour lui faire donner l'instruction par un précepteur, celui-ci sera libre ; mais le petit, le modeste artisan ou l'humble tâcheron, qui toute la journée travaille pour fournir à ses petits le pain quotidien, qui se consume au labeur pour leur fournir l'éducation qui les élèvera à un niveau supérieur au sien, n'aura pas même, pour atténuer sa fatigue, la consolation de se dire que, pendant ce temps, ses enfants apprennent ce qu'il croit juste et vrai. Il sera au contraire hanté par cette pensée torturante : « Si l'éducation qu'on m'impose pour mes enfants allait en faire comme des étrangers à moi ! » pensée horrible, qui hantera l'esprit du pauvre et qu'on épargnera au riche ; le riche aura la liberté, lui seul ! Rien qu'à l'énoncé de cette flagrante injustice, n'en voit-on pas

le remède ? et ne comprend-on la protestation véhémente de M. Basch (1) : « Si les partisans du monopole veulent vraiment réaliser l'unité qu'ils préconisent, il faudra que l'Etat intervienne non seulement dans l'instruction, mais encore dans l'éducation, qu'il interdise aux pères et aux mères de famille de donner à leurs enfants un enseignement religieux... et qu'il proclame le monopole de la libre pensée. Que ceux qui veulent aller jusque là le disent. Pour nous, nous nous y refusons ».

La liberté de l'enseignement ainsi établie, n'a-t-elle pas une autre utilité ? Ne peut-elle servir la science elle-même ? Qu'on ne se récrie pas. C'est M. Lyon, l'éminent recteur de l'Académie de Lille — l'Académie la plus aux prises avec la concurrence catholique, Lille étant le centre de facultés catholiques florissantes — qui s'exprime ainsi : « Il faut multiplier autant que possible les foyers de recherches et de diffusions scientifiques, il convient de conserver à côté des établissements d'Etat, la possibilité d'établissements scientifiques et d'enseignement supérieur autonomes susceptibles de donner accès à des talents, à des valeurs auxquels nos hiérarchies officielles font obstacle ».

Ainsi, liberté du père de famille, progrès des sciences, réclament pour l'enseignement, comme pour presque toutes choses, la liberté, non pas la liberté absolue, mais tempérée par des sages restrictions qui en permettent la bonne application à tous.

Cette question a passionné bien de esprits ; elle sem-

(1) Victor Basch, op Cit., p. 133.

ble maintenant s'être apaisée. C'est que les terribles événements qui viennent de se passer ont été une grande leçon : les adversaires d'autrefois ne se sont pas séparés ennemis, après leur victoire commune. Ils s'ignoraient hier ; mais ils se sont connus là-bas, quand ils ont vu la mort ensemble, ils se sont compris, et depuis ils s'estiment et se respectent. Aussi est-on heureux de pouvoir lire ces lignes d'un grand universitaire, conseils de paix et de concorde (1), qui seront notre conclusion à ce premier chapitre : « On avait assez longtemps vécu comme si on était en guerre entre Français. Les mots d'adversaires, d'ennemis, étaient d'usage courant, s'adressant à des hommes de même métier, disons mieux, de même vocation souvent, et que le hasard ou le besoin de gagner leur vie sans délai a fait sonner à une porte plutôt qu'à une autre... Nous ne devons pas considérer l'enseignement libre comme une nécessité qu'on subit, mais nous devons voir en lui un associé, un auxiliaire utile, qui rompt par des notes plus ou moins variées, l'uniformité excessive de l'instruction nationale, et dont la souplesse enfin prête à des initiatives dont il nous sera loisible de profiter. Il est la soupape de sûreté prévue dans notre machine pédagogique. On est gardé par lui, parce qu'il pourrait en tirer profit, de toutes sortes de maux, de défaillances, de routines, et de la maladie du sommeil. De pareils « ennemis » valent autant que les meilleurs amis. »

(1) Raymond Thamin, recteur de l'Université de Bordeaux : « La Réforme de l'Enseignement » dans *La Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1921, p. 384.

PREMIÈRE PARTIE

Histoire de la liberté de l'Enseignement en France et en Alsace Lorraine jusqu'en 1918

CHAPITRE PREMIER

La liberté de l'Enseignement en France jusqu'à 1870

La liberté de l'Enseignement en France, et, par conséquent, dans ses trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, était-elle la règle générale appliquée en 1870 ? Non ; si elle était la règle pour l'enseignement primaire et pour l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur n'en jouissait pas. De plus, ses applications étaient encore récentes : la plus ancienne remontait seulement à 1833 !

La Révolution ne s'était pas occupée, dès 1789, de la question de l'Enseignement. Elle avait eu tout d'abord à établir solidement les libertés les plus indispensables à l'homme : liberté individuelle, liberté de conscience, égalité des droits, propriété. Mais elle ne

pouvait pas tarder à l'aborder, et, dès le 19 décembre 1793, elle proclama, là aussi, la liberté. L'article 1^{er} du décret du 29 Frimaire an II « sur l'organisation de l'Instruction publique » s'exprime ainsi : « L'enseignement est libre... ». L'Etat ne demandait alors à l'instituteur qu'un « certificat de civisme et de bonnes mœurs » il le rétribuait lui-même, d'après le nombre de ses élèves.

La Constitution du 5 Fructidor an II, proclama à nouveau cette liberté dans un des six articles concernant l'Instruction publique : « Les citoyens ont le droit de former des établissements particuliers d'éducation et d'instruction, ainsi que des sociétés libres, pour concourir au progrès des Sciences, des Lettres et des Arts » (art. 300). Mais cette liberté devait être éphémère : l'Empire ayant succédé à la République, Napoléon s'empara de l'Université et il la façonna de manière à en faire un instrument à son usage. Pour que cet instrument rendît tout ce qu'il s'en promettait, il fallait à l'Université le monopole de l'Enseignement. Napoléon le lui donna.

Ce monopole ne fut pas lettre morte ; on le pratiqua. Une loi proclama d'abord le 10 mai 1806 qu'un corps serait formé « chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation dans tout l'Empire.

Puis le décret du 17 mars 1808 interdit à quiconque d'enseigner s'il n'est membre de l'Université et gradué par elle. A cette règle font seuls exception les petits séminaires ; ils continuent à dépendre des évêques, qui nomment à leur gré directeurs et professeurs.

Mais le décret du 15 novembre 1811 acheva la réalisation du monopole absolu de l'Université. A elle seront

confiés même les séminaires : « toutes ces écoles (les séminaires) seront gouvernées par l'Université ; elles ne pourront être organisées que par elle, régies que sous son autorité, et l'enseignement ne pourra y être donné que par des maîtres de l'Université étant à la disposition du grand maître » (Art. 25).

On alla même jusqu'à obliger les ministres du culte ayant quelques élèves à solliciter une autorisation. M. Gréard cite cet arrêt du Conseil de l'Université du 24 août 1813 (1) : « Les curés, les desservants, les pasteurs ou tous autres ecclésiastiques qui admettent chez eux des élèves comme pensionnaires ou externes pour y recevoir des leçons de grammaire, d'histoire, de géographie, de langues anciennes, de mathématiques, sont tenus comme les instituteurs et maîtres de pension laïcs, de demander l'autorisation du grand maître. Eux et leurs élèves sont soumis à la juridiction de l'Université ».

La Restauration ne pouvait que prendre le contrepied des œuvres de Napoléon, il le semblait du moins. Elle conserva beaucoup de ces institutions, cependant. Toutefois, l'Université, dont Napoléon avait fait son instrument, rappelait trop l'Empire : Le 17 février 1815, une ordonnance fut promulguée, décret de décentralisation : Il instituait en France dix-sept Universités, ce qui diminuait la puissance de chacune. Précédemment déjà une autre ordonnance (du 5 octobre 1814) avait porté atteinte au régime du Monopole en faveur des

(1) Gréard, *Législation de l'Enseignement primaire en France*, p. 225.

séminaires. Dans chaque département l'évêque pouvait, sans autorisation, ouvrir un petit séminaire et en choisir à son gré les professeurs.

C'était un pas dans la voie de la liberté.

Mais Napoléon revint de l'île d'Elbe. Quelques jours après son retour, l'Université était rétablie. Toutefois, l'ordonnance du 17 février seule était abolie, et les petits séminaires gardaient le privilège qui venait de leur être accordé.

Après Waterloo, on pensa que Louis XVIII allait de nouveau supprimer l'Université. Il n'en fit rien : l'Université, en effet, n'était pas qu'une institution impériale ; elle avait été pour l'Empire un instrument de domination. La royauté la conserva à son profit. Une ordonnance du 15 août 1815 annonça que l'Université était maintenue « provisoirement ». C'était un provisoire qui devait durer longtemps...

D'ailleurs, malgré son maintien, l'Université ne fut pas protégée contre les attaques. C'était Napoléon qui l'avait créée et de nombreux légitimistes auraient voulu effacer jusqu'à la trace de son passage. C'est seulement avec Lamennais que la discussion prit un nouvel aspect : les attaques contre l'Université furent alors dirigées au nom d'un principe : la liberté de l'Enseignement.

Mais cette campagne ne donna pas de résultats, et, si l'on vit apparaître quelques nouvelles ordonnances, elles ne consacrèrent pas la liberté : Celle du 27 février 1821 élargit la législation en faveur de l'Eglise, mais sans profit pour la liberté ; les curés peuvent instruire deux ou trois jeunes gens, en vue de les préparer au sémi-

naire, sans avoir besoin d'autorisation ; ils devront cependant en faire la déclaration au recteur (art. 28). Mais, d'autre part, l'article 14 donne à l'évêque un droit de surveillance sur tous les collèges de son diocèse. Le 1^{er} juin 1822 Mgr de Frayssinous, évêque d'Hermopolis, est nommé grand maître de l'Université. Le monopole subsiste toujours ; mais à partir de cette date il passe au service de l'Eglise. Les chaires de Guizot, de Cousin, furent supprimées. On fit plus : le 6 septembre 1822, Mgr de Frayssinous ferma l'Ecole Normale. C'était pour lui un foyer d'agitation contre l'Eglise et contre les idées alors en honneur.

La discussion reprit de plus belle lorsque Mgr de Frayssinous, dont la dignité de grand maître avait été transformée en ministère, avoua le 26 mai 1826, à la tribune de la Chambre, que les Jésuites étaient revenus en France et dirigeaient des séminaires (7, disait Mgr de Frayssinous). Cet aveu fit grand bruit. Aussi, à la chute du Ministère Villèle, le Ministère Martignac nomma une commission d'enquête qui déposa son rapport (1) le 28 mai 1828 : « Cinquante-trois établissements se qualifient du titre d'écoles ecclésiastiques, d'écoles cléricales, de petits séminaires. Ils ne possèdent aucun titre valable ; ils sont cependant soustraits à la juridiction de l'Université. Leur existence est contraire à la législation actuellement en vigueur ». Le rapport déclare de plus que « les ecclésiastiques qui sont chargés de l'enseignement dans les petits séminaires de Saint-Acheul, Dôle, Bordeaux, Sainte-Anne-d'Auray,

(1) Duvergier, 1828, p. 131.

Aix, Forcalquier, Montmorillon et Billom, sont constitués en congrégation ; en un mot ils font partie de l'Institut des Jésuites (2). ».

Le Ministère Martignac étudia ce rapport et fit paraître les ordonnances du 16 juin 1828. La première soumet les huit écoles des Jésuites au régime de l'Université. La seconde limite à 20.000 le nombre maximum des élèves que pourront recevoir les écoles ecclésiastiques, ordonne le port de l'habit ecclésiastique aux élèves de ces écoles à partir de 14 ans ; enfin elle décrète qu'en ce qui concerne les élèves des écoles ecclésiastiques, « les élèves qui se présenteront pour obtenir le grade de bachelier ès-lettres, ne pourront, avant leur entrée dans les ordres sacrés, recevoir qu'un diplôme spécial, lequel n'aura d'effet que pour parvenir aux grades de théologie ; mais il sera susceptible d'être échangé contre un diplôme ordinaire de bachelier ès-lettres après que les élèves seront entrés dans les ordres sacrés ».

Ces ordonnances marquent un moment de réaction. Les écoles ecclésiastiques comprenaient 50.000 élèves, les écoles de l'Etat 35.000 seulement ; le monopole de l'Université fait un retour offensif.

Pourtant le Ministère Martignac était libéral ; il le fut même dans l'enseignement. Cousin et Guizot retrouvèrent leurs chaires ; mais le monopole restait intact ; c'était toujours lui la règle légale de la France.

Après Villèle et la chute de Charles X, on attendait la liberté. La Charte de 1830 la proclama en ce qui con-

(2) *Rapport au Roi*, Duvergier, 1828, p. 136.

cerne l'enseignement: « il sera pourvu par des lois séparées et dans le plus court délai possible, aux objets qui suivent: ...8° l'Instruction publique et la liberté de l'Enseignement » (art. 69).

A cette charte, Louis-Philippe avait juré fidélité : on l'attendait aux actes. Le 20 janvier 1831, Barthe, ministre de l'Instruction publique, dépose un projet de loi proclamant la liberté de l'enseignement primaire. Mais le projet fut retiré, car une ordonnance royale du 3 février créait une commission chargée d'étudier « l'organisation de l'enseignement, en conformité aux dispositions de la charte constitutionnelle ».

A ce moment, les catholiques, Lamennais en tête, menaient une campagne vigoureuse pour la liberté de l'enseignement.

Voyant le premier projet retiré, Lamennais et quelques autres militants publièrent le prospectus d'une école gratuite d'externes, fondée sans l'autorisation de l'Université, et qui devait avoir pour professeurs Lacordaire, de Coux et le vicomte de Montalembert. Ouverte le 9 mai, le commissaire de police tenta vainement, le 10, de faire cesser par la douceur cette illégalité ; puis, ayant dressé procès-verbal, il dû, le 11, employer la force pour faire fermer l'école. « M. le Commissaire fut obligé d'appeler la force, de faire monter des sergents, qui, malgré l'opposition de M. Lacordaire, furent obligés de prendre ces malheureux enfants et de les faire sortir par la force » (1).

(1) Discours de M. Persil, procureur général. *Moniteur Officiel* du 22 septembre 1831, supplément, p. 1.

De Coux, Lacordaire et le vicomte de Montalembert furent poursuivis. Le Tribunal de droit commun s'était déclaré incompétent ; mais la Cour d'appel cassa le jugement.

Le 28 juin, l'affaire devait revenir au tribunal ; mais le vicomte de Montalembert mourut. Son fils, l'accusé, devenait pair de France ; la Chambre Haute, seule, pouvait le juger. L'affaire vint devant elle le 15 septembre. Elle se déclara compétente. Le 19 eut lieu le débat si impatientement attendu. De Coux souleva une tempête de protestations en disant que, tant que les promesses faites par la Charte n'étaient pas exécutées, Louis-Philippe n'était que le roi provisoire de la France. Les accusés ne furent condamnés qu'au minimum de la peine, 100 francs d'amende.

Ce procès eut un résultat : celui de rendre populaire la cause de liberté. Aussi, le 24 octobre, le Ministre de l'Instruction publique apporta un nouveau projet sur l'instruction primaire, accordant la liberté, sous des conditions d'inspection, de capacité et de moralité. Modifié par la commission, le projet resta un an à sommeiller, jusqu'à l'arrivée de Guizot au Ministère de l'Instruction publique.

Le 28 juin 1833, après avoir pendant vingt-sept années disparu de nos lois, le principe de la liberté de l'enseignement y réapparaissait pour ne plus en sortir, la liberté de l'enseignement primaire était assuré, la brèche était faite dans le monopole.

On s'attaqua alors à l'enseignement secondaire. Les catholiques virent, dans la liberté, un moyen, pour eux, de prépondérance, et réclamèrent, là aussi, la

liberté. Cette tentative d'accaparement rendait la réforme plus difficile ; Guizot, le 1^{er} février 1836, déposa un projet accordant la liberté à l'enseignement secondaire. En en posant le principe, il déclarait en même temps que la liberté intégrale ne pouvait exister, et qu'il fallait, dans l'intérêt de la Société, prendre des précautions (1) :

« En donnant la liberté, la Société ne doit pas perdre ou négliger ses propres garanties... En assurant donc à tout Français, âgé de 25 ans au moins, le droit de former et de diriger sans autorisation préalable, un établissement d'enseignement secondaire, notre projet de loi a dû déterminer d'abord et détermine en effet :

« 1^o Les incapacités qui font perdre ce droit ;

« 2^o Les garanties que doivent fournir ceux qui en réclament l'exercice ».

Le projet vint en discussion à la Chambre des Députés le 14 mars 1837 et fut voté par elle le 29 mars. Contre les Jésuites, la Chambre avait voté que nul ne pourrait être chef d'institution sans jurer qu'il n'appartenait pas à une congrégation non autorisée. La liberté semblait devoir remporter une seconde victoire. Mais le ministère tomba et le projet ne fut jamais présenté à la Chambre des Pairs.

Le monopole subsistait donc, et il n'était pas un simple principe théorique : Une circulaire du 12 octobre 1838 du ministre de l'Instruction Publique, Salvandy, rappelle aux recteurs que les enfants confiés à une institution privée doivent, à partir de l'âge de 10 ans,

(1) Guizot, *Moniteur Officiel* du 2 février 1836, p. 182.

être conduits, pour recevoir l'instruction secondaire, dans les lycées et collèges, comme l'exige la loi de 1811. Le ministère tomba. Villemain, qui remplaça Salvandy, Cousin, qui vint ensuite, promirent un projet de liberté de l'enseignement secondaire, mais ils ne firent qu'une apparition au pouvoir.

Enfin, le 29 octobre 1840, Villemain, succédant à Cousin, revint au pouvoir. Le 10 mars 1841, il déposa un projet, instituant la liberté de l'enseignement secondaire. Mais ce projet astreignait les prêtres des petits séminaires aux mêmes conditions de capacité que tous les autres. Aussi les évêques protestèrent. D'autre part, les libéraux trouvaient que la liberté n'existait dans la loi que d'une façon dissimulée. Le mot n'y était pas. Bref, Villemain, devant ces critiques, retira son projet. En 1844, il en déposa un nouveau. Les professeurs des petits séminaires seront librement choisis par les évêques, mais la moitié seulement des élèves de ces établissements pourra se présenter au baccalauréat. Les cléricaux ne furent pas encore satisfaits, et, les libéraux, pas davantage. La liberté était, cette fois, admise de façon nette (Art. 2 : « Les Etablissements d'instruction secondaire sont particuliers ou publics »). Les libéraux reprochaient au projet le léger avantage concédé aux petits séminaires. La commission modifia le projet qui vint en discussion à la Chambre des Pairs le 22 avril. Dans cette fameuse discussion, Cousin défendit les droits de l'Université ; Guizot parla en faveur du projet que combattit Montalembert. La loi votée par les pairs passa à la Chambre des Députés. Thiers, partisan de l'Université, en fut le rapporteur. Mais

Villemain tomba malade et le gouvernement ne hâta pas la discussion. Personne ne la demanda en 1845. Réclamée par Odilon Barot en 1846, elle fut refusée par la Chambre avec l'assentiment du gouvernement. C'était un retrait.

Salvandy, devenu ministre de l'Instruction Publique, déposa, en 1847, un projet de loi sur l'enseignement primaire, puis, le 12 avril de la même année, un projet sur l'enseignement secondaire. Ce projet accordait la liberté, mais la refusait aux membres des congrégations non autorisées. Tous les élèves des écoles ecclésiastiques pourraient se présenter au baccalauréat, mais les maîtres de ces écoles, enseignant dans les classes de philosophie et de rhétorique devaient être pourvus, comme dans les autres établissements, de la licence ès-lettres. Un délai de 5 ans leur était accordé pour se la procurer. Les catholiques, Dupanloup en tête, se récrièrent. Mais le projet n'eut pas le temps de venir en discussion. En février 1848, la République était proclamée.

L'article 9 de la Constitution du 4 novembre 1848 est formel :

« L'enseignement est libre.

« La liberté d'enseignement s'exerce selon les conditions de capacité et de moralité déterminées par les lois, et sous la surveillance de l'État.

« Cette surveillance s'étend à tous les établissements d'éducation et d'enseignement, sans aucune exception ».

La charte de 1830 promettait, la Constitution de 1848 proclamait la liberté.

Carnot, ministre de l'Instruction Publique, déposa

le 30 juin 1848 un projet sur l'enseignement primaire ; mais de Falloux, qui lui succéda, retira le projet. Le même jour, deux commissions extra-parlementaires étaient créées (elles se soudèrent bientôt en une seule) chargées de deux projets de loi, l'un sur l'enseignement primaire, l'autre sur l'enseignement secondaire.

Le 13 juillet, une commission était formée pour s'occuper de l'enseignement supérieur. C'est la première fois qu'on songe à cet enseignement dans la lutte pour la liberté ! En 1844, l'enseignement secondaire était l'objet de trop de préoccupations pour qu'on s'occupât sérieusement de l'enseignement supérieur.

L'Assemblée Nationale, blessée du retrait du projet Carnot, nomma une Commission pour préparer un projet. Cette Commission présenta son rapport le 5 février 1849. La Commission de Falloux, ayant également déposé son rapport — rédigé par Thiers — de Falloux établit son projet qu'il soumit à l'Assemblée le 18 juin 1849. La Commission y apporta quelques modifications et y ajouta quelques articles sur l'enseignement des jeunes filles, complètement oubliées dans le projet du ministre.

L'Assemblée renvoya au Conseil d'Etat ce projet, que l'on voulait lui soustraire, comme projet de loi organique, par 307 voix contre 303, le 7 novembre 1849. C'était aux yeux de l'Assemblée, l'enterrement du projet. Ses adversaires exultaient. Grande fut la surprise quand on vit le Conseil d'Etat renvoyer le projet étudié dès le 17 décembre. La Commission de l'Instruction Publique fit son rapport et le déposa le 31 décembre 1849. La discussion allait commencer.

Elle fut vive. Barthélemy Saint-Hilaire soutint les droits de l'Université ; Victor Hugo, dans un discours violent, s'en prit surtout aux Jésuites. Le discours de Montalembert nuisit plutôt à la loi ; mais le discours de Thiers, le rapporteur de la Commission, répara tout ce que Montalembert avait pu compromettre.

Enfin, le 15 mars 1850, par 399 voix, contre 237, la liberté de l'enseignement secondaire était proclamée.

En même temps, l'Assemblée avait indiqué qu'elle attendait un changement de législation dans l'enseignement supérieur : l'article 85 et dernier de la loi de 1850 dit en effet : « Jusqu'à la promulgation de la loi sur l'enseignement supérieur ». Pour la première fois, un texte fait mention de notre haut enseignement. C'est le début d'une campagne qui ne s'achèvera qu'après la chute du Second Empire.

On a coutume de distinguer, dans l'histoire du Second Empire, deux périodes : celle de l'Empire autoritaire, et celle de l'Empire libéral. Nous pouvons conserver cette distinction dans notre étude. En effet, les premiers temps du Second Empire sont signalés par des lois ou des projets de réaction contre la liberté de l'enseignement. A la fin du règne de Napoléon III, au contraire, nous voyons des ministres de l'Instruction Publique déposer des projets libéraux pour l'enseignement supérieur.

La première manifestation de ce régime nouveau, au sujet de la liberté de l'enseignement, date du 9 mars 1852. La loi de 1850 avait composé le Conseil supérieur de l'Université de professeurs nommés à vie et de membres élus, appartenant à d'autres corps que l'ensei-

gnement. Dorénavant tous devaient être nommés par l'Empereur et révocables par lui, de même que les professeurs de faculté, eux aussi nommés à vie jusque là ; et les principes établis par ce décret ne devaient pas rester longtemps sans recevoir de tristes applications. Le 12 Avril 1852, un mois après sa promulgation, Michelet et Quinet sont révoqués, et, si Guizot et Cousin ne le sont pas, c'est parce qu'on les a mis à la retraite.

Mais le gouvernement impérial voulut aller plus loin : il voulut rétablir le régime Napoléonien, ou du moins, s'en rapprocher. En avril 1852, M. de Fortoul présenta au Conseil d'Etat un projet qui supprimait les libertés conquises en 1833 et 1850. Pour ouvrir une école, quelle qu'elle fût, primaire ou secondaire, une autorisation préalable devenait nécessaire, du recteur, si l'école était laïque, de l'évêque, si elle était ecclésiastique, et cette autorisation était toujours révocable. Mais le Conseil d'Etat repoussa ce projet qui, ainsi, ne vint pas en discussion.

Cependant le gouvernement ne désarmait pas, et le 27 mai 1854, il faisait adopter une loi, qui, tout en laissant subsister, dans son ensemble, la loi de 1850, la rendait moins libérale. La loi de 1850 avait créé une académie par département, et, à côté, un conseil académique surveillant l'enseignement.

La loi de 1854 renforce le pouvoir du recteur en ne laissant subsister que 16 académies. De plus, le pouvoir de surveillance du Conseil académique, conseil devenu trop éloigné, passait au préfet, fonctionnaire essentiellement politique, que le gouvernement tenait dans sa main. En outre, le Conseil académique devenait

un rouage d'Etat, car les membres étaient, outre le recteur, les doyens de faculté, les inspecteurs, fonctionnaires rendus révocables, sept membres choisis par le ministre de l'Instruction Publique.

Il convient de signaler ensuite le décret du 5 février 1860 interdisant aux écoles libres le droit de prendre le titre de lycée ou de collège.

C'est le dernier acte de l'Empire autoritaire en ce qui concerne la liberté de l'enseignement.

Le décret du 17 juillet 1863 marque le début d'une législation libérale. La révocation d'un professeur de l'Enseignement secondaire ou supérieur ne pourra plus être décrétée qu'après avis motivé de 5 membres du Conseil impérial de l'Instruction Publique réunis en Comité auxquels l'accusé pourra présenter sa défense. On revient ensuite sur le décret de mars 1852 pour l'adoucir et le rendre plus libéral.

La loi du 21 juin 1865 « portant organisation de l'Enseignement secondaire spécial » permet cet enseignement, sans aucune restriction, aux établissements libres, et leur permet même de recevoir pour cela des subventions de l'Etat, des départements ou des communes (Art. 7).

Il faut signaler enfin comme réglementation à la liberté de l'Enseignement une « loi sur l'Enseignement primaire » du 10 avril 1867, obligeant toutes les communes de plus de 500 habitants à entretenir une école publique de filles. La loi de 1850 n'imposait cette obligation qu'aux communes de 800 habitants, et encore « si ses propres ressources lui en fournissaient les moyens » (Art. 51).

En outre, cette loi soumettait à la même inspection que les écoles publiques — inspection portant donc sur l'enseignement lui-même — les écoles libres recevant de l'Etat, du département ou de la commune une subvention quelconque, ou celles dans lesquelles la commune pourvoyait gratuitement à l'éducation des enfants indigents.

Cette loi ajoute aux matières obligatoires de l'Enseignement primaire l'histoire et la géographie, elle interdit aux instituteurs ou aux institutrices libres de diriger, sans autorisation, des écoles mixtes ; enfin (Art. 21), elle interdit à toute école, publique ou privée, de recevoir, dans toute commune où existe une salle d'asile publique ou libre, des enfants de moins de six ans.

Dans la discussion de cette loi de 1867, un membre alsacien du Parlement, le comte Haliez Claparède, aborda la question des langues en Alsace.

Au moment de la discussion de l'article 6, sur l'obligation d'enseigner l'histoire et la géographie, après que Paul Dupont eut demandé l'enseignement obligatoire de l'hygiène, le comte Haliez Claparède se leva et prononça un discours sur l'utilité pour les enfants de France de savoir avant tout le français : « Je crois, dit-il (1), qu'il y a un vœu plus simple et plus nécessaire à former : c'est que l'enseignement primaire soit plus actif, plus fécond pour la propagation de la langue française ». Et il cite les provinces françaises qui

(1) Séance du 9 mars 1867. *Moniteur Impérial* du 18 mars 1867, p. 266, colonne 2 (Haliez Claparède).

ont conservé leurs idiomes, qui s'en servent couramment et dont le langage est incompréhensible aux autres Français. Cette interpellation survenant au sujet d'un enseignement rendu obligatoire, et dans l'enseignement primaire, on aurait pû croire que l'orateur allait terminer son exposé en réclamant le Français, langue obligatoire dans l'Enseignement, et proposer des mesures sévères pour éliminer les autres langues ou idiomes. Il n'en fut rien : « Eh bien, Messieurs, ajouta-t-il (2), quel est le remède à cet état de choses ? Je ne crois pas qu'il se trouve uniquement dans les écoles... En effet, les enfants n'arrivent dans les écoles qu'à l'âge de 6 ou 8 ans... Tandis que dans les salles d'asiles... et c'est là le meilleur moyen à mon sens, de propager la langue française — on reçoit des enfants de 3 ans... ils reçoivent facilement une empreinte. Le germe de la langue se développe en eux comme une entaille dans une écorce. C'est là, je crois, ce qui est le plus nécessaire ».

Et le comte Hallez Claparède termine par ces paroles qui semblent d'hier : « Au moins, je demande la coexistence des deux langues, et, si une domination doit avoir lieu ici, je demande que ce soit celle de la langue française. Nous avons l'unité politique, l'unité administrative, je demande que nous ayons aussi l'unité de langue ».

Et le ministre de l'Instruction Publique d'alors, Victor Duruy, répondit à l'orateur des paroles qui pour-

(2) Hallez Claparède, *ibid.*

raient s'adresser à notre Parlement de 1922 (1) : « L'administration partage tous les sentiments de l'honorable préopinant. Elle estime que se trouver en dehors de la langue de son pays, c'est être, dans une certaine mesure, en dehors de la vie nationale... Seulement, nous trouvons devant nous des obstacles qu'il n'est pas possible de vaincre par une décision, par une mesure administrative ». Il compte sur la « persuasion », « la bonne volonté de tout le monde ». « Déjà, en Lorraine, ajoute-t-il, grâce à des efforts très persévérants, et très intelligents (2), nous sommes arrivés à n'avoir plus qu'un nombre imperceptible d'habitants

(1) Duruy, Séance du 9 mai 1867, *Moniteur Impérial* du 10 mai 1867, p. 266, col. 2.

(2) Voir à ce sujet Gaston May : *La lutte pour le Français en Lorraine avant 1870*. Grâce à Creutzer, inspecteur primaire à Sarrebourg, et à Maggiolo, inspecteur d'académie, devenu en 1869 recteur de l'Académie de Nancy, le département de la Meurthe vit le français se répandre vivement dans les communes où l'allemand était la langue usuelle. Le nombre des élèves parlant et comprenant le français, passa de 14 à 64 %. Celui des élèves ne comprenant que l'allemand, passa de 65 à 15 %. Ces membres de l'enseignement furent aidés dans leur tâche par les évêques successifs de Nancy, Mgr Darboy, Mgr Lavigerie. Dans la Moselle, le bas clergé résista au programme qu'avaient élaboré en 1865 les autorités civiles et ecclésiastiques pour la propagation de la langue française dans la Moselle; une pétition fut même faite « en faveur de l'enseignement simultané du français et de l'allemand dans les écoles primaires de la Lorraine allemande » ; le 15 juillet 1869, le Conseil impérial abrogeait le programme de 1865. C'était l'échec de la tentative de propagation du français dans la Moselle. D'ailleurs, l'éminent doyen de la Faculté des Lettres de Strasbourg, M. Pfister, qui a bien voulu nous entretenir sur la question, semble croire que les rapports de Maggiolo sont trop optimistes et que les résultats obtenus dans la Meurthe, n'étaient pas si sensiblement supérieurs à ceux de la Moselle.

de cette province n'entendant et ne parlant pas le français ». Et il ajoute (c'est le ministre de 1867 qui parle) : « On se trouve en présence de traditions, de souvenirs qui font presque de la conservation de ces idiomes un culte national, et il faut n'y toucher, Messieurs, qu'avec réserve... Ce n'est pas l'administration de l'Instruction Publique... qui, seule, peut faire cette révolution, c'est le temps, c'est la marche des idées, ce sera surtout l'assistance du Clergé sur lequel je compte ».

Victor Duruy n'exposait-il pas là les difficultés mêmes auxquelles nous nous heurtons maintenant, non plus seulement pour la langue, mais pour la réadaptation de la législation alsacienne-lorraine de l'Enseignement à la nôtre ?... En 1867, Victor Duruy évitait la difficulté s'en remettant, comme dans *Le Cid*, au temps.

« Laisse faire le temps, ta vaillance et ton roi ».

Mais la tragédie qui vient de finir ne se joue pas sur les planches, et il faudra que notre administration trouve une véritable solution au problème qui se pose devant nous.

Avec cette loi de 1867, dont nous avait écartés une digression que nous n'avons pas hésité à faire un peu longue parce qu'elle intéressait l'Enseignement et l'Alsace-Lorraine, s'arrête la législation du Second Empire sur la liberté de l'Enseignement. Désormais, hélas ! la question de l'Enseignement en France n'allait plus intéresser l'Alsace et la Lorraine.

Pour avoir une vue complète du problème de la liberté de l'Enseignement avant 1870 en France, et par conséquent en Alsace et en Lorraine, il est indispensable d'examiner l'effort libéral qui fut fait de 1867

à 1870 en faveur de la liberté de l'Enseignement supérieur.

En 1867, une pétition de Léopold Giraud circule, signalant l'irrégularité de certains professeurs de l'Enseignement supérieur. Cette pétition fut déposée au Sénat, qui passa à l'ordre du jour pur et simple, le 27 mars 1868. Il déclarait par là que les faits ne lui paraissaient pas fondés, mais il ne semblait pas défavorable au vœu formulé en conclusion de la pétition : la liberté de l'Enseignement supérieur.

D'ailleurs, entre temps, Duruy, ministre de l'Instruction Publique, avait établi un projet de loi accordant la liberté à cet ordre d'enseignement. Il fut discuté en décembre 1867, au Conseil Impérial de l'Instruction Publique (1) et n'alla pas plus loin, le Conseil se montrant opposé au projet à cause du « danger des doctrines » et des « difficultés de la surveillance ».

En juillet 1869, Dury tomba. Bourbeau prit sa place, pour peu de temps, puis Ségris devint ministre de l'Instruction Publique.

A la suite de nouvelles pétitions, qui, cette fois, réunirent plus de 40.000 signatures, Ségris annonça à la Chambre qu'il voulait « faire pénétrer la liberté dans l'Enseignement supérieur » (Séance du 25 février 1870). Pour ce faire, il nomma une Commission extra parle-

(1) Voir Revue Générale de droit, de législation et de jurisprudence, 1880, p. 439. Communication à titre confidentiel, au Conseil impérial de l'Instruction publique, d'un projet de loi sur l'enseignement supérieur. Discussion du projet en commission le 13 décembre 1867.

mentaire dont le vieux Guizot, le ministre de la première loi de liberté de l'Enseignement, fut le président.

Le 1^{er} juin, le projet était achevé. C'était la liberté. Une simple déclaration était la seule condition nécessaire à l'ouverture d'un établissement d'Enseignement supérieur. Naturellement, des conditions de moralité étaient exigées ; on ne demandait de grades que pour l'ouverture d'une école de médecine.

Pour la collation des grades, la Commission discuta : Dupanloup réclamait la collation en faveur de ceux qui enseignent ; les Universitaires la réclamaient à leur profit. La Commission adopta un moyen terme : les étudiants des établissements publics passeront leurs examens devant leurs professeurs ; les autres, soit devant le jury des établissements publics, soit devant un jury dont tous les professeurs enseignants, libres ou publics, seraient exclus.

Le 28 juin, Duruy déposait une proposition de loi instituant la liberté. Elle différait surtout du projet Guizot au sujet de la collation des grades : les écoles libres auraient décerné des diplômes et brevets, à condition que l'appellation de ces diplômes fut autre que celles des titres universitaires, qu'auraient d'ailleurs pu acquérir leurs élèves, en acquittant des droits égaux à ceux que paient les élèves des facultés de l'Etat.

Quelques semaines plus tard, c'était la guerre, la défaite, le douloureux traité de Francfort. Le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, une partie des départements de la Moselle et de la Meurthe nous étaient arrachés, et passaient sous la domination d'une Allemagne dont ils allaient subir les lois.

Quelle était donc, à ce moment, la législation sur l'Enseignement ?

En quoi consistait la liberté ?

Quelles étaient les restrictions qu'on lui apportait ?

Au moment où, en France et en Alsace-Lorraine, deux législations différentes allaient se développer, il convient d'exposer, aussi nettement que possible, pour chaque ordre d'enseignement, quelle était la situation au point de vue de la liberté.

Prenons d'abord l'Enseignement supérieur. Ici, la question est simple. C'est le monopole de l'Etat. Certes, en 1870, on parle de la liberté, et à la Chambre, et dans l'opinion ; mais le fait est là : l'Enseignement supérieur est réservé à l'Université seule. Les professeurs de l'Enseignement supérieur ne sont même plus irrévocables ; cependant leur révocation ne dépend plus du bon plaisir du gouvernement ; un jugement d'un tribunal composé de leurs pairs est nécessaire. Telle est la situation dans l'Enseignement supérieur : il y a tendance à la liberté ; mais, en droit, c'est le monopole.

Et dans l'Enseignement secondaire ? Là, règne au contraire une très large liberté : la loi de 1850, qui la proclame, consacre à cet ordre d'enseignement tout son titre III.

Quiconque, pourvu qu'il soit Français, est libre de diriger un établissement secondaire privé, moyennant trois conditions :

1° Une condition d'âge : il faut qu'il ait 25 ans.

2° Une condition de moralité : il faut qu'il n'ait encouru aucune des condamnations qui interdisent aux

postulants l'accès de l'Enseignement primaire (condamnations énumérées dans l'article 26 de la loi).

3° Enfin une condition de capacité : la loi de 1850 exige de celui qui veut fonder un établissement d'Enseignement secondaire, qu'il ait le diplôme de bachelier, ou un brevet spécial de capacité qu'instaure la loi de 1850. Elle exige de plus un stage de 5 ans comme professeur ou surveillant dans un établissement secondaire public ou privé (Art. 60).

Ces mesures s'accordent très bien avec la liberté. Elles donnent un minimum indispensable de garanties au père de famille, sans enlever la liberté à quiconque veut diriger un établissement d'Enseignement secondaire.

Si les conditions indiquées suffisent pour qu'une personne soit *de plano* apte à diriger une école secondaire, il est tout naturel que l'Etat, dans un but social, prenne encore des mesures d'hygiène ; le Directeur devra donc faire au Recteur, en même temps qu'une déclaration qui comprendra les preuves que les conditions énumérées ci-dessus sont remplies et la désignation de l'enseignement qu'il prétend donner, la remise du plan du local où sera donné cet enseignement.

Le Recteur, le Préfet et le Procureur de la République peuvent, dans l'intérêt de l'hygiène ou des bonnes mœurs, faire opposition dans le mois qui suit la déclaration ; le Conseil académique juge ces oppositions, avec appel possible au Conseil supérieur. Les Directeurs, professeurs ou surveillants sont jugés également par le Conseil académique pour des faits contraires à la morale.

Des écoles ecclésiastiques, autres que celles existant en 1850, ne peuvent être créées. Les ministres des cultes peuvent, sous conditions de capacité, préparer pour le séminaire 4 élèves au plus ; mais ils doivent en faire la déclaration au Recteur.

Au sujet des conditions à remplir par les professeurs de l'Enseignement secondaire libre, la loi est muette : si bien que l'on arrive à ce paradoxe que, tandis qu'il faut grade ou stage pour donner l'Enseignement primaire à un gamin de dix ans, il n'en est plus besoin lorsque l'élève, devenu adolescent, réclamera une instruction d'un degré plus élevé ! De même, la loi, étant une loi de liberté, ne donne aucune instruction quant au choix des livres et des programmes : le directeur est maître absolu dans son établissement.

Arrivons maintenant au troisième ordre d'Enseignement : à l'Enseignement primaire.

Là encore, mais depuis plus longtemps, c'est la liberté qui est à la base du système.

Quiconque est libre d'ouvrir une école primaire privée. Pour la première fois, la loi de 1850 appelle ce genre d'écoles « écoles libres », à tort d'ailleurs. Tout autant que l'instituteur privé, l'instituteur public est en effet « libre » d'enseigner ce qu'il croit la vérité.

Naturellement, certaines conditions sont à remplir pour fonder une école :

1° Condition de nationalité : il faut être Français (la loi de 1833 autorisait tout « individu » (Art. 4).

2° Condition d'âge : il faut avoir 21 ans révolus.

3° Condition de capacité : l'individu qui veut être instituteur doit être pourvu du brevet de capacité. Ce

brevel peut être remplacé par le diplôme de bachelier, ou par un certificat de capacité délivré par le Conseil académique attestant que le postulant a été pendant trois ans comme élève-maître dans une école, publique ou libre, autorisée à recevoir des stagiaires.

Pour les ministres des cultes non interdits ou révoqués, leur titre les dispense de tout grade et de tout stage. On estime que leurs études ont été suffisantes pour pouvoir enseigner les éléments à de jeunes enfants. Pour l'instruction primaire des jeunes filles, la lettre d'obédience des religieuses était considérée comme l'équivalent des diplômes.

4° Condition de moralité : Pour pouvoir enseigner, il faut n'avoir subi aucune condamnation pour crime ou délit « contraire à la probité et aux bonnes mœurs ».

L'école une fois ouverte, l'instituteur peut être privé de ses fonctions pour cause « d'inconduite ou d'immoralité », soit à temps, soit à vie, par le Conseil supérieur de l'Instruction Publique. De 1833 à 1850, ces interdictions étaient prononcées par le tribunal civil d'arrondissement, en Chambre du Conseil.

Il y a encore d'autres conditions à remplir pour l'ouverture d'une école : apte, quant à sa personne, à enseigner, l'instituteur doit faire, avant toute ouverture de cours, au maire, au sous-préfet et au procureur de la République une déclaration où seront indiqués les lieux où il a résidé depuis dix ans, ainsi que les professions qu'il a exercées, et le local où il compte ouvrir son école. Le Recteur peut faire opposition dans l'intérêt des mœurs, le maire dans l'intérêt de l'hygiène, en raison du local ; le Conseil académique juge ces

oppositions. Il faut une *autorisation* (là, la liberté n'existe pas) dans l'intérêt des bonnes mœurs, pour l'ouverture d'une école mixte.

On pourrait voir dans cette législation une restriction à la liberté : dans les matières obligatoires d'Enseignement figure l'Enseignement religieux (art. 32, 1°); mais, à cette époque, très rares étaient les libres penseurs.

L'instruction primaire n'était pas encore obligatoire, mais du moins, on l'avait, par tous les moyens, rendue accessible à tous, en la déclarant gratuite pour « tous les enfants dont les familles sont hors d'état de la payer » (Art. 24). De plus, toute commune doit entretenir une ou plusieurs écoles primaires, et, si elle a plus de 500 habitants, elle doit avoir en tous cas une école de filles séparée.

Enfin, puisque nous en sommes à l'Enseignement public, signalons qu'il avait un caractère confessionnel : « Dans les communes où les différents cultes sont professés publiquement, des écoles séparées seront établies pour les enfants appartenant à chacun de ces cultes » (Art. 36 § 5). C'est là une conséquence logique de l'Enseignement religieux obligatoire.

La surveillance dans l'Enseignement primaire était organisée : outre la surveillance générale de toutes les écoles, publiques ou non, exercée par les inspecteurs généraux, les recteurs et les inspecteurs d'Académie, les écoles primaires publiques ou privées étaient l'objet d'une surveillance particulière de la part d'inspecteurs de l'Enseignement primaire, et aussi de délégués cantonaux (maires, ministres des cultes, un ou plu-

sieurs habitants choisis par le Conseil académique).

Mais, l'enseignement étant libre, la surveillance de l'Etat dans les écoles autres que les siennes, qu'elles soient primaires ou secondaires, d'ailleurs, ne peut porter que sur la question de moralité, de salubrité et d'hygiène. Quant à l'Enseignement proprement dit, on ne pouvait que contrôler s'il n'était pas contraire à la Constitution et aux lois.

Mais, puisque notre étude doit porter spécialement sur l'Alsace et la Lorraine, voyons donc très brièvement qu'elles étaient, à ce moment, les aspirations de nos quatre départements de la Meurthe, de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin au sujet de l'Enseignement.

Les vœux des Conseils généraux nous montrent que les quatre départements sont absolument unanimes sur un point : la suppression de la lettre d'obédience comme suppléant au besoin de tout diplôme pour les religieuses enseignantes. « Le Conseil renouvelle les vœux suivants :...

« 14° Que les institutrices appartenant aux congrégations religieuses, et au dévouement desquelles il rend le plus complet hommage, soient, à l'avenir, quant aux conditions d'aptitude, soumises aux mêmes épreuves que les institutrices laïques (1) ». C'est le vœu général, exprimé par la Moselle en 1863, 1864, 1865 et 1866; par la Meurthe en 1864, 1865, 1866, 1867; par le Bas-Rhin en 1863, 1866, 1867; la tendance est donc nette : tout en voulant conserver la liberté de l'Enseignement pri-

(1) Moselle. Compte rendu des séances du Conseil général 1863, p. 136.

maire, ces départements demandent que les institutrices soient toutes pourvues de grades les mettant à même de donner un très bon enseignement ; et cette tendance, cette aspiration au mieux dans l'éducation, se révèle aussi dans la demande de l'Enseignement obligatoire : le Conseil général du Bas-Rhin en avait fait la demande en 1863, en 1865 et 1868. Enfin, il faut faire remarquer que c'est à Beblenheim, dans le Bas-Rhin, que Jean Macé fonda sa ligue de l'Enseignement, qui amena, en France, l'Enseignement obligatoire.

Dans une pétition faite par J. Macé, en faveur de l'Enseignement obligatoire, et qui réunit 250.000 signatures, le Bas-Rhin se classe le troisième département en France pour réclamer l'obligation, le Haut-Rhin le cinquième, la Moselle le dixième ; ce sont là des faits qui indiquent bien la volonté de ces départements d'acquérir une instruction de plus en plus répandue.

Enfin, pour la liberté de conscience, un conseiller général du Haut-Rhin présentait, en 1869, une motion qui rendait l'enseignement primaire laïque, motion qui ne fut repoussée que par 15 voix contre 9, il y avait donc à ce moment, au moins dans cette partie de l'Alsace, une forte minorité contre l'enseignement confessionnel (1).

(1) Signalons en passant ce vœu, émis en 1866 par le Conseil général du Bas-Rhin : « Que, suivant le vœu des Conseils d'arrondissement de Saverne et de Wissembourg, on développe de plus en plus l'enseignement de la langue française dans les écoles primaires, sans négliger la langue allemande, dont la connaissance et la pratique sont indispensables dans les relations internatio-

C'est ainsi que se présentait la situation au sujet de la liberté d'enseignement, en France, en général, et dans nos départements de l'Est en particulier, à la veille du cataclysme qui allait ensanglanter la France et lui ravir un lambeau de son territoire. Entre elle et les provinces qui lui étaient arrachées, allaient fatalement se produire des différences dans la législation. Nous allons les étudier en ce qui concerne la liberté de l'enseignement.

nales de notre département frontière » (Séance du 1^{er} septembre 1866). Le même vœu était émis la même année par le Conseil d'arrondissement de Sarreguemines. Celui de Sarrebourg avait également fait un vœu, demandant la propagation du français, en 1864, vœu renouvelé en 1865.

CHAPITRE II

La liberté de l'Enseignement en Alsace-Lorraine de 1870 à 1918

Le 19 Juillet 1870, la déclaration de guerre follement votée par nos représentants quelques jours plus tôt, était notifiée à l'Allemagne. Le 4 août, c'était le combat de Wissembourg ; le 6, c'était Freschwiller. Notre pays était envahi ; l'Alsace et un morceau de la Lorraine devaient le rester quarante-huit ans ! Cette sanglante tragédie devait se terminer par les préliminaires de paix signés le 26 février 1871, à Versailles, et ratifiés le 2 mars, puis par le traité de Francfort, le 10 mai 1871.

Mais les Allemands n'avaient pas attendu cette époque pour traiter l'Alsace-Lorraine en pays conquis et déjà annexé. Dès le 14 août, alors que Strasbourg résistait encore, et que la Haute-Alsace était à peine envahie, le comte de Bismarck-Bohlen était nommé gouverneur général de l'Alsace ; le 21, on réunissait à ce gouvernement une partie de la Lorraine, à peu près exactement celle qui devait nous être ravie en 1871. Le 3 août, le général Werder, commandant des troupes qui assiégeaient Strasbourg, proclamait aux fonction-

naires, en allemand, que l'autorité du Gouvernement français, quant à l'Alsace, était supprimée.

Le comte de Bismarck-Bohlen, le général Werder, dépendaient de l'autorité militaire ; leur proclamation ou nomination, en pays militairement envahi, était à la rigueur, admissible ; mais dès le 3 septembre, une organisation civile doublait cette organisation militaire : M. de Kühlwetter était nommé commissaire civil, en résidence à Haguenau, en attendant la prise de Strasbourg !

Dès ce moment, les Allemands travaillèrent, comme si le pays leur appartenait déjà, au but qu'ils s'étaient fixé et qu'ils poursuivirent, vainement, pendant quarante-huit années : la germanisation de ce qui allait devenir l'Alsace-Lorraine.

Naturellement, leurs efforts se portèrent dans toutes les directions où ils pouvaient espérer atteindre et déformer les sentiments de nos malheureux compatriotes envers la France. Entre tous les moyens qui s'offraient à eux, l'instruction leur sembla être le plus puissant moyen d'arriver à leurs fins.

Aussi, M. de Kühlwetter, réorganisant les territoires conquis, s'occupait-il dès le 21 septembre 1870 de l'administration de l'instruction publique ; il faisait savoir que le commissaire civil se substituait au Ministère de l'Instruction publique français, et que « l'influence de l'Académie de Strasbourg et de celle de Nancy, ainsi que celle des inspecteurs d'académie étaient supprimées ». Le 30 décembre, il ordonnait, pour le 3 janvier 1871, la réouverture de l'Ecole normale d'institutrices, « pour former des maîtresses capables de contri-

buer à l'éducation nationale des enfants d'Alsace »; en même temps, il organisait cette école à sa manière, et la dotait « d'un programme d'études qui réduisait le français au rang de langue accessoire » (1).

Le 28 janvier 1871, la France épuisée signait un armistice ; le 26 février, elle consommait son lourd sacrifice; les préliminaires de paix cédaient l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, qui allait pouvoir dorénavant y agir librement, selon son bon plaisir.

Alors, naturellement, plus encore que pendant la guerre, l'Allemagne travailla à la germanisation de nos départements perdus. Mais cette puissance, essentiellement militaire, qui venait d'établir son unité par trois guerres successives, qui venait de s'imposer au monde par la force, ne pouvait logiquement employer que la force pour assimiler le Reichsland à l'Empire. Cette manière forte, l'Allemagne la mit en usage partout ; elle fut naturellement conduite à l'employer en matière scolaire ; elle y voyait le moyen le plus efficace d'arriver au but qu'elle poursuivait avec une inflexible volonté : faire vraiment de l'Alsace-Lorraine une terre allemande.

D'ailleurs, ce régime autoritaire, imposé comme régime scolaire à l'Alsace-Lorraine, il faut reconnaître que c'était, à quelques variantes près, celui de la plupart des états allemands, et dont Hippeau nous donne l'idée directrice dans les lignes suivantes écrites en 1873 : « Si nous trouvons, en Allemagne, la liberté phi-

(1) G. May, *Le traité de Francfort*, p. 97.

losophique, ce qui, à tout prendre, ne peut étonner dans la terre classique du protestantisme, nous y cherchions en vain la liberté politique...

« Ce qui domine, c'est le principe d'autorité s'imposant partout ; c'est l'esprit de soumission au pouvoir, c'est, sous les dehors trompeurs d'une indépendance illimitée dans le domaine de la pensée, une obéissance passive dans le domaine de l'action, non pas à la loi, à la justice, au droit, mais à la force ; c'est le règne absolu de la consigne, c'est en un mot le régime militaire appliqué à toutes les branches de l'administration (1). »

L'instruction devait contribuer à donner aux petits français d'Alsace-Lorraine une formation allemande. Pour cela, il fallait que le système scolaire fut tout entier dans la main du gouvernement ; il fallait la dépendance absolue de l'enseignement et de ses membres à l'administration active. Mais cela n'était pas suffisant. Il fallait en outre que les enfants fussent contraints de subir cette instruction ; le gouvernement allemand s'en rendit bien compte, et c'est pour arriver à ses fins, qu'il amoncela la série d'ordonnances, de décrets et de régulatifs que nous allons étudier tout à l'heure.

Cette réglementation, dont l'Allemagne dota les écoles d'Alsace-Lorraine, ne fut pas la seule atteinte portée au régime scolaire de liberté dont étaient pourvues jusque là nos deux provinces ; dès le début, le régime

(1) Hippeau, *L'Instruction Publique en Allemagne*, introduction, p. IX.

scolaire fut atteint d'un autre côté par le Kulturkampf.

Le Kulturkampf fut une lutte menée par Bismarck contre la papauté, dans l'intention de rendre plus étroite encore l'unité de l'Allemagne : à la communauté du chef, il voulait ajouter la communauté de religion, ou, du moins, réduire l'Eglise Romaine à l'état de puissance secondaire, de façon à affaiblir son autorité sur les catholiques d'Allemagne, et à la rendre par suite incapable de gêner la politique de l'Empire. C'est donc là encore, une pensée d'unification qui guide le gouvernement allemand.

Cette lutte religieuse, qui devait avoir sa répercussion en Alsace-Lorraine, comme dans tout le reste de l'Empire, devait avoir son contre-coup dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement primaire. C'est ce que nous verrons en faisant l'historique de chaque ordre d'enseignement, et nous constaterons que les effets de cette lutte furent loin de se produire dans un sens libéral.

Petit à petit cependant, le Kulturkampf s'apaisa ; la lutte prit fin, au moins en théorie. Mais l'hostilité à l'égard du clergé catholique, accusé de tendances francophiles, subsista, et cette défiance amena, au début de ce siècle, des réformes dans l'enseignement supérieur.

Mais que ce soit par la réglementation directe des trois ordres d'enseignement, ou par les lois ou décrets du Kulturkampf, qui indirectement viennent atteindre les écoles, le gouvernement allemand ne poursuit qu'un but, avec une énergie farouche, la germanisation coûte que coûte du Reichsland, et l'abbé Winterer ne ren-

contre qu'indifférence ou sarcasmes lorsqu'il apporte courageusement ces vérités à la tribune du Reichstag : « Les autorités... ne paraissent pas s'être jamais demandé si la même méthode peut convenir également à Berlin et en Alsace ; elles apportent tout fait le moule dans lequel tout sera forcément coulé : le père de famille, la commune, le conseil du cercle, le conseil de district n'y peuvent absolument rien. L'intelligence des enfants m'appartient, et les enfants apprendront à penser et à sentir selon que je l'ordonnerai ; tel est le sens des mesures prises par la dictature (1) ».

Voyons donc comment fut appliquée, dans les différents ordres d'enseignement, cette idée d'unification à outrance qui caractérise la méthode allemande.

Prenons d'abord l'enseignement supérieur : Là, le gouvernement de l'Empire trouvait un terrain facile pour la germanisation. En effet, si la campagne pour la liberté de l'enseignement supérieur était sur le point d'aboutir en France en 1870, il n'en est pas moins vrai que le seul régime légal était celui du monopole d'Etat ; l'Etat, par des nominations appropriées et par des modifications du règlement intérieur des facultés, pouvait facilement faire, de l'Université de Strasbourg, une chose allemande.

Il faut toutefois noter, à cette époque, la création, certainement illégale, faite, dans l'Enseignement supérieur, par quelques professeurs de l'ancienne faculté française de médecine de Strasbourg. Quelques pro-

(1) Abbé Winterer, *L'Ecole en Alsace* (séance du Reichstag, 17 décembre 1874) p. 6.

fesseurs et agrégés de cette faculté et de l'Ecole de Pharmacie, reçurent de la municipalité de Strasbourg une subvention et formèrent en mai 1871 une « Ecole libre de Médecine » et une « Ecole libre de Pharmacie ».

Il est absolument certain qu'aucune loi allemande (pas plus d'ailleurs que la loi française, qui devait seule être appliquée, en attendant qu'elle fût remplacée par une loi spéciale concernant le seul Reichsland, ne donnait un semblant de légalité à cette institution ; ces écoles furent donc formées arbitrairement ; mais le fait est qu'elles furent formées, que des cours eurent lieu, que des examens furent subis, tout se passant selon le système français ; ce furent nos diplômes de docteurs en médecine ou de pharmaciens que ces maîtres décernèrent. Par décisions individuelles, les titres ainsi décernés furent rendus valables en France. On régularisa ainsi tous les diplômes obtenus jusqu'au 30 septembre 1872, c'est-à-dire jusqu'au dernier jour du délai fixé pour l'option.

Sans doute, les Allemands avaient trouvé que ces écoles formaient une transition commode d'un régime à l'autre, car elles subsistèrent, ainsi que nous venons de le dire, jusqu'au mois de septembre 1872. Or, à cette époque déjà, l'Université allemande de Strasbourg était inaugurée.

En effet, dès le 28 avril 1872, paraissaient une loi et un édit souverain concernant l'Université de Strasbourg. La loi supprimait les cinq facultés existantes et plaçait l'Université sous la haute direction et la surveillance du Chancelier, qui exercera ses pouvoirs par un Curateur, nommé par l'Empereur. Cette loi trans-

formait profondément aussi le corps enseignant. Au sommet de la hiérarchie, se trouvaient les professeurs ordinaires, nommés par l'Empereur (dès le 20 avril, ces professeurs avaient reçu leurs nominations). Venaient ensuite les professeurs extraordinaires, nommés par le Chancelier. Puis l'on trouvait l'Institution allemande des Privatdocenten, que Minnsen définit ainsi (1) : « Les privatdocenten (privatim docentes, agrégés libres) parmi lesquels se recrute le corps des professeurs extraordinaires, sont de jeunes savants qui, par des épreuves publiques et spéciales subies devant la faculté (habilitation), acquièrent le droit de professer publiquement dans les salles de l'Université, ou bien chez eux, et de faire ainsi partie du corps enseignant de l'Instruction publique. »

Il nous faut en outre mentionner les professeurs honoraires, nommés par l'Empereur : « Les professeurs honoraires (1) sont des maîtres chargés d'un enseignement un peu spécial, par exemple à la faculté de philosophie, des langues sémitiques, et n'ayant pas les grades universitaires ordinaires ; ils ne touchent aucun traitement ».

L'édit souverain, qui accompagnait la loi, complétait celle-ci en conférant à l'Université l'autonomie administrative : C'était l'assemblée des professeurs qui de-

(1) Minnsen, *Etudes sur l'Instruction secondaire et supérieure en Allemagne*, 1866, p. 76.

(1) Ch. Pfister, *Rapport sur l'Université de Strasbourg*, 1918, p. 43.

vait élire le Recteur (1), les doyens des facultés, fixer le règlement des promotions, arrêter les conditions d'habilitation des privatdocenten et agréer ces derniers. C'étaient les profeseurs qui conféraient le grade de docteur.

Le premier recteur allemand de l'Université de Strasbourg, le docteur Bruck, avait été nommé dès le 27 avril par l'autorité impériale. Le 1^{er} mai, cette Université était inaugurée solennellement. Quelques jours plus tard, le prorecteur était élu par les professeurs, ainsi que les doyens des quatre facultés créées par le gouvernement allemand à la place des cinq de notre régime, faculté de théologie protestante, de droit, de philosophie, de médecine. Mais comme l'Université de Strasbourg prit très rapidement une grande extension, il fallut, dès le premier semestre, dédoubler la faculté de philosophie en faculté de philosophie proprement dite et faculté de mathématiques et de sciences naturelles, rétablissant ainsi les cinq facultés qui existaient avant 1870.

L'Université de Strasbourg était créée. C'était, dans la plus grande ville du Reichsland, un grand foyer de science et d'influence allemandes.

L'article 3 de la loi du 28 avril prévoyait un statut sur l'organisation intérieure et l'administration de l'Université. Ce statut se fit attendre jusqu'en 1875. Mais dès le 28 avril 1872, le Chancelier édictait un statut

(2) Ce recteur n'a aucunement les attributions d'un recteur français ; il n'a de pouvoir que sur l'Université, et ne s'occupe pas de l'Enseignement secondaire ou primaire.

provisoire qui devait devenir, presque sans changement, le statut définitif.

Ce statut définitif, signé de l'Empereur lui-même, fut publié le 24 février 1875. Il s'occupe tout d'abord de la formation de l'Université. Celle-ci est composée de cinq facultés : théologie protestante, droit, philosophie, médecine, mathématiques et sciences naturelles. Chacune de ces facultés a, à sa tête, un doyen pris parmi les professeurs de la faculté, qui, tous, arrivent au décanat selon un tour annuel.

C'est la faculté, qui, sous la surveillance de l'Université, confère le grade de docteur. Le statut de 1875 crée le doctorat « honoris causâ », ce que ne faisait pas celui de 1872.

C'est encore à la faculté qu'appartient l'agrément des privatdocenten qui enseigneront chez elle ; c'est elle encore qui, avec l'agrément du Sénat et du Curateur, règle ses statuts.

L'administration générale de l'Université est confiée au Plenum, ainsi qu'au Recteur et au Sénat.

Le plenum est l'assemblée des professeurs, ordinaires et extraordinaires, des facultés de l'Université.

C'est à lui qu'il appartient d'élire le Recteur et les membres électifs du Sénat. Il délibère sur ce que le Chancelier, le Recteur, le Curateur ou le Sénat lui soumettent, ainsi que sur tous changements à apporter aux statuts de l'Université, cas nouveau ajouté par le statut du 24 février 1875 au statut provisoire de 1872. C'est le Plenum qui élit, pour un an, le Recteur, avec confirmation de l'Empereur. Le Recteur ainsi élu n'est pas rééligible l'année suivante.

Le Sénat se compose du Recteur, du prorecteur, des doyens de chaque faculté et de cinq professeurs ordinaires — un pour chaque faculté — élus par le Plenum. Le Statut de 1872 ne prévoyait qu'un seul professeur pour toutes les facultés. C'est le Sénat qui est qualifié pour traiter toutes les affaires à propos desquelles ni le Plenum ni le Recteur ni les Facultés n'ont compétence.

Le Statut de 1875, copiant en cela celui de 1872, établit, dans l'Université, deux conseils permanents : le Conseil de discipline, composé du Recteur, du prorecteur et d'un syndic, choisi par le Sénat parmi les professeurs de la faculté de droit, conseil qui s'occupe des questions disciplinaires concernant les étudiants, et la commission d'administration, formée du Recteur, du Syndic et du questeur, commission qui a pour objet l'administration générale des biens de l'Université, avec, toutefois, l'approbation du Sénat ; celle du Curateur, requise dans tous les cas, d'après le statut de 1872, ne l'est plus, d'après celui de 1875, que pour les placements de capital. Pour les affaires concernant les biens immobiliers, il faut, pour pouvoir agir, l'autorisation du Chancelier. La Commission fournit un compte rendu annuel de sa gestion, examiné par la cour allemande des Comptes.

Le statut s'occupe ensuite des professeurs : les professeurs ordinaires sont nommés par l'Empereur, les professeurs extraordinaires sont nommés par le Chancelier, les Privatdocenten, dont le nombre n'est pas limité, par la faculté.

Les cours sont publics, privés ou privatissima. Les premiers sont gratuits, les seconds payants, les der-

niers gratuits ou payants. Tout professeur doit faire, par semestre, un cours gratuit et un cours privé.

Le professeur a le droit d'enseigner et de faire des conférences dans toute l'Université ; le privatdocent ne possède ce droit que dans la seule faculté qui l'a agréé.

Le statut donne ensuite, dans les derniers de ses quatre-vingt-dix articles, les règles à suivre concernant les étudiants et leur immatriculation, les congés à accorder aux professeurs et les règles applicables aux Instituts rattachés à l'Université.

Dans ce régime, qui, certes, n'était pas la liberté de l'enseignement supérieur, il semble, tout au moins à première vue, qu'un large esprit libéral règne à l'intérieur à l'Université. Si c'est l'Empereur qui nomme les professeurs, ce sont ces derniers qui choisissent et nomment leurs chefs, leurs conseils ; ils participent à l'administration, et choisissent des collègues, qui, s'ils n'ont pas le titre de professeurs, peuvent faire des cours à côté d'eux. Mais il ne faut pas oublier que ce sont des professeurs à sentiments purement allemands qui forment l'Université de Strasbourg. Il faut se souvenir en outre que si chaque faculté semble pouvoir régler comme elle le veut ses statuts, elle ne le peut faire sans l'agrément du curateur, représentant permanent de l'autorité à l'Université, personnage dont il fallait toujours tenir compte et qui avait une grande importance au sein de l'administration de l'Université.

Ainsi l'Université de Strasbourg était une chose toute allemande ; avec le monopole qui subsistait, on pouvait bien augurer de la formation germanique de l'élite alsacienne et lorraine. Mais il manquait encore un nom

à l'Université : le 2 mai 1877, au milieu de l'enthousiasme des étudiants immigrés, avait lieu le baptême de l'Université, en présence de l'Empereur lui-même ; sans doute pour mieux s'en assurer encore la possession, il avait daigné accepter d'en être le patron, et désormais les livres allemands s'occupant de l'enseignement supérieur, ne parlèrent plus que de la Kaiser-Wilhelms Universität Strassburg !

C'est en 1875 que l'Université obtint son statut général ; ce ne fut qu'en 1880 que les facultés reçurent leurs statuts particuliers. La Faculté de droit présenta le sien la première, le 8 octobre 1880, suivie d'ailleurs, à quelques jours, par les autres facultés : celles de théologie et celle de médecine le 13, celle de philosophie le 14, celle de mathématiques et sciences naturelles le 15. Ces cinq statuts furent revêtus le même jour, le 3 novembre, de la signature du Recteur.

Il nous faut signaler ensuite, dans la législation sur l'enseignement supérieur en Alsace-Lorraine, une loi du 18 juin 1890, relative au statut des professeurs de l'Université de Strasbourg. Cette loi règle la manière dont s'exercent les poursuites disciplinaires contre des professeurs qui doivent être jugés par leurs pairs. Cette loi permet aux professeurs d'avoir, en dehors de leur occupation principale un travail dans leur spécialité. Cette stipulation, naturelle à nos yeux, paraît libérale dans une législation où l'enseignement particulier, dans la famille, n'était possible, ainsi que nous allons le voir tout à l'heure, qu'avec la permission de l'autorité administrative.

Mais cette tendance quasi libérale concernant l'ensei-

gnement supérieur, ne doit pas nous induire à penser que, là plus qu'ailleurs, régnait une liberté un peu plus grande que dans les deux autres ordres d'enseignements. A ce sujet, nous trouvons un incident caractéristique de la pensée allemande vis-à-vis de l'enseignement alsacien-lorrain, fut-ce l'enseignement supérieur. Pendant longtemps, la pratique, pour la nomination à une chaire vacante, faisait que le gouvernement choisissait un candidat sur une liste de trois ou quatre noms, établie par les professeurs de la faculté où la chaire était à pourvoir. Or en 1901, au moment de la vacance d'une chaire d'histoire, l'un des candidats de la faculté de philosophie, Meinecke, fut bien nommé par le gouvernement ; mais celui-ci, de sa propre autorité, doubla la chaire, et nomma, comme second professeur d'histoire, un jeune homme de 25 ans, qui n'avait aucunement été porté sur la liste de la faculté, Martin Spahn, et dont le principal mérite, aux yeux du gouvernement, était sa parenté avec un des principaux chefs de parti du Reichstag. Les professeurs s'émurent, protestèrent. On leur répondit sur un ton hautain qu'on n'ignorait pas les qualités scientifiques du candidat, non plus que sa fidélité à l'Empire. Voilà comment on traitait, en Alsace-Lorraine, le plus favorisé des trois ordres d'enseignement.

L'Université de Strasbourg s'accrut, en 1903, le 9 août, d'une sixième faculté, la faculté de théologie catholique. Le 22 août, le Statut de l'Université faisait l'objet d'un nouveau décret ; on complétait le statut de 1875, en y adjoignant cette sixième faculté.

Pourquoi cette nouvelle faculté fut-elle créée ? Etait-

ce pour répondre à un véritable besoin du clergé catholique ? Pas le moins du monde. Était-ce pour satisfaire au désir de l'évêque de Strasbourg ? Encore moins. Qu'importaient les intérêts religieux et les vœux du clergé catholique ! Mais il y avait là un nouveau et puissant moyen de prussification de l'Alsace-Lorraine et le gouvernement n'avait pas hésité. « A la suite, écrit M. Pfister (1), de longues négociations avec le Saint-Siège, une faculté de théologie catholique fut créée ; cette création n'était pas réclamée par le clergé alsacien-lorrain. Il y voyait une double tentative du gouvernement allemand, de gagner à la cause germanique et à l'esprit moderne, les prêtres du pays, jusque là fidèles au passé ; il regrettait l'enseignement de la théologie dans l'intérieur des séminaires où ne pénétrèrent pas les influences du dehors. La Papauté elle-même n'avait cédé qu'à contre-cœur et en posant ses conditions ».

Le 13 novembre, les professeurs de la nouvelle faculté étaient installés ; peu de jours après les séminaristes de Strasbourg vinrent s'y faire immatriculer (2).

En 1904, la faculté de théologie catholique recevait son statut spécial. Ainsi était créée une nouvelle institution qui étendait davantage encore en Alsace l'emprise du gouvernement allemand ; il venait de poser un jalon de plus dans la direction du but qu'il poursuivait avec une inflexible volonté : par la nomination

(1) Ch. Pfister, *Rapport sur l'Université de Strasbourg*, p. 40.

(2) Les jeunes gens qui se destinaient à la prêtrise, en Lorraine, continuèrent leurs études théologiques au grand séminaire de Metz.

des maîtres de la faculté de théologie catholique, il espérait bien imposer au clergé l'esprit germanique !

Il nous faut enfin signaler, comme dernière mesure légale, concernant l'enseignement supérieur, un nouveau statut de l'Université de Strasbourg paru le 21 Octobre 1908 ; ce statut reproduisait, dans leurs traits caractéristiques, ceux de 1872, 1875 et 1903. Le texte en fut d'ailleurs légèrement modifié le 15 mars 1909 et le 6 avril 1912, au sujet des droits à percevoir au profit de la caisse de l'Université.

Telle fut la réglementation de l'enseignement supérieur en Alsace-Lorraine sous le régime allemand. Comme nous l'avons constaté, on n'y voit nulle trace de liberté ; d'ailleurs la logique du système allemand le veut ainsi, puisqu'il tend à l'unification à outrance. Comment admettrait-il qu'à côté de lui pussent subsister des institutions qui pourraient donner aux jeunes gens une formation de l'esprit autre que celle qu'il prétend leur imposer ?

Venons en maintenant à la réglementation de l'enseignement secondaire. Là encore, le but est toujours le même et la méthode ne varie pas, c'est le système de force.

Nous devons tout d'abord nous occuper de quelques lois qui touchent à la fois à l'enseignement secondaire et à l'enseignement primaire. En effet, dans la réorganisation et dans la transformation complète du système scolaire qu'ont réalisées les Allemands, il est tout naturel de trouver des lois qui s'appliquent aux deux ordres d'enseignement. La première de ces règles découle de l'article 15 de la loi du 30 décembre 1871.

Cette loi réglait l'organisation administrative de l'Alsace-Lorraine, qu'elle découpait à l'allemande. Nos malheureuses provinces étaient divisées en circonscriptions, subdivisées en cercles, et placées (art. 4) « sous la haute autorité administrative du président supérieur », résidant à Strasbourg. Cette loi venait naturellement à s'occuper de l'Instruction Publique : l'article 15 donne au président supérieur les pouvoirs du ministre de l'Instruction Publique, des recteurs, inspecteurs d'académie, conseil académique, en ce qui concerne les maîtres de l'école publique, la discipline et la surveillance. La tendance unitaire et autoritaire n'attendait pas longtemps pour se manifester !

Le 2 février 1872, une ordonnance du président supérieur partageait les attributions des conseils départementaux. Il semble que cette ordonnance n'ait rien à voir avec l'enseignement secondaire. Mais le président supérieur a fait erreur en ce qui concerne les attributions de ce Conseil, qu'il a mélangées avec celles du Conseil académique. Ce sont les attributions de ce dernier Conseil qui intéressent l'Enseignement secondaire et que, par l'ordonnance du 2 février 1872, en conformité avec la loi précédente, le président supérieur déclare conserver pour lui seul.

Mais si autoritaires et si antilibérales que parussent ces mesures, elles laissaient encore subsister la liberté. Moins de deux ans après, la signature des préliminaires de paix, cette liberté n'existait plus !

En effet, le 12 Février 1873, paraissait une loi sur l'Enseignement qui atteint, semble-t-il, le summum des mesures iniques, mais où éclate le système auto-

ritaire allemand, poursuivant inlassablement la germanisation de l'Alsace-Lorraine. Les écoles libres paraissaient au gouvernement allemand un obstacle ; il fallait supprimer l'obstacle ; on le supprima.

« Tout ce qui concerne l'Enseignement primaire et secondaire est placé sous la surveillance et l'autorité de l'Etat... L'autorisation de l'Etat est nécessaire :

1° Pour donner l'Enseignement à titre professionnel ou dans un but lucratif ;

2° Pour ouvrir une école ;

3° Pour engager un maître d'école ».

Voilà les principes posés par l'article premier qui donne en outre aux autorités le pouvoir de fermer les écoles qui ne tiendraient pas compte des prescriptions officielles concernant les programmes, l'organisation de l'Enseignement. On est presque surpris de trouver dans cette loi cette prescription, pourtant de justice élémentaire, que les maîtres exerçant en vertu des lois anciennes n'auront pas besoin d'autorisation pour continuer à exercer, à condition toutefois qu'ils soient pourvus du brevet de capacité.

Cette loi est toute générale. Elle ne pose que les principes, et s'en remet au chancelier de l'Empire pour les mesures à prendre concernant les programmes, l'organisation des écoles, les capacités des maîtres, les examens. Le 10 juillet, le Chancelier faisait paraître une ordonnance, suite logique de la loi du 12 février, et qui ne fait, somme toute, qu'appliquer les principes posés par elle.

Les deux premiers articles de cette ordonnance commencent par indiquer les catégories d'établissements

qui font partie de l'Enseignement secondaire et celles qui font partie de l'Enseignement primaire. Toute école « existante ou à créer » que ce soit naturellement une école publique ou une école privée, doit être classée dans l'une des catégories ainsi fixées ; là encore, on voit reparaître l'idée unitaire : il faut que l'enfant soit élevé de telle ou telle manière ; toute autre pourrait contrecarrer les méthodes allemandes et les visées allemandes, on l'interdit.

La loi place ensuite, pour la seconde fois, sous la surveillance et sous la direction du président supérieur, les établissements d'Enseignement secondaire et les établissements préparatoires qui y sont rattachés.

Elle s'occupe ensuite de l'ouverture d'établissements d'instruction, qu'ils soient d'ailleurs secondaires ou primaires.

Pour pouvoir demander à ouvrir une école, il faut avoir 25 ans, pouvoir prouver que l'on est de conduite irréprochable, et établir, par des brevets de capacité ou par des preuves équivalentes, que l'on peut enseigner deux au moins des matières essentielles de la classe supérieure d'une école de l'ordre de celle que l'on veut ouvrir. Il faut, dans sa demande d'autorisation, indiquer le genre d'école que l'on veut diriger, le programme qu'on y suivra, y ajouter le plan du local de l'école. L'autorisation est donnée par écrit ; elle peut contenir des restrictions concernant l'Enseignement et la direction.

Ce point acquis, le directeur ne jouit, naturellement, d'aucune liberté : la loi du 12 février s'y oppose, et le règlement du 10 juillet vient définir tous les obs-

tacles à cette liberté. Il faut, dit la loi, que chaque maître soit autorisé à son tour. Et le règlement précise : chaque maître doit être présenté à l'autorité chargée de la surveillance, avec son dossier, comprenant certificat de capacité, renseignements sur l'âge, la conduite. Là encore, l'autorisation, donnée par écrit, peut contenir des restrictions tant sur les objets à enseigner que sur les classes à diriger.

Si une école s'est ouverte sans autorisation, toute autorité administrative a le droit de la faire fermer. Si cette école a été autorisée, sa fermeture ne peut être prononcée que par l'autorité chargée de sa surveillance.

« L'autorisation de l'Etat est nécessaire pour donner l'enseignement à titre professionnel ou dans un but lucratif » dit la loi du 12 février. Que faut-il entendre par là ?

L'ordonnance du 10 juillet nous l'apprend : Suivant la féroce logique du système adopté, elle interdit au père de famille de choisir, en dehors de l'école, qui bon lui semble pour instruire son fils : « Tout Allemand auquel une autorité d'Alsace-Lorraine aura reconnu la capacité d'être nommé maître sera considéré comme ayant, par là même, l'agrément de l'Etat pour donner, à titre professionnel ou lucratif, des leçons particulières sur les mêmes matières.

« Les Allemands auxquels cette capacité professionnelle n'aura pas été reconnue, et les étrangers, doivent obtenir du président du district l'autorisation de donner l'enseignement privé » (Art. 13).

Ainsi, chez lui-même, le père ne peut faire venir qui bon lui semble pour donner une leçon particulière à

un de ses enfants ! Et qu'on ne veuille pas dire que le gouvernement ne cherche à exiger par là qu'un minimum de connaissance de celui qui veut enseigner ; en effet, le dernier alinéa de l'article 13 contient cet aveu : « Le diplôme de bachelier n'équivaut pas à la reconnaissance de la capacité aux termes de l'alinéa 1^{er} du présent article ». Ce que l'on cherche, ce que l'on veut, c'est que l'enfant soit formé par des mains allemandes, par des maîtres qui ont reçu la formation allemande.

Un bachelier aurait certes la capacité de donner des leçons à un élève d'une dizaine d'années, mais on le défend parce que le baccalauréat indique une origine suspecte et peu conforme à l'esprit allemand. Aussi, pour éviter que ce bachelier vienne gâter la tâche que s'est tracée le Reich, ce gouvernement de force interdit au bachelier jusqu'à l'enseignement dans les familles. En vérité, peut-on pousser plus loin l'intrusion dans la famille, peut-on attenter davantage à la liberté des parents ?

L'autorisation de donner des leçons particulières peut cependant être accordée : elle pourra être accompagnée de restrictions sur les matières de l'Enseignement, et, en tous cas, elle ne sera valable que pour le district du président qui l'a accordée (Art. 14, ord. du 10 juillet). Qu'est devenue la liberté ?

Gravement, l'ordonnance énonce les recours possibles en cas de refus d'autorisation : recours des décisions du président du Bezirk au président supérieur, et des décisions, de ce dernier au Chancelier : recours bien minces, dépendant de l'arbitraire d'un seul, qui ne voudra pas désavouer son inférieur.

Enfin, cette fameuse ordonnance attribue tout pouvoir au président supérieur pour fixer les congés, les examens, les inspections, ainsi que les délais impartis aux anciennes écoles pour rentrer dans les prévisions de cette ordonnance.

Par cette loi et par cette ordonnance, voilà bien posés les principes de la législation de l'Enseignement que l'Allemagne prétend imposer à l'Alsace-Lorraine ; c'est bien le principe de l'autoritarisme absolu dénoncé par Hippeau, qui forme la base de cet édifice législatif : tout y est réglé, et, pour ce qui ne l'est pas encore, le plus haut fonctionnaire de l'Alsace-Lorraine est chargé d'y pourvoir : « La main de l'Etat est partout, jusque dans les plus simples leçons particulières. D'un bout à l'autre de l'Alsace-Lorraine, on ne peut enseigner l'A B C, même gratuitement, à l'enfant d'un ami, sans l'autorisation spéciale du gouvernement. Si l'on tolère que les parents donnent des leçons à leurs enfants, c'est qu'on n'a pas trouvé le moyen pratique de les en empêcher » (1).

Les deux ordres d'Enseignement, primaire et secondaire, avaient ainsi reçu la plate-forme sur laquelle toute leur législation particulière devait s'élever. Celle-ci ne tarda pas à apparaître : pour l'Enseignement secondaire, un Régulativ apparut en même temps que la fameuse ordonnance dont nous venons de nous occuper, le 10 juillet 1873.

Ce Régulativ commence par définir soigneusement

(1) Jeanne et Frédéric Regamey, *L'Alsace après 1870. L'Alsace au lendemain de la conquête*, p. 259.

chaque catégorie d'établissement : Gymnases, Réalgymnases, écoles Réales, les premiers correspondant à peu près à ce qu'est dans nos lycées et collèges, l'Enseignement pour la division latin-grec, les derniers à la division Sciences-langues vivantes, avec toutefois un caractère plus nettement utilitaire. Les réalgymnases étaient un composé de nos divisions latin-langues vivantes et latin-sciences.

Puis, pour ces trois genres d'écoles, le Régulatif fixait minutieusement l'âge d'admission, le nombre maximum d'élèves que pouvait recevoir une classe, la capacité exigée des professeurs, la langue en laquelle se ferait l'enseignement.

Au moins, en ce qui concerne l'Enseignement lui-même, jouissait-on d'un peu de liberté ? Point. Dans les écoles privées, comme dans celles de l'Etat, il fallait se conformer au programme très détaillé qu'imposait le Régulatif ; les matières de l'Enseignement religieux comme les autres, — celles-ci d'ailleurs communes aux trois établissements — étaient minutieusement indiquées.

Pour chaque sorte d'établissement, un chapitre est consacré à réglementer ce qui se fera dans chaque matière, l'objet de l'Enseignement, le nombre d'heures qu'il faudra y consacrer...

Ce Régulatif pousse si loin la minutie qu'il va jusqu'à indiquer les auteurs latins que, dans chaque classe, il faudra expliquer.

L'ordonnance du 10 juillet laissait au président supérieur le soin de fixer les applications de détail. Pourtant, ce Régulatif émane du Chancelier lui-même, qui,

de Berlin, dictait à l'Alsace-Lorraine les détails d'applications de la loi nouvelle, ce qui faisait dire à Schneegans — cet Alsacien qu'on ne peut pourtant accuser d'opposition systématique à l'Allemagne (1) : « Nous n'avons jamais vu l'autorité, ou le ministre, procéder comme on a procédé ici, c'est-à-dire, sans s'être entouré d'avis d'un corps délibérant, choisi parmi les représentants les plus autorisés de la population... Quand il s'est agi de donner à l'Alsace-Lorraine un Régulativ de cette importance, personne n'a été consulté ; c'est à Berlin et dans les bureaux de Strasbourg que l'on a tout fait (2) ».

En même temps que la législation scolaire supprimait toute liberté à l'Enseignement secondaire, (et même quelques mois auparavant), cet enseignement avait été profondément troublé par le Kulturkampf, qui, dans la question scolaire comme dans la question religieuse, ne devait montrer aucune tendance libérale.

La lutte religieuse commença dès la fin de l'année 1871. Dès 1872, elle avait sa répercussion sur l'Enseignement et sur la liberté d'enseigner.

Le 4 juillet 1872, en effet, une loi expulsait d'Allemagne la congrégation des Jésuites. D'ailleurs, le gouvernement allemand se réservait d'expulser ultérieurement les congrégations que bon lui semblerait, en

(1) Schneegans consentit, dès 1879, à accepter un poste de conseiller ministériel dans l'administration d'Alsace-Lorraine. Le 6 mai 1880, il devenait consul d'Allemagne à Messine.

(2) Schneegans, *L'Instruction secondaire en Alsace-Lorraine*, p. 39.

rendant cette loi exécutoire contre toutes les congrégations « ayant de l'affinité » avec les Jésuites, terme bien vague, choisi à dessein pour pouvoir en user selon les circonstances.

Le 8 juillet, cette loi était étendue à l'Alsace-Lorraine, alors que la loi de 1850 régissait encore l'Enseignement dans les deux provinces. Ainsi, malgré le régime de liberté quasi-absolue pour l'Enseignement secondaire qu'établissait notre loi Falloux, on vit se fermer, de par la loi, des établissements d'Enseignement secondaire, entre autres le fameux collège Saint-Clément, de Metz.

Le 20 mai 1873, une ordonnance du Chancelier assimilait aux Jésuites les Lazaristes, les Rédemptoristes, les prêtres du Saint-Esprit, les Dames du Sacré-Cœur ; et les maisons d'éducation que dirigeaient les Rédemptoristes et les Dames du Sacré-Cœur furent fermées.

Quelque temps auparavant, le supérieur du Collège catholique de Colmar étant décédé, le préfet de Colmar envoya aux professeurs du Collège, le 21 mars 1873, un arrêté conçu en termes (1) : « Le Collège catholique de Colmar ayant perdu son existence légale par la mort de M. Martin, son supérieur, ne pourra, d'après la loi du 12 février 1873, seule en vigueur, revivre qu'à la condition d'être autorisé, après avoir accepté toutes les exigences de la loi concernant le plan d'études allemand, la langue allemande — comme langue d'enseignement —, la nomination des professeurs et l'inspec-

(1) Rapporté par le chanoine H. Didio, *L'Eglise catholique en Alsace depuis l'annexion 1871-1889*, p. 7.

tion par l'autorité allemande. Si, comme on le croit, l'autorisation voulue n'est pas demandée, l'établissement devra être fermé à la fin du trimestre suivant. » Comme on « le pensait », l'autorisation ne fut pas demandée : on serait sans doute arrivé, d'ailleurs, à la refuser. Les dirigeants du Collège de Colmar s'inclinèrent et vinrent chercher la liberté au pays de la liberté. Dès octobre 1873, grâce à Mgr Freppel, au député Keller et à un avocat de Paris, Didio, le Collège libre du Haut-Rhin se rouvrit à La Chapelle-sous-Rougemont, près de Belfort. Il comptait dès ce moment près de 200 internes, « dont un bon nombre n'a pu opter pour la nationalité française, mais est demeuré de cœur avec la mère patrie (2) ». Ces 200 internes prouvaient que les dirigeants du Collège épiscopal de Colmar n'étaient pas les seuls, en Alsace, à aspirer à la liberté !

En 1874, enfin, les Frères de la Doctrine chrétienne furent attaqués à leur tour. Ils dirigeaient, raconte l'abbé Klein, dans son livre sur la *Vie de Mgr Dupont des Loges*, l'école de Beauregard, près de Thionville. Le 11 août 1874, les prix venaient d'être donnés, quand un inspecteur se présenta et demanda à voir tous les pensionnaires de l'établissement. Le Frère-directeur lui fit observer que certains étaient déjà partis, et que les autres bouclaient leurs malles et seraient bien difficiles à réunir. C'était tout ce que demandait l'inspecteur, qui constata le refus d'accéder à ses désirs, et, quelque

(2) F. Godefroy. *Etudes sur les principaux Collèges chrétiens, IV. Les maisons d'éducation de la Lorraine et de l'Alsace*, p. 187.

temps après, on fermait l'école pour cause de désobéissance.

Mais le Kulturkampf ne devait pas s'en tenir là : la lutte contre l'Eglise catholique fit combattre ce qu'on n'ose plus appeler la liberté d'enseignement, jusque dans les petits séminaires.

Le Concordat français subsistait en Alsace-Lorraine, intact, malgré toutes les lois sur l'Enseignement. Or, l'article 11 de ce Concordat accorde à chaque évêque le droit d'avoir un séminaire. Ce droit, jusque-là, avait été compris comme droit d'entretenir non seulement un grand séminaire, mais aussi un petit séminaire préparant au grand. Le gouvernement allemand refusa de l'admettre, et voulut voir, dans les petits séminaires, de simples établissements d'Enseignement secondaire auxquels il appliqua toute la réglementation de 1873 : conditions de stage, de diplôme, autorisations furent donc exigées dans ces séminaires. A Strasbourg, « l'évêque Docteur Raess, manda aux directeurs des petits séminaires de Strasbourg et de Zillisheim de n'admettre un contrôle d'Etat que pour une inspection sanitaire. Dans la suite, ces deux établissements furent fermés comme les petits séminaires placés sous le contrôle de l'évêque de Metz, Sierck et Fénétrange (1) ». Pourtant l'évêque de Metz avait essayé de sauvegarder ses écoles et de s'assimiler aux lois allemandes. Il y réussit pour l'Ecole Ecclésiastique de Bitche. Il l'essaya vainement pour son petit séminaire de Sierck, qui fut fermé pour

(1) Kissling, *Geschichte des Kulturkampfes im Deutschen Reich*, t, II, p. 448.

avoir conservé le français comme langue d'enseignement. « L'Ecole des Frères de Saint-Pilt subit le même sort, le mois suivant, mais n'attendit pas, pour fermer, que l'ordre lui fut donné. Après avoir vainement essayé de se conformer aux lois, elle renonça d'elle-même, à vivre plus longtemps (1).

Cette lutte religieuse qui avait agité si profondément toute l'Allemagne, s'apaisa enfin.

A partir de 1880, les lois d'apaisement se succédèrent : le Kulturkampf était fini. Mais, au point de vue scolaire, en Alsace-Lorraine, le gouvernement allemand lui avait fait rendre tout ce qui pouvait contribuer à la germanisation du Reich : il en avait profité pour supprimer les écoles secondaires privées qui auraient pu faire obstacle à ses fins ; les petits séminaires eux-mêmes avaient disparu.

En 1880, Manteuffel fut nommé, selon la nouvelle constitution octroyée à l'Alsace-Lorraine, Statthalter du Reichsland. La lutte religieuse s'apaisait, et lui-même paraissait animé d'intentions plus conciliantes envers l'Alsace-Lorraine que les précédents chefs de nos malheureuses provinces. Aussi, dès 1881, on vit se rouvrir les petits séminaires de Strasbourg, puis de Zillisheim. Mais si c'était une mesure d'apaisement, qu'on se garde d'y voir une mesure libérale. On y trouve au contraire la volonté réfléchie du gouvernement allemand, poursuivant son but avec toujours autant d'opiniâtreté, mais s'apercevant qu'il avait fait fausse route. D'abord, que

(1) L. Meister, *L'Enseignement secondaire en Alsace-Lorraine* (1918) p. 27.

perdait-il à la réouverture de ces établissements ? Rien. Ceux-ci en effet ne conservaient en aucun point l'indépendance qui, au temps du Kulturkampf, leur avait coûté l'existence. Ils devaient dorénavant se plier aux exigences de la législation allemande : le gouvernement les avait donc dans la main. Ils perdaient même jusqu'à leur nom français. Dès cette année 1880, le petit séminaire de Montigny devint Gymnase ! La réouverture des petits séminaires était donc sans danger, elle était même très utile au gouvernement allemand, dans sa poursuite de la germanisation complète du Reichsland. Que s'était-il passé, en effet, à la suite de la fermeture des petits séminaires d'Alsace-Lorraine ? Tout simplement ceci : Les enfants qui se destinaient à la prêtrise allèrent faire leurs études secondaires dans les établissements ecclésiastiques français à Nancy, à Lunéville, à La Chapelle-sous-Rougemont, si bien qu'ils entraient au grand séminaire de Strasbourg ou de Metz avec une formation purement française, cette formation qu'il fallait supprimer à tout prix des provinces conquises ! Qu'on ne s'extasie donc pas trop en cette occasion. Le libéralisme de Manteuffel n'était qu'un sage opportunisme.

Mais si on ne peut voir une mesure libérale dans la réouverture des petits séminaires, il faut pourtant en reconnaître une dans l'institution créée par l'ordonnance du 21 avril 1882, « relative à la création d'un conseil supérieur des écoles (Oberschulrat) pour l'Alsace-Lorraine » : « Pour l'exercice des fonctions incombant au ministère, en ce qui concerne la surveillance et la direction de tout ce qui touche à l'enseigne-

ment secondaire et primaire, il est créé un organe central technique qui sera rattaché au ministère de la Justice et qui portera le nom de Conseil supérieur des Ecoles », tel est le § 1^{er} de l'article 1^{er} qui dans un second §, exclut de la compétence de ce conseil les écoles professionnelles d'agriculture et d'industrie. Certains membres en sont choisis par l'Empereur ; d'autres, des membres de l'enseignement, par le Statthalter, qui peut les nommer « pour la durée de leurs fonctions », ce qui leur donne une certaine garantie d'indépendance. D'autres enfin sont membres du Conseil de par leurs fonctions, la composition de ce Conseil est donc, par rapport au reste de la législation, si foncièrement autoritaire, relativement libérale.

Chaque membre de ce Conseil a le droit de faire au Conseil des propositions, des enquêtes sur place sur des écoles ; enfin, c'est ce Conseil qui statue sur les recours intentés contre les décisions des présidents de district, décisions concernant l'ouverture ou la fermeture d'un établissement, la nomination des directeurs et des maîtres, l'autorisation de donner des leçons particulières. Il traite en outre « toutes les mesures d'organisation et toutes les matières un peu importantes de l'administration courante. »

Avec l'Oberschulrat, le monopole de l'enseignement ne tend certes pas à disparaître ; mais, à l'intérieur de ce monopole, on tend à protéger plus efficacement les professeurs contre l'arbitraire gouvernemental. C'est un conseil, et non plus un seul individu, qui est revêtu de tous les pouvoirs, et qui s'occupe de l'organisation de l'enseignement. C'est, dans le sens li-

béral, un incontestable progrès. Ce progrès a été réalisé sous le gouvernement de Manteuffel, comme Statthalter, et il faut, semble-t-il, y voir son influence.

Il a tenté de doter l'Alsace-Lorraine d'un régime stable, où la prussification du pays, toujours poursuivie sans doute, l'aurait été par des moyens plus doux, qui auraient permis à nos malheureux compatriotes de se sentir moins blessés par la main de fer teutonne ; il faut savoir le reconnaître.

Le 11 avril 1882, Manteuffel se plaignait, dans un décret, des règles posées en 1873. « Le règlement du 10 juillet 1873 et les arrêtés généraux qui le complètent, ne résolvent pas, à mon avis, cette question : Quels efforts intellectuels peuvent être exigés de la jeunesse, sans que le corps en souffre ? » (1). Aussi, ce décret nommait-il une commission médicale, chargée de répondre à cette question. Cette commission, dans son rapport, fixait le nombre d'heures de travail que l'élève pouvait, dans chaque classe, fournir sans fatigue ; elle indiquait les temps de repos nécessaires par semaine, et les congés de l'année. Elle s'occupait enfin des mesures à prescrire pour la construction des locaux scolaires.

Le 20 juin 1883, comme conséquence de ce rapport, paraissait un rescrit, qui modifiait l'ordonnance de 1873. Les jours de congé sont toujours fixés de façon immuable, mais les vacances peuvent durer de huit à onze semaines (elles seront de dix semaines et demie

(1) Rapport par L. Meister, *L'Enseignement secondaire en Alsace-Lorraine*, p. 83.

dans les écoles publiques). Deux après-midi par semaine seront libres. De plus la durée des récréations pendant les inter-cours est minutieusement et strictement fixée. Le rescrit recommande la méthode orale et le moins de devoirs possible.

Cette partie de l'ordonnance est la conséquence du rapport des médecins ; mais la seconde partie n'a trait qu'à l'enseignement secondaire public ou privé, dont elle remet la surveillance et la direction au conseil supérieur des écoles. C'est le directeur de l'établissement qui est responsable, devant ce conseil, de l'enseignement et de l'éducation. Il est aidé dans sa tâche par l'ordinarius (professeur principal) de chaque classe.

Avant le début de l'année scolaire, le directeur doit faire approuver par le conseil supérieur son projet de répartition des classes entre les différents professeurs, et établir ensuite son emploi du temps, en veillant (souvenir du rapport médical) « à ce que les tâches à faire à la maison n'exigent pas plus de temps qu'il ne convient ».

Puis l'ordonnance divise les établissements secondaires — publics et privés — par catégories: Gymnases, Progymnases, Lateinschulen, établissements classiques qui ne peuvent recevoir d'élèves de moins de neuf ans, et pour chacun desquels le programme est fixé une nouvelle fois — ainsi que les auteurs du programme.

L'ordonnance s'occupe ensuite des Realschulen, qui doivent donner 7 années d'enseignement, dont elle fixe les matières. Ces écoles ont pour but « de dispenser la culture supérieure indispensable pour accéder immédiatement à des emplois pratiques ».

Pour toutes ces écoles, il y a des matières facultatives. Il semble que, de par sa qualité même, le directeur de l'établissement recouvre, là du moins, un peu de liberté, et qu'il aura la libre appréciation de l'utilité, chez lui, de ces matières. Cela serait encore excessif pour le régime allemand. C'est l'Oberschulrat qui détermine ces matières.

Il peut y avoir eu, dans les lois que nous avons vues précédemment, quelques mesures libérales, mais cette nouvelle ordonnance est la preuve éclatante qu'on ne songeait nullement à aller plus loin, encore moins à doter l'Alsace-Lorraine de la liberté d'Enseignement.

Ces programmes, ainsi établis, furent bientôt modifiés. En effet, le 13 décembre 1892, paraissait une nouvelle ordonnance : les progymnases n'ont plus le droit que d'avoir 6 classes. Puis l'ordonnance définit une nouvelle catégorie d'écoles, l'Oberrealschule, qui a pour objet de préparer à une école supérieure technique et qui est comme la suite des Ecoles Réelles : son enseignement doit durer 3 ans.

En 1894, nouvelle ordonnance, nouveaux changements dans les programmes, mais qui ne laissent pas plus d'initiative au maître, pas plus de liberté à l'élève. Le programme des mathématiques et des sciences, dans les gymnases et dans les progymnases (on ne parle plus des Lateinschulen) est remanié ; le nombre d'heures de classes augmente. Le programme des Realschulen est également retouché, et celui des Oberrealschulen fixé (ordonnance du 2 juin 1894).

Fait notable, l'étude du français est légèrement augmentée par cette ordonnance, qui prévoit que, si un

changement de programme semble désirable, par exemple si un enseignement professionnel fait besoin, on peut le demander à l'Oberschulrat, qui statue.

Si nous insistons sur toutes ces ordonnances dans une étude sur la liberté de l'Enseignement, c'est pour établir jusqu'à quel point la législation de l'Enseignement secondaire, basée, d'après la loi Falloux, sur la liberté, avait été déformée, bouleversée et rebâtie sur une base diamétralement opposée. En effet, toutes ces ordonnances, prises pour le seul Enseignement officiel, ressembleraient à toutes les mesures prises en France par le ministre de l'Instruction Publique ; mais, en Alsace-Lorraine, ces ordonnances visent tous les établissements publics ou privés : lycées et petits séminaires, tous doivent s'y conformer, et s'il se trouvait par hasard un gymnase ou une école Réale privée, qui s'avisât de ne pas respecter ces ordonnances, un inspecteur diligent s'en apercevrait vite, et préviendrait aussitôt l'autorité supérieure qui, sans autre forme de procès, supprimerait l'école rebelle en conformité avec la loi du 12 février 1873.

Le 4 mars 1899, une ordonnance, modifiant une série d'autres ordonnances publiées depuis 1872, établissait nettement l'examen des candidats au professorat de l'Enseignement secondaire. Il faut, pour être admis à se présenter, être pourvu du diplôme de maturité (équivalent de notre baccalauréat) et avoir passé six semestres dans une Université. L'examen est très étendu : Il comprend, à l'oral, une question sur la religion, dont l'enseignement est obligatoire. Depuis 1899, cet examen est définitif. Il fallait, précédemment, en passer un

second pour devenir professeur à titre définitif. Naturellement, tout professeur, qu'il appartienne à l'Enseignement public ou à l'enseignement privé doit être pourvu de ce grade. Quelle différence avec notre législation qui admet, comme professeur de l'Enseignement secondaire privé, toute personne, sans aucune condition de grade !

La liberté qu'accorde à ce sujet notre législation est absolue : on peut même la trouver excessive ; et, sans vouloir imiter la sévérité des dispositions de la législation alsacienne, ne serait-ce pas faire œuvre de bon « paternalisme » que d'exiger de ceux qui veulent donner l'Enseignement secondaire, dans les institutions privées, certaines garanties de capacité ? Il ne nous semble pas que pareille mesure soit antilibérale ; car nous la demandons dans l'intérêt de l'enfant.

Le 22 avril 1902, nouvelles instructions. Les attributions du Conseil supérieur étaient diminuées : ses attributions, en matière de recours contre les décisions des présidents de district, relativement à l'ouverture ou à la fermeture d'écoles, l'autorisation à donner à des directeurs ou à des instituteurs de faire des cours privés, toute sa compétence arbitrale et disciplinaire lui était enlevée et remise au Kaiserliche Rat (1), dont le Statthalter a la présidence. Il y a là un retour évident à l'unité despotique de l'autorité : on cherche, en changeant de méthode, l'impossible germanisation du peuple Alsacien-Lorrain. On la cherche, en effet, par tous les moyens. Le petit séminaire de Zillisheim, comme

(1) Le Kaiserliche Rat formé par la loi du 30 décembre 1871 (art. 8), était destiné à remplacer notre Conseil d'Etat.

en 1880 celui de Montigny, avait pris le nom de Gymnase. Mais les Allemands n'avaient pas la naïveté de croire qu'un simple changement de nom pût changer l'esprit et les méthodes en usage d'un établissement ; et, comme les exigences imposées et acceptées comme conditions de la réouverture des petits séminaires ne semblaient pas suffisantes pour atteindre le but proposé, le gouvernement allemand changea le personnel. « On exigea de Mgr Stumpf, alors encore administrateur du diocèse, un premier engagement en vertu duquel les professeurs de Zillisheim devaient tous, à l'avenir, avoir leurs grades universitaires. Puis, sous la menace d'une suppression, on obligea l'évêque, en juillet 1887, à signer une seconde pièce qui lui enlevait ce qui lui restait encore en apparence de liberté.

« On croit rêver en lisant les articles :

1° Le petit séminaire de Zillisheim perd son titre ; il devient un progymnasium ;

2° Il ne pourra plus avoir de hautes classes. A la rigueur, le gouvernement permettra qu'on ouvre une Obersecunda, mais, les classes supérieures, jamais !

3° Le gouvernement pourra exiger que la moitié du personnel enseignant soit laïque (1) ».

Ainsi, pour arriver à ses fins, le gouvernement allemand n'hésite pas à s'introduire jusque dans les écoles qu'il a autorisées, pour dire : Maintenant, cela sera ainsi, ou vous ne serez pas. Il n'hésite pas, pour la formation d'enfants qui se destinent au sacerdoce, à écarter le prêtre de leur éducation première. Il ne faut pas

(1) E. Wetterlé, *Les petits séminaires d'Alsace*.

croire en effet que la « possibilité » envisagée par les exigences de 1887, d'exiger un personnel mi-laïque soit restée inappliquée. « En 1888-89, nous apprend le chanoine Didio (1), parlant du gymnase épiscopal, sur 26 professeurs et maîtres, 19 sont laïques, presque tous des Allemands venus de la Prusse rhénane ou de la Silésie ». N'est-ce pas là, une fois encore, la preuve flagrante du dessein de l'Allemagne d'arriver, coûte que coûte, à la germanisation de l'Alsace-Lorraine ?

Mais revenons à la législation de l'Enseignement secondaire du Reichsland. Le 10 janvier 1905, une ordonnance venait, une fois de plus, modifier les programmes de l'Enseignement secondaire ; une fois de plus, les directeurs des écoles privées durent changer leurs emplois du temps et les accommoder aux nouveaux changements apportés tant aux programmes des gymnases qu'à ceux des Realschulen. Cette ordonnance s'occupe de l'examen de sortie des gymnases ; elle examine aussi le cas où un élève changerait d'établissement au cours de sa huitième ou de sa neuvième année d'études. « Le Conseil supérieur décide, après avoir entendu le directeur et les professeurs faisant partie de la Commission d'examen, si le semestre au cours duquel ou à la fin duquel s'est effectué ce changement, doit entrer en ligne de compte comme temps de scolarité régulier (2) ». Peut-on pousser plus loin la réglementation ?

(1) H. Didio, *L'Eglise Catholique en Alsace depuis l'Annexion*, 1871-1889, p. 10.

(2) Ludovic Meister, *L'Enseignement secondaire en Alsace-Lorraine*, p. 99.

Il ne nous reste plus, pour achever cet historique de la législation de l'Enseignement secondaire en Alsace-Lorraine qu'une loi à mentionner, celle du 10 mai 1915 sur les écoles supérieures, publiques et privées, de jeunes filles en Alsace-Lorraine. Cette loi détache ces écoles de l'Enseignement primaire, dont, jusque-là, elles avaient fait partie, pour les faire entrer dans le cadre de l'Enseignement secondaire. Désormais, ces écoles devaient être divisées en deux catégories : Seules, seraient du premier degré celles qui auraient dix classes ; les autres, ne seraient plus que du *second* degré. Toutes ces écoles ne pourront recevoir d'enfants de moins de 6 ans, ou, tout au moins, on ne pourra accorder plus de trois mois de dispense (Art. 4). L'article 7 ordonne que « les maîtres, les maîtresses et les élèves des écoles supérieures et des établissements du deuxième degré, doivent employer l'allemand en classe et pour toute communication scolaire ». L'Enseignement du français et de l'anglais pourra se donner en français et en anglais, si les élèves sont assez fortes dans ces langues. Aucune classe, jusqu'à la cinquième, ne pourra avoir plus de 40 élèves, ni plus de 30 de la cinquième à la première — et pour créer plus de deux sections d'une même classe, il faut l'approbation du Conseil supérieur » (Art. 11). Ce même Conseil doit donner son autorisation pour le choix de nouveaux livres ou d'un nouveau matériel pédagogique. Puis il répète que les maîtres et les maîtresses ne peuvent enseigner que si leur nomination est approuvée par le Conseil supérieur, qui, là, comme ailleurs, établit les programmes.

Pourtant, par un excès de mansuétude, l'ordonnance

permet à ces écoles de s'organiser conformément aux ordonnances prussiennes du 17 décembre 1908. Il ne semble pas que ce soit dans la législation prussienne qu'il faille chercher trace de liberté...

Parmi cet amas de réglementations qui, toutes, rappelons-le, s'appliquent aussi bien aux écoles privées qu'aux écoles publiques, la règle qui divise en deux catégories les écoles supérieures de filles, ne semble en aucune façon atteindre la liberté : simple mesure de classification, semble-t-il ; et pourtant on a voulu, par là, atteindre les écoles supérieures privées, qui, n'ayant pas, en général, les dix classes exigées pour les écoles du premier degré, tomberont au second degré, et subiront ainsi, fatalement, une certaine dépréciation.

C'est ce que voulaient les Allemands, qui voyaient — non sans raison peut-être — dans les écoles supérieures privées de jeunes filles, des foyers de culture française. C'était un obstacle à la germanisation. Ils n'osèrent pas user de la manière forte ; mais ils essayèrent malgré tout de réduire l'obstacle. C'est ainsi que M. Meister résume un article paru à la suite de l'ordonnance, dans le journal germanophile la « Strassburger Post » : « Plus d'un établissement, dont la supériorité consistait avant tout à pratiquer le culte du français, va éprouver des difficultés à remplir ces conditions internes et externes exigées des établissements pour jeunes filles. Si, par suite, leur nombre diminuait, il n'y aurait aucun mal » (1).

(1) L. Meister, *Rapport sur l'Enseignement primaire en Alsace-Lorraine* (1918), p. 117.

Et pourtant qu'étaient-ce donc en général que ces écoles privées ? Quelle est donc la liberté qu'il leur soit permis de prendre, et qui puisse inquiéter le gouvernement du Reich ? Un fait, qu'il nous faut citer à la fin de cet historique, vient confirmer notre jugement : En 1915, les écoles privées de Rombach et d'Algrange furent transformées en écoles réales publiques. Ainsi, sans aucune difficulté, les écoles privées passent à l'Etat. Qu'y a-t-il d'ailleurs à changer dans la direction, dans les statuts, dans les programmes ? Rien. On n'en change que le nom : « Nous avons mis sur le même plan, écrit M. Ludovic Meister, les établissements secondaires publics et les établissements secondaires privés. C'est qu'en effet la différence entre ces deux catégories d'écoles est à peu près nulle. Tout au plus, ainsi qu'on l'a dit, les institutions ont-elles le droit de payer leur personnel. Comme les écoles primaires, elles sont entièrement soumises à l'autorité de l'Etat et tenues de subir son contrôle ».

Tel était l'état de l'Enseignement secondaire en Alsace-Lorraine : tout principe de liberté en était absolument exclu ; par le système du monopole comme par les lois tyranniques du Kulturkampf, le gouvernement allemand avait voulu faire de l'Enseignement secondaire du Reichsland une chose allemande. Nous allons voir maintenant, en abordant l'historique de l'Enseignement primaire, que, là encore, pour arriver au même but, le Reich avait employé les mêmes moyens.

(1) L. Meister, *L'Enseignement secondaire en Alsace-Lorraine*, p. 41.

Le 14 avril 1871, de Kuhlwetter proclamait que l'allemand était « substitué au français comme langue obligatoire de l'Enseignement » sauf exception pour les communes voisines de la frontière où le français est langue populaire. Le 18 avril 1871, paraissait une ordonnance, première réglementation à la liberté de l'Enseignement primaire : celui-ci était rendu obligatoire. A partir de l'âge de 6 ans, tout enfant était tenu de fréquenter l'école ; il n'en pouvait sortir qu'après avoir subi un examen de capacité, l'« Entlassungsprüfung ». Cet examen, aucun garçon ne pouvait l'affronter avant 14 ans, aucune fille avant 13 ans. C'était là assurément une réglementation de la liberté de l'Enseignement, d'autant plus que l'ordonnance ne déterminait aucun âge à partir duquel l'Enseignement n'est plus obligatoire (1). Cependant, on peut encore le recevoir dans une école privée aussi bien que publique, ou même dans la famille : c'est encore la liberté.

L'ordonnance fixe ensuite les peines applicables aux parents coupables d'infractions à ces prescriptions : l'avertissement d'abord, puis l'amende, et même l'emprisonnement « en cas de manquement continu » (Art. 4). Le maître est autorisé à accorder 3 jours de congé par mois à un élève.

L'article 13 de cette ordonnance stipule que l'Ensei-

(1) En fait, cet âge était 14 ans pour les garçons et 13 ans pour les filles, car l'Entlassungsprüfung n'est en rien comparable à notre C. E. P. C'est simplement une preuve que l'enfant n'a pas perdu tout à fait son temps à l'école, et qu'il a acquis les connaissances qu'il était en mesure d'acquérir. Il était très rare que quelqu'un y fût refusé.

gnement religieux, comme toutes les autres matières de l'Enseignement est obligatoire. Cet article n'eût-il pas existé que l'enseignement religieux eût été obligatoire malgré tout puisque l'ordonnance se réfère à notre loi de 1850 qui inscrit l'Enseignement religieux en tête des matières que doit comprendre l'Enseignement primaire (Art. 23).

Cette ordonnance du 18 avril 1871, fut complétée par des instructions concernant son application, du 16 août pour la Basse-Alsace, du 9 septembre pour la Lorraine, du 30 septembre pour la Haute-Alsace. Elles fixent la manière dont les instituteurs feront connaître le nombre d'absences de chaque élève, le mode de pourvoi des parents, s'il s'en produit, etc...

La loi du 30 décembre 1871, qui organise l'administration de l'Alsace-Lorraine et investit le président supérieur de tout pouvoir sur l'Instruction Publique, remplace également nos inspecteurs primaires et nos inspecteurs d'Académie, les premiers par les inspecteurs scolaires de cercles (Kreisschulinspectoren), les seconds par les présidents de circonscription (Bezirkpresidenten).

L'ordonnance du 28 février 1872 sur les attributions des conseils départementaux qui, nous l'avons vu, s'occupe également des conseils académiques, donne au Bezirkpresident ce qui a trait à l'Enseignement primaire, en le chargeant des attributions du conseil départemental. Ici encore s'accuse la tendance autoritaire ; les attributions d'un conseil passent aux mains d'un seul administrateur qui va, comme le dit Schneegans, « décider de toutes les questions pour lesquelles la loi fran-

çaise stipulait l'intervention d'un corps consultatif (1) ».

On verra une autre preuve de l'autoritarisme effrayant déployé par les autorités allemandes dès le début de l'annexion, et alors qu'en droit la liberté de l'enseignement existait, dans l'avis officiel suivant, daté du 31 mars 1872.

« Depuis l'introduction du plan d'études allemandes dans nos écoles, un certain nombre de dames de Mulhouse ont pris l'habitude de réunir vers le soir dans leurs demeures, des enfants des écoles, pour leur enseigner la langue française, à laquelle ils sont complètement étrangers. Indépendamment du curieux assemblage de matières d'instruction, on distribue encore à ces enfants des friandises, de façon que — et nous en avons les preuves — ils sortent de ces cours la tête troublée et l'estomac dérangé ; et alors ils ne veulent plus apprendre ni se plier à la méthode, plus sévère et sans accompagnement de distribution de victuailles, en usage dans les écoles communales.

« Comme contrairement à mon attente, cette chose n'a pas pris fin à l'entrée de la belle saison, j'exprime par le présent, aux dames que cela concerne, le vœu qu'avec le renouvellement du semestre scolaire, elles veuillent bien laisser libres les familles des enfants. En même temps, je rappelle les prescriptions légales d'après lesquelles une déclaration aux autorités locales est exigée pour l'ouverture d'écoles particulières.

(1) Schneegans, *L'Instruction secondaire en Alsace-Lorraine*, p. 25.

« Dans le cas où cet avertissement ne suffirait pas, je me verrais obligé, à regret, d'agir policièrement.

« *Le Directeur du Cercle,*

« D^r SCHULZE. »

Voilà « un vœu » qui ressemble singulièrement à un ordre. C'est dans la note germanique : Au nom de la « liberté des familles » il était interdit aux dames de Mulhouse de parler français aux enfants qu'elles recevaient chez elles et de leur donner des friandises : le but est net : c'est la germanisation.

Le 12 Février 1873, paraissait la fameuse loi dont nous avons déjà parlé, supprimant toute liberté dans l'enseignement primaire comme dans l'enseignement secondaire. Nous avons déjà parlé de ce dernier.

Quant à l'enseignement primaire, cette loi n'est-elle pas logique ?

Le but est la germanisation par tous les moyens ; l'école est un des meilleurs et des plus efficaces. On a déjà rendu l'école obligatoire, mais à quoi bon cette mesure, si, à côté de l'Ecole publique, où l'on inculquait au petit Alsacien et au petit Lorrain les principes voulus, une autre école avait pu librement s'établir, qui aurait contrebalancé l'influence allemande ? La loi du 12 Février et l'ordonnance du 10 Juillet, qui l'a suivie, sont venues mettre ordre à cela : Désormais, l'Ecole primaire, par où passeront tous les enfants d'Alsace-Lorraine, sera la chose du gouvernement allemand. « L'Etat fait de l'école un instrument politique, partant du principe que l'avenir appartient à celui qui a l'école. Il dit... je l'organiserai selon mes vues. Elle sera le moule. Je coulerai dans ce moule la jeune géné-

ration des Alsaciens-Lorrains. Quand elle en sortira, elle sera faite à l'image du parfait Germain » (1).

Que ce fût pour ouvrir une école, pour choisir un maître, pour donner l'enseignement dans une famille, il fallait donc une autorisation. Mais tout cela ne formait que des mesures générales ; les mesures d'application à chaque catégorie d'écoles primaires ne tardèrent pas à se succéder.

Nous trouvons, tout d'abord, dans cette longue suite de réglementations, quatre Régulatifs, datés tous quatre du 4 Janvier 1874. Chacun d'eux, dans sa sphère, pousse la réglementation aussi loin que le laissait prévoir la législation de 1873. Le premier de ces Régulatifs s'occupe des écoles élémentaires, le second des écoles préparatoires, le troisième a trait aux séminaires d'instituteurs et d'institutrices (équivalent de nos Ecoles Normales), le quatrième enfin réglemente l'examen des aspirants et des aspirantes au brevet de capacité pour l'enseignement élémentaire.

Pour ce qui est des écoles élémentaires, il est prévu que chaque classe aura trois divisions, selon l'âge ; aucune classe ne pourra grouper plus de quatre-vingts élèves. La langue allemande est la langue officielle d'enseignement, sauf autorisation du président supérieur de se servir du français, là où l'on parle le français.

Ensuite le Régulatif fixe minutieusement le programme de l'enseignement élémentaire ; il maintient l'article 36, § 5, de notre loi du 15 Mars 1850, qui éta-

(1) Jeanne et Frédéric Regamey, *L'Alsace après 1870. L'Alsace au lendemain de sa conquête*, p. 260.

blit des écoles séparées pour les enfants de chaque culte — dans les communes où plusieurs cultes sont pratiqués — sauf avis contraire du Conseil Académique — conseil remplacé par le président supérieur depuis l'ordonnance du 2 Février 1872. S'il n'y a qu'une seule école, le maître ne donnera l'instruction religieuse qu'aux enfants de sa confession; ceux des autres confessions la recevront des ministres de leurs cultes.

Les écoles préparatoires, dont s'occupe le second Regulativ, ont pour but de préparer aux séminaires d'instituteurs. On ne peut y entrer qu'à quatorze ans, après avoir justifié des aptitudes d'un bon élève des classes élémentaires. Après deux ans d'études, un examen est passé dans les écoles publiques et dans les écoles que le Regulativ ose encore appeler « libres » (1), autorisées à cet effet.

Le programme est fixé aussi minutieusement que pour les écoles élémentaires; le nombre d'heures consacré à chaque enseignement n'est pas indiqué, mais le soin de le fixer est laissé au président supérieur.

Pour être admis dans les séminaires d'instituteurs ou d'institutrices, il faut avoir au moins dix-sept ans, et avoir subi avec succès un premier examen. Les cours durent trois ans; tous sont obligatoires, sauf la musique, dont on ne peut dire cependant qu'elle est facultative; seul l'élève qui n'a pour la musique aucune

(1) Regulativ für die Praeparandenschulen, art. 2 « Der Unterrichtskursus dauert zwei Jahre. Nach vollendung desselben findet bei den oeffentlichen und denjenigen *freien Praeparandenschulen*, welchen der Oberpräsident das Recht verleiht, eine Abgangsprüfung statt.

disposition en sera dispensé. Là, comme partout, le programme est strictement déterminé.

Après ces trois années d'études, les candidats à la direction provisoire d'une école élémentaire peuvent se présenter à un examen, brevet de capacité pour l'enseignement élémentaire. Cet examen se passe dans tout séminaire, public ou privé, autorisé à cet effet. Si le candidat a fait toutes ses études dans un séminaire libre, il ne peut passer ses examens qu'au séminaire public que lui désignera le président supérieur. Malgré toutes les précautions prises contre les établissements privés, on se défie encore de leurs élèves. Le président supérieur peut, mais exceptionnellement, autoriser à se présenter des candidats qui n'ont fait qu'une partie des études prescrites, et ce, dans un séminaire libre, où même les candidats n'ayant fréquenté aucun séminaire.

Deux à cinq ans après l'obtention de ce premier certificat, ces instituteurs provisoires doivent passer un second examen, grâce auquel on constate « leur aptitude à l'obtention d'une nomination définitive ». Ces cinq ans écoulés sans qu'ils aient pu réussir à ce second examen, le droit d'enseigner leur est retiré.

Tels sont les quatre Regulativs du 4 Janvier 1874. Ils ne nous étonneraient pas s'ils ne concernaient que les écoles publiques, dans lesquelles l'Etat est toujours le maître des programmes. Mais la législation allemande réglemente toutes les écoles, elle les considère toutes comme sa chose.

Une ordonnance concernant l'exécution du premier Regulativ du 4 Janvier, sur les écoles élémentai-

res, parut dès le 22 Juin 1874. Cette ordonnance précise la répartition des élèves, selon leur âge, par divisions, et fixe le nombre d'heures qui doit être consacré chaque semaine à chaque matière de l'enseignement élémentaire, et naturellement, dans toute école, publique ou libre.

Le 16 Juillet 1874, les écoles normales d'instituteurs recevaient à leur tour leur plan d'études. Puis, on s'aperçut que les Regulativs de Janvier avaient omis de réglementer l'enseignement dans les écoles primaires supérieures de jeunes filles. Un Regulativ du 5 Août 1874 vint combler cette lacune de la méthodique réglementation allemande.

Ainsi l'enseignement primaire comme le secondaire, est pourvu de minutieux règlements ; il est soumis, comme lui, au régime préventif de l'autorisation. Mais, d'ailleurs, à quoi servirait aux écoles privées la liberté, avec ces maîtres que l'Etat allemand a bien soin de former dans le même moule — celui qu'il a façonné lui-même — maîtres liés en outre par les programmes imposés, par le nombre strictement délimité d'heures de classe et de matières à enseigner ? Oser parler d'écoles « libres » dans le texte même de ce règlement est d'une bien amère ironie !...

Contre ces mesures violentes, la députation Alsacienne-Lorraine éleva une protestation, et, le 17 Décembre 1874, venait en discussion au Reichstag un projet de loi portant abrogation de la loi du 12 Février 1873 et des décrets et Regulativs qui en découlaient, et comportant en outre, comme corollaire, le rétablis-

sement des lois antérieures, c'est-à-dire de la législation française.

L'abbé Vinterer défendit ce projet au nom de la liberté : « Comment appeler une législation semblable autrement qu'une vraie confiscation du droit d'enseigner, une confiscation qui enlève toutes les garanties légales données à la famille et qui détruit toute liberté d'enseignement ? (1) ».

Puis il montre, que, cette législation, loin d'améliorer la situation de l'enseignement, l'amoindrit car l'enseignement devient mixte, ce qui supprime nombre d'écoles de filles : « Un rapport officiel du Kreisdirector de Guebwiller... déclare que, par suite des ordonnances, les quatre-vingt-quatorze écoles du cercle se réduiront à cinquante-quatre... A qui fera-t-on croire que l'instruction puisse y trouver son profit ? (2) ».

Herzog, puis Treischke, vinrent combattre le projet que défendirent à leur tour Guerber et Philippi... Mais le sort de ce projet était connu d'avance : Le Reichstag termina la discussion par l'ordre du jour pur et simple.

Le 11 Décembre 1875, un an plus tard, à l'occasion du budget de l'enseignement primaire, l'abbé Winterer renouvelait la protestation de l'Alsace-Lorraine en faveur de la liberté de l'enseignement : « L'Etat impose des contributions et le service militaire ; mais

(1) Abbé Winterer (Séance du Reichstag, 17 décembre 1874), *L'Ecole en Alsace*, p. 4.

(2) Abbé Winterer (Séance du Reichstag, 17 décembre 1874), *L'Ecole en Alsace*, p. 17.

il n'appartient pas à l'Etat d'imposer des idées (1) ».

Cette protestation était belle et courageuse, mais à quoi pouvait-elle servir ?... C'était parler dans le désert.

Pendant toute cette période d'organisation, l'enseignement primaire avait été agité par le Kulturkampf. Outre les écoles primaires privées que cette lutte religieuse avait contraintes à fermer leurs portes, le Kulturkampf, avec ses décrets, avait chassé un grand nombre de congréganistes appartenant à l'enseignement public, à un moment où sévissait déjà en Alsace-Lorraine une grave crise dans le recrutement du personnel enseignant. En effet, dès 1871, les Allemands avaient révoqué nombre de professeurs, d'instituteurs et d'institutrices dont les tendances leur paraissaient trop nettement défavorables à l'Allemagne ; mais, de plus, beaucoup de membres du corps enseignant, qu'ils fussent nés dans une partie de la France non annexée ou en Alsace-Lorraine, optèrent pour la France, et quittèrent l'Alsace-Lorraine pour la localité où le Gouvernement français leur avait octroyé un nouveau poste. Tous ces départs laissèrent vacants en Alsace-Lorraine un grand nombre de postes d'instituteurs, et les ordonnances du 8 Juillet 1872 et du 20 Mai 1873 expulsant les Jésuites, les Rédemptoristes, les Dames du Sacré-Cœur, ne firent qu'aggraver la crise du personnel. Dans un discours au Reichstag, le 19 Mai 1873,

(1) Abbé Winterer (Séance du Reichstag, 11 décembre 1875), *Discours sur l'état de l'enseignement public en Alsace-Lorraine*, p. 13.

Bismarck déclara qu'il ne restait pas en Alsace-Lorraine beaucoup plus de trois cents instituteurs ou institutrices congréganistes en activité. Or, en 1870, il y avait environ deux mille instituteurs ecclésiastiques !

Il fallait à tout prix remplacer ces instituteurs. On les remplaça par des individus qui n'avaient aucune des qualités intellectuelles ni même morales requises pour l'apostolat que doit être l'enseignement : « La Dictature voulut tout emporter au pas de charge, disait l'abbé Winterer au Reichstag (1). Il en résulte de nombreuses lacunes dans le personnel des instituteurs, et l'on eut recours à tous les moyens afin de pourvoir à la nécessité du moment...

« Il nous a été donné, entre autres, de constater combien facilement un artisan quelconque peut être transformé en maître d'école. Nos instituteurs viennent, non seulement de tous les pays, mais encore de toutes les professions. Nous avons vu des pareurs, des tisseurs, des menuisiers, des bûcherons, des garde-freins de chemin de fer, des marchands ambulants, subir, d'une semaine à l'autre, la plus merveilleuse métamorphose et devenir instituteurs... Un juge de paix allemand dut punir pour contravention de cabaret deux sous-maîtres d'une même école dès le premier mois de leur entrée en fonctions ; ces sous-maîtres étaient venus remplacer des instituteurs congréganistes. Deux aides, préposés à l'école d'une ville importante, disparurent, après quelques mois, en laissant des dettes considérables ».

(1) Winterer, Séance du Reichstag, 17 décembre 1874. *L'Ecole en Alsace*, p. 6.

Mais qu'importait aux Allemands ! Ils avaient supprimé la liberté pour germaniser l'Alsace-Lorraine ; ils renvoyaient les congréganistes pour unifier la religion et pour essayer de rendre chaque Alsacien-Lorrain plus Allemand : qu'importaient la liberté et l'avenir intellectuel du pays, si le but était atteint ?...

Pendant que ces événements se succédaient, la législation de l'enseignement primaire en Alsace-Lorraine croissait sans cesse : l'œil attentif du vainqueur discernait un point qu'il n'avait pas encore strictement précisé, et vite paraissait une nouvelle ordonnance. Celles de 1873 et de 1874 fixaient les conditions d'ouverture des écoles et leurs programmes ; mais rien n'était fixé pour les vacances : le 24 Mai 1875 paraissait une ordonnance concernant les vacances des écoles élémentaires et des salles d'asile, tant publiques que privées bien entendu. Les congés ne doivent pas au total dépasser huit semaines ; les jours de congé, venant des fêtes religieuses, sont cités un à un, et varient suivant la confession à laquelle appartient l'école. Si l'école est interconfessionnelle, l'enfant ne viendra pas en classe aux jours de fête de sa religion. Quant à l'instituteur, il ne fermera l'école qu'aux jours de fête de la confession qui est la sienne.

Le 31 Juillet, nouvelle ordonnance. Elle a trait aux travaux manuels dans toutes les écoles élémentaires de l'Alsace-Lorraine. Cette nouvelle matière d'enseignement est introduite en Alsace-Lorraine, et, naturellement, tout aussitôt réglée à l'allemande : Le nombre d'heures que chaque classe doit consacrer par semaine aux travaux manuels est rigoureusement fixé, et le plan

d'études minutieusement élaboré pour chaque division.

Le 13 avril 1876 paraissaient trois nouveaux Regulativs signés du Chancelier, le premier réglant l'examen des maîtresses et des directrices des écoles supérieures de jeunes filles, examen passé devant une commission spéciale ou dans un établissement autorisé à cet effet. Le second concernait l'examen des professeurs des écoles moyennes et des écoles supérieures de jeunes filles ; il précisait très exactement les individus aptes à s'y présenter : Il faut être étudiant d'une Université allemande ou ecclésiastique.

L'examen des professeurs et des directeurs des séminaires primaires, des directeurs d'écoles préparatoires et d'écoles supérieures de jeunes filles, dont s'occupe le troisième Regulativ confère le « Rektoratsprüfung ». Là encore, il faut remplir des conditions bien déterminées pour avoir le droit d'être candidat... Dès le 4 Mars, un avis modifiait légèrement cette dernière ordonnance, en élargissant un peu les conditions exigées des candidats.

Mais jusque là, on ne s'était occupé que des élèves et des professeurs ; on n'avait rien dit des locaux scolaires. Un avis du 3 Juillet 1876 vint réparer cet oubli pour les écoles élémentaires. En tête de l'avis contenant l'énumération des mesures nouvelles, le président supérieur écrivait : « Aux autorités administratives, je fais un devoir de tenir la main à l'application de ces dispositions, lors de la construction, de l'aménagement et de l'ameublement des écoles élémentaires placées sous leur surveillance ».

Ces dispositions contiennent, comme celles que tout pays civilisé prescrit à bon droit à l'égard de la construction de toute école, des mesures indispensables d'hygiène : emplacement de l'école choisi sur un sol sec et bien exposé, classes aérées, contenant un cube d'air suffisant pour chaque élève, interdiction de faire des classes pouvant contenir plus d'un certain nombre d'élèves — quatre-vingts, édicte l'avis de 1876. On comprend encore que l'avis déclare : « des salles ayant moins de 3 m. 50 de hauteur sont inadmissibles » et qu'il fixe nettement l'espace qui doit séparer une fenêtre d'une autre ; mais on sourit lorsqu'on voit gravement édicter « que les murs seront peints d'une couleur unie, claire, d'un bleu-gris ou d'un vert-gris » et que, pour les escaliers, « la hauteur des marches ne dépassera jamais dix-sept centimètres ». Il est à croire que les marches de dix-huit centimètres pourraient encore être gravies, même par de petites jambes. Quant à cette couleur grise imposée à toute école élémentaire, c'est bien la couleur allemande imposée aux écoles comme aux Alsaciens-Lorrains : Elle coopérait, comme toutes les dispositions prises, à la germanisation de nos pauvres provinces !

Dès le 27 Septembre 1870, en pleine guerre, donc avant toute concession de territoires, une ordonnance avait déclaré que les comités scolaires locaux devaient subsister, selon l'article 44 de la loi de 1850 (notre loi Falloux). Le 5 Juin 1877, une ordonnance vint préciser le droit que conférait cette première ordonnance : les communes de plus de 2.000 habitants peuvent avoir des délégués communaux, qui ont un droit d'inspec-

tion dans les écoles ; ces délégués peuvent porter leurs doléances au Schulinspektor, ou au directeur du cercle, ou encore au président du district, mais ne peuvent donner d'ordres directement au maître lui-même. Les communes de moins de 2.000 habitants peuvent également avoir des délégués « s'il est possible de trouver des personnes présentant les garanties nécessaires ». Cette ordonnance créait une sorte de surveillance possible de la part des habitants. Pourtant l'Alsace-Lorraine ne mit pas beaucoup d'empressement à s'en servir (1). En certains cas, pourtant ces commissions ont pu rendre service.

Le 11 Mars 1879 eut lieu, au Reichstag, un nouveau débat sur l'enseignement en Alsace-Lorraine. L'abbé Winterer demanda encore une fois la modification de l'ordonnance de 1873, dans le sens d'une plus grande liberté. Il s'éleva avec force contre le pouvoir du Schulinspektor, pratiquement le maître de l'éducation dans son ressort, et il cita un exemple, celui de Mulhouse : « Lui seul décide sur l'enseignement de sept mille enfants, lui seul trace la ligne de conduite à suivre, et sept mille enfants lui sont livrés comme un troupeau sans droit ». L'abbé Guerber venait ensuite en termes éloquentes soutenir la même thèse : « Pourrais-je prier d'essayer de me montrer, fût-ce un seul point, dans ce qui a trait à l'enseignement et à l'école, dans lequel l'Etat n'est pas le seul maître et seigneur ? Mais quand cette omnipotence et ce monopole vont si loin que ni

(1) Voir L. Meister, *Rapport sur l'Enseignement primaire*, p. 62.

l'Eglise, ni la famille, ni la province, ni la commune ne peuvent dire, fût-ce un mot, sur les choses de l'enseignement, cette manière d'agir ne s'arrête en aucune façon à la plus absolue des tutelles, cela s'appelle la confiscation des esprits en Alsace-Lorraine par le gouvernement ». Au début, concédait-il, l'Alsace-Lorraine avait accepté le principe de l'obligation scolaire, mais « nous avons vu que la contrainte scolaire était comme une souricière dans laquelle la jeunesse était livrée à M. le conseiller scolaire supérieur Baumeister, et à ses théories, et à sa philosophie, et à ses points de vue historiques : depuis, cela nous a fait un peu réfléchir sur l'admissibilité de la contrainte... Ce même Herr Baumeister peut écrire ce qu'il veut ; cela doit être tenu pour excellent. La composition des livres d'études, la méthode des études, et tout ce qui y a trait dans tous les établissements, du bas en haut jusqu'à l'enseignement secondaire, tout, tout est dans sa main. On peut donc dire que tout l'esprit de la jeunesse, en Alsace-Lorraine, est moulé dans ses mains créatrices, d'après ses idées... Messieurs, c'est une puissance qui dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Je ne puis pas comprendre qu'on puisse exiger une pareille chose d'un peuple libre, qui est cependant parvenu à un degré très élevé de civilisation (1) ».

Mais à quoi pouvaient servir ces éloquentes paroles, devant une assemblée qui ne voyait là que le cri d'une province vaincue mais non encore soumise, qui croyait

(1) Das Unterrichtswesen in Elsass-Lothringen vor dem Deutschen Reichstag, Berlin, 1879.

que l'emploi de la force, seule, pouvait l'amener à résipiscence, et qui voyait au contraire, dans les paroles de l'abbé Guerber, la preuve que le but incessamment poursuivi pouvait être, sinon atteint, du moins approché de cette manière ? Comme il fallait s'y attendre, la courageuse intervention des députés Alsaciens-Lorrains fut absolument sans effet.

A partir de 1880, nous entrons, pour la législation de l'enseignement primaire, dans une période où il nous faut reconnaître un certain libéralisme. Il nous faut voir là l'influence personnelle de Manteuffel, qui semble, par des mesures moins rigoureuses, avoir essayé de rendre la législation de l'enseignement plus supportable aux Alsaciens-Lorrains. C'est l'ordonnance du 4 Décembre 1880 qui marque le début de cette période. Elle porte « création de conseils d'Instruction publique de districts ». Ces conseils de districts font un peu songer à nos conseils départementaux : le district, en effet, était le département français. Ces conseils sont formés du président de district, d'un conseiller scolaire près ce président, et d'un Kreisschulinspektor ; puis en dehors de l'administration scolaire, on y trouve des représentants des diverses confessions, des membres de la justice, et quatre habitants du district : d'ailleurs — importante restriction à la tendance libérale de la loi — « la nomination et la révocation de ces quatre habitants sont faites par le ministère », ainsi du reste que celles de certains membres de la justice et des membres des confessions protestante et israélite.

Ainsi, la liberté d'action des membres de ces conseils est déjà bien diminuée. Mais leur champ de com-

pétence n'est pas large non plus ! Les conseils sont des comités consultatifs (art. 2) sur toute question concernant l'instruction primaire ; le ministère ou le président du district peut prendre leur avis. Ils le donnent en tout cas : sur l'aménagement des écoles primaires du district, sur leurs budgets, sur la réunion des garçons et des filles dans une seule école, à propos de l'établissement d'une école interconfessionnelle, sur le montant de la rétribution scolaire. Ils donnent leur avis sur les subventions à accorder à chaque école, et « sur les réformes à introduire en ce qui concerne l'enseignement, la discipline et l'administration dans ces écoles ».

Telle est la compétence de ces conseils de district, telle est leur composition. Nous avons dit que ces conseils faisaient songer à nos conseils départementaux ; mais on ne peut en aucun cas les assimiler les uns aux autres : Sur les quatorze membres du conseil départemental, huit sont élus par leurs pairs et irrévocables ; or, quatre membres seulement du conseil de district sont irrévocables, sur treize. De plus, si nos conseils départementaux ont bien la compétence consultative des conseils de districts, ils ont en outre une compétence disciplinaire ; ils jugent les affaires disciplinaires ou contentieuses des membres de l'enseignement primaire ; ce sont eux qui autorisent un instituteur à recevoir des élèves internes (Loi du 30 Octobre 1886, art. 13). C'est le conseil départemental qui « arrête les règlements relatifs au régime intérieur des établissements primaires », qui « détermine les écoles publiques auxquelles, d'après le nombre des élèves, doit être attaché un instituteur adjoint » (art. 48) : Ce n'est pas

là un conseil simplement consultatif ; il a de grandes décisions à prendre, décisions que l'ordonnance du 4 décembre 1880 laisse, en Alsace-Lorraine, au président du district. Il n'y a donc pas lieu de voir là un commencement de liberté, mais simplement une ordonnance d'allure un peu libérale parmi l'amas de restrictions et de réglementations.

Le 17 Mai 1881, un rescrit du Statthalter donnait le programme sommaire des écoles maternelles (1), et permettait d'instituer près de ces écoles des commissions de femmes désignées par le président du district, sur la proposition du maire. Il y faut voir une nouvelle mesure libérale, précédant celle, certainement plus importante mais partant d'un esprit tout aussi libéral, qui institutait un Oberschulrat et dont nous avons déjà parlé pour l'enseignement secondaire : ce qui concerne l'enseignement primaire et qui est entre les mains du ministre, passe entre les mains de ce conseil (art. 1^{er}) qui juge des recours intentés contre les présidents de districts pour les ouverture, fermeture d'école, autorisations d'enseignement privé, etc. ; c'est un incontestable progrès.

Le 15 Mai 1886, l'ordonnance du 18 Avril 1871 sur l'obligation scolaire était légèrement modifiée. Cette ordonnance prévoyait que le maire infligerait la peine lui-même, aux parents des enfants dont les absences, trop nombreuses, étaient injustifiées. On pouvait

(1) Le programme définitif est du 16 mars 1882. Il ne contient que des données générales et non ces réglementations qui sont habituelles dans les règlements allemands.

recourir de cette décision au seul président du district. L'ordonnance de Mai 1886 permet le pourvoi parallèle par la voie ordinaire, pourvoi dont tous les détails sont minutieusement fixés.

Le 16 Novembre 1887, une nouvelle ordonnance modifiait celle du 10 Juillet 1873 : Cette dernière plaçait tout l'enseignement secondaire sous la direction du président supérieur (devenu plus tard le ministre) et tout l'enseignement primaire sous la direction du président de district ; en 1887, l'enseignement primaire supérieur (écoles normales, écoles préparatoires, écoles primaires supérieures des filles) et les écoles de sourds-muets sont retirés à son omnipotence et placés sous la direction et la surveillance de l'Oberschulrat qui avait déjà remplacé le ministre pour l'enseignement secondaire. De plus, cette ordonnance « fixe à nouveau les conditions exigées de ceux qui veulent ouvrir des écoles, ainsi que les formes à suivre en cas de fermeture par voie administrative (1) » sans apporter d'ailleurs de grands changements à ce sujet à l'ordonnance de 1873.

Si la législation scolaire paraît à ce moment un peu plus libérale, il ne faut pas croire que la législation antérieure, si rigoureuse, et toujours en vigueur, recevait une application plus douce. La liberté de choisir son éducateur restait complètement absente ; mais, de plus, quiconque essayait de s'affranchir de ces réglementations était rigoureusement puni : En 1888, la cour de Colmar (2) décida que les articles 4 et 5 de la

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1887, p. 777.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1888.

loi du 18 Avril 1871, concernant les peines applicables aux parents dont les enfants ne seraient pas assidus à l'école, seraient applicables à ceux dont les enfants n'auraient pas satisfait en Alsace à l'obligation scolaire !

D'ailleurs la législation n'allait pas rester si libérale ; une loi d'empire du 27 Février 1888 introduit en Alsace-Lorraine la loi allemande du 21 Juin 1869. Cette loi porte sur l'enseignement post-scolaire. Elle n'ose pas imposer aux jeunes gens l'obligation de suivre cet enseignement jusqu'à 18 ans — ce qui serait pourtant si commode pour finir de façonner pour l'enfant une âme allemande — mais une loi d'Etat peut le faire, ou, à son défaut, un arrêté municipal ; là encore, où est la liberté individuelle d'enseignement ? Elle n'est certainement pas dans cette disposition de l'article 127 b. : « L'apprenti peut être congédié avant le terme fixé par le contrat d'apprentissage... s'il ne fréquente pas régulièrement l'école de perfectionnement ou l'école professionnelle ». On ne badine pas, en Allemagne, sur l'obligation scolaire !

Le 7 Avril 1898, une ordonnance, réglant les conditions auxquelles un homme pouvait professer dans une école supérieure de jeunes filles, montrait que la réglementation sévère n'était pas encore une habitude désuète en Allemagne. Puis, le 16 juin 1900, paraissait une loi « relative au statut des instituteurs », et qui exigeait de tout instituteur d'une école publique, avant son entrée en service, le serment de « remplir fidèlement les obligations des fonctions dont il est chargé » (art. 1^{er}). Faut-il donc un serment pour qu'un homme

de cœur fasse son devoir ? C'est tenir son personnel en bien piètre estime !

Le 22 Avril 1902, ainsi que nous l'avons dit dans notre historique de l'enseignement secondaire, le Kaiserliche Rat, présidé par le Statthalter, succédait à l'Oberschulrat dans la compétence des recours pour l'ouverture et la fermeture des écoles, pour l'autorisation d'un cours privé. La tendance libérale avait bien pris fin !

Il nous faut maintenant signaler, dans la législation de l'enseignement primaire en Alsace-Lorraine, la loi du 24 Février 1908, qui fait une retouche à l'ordonnance du 5 Octobre 1877, instituant dans chaque commune une commission scolaire locale (Ortschulvortrag). Les ministres de chaque culte reconnu, pratiqué dans la commune, en font partie, ainsi que l'instituteur ou l'institutrice. S'il y a plusieurs instituteurs ou institutrices, le président du district en choisira un ou plusieurs. Il choisit également « un ou plusieurs habitants de la commune », sur une liste formée par le conseil municipal. Les ordonnances des 2 et 3 Mars 1908 précisaient les attributions de ces commissions : elles ont à s'occuper du matériel scolaire, bâtiments, chauffage, achats de livres scolaires (dont le choix ne leur appartient pas). On les consulte sur le choix du personnel auxiliaire (surveillants, femmes de charge)... Elles assistent aux examens de sortie et contresignent les certificats accordés. Elles fixent les vacances de moisson et peuvent exprimer les désirs et les intérêts de la commune sur tout ce qui touche l'école et son administration : « Représentants autorisés de la popu-

lation, elles exercent moralement sur l'école un patronage bienfaisant ».

Il ne nous reste plus pour terminer cet historique sur la législation de l'enseignement primaire, qu'à parler des réglementations auxquelles donna lieu, à partir de 1911, l'enseignement post-scolaire.

Le 1^{er} Juin et le 27 Décembre 1911, parurent de légères modifications à la loi de 1888 sur l'enseignement post-scolaire. Le 13 Août 1912 paraissait la loi « relative à l'enseignement ménager post-scolaire pour les jeunes filles. « Cette loi permettait aux communes d'astreindre, par arrêté municipal, les jeunes filles de moins de 18 ans à suivre un enseignement ménager. Il est admis que « dans les communes de moins de 2.500 habitants, les contribuables, les plus imposés devront prendre part à la délibération », car l'enseignement sera une nouvelle charge pour la commune. Que l'on ne voie pas là un essai de conseil, qui donnerait son avis sur l'opportunité d'une telle mesure ; les mœurs teutonnes n'ont pas l'habitude de se soucier d'opportunité ou de liberté : il n'y a là qu'une mesure prise au seul point de vue fiscal. On admet, pour donner cet enseignement, des écoles ménagères privées, et même — ce à quoi ne nous a pas habitués la législation allemande — l'enseignement dans les familles, si la commission scolaire formée par la loi du 24 Janvier 1908 (à laquelle on adjoindra la directrice de l'Ecole ménagère de perfectionnement, chargée de la surveillance) le juge suffisant. L'obligation ne pourra durer plus de deux ans, et l'enseignement sera de quatre heures par semaine. Par exception, des cours spéciaux seront auto-

risés à donner cet enseignement en un minimum de six semaines, si la commission juge ces cours suffisants. L'article 7 mentionne que la « haute surveillance des écoles ménagères de perfectionnement appartiendra au ministère assisté d'une commission de spécialistes ». C'est le rappel du monopole d'Etat.

« Les mesures nécessaires pour l'application de la présente loi » que fait prévoir l'article 10, furent édictées par les instructions ministérielles du 18 Janvier 1913.

Enfin une ordonnance du 17 Décembre 1913 règle les conditions d'ouverture des écoles privées de perfectionnement. On y retrouve les réglementations auxquelles nous ont habitués les Regulativs de 1873, de 1874 et tous les autres ; il faut, pour pouvoir ouvrir une de ces écoles, l'assentiment du président de district, qui en aura la surveillance ! N'est-ce pas là le régime du monopole ? Seuls ont droit d'enseigner ceux auxquels l'Etat a concédé ce droit.

C'est cette loi qui clôt la série des réglementations concernant la liberté de l'enseignement primaire ; là encore, comme pour l'enseignement supérieur, comme pour l'enseignement secondaire, nous voyons la législation allemande marcher droit au but qu'elle s'est assigné, sans s'inquiéter ni de la liberté, ni même de l'intérêt propre des gens auxquels elle s'applique. Qu'importent les moyens ! Il faut germaniser l'Alsace-Lorraine !

Telle fut, de 1870 à la fin de la grande guerre, la législation sur la liberté de l'enseignement en Alsace-Lorraine. Ces deux pauvres provinces ont vu s'accu-

muler sur notre loi libérale de 1850 des séries de réglementations qui restreignaient encore la liberté, tout en laissant subsister, amère dérision, cette loi de 1850 (1) dont le principe est la liberté !

Et qu'on ne se laisse pas aller à croire que l'application de cette législation l'ait rendue plus libérale ! « Les Allemands ne se sont laissé arrêter par aucun scrupules, par aucune sentimentalité dans l'organisation de l'instruction publique en Alsace-Lorraine. D'année en année, chaque fois que l'expérience leur révélait une lacune, une faiblesse, un oubli, dans l'ensemble des mesures préparées pourtant avec tant de soin et de méthode, une loi, un décret est venu immédiatement apporter le remède, ajouter une arme à l'arsenal déjà si complet mis au service de la germanisation.

« Et qu'on ne croie pas non plus que toutes ces lois soient restées lettres mortes ou aient été appliquées avec mollesse. Ce n'est pas seulement dans l'armée que la discipline prussienne est implacable. Elle pèse aussi lourdement sur l'armée des instituteurs, surveillés avec la plus rigoureuse exactitude, que sur les soldats. Leur tâche est tracée nettement, leur travail étroitement délimité. On ne leur permet aucune initiative : Ils ont à suivre une ligne de conduite dont ils ne doivent pas s'écarter d'un pas (2). »

« ...Au service de la germanisation » ;

(1) Le principe de la confessionnalité de l'enseignement, celui de l'enseignement non gratuit, subsistaient encore de par notre loi Falloux.

(2) J. et F. Régamey, *L'Alsace au lendemain de la conquête*, p. 270.

Là, en effet, est le secret de toute cette législation. Certes, nous sommes bien là en présence des pures méthodes prussiennes, mais si elles ont reçu tant d'applications, et si fortes, c'était pour soumettre, pour asservir ce peuple, français de cœur et de sentiments, qui n'avait pas besoin de la contrainte scolaire pour être dès 1870, un des pays de France où l'instruction était le plus répandue ; ce n'était pas en faveur de l'instruction que l'on faisait des lois, c'était contre l'Alsace-Lorraine, qui avait le tort de se souvenir ; d'où cet amas de lois, d'ordonnances et de Régulatifs, qui avaient fait dire cette boutade au chef du parti du Centre Allemand, Windhorst, en plein Reichstag, à une séance sur l'Alsace-Lorraine, et émettre cet aveu : « Il est question de la vaccination obligatoire, et la majorité est dans l'allégresse. Nous avons l'instruction obligatoire, et nous nous en réjouissons ; nous avons le service militaire obligatoire. En vérité la contrainte ne cesse chez nous que lorsqu'on est enterré, car nous avons aussi l'enterrement obligatoire. En Alsace, au temps où l'instruction n'était pas obligatoire, le chiffre des enfants ne fréquentant pas l'école n'était pas plus élevé qu'aujourd'hui en Allemagne, avec l'obligation (1) ».

Mais ces jours de souffrance sont passés : Après les premiers jours d'espoir d'Août 1914 et la longue attente de quatre années, l'heure désirée est venue ; notre France a reconquis sa frontière du Rhin ; nos trois départements de l'Est ont fait retour à la Patrie.

Mais ils y sont rentrés meurtris, blessés par la farou-

(1) Windhorst. Séance du Reichstag du 23 février 1874.

che emprise germanique. Il nous faut les guérir le plus vivement possible, sans cependant vouloir aller trop vite, car la plaie saigne encore. Il ne faut la toucher qu'avec précaution.

Dans la petite sphère que nous nous sommes assignée, la liberté de l'enseignement en Alsace-Lorraine, nous essaierons de trouver les raisons pour lesquelles la blessure est si profonde et aura besoin d'un temps si long pour se cicatriser.

CHAPITRE III

La liberté de l'Enseignement en France de 1870 à 1918

Après 1870, pendant que l'Alsace et la Lorraine, soumises au joug de l'Allemagne, étaient contraintes, dans l'enseignement, aux réglementations draconiennes que nous venons de passer en revue, la législation française de l'enseignement n'était pas demeurée stationnaire ; et tandis que les lois allemandes s'appliquaient à transformer l'esprit des écoles d'Alsace-Lorraine, nos représentants s'efforçaient d'améliorer notre enseignement et sa législation.

Il nous faut d'abord remarquer la manière dont la législation est faite. En France, les règles générales de l'enseignement ne changent et ne peuvent changer qu'en vertu d'une loi ; cette loi a été étudiée, approfondie, elle a donné lieu à des débats contradictoires.

A partir de 1875, elle eut besoin, pour exister, de la sanction, non plus d'une seule, mais de deux assem-

blées représentant toutes deux la population du pays. Quelle différence avec la réglementation Alsacienne-Lorraine qui procède à coups d'ordonnances, de Régulatifs ou de lois qui ne ressemblent aux nôtres que de nom et sont, comme les ordonnances, l'expression de la seule volonté gouvernementale ! Rien que dans ce fait, les deux conceptions se heurtent. Nous nous appuyons sur le principe de liberté ; l'Allemagne sur le principe d'autorité. La France a admis ou maintenu ce principe pour les trois ordres d'enseignement ; lors des plus vives attaques qui se soient produites contre la liberté de l'enseignement, dans la période de 1900 à 1905, si fiévreuse et agitée de tant de passions, cette liberté a été sauvegardée : Dans un vote qui groupa les trois quarts de ses membres (198 voix contre 69), le 19 Novembre 1903, le Sénat l'a conservée.

Mais cette liberté étant le principe respecté, on a cherché, en s'appuyant sur ce principe, à élever le niveau scolaire. Pour cela, des lois réglementant la liberté furent votées, lois de gratuité, lois d'obligation.

Enfin, il est à regretter que, depuis le début de ce siècle, on ait fait de notre législation scolaire un moyen au service de la lutte religieuse qui se déroula alors. Les défenseurs de l'Eglise étaient ceux mêmes qui, en 1871, avaient combattu pour la royauté. Depuis lors, ils avaient fait une vive opposition à toutes les lois scolaires qui, tout en restreignant peut être légèrement le droit du père de famille (obligation, gratuité) étaient des lois de progrès. Aussi on les tenait en défiance, ils étaient suspects. Tous ces faits expliquent, s'ils ne justifient pas toujours, l'assaut qu'eurent à subir l'Eglise

catholique et surtout les Congrégations, que l'on combattit jusque dans l'enseignement. Mais malgré tout, il faut constater que si l'enseignement des congrégations fut soumis à un régime d'exception, le grand principe qui demeure et qui domine encore toute notre législation, c'est la liberté.

Entrons donc dans le détail de cette législation, et commençons, comme nous l'avons fait dans le chapitre précédent, par l'enseignement supérieur.

Tout d'abord se place, dès 1873, une réforme du Conseil supérieur, qui intéresse les trois ordres d'enseignement. Un projet de loi avait été déposé pour réformer le mode de nomination, tant des membres du conseil académique que de ceux du Conseil supérieur de l'Instruction publique. Cette nomination, depuis le décret du 9 Mars 1852, pour le Conseil supérieur, et depuis la loi du 27 Mai 1854, pour le Conseil académique, était devenue affaire de gouvernement. Le projet voulait que ces conseils fussent moins dans la main des dirigeants. La commission sépara la question en deux parties et ne s'occupa tout d'abord que du Conseil supérieur de l'Instruction publique, si bien même que la réforme du Conseil académique n'eut lieu que sensiblement plus tard, avec une nouvelle réforme du Conseil supérieur, en 1880.

La loi sur le Conseil supérieur fut votée le 19 Mars 1873. Elle réorganisait le Conseil, et, surtout, faisait admettre le principe de l'élection. Sauf sept membres de l'enseignement public, un membre de l'armée et un membre de la Marine, choisis par leurs ministres respectifs, les membres de l'Académie, des facultés, de la

Cour de Cassation, les évêques, étaient élus par leurs pairs. Les quatre membres de l'enseignement libre qui en faisaient partie, étaient élus par le Conseil lui-même. De plus, la loi abrogeait les articles du décret de 1852, déclarant les professeurs révocables par le Président de la République. C'était une loi nettement libérale.

Mais on attendait bien plus encore, dans l'enseignement supérieur ; les préoccupations de l'heure n'avaient pas fait oublier l'importante question, déjà agitée sous l'empire, de la liberté de l'enseignement supérieur. Dès 1871, parmi les propositions de lois sur l'enseignement déposées à ce moment, il en est une sur ce sujet.

En effet, le 31 Juillet 1871, le comte Jaubert reprenait à son compte le projet Guizot et le déposait comme proposition de loi sur le bureau de l'Assemblée Nationale. Le 25 Juillet 1873, Laboulaye déposait son rapport sur la proposition Jaubert. Appelée en délibération à la séance du 26 Novembre de la même année, on la reportait au lendemain ; le 27, on la reportait à huitaine, pour que le ministre put l'examiner... elle ne revint en discussion qu'un an plus tard, le 3 Décembre 1874.

Paul Bert parla le premier : Il aurait désiré une Université unique, d'Etat, mais dans laquelle toutes les doctrines eussent été représentées ; Challemel-Lacour parla aussi contre le projet, que soutinrent Laboulaye et Dupanloup.

Au moment où s'ouvrit le débat pour la deuxième délibération, le 21 Décembre, à propos de l'article 2, on renvoya l'article à la commission « pour obtenir

d'elle des garanties sévères de la part des individus désirant ouvrir des cours individuels (1) ».

La discussion, brusquement suspendue de ce fait, ne reprit que le 3 Juin 1875, sur un nouveau rapport de Laboulaye. L'accord ne faisait aucun doute sur la question de la liberté ; mais la lutte fut chaude au sujet de la collation des grades.

Le comte Jaubert avait, à ce sujet, comme ailleurs, repris le projet Guizot, admettant deux sortes de jurys : celui d'Etat, et celui composé hors du corps enseignant, privé ou public. La commission n'adopta pas ce système qu'elle trouvait trop compliqué : Comment, disait-elle, composer ce jury ? C'était une tâche trop difficile. Aussi décida-t-elle que « Les Universités et Facultés libres pourraient recevoir d'une loi le droit de conférer des grades, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique ».

Les partisans de l'école libre n'étaient pas satisfaits de ce second système : Par le contrôle du Conseil supérieur, disaient-ils, on plaçait indirectement les écoles libres sous le contrôle de l'Etat. Mais les partisans de l'Université l'étaient moins encore. On enlevait, d'après eux, à l'Etat, une de ses prérogatives essentielles « Quant à la diffusion de l'enseignement supérieur, j'admets qu'elle ne doit pas être un monopole d'Etat, parce que les particuliers, les associations, peuvent remplir cette fonction aussi bien et souvent mieux que l'Etat lui-même. Mais quant au contrôle des études

(1) Grimaud, *Liberté de l'Enseignement*, Thèse, Grenoble 1898, p. 492.

générales et professionnelles, qui résulte de la collation des grades, c'est là essentiellement un office social, une fonction de l'Etat. Et pourquoi ? Parce que ce contrôle a pour but de maintenir le niveau des études (1) ».

Soutenu par des orateurs de la valeur de Jules Ferry et de Jules Simon, l'amendement conférant à l'Etat seul la collation des grades fut repoussé par 53 voix seulement en seconde lecture.

A la troisième délibération, il n'eut plus même que vingt voix de minorité (345 voix contre, 325 pour).

Au milieu de ces avis différents, M. Paris déposa un amendement qui introduisait dans la loi un système nouveau de collation des grades. On créait un double jury, un jury d'Etat, et un jury composé de membres de l'enseignement public et de membres de l'enseignement privé, avec, comme président, un membre de l'enseignement public. « Les élèves appartenant aux Facultés libres auront la certitude de trouver dans le jury spécial, à côté des professeurs de l'Etat qui sauront maintenir — et nous ne nous en plaindrons pas — le niveau des études, qui empêcheront que l'on abaisse les conditions auxquelles les grades sont actuellement conférés, les professeurs devant lesquels ils auront passé 2, 3, 4 années d'études, suivant assidument leurs cours, et dont ils connaîtront parfaitement l'enseignement (2) ».

Combattue par Laboulaye, cette thèse fut soutenue

(1) J. Ferry, discours 11 juin 1875. *Annales de l'Assemblée Nationale*, t. 38, p. 154.

(2) Paris. Discours 16 Juin 1875. *Annales de l'Assemblée Nationale*, t. 38, p. 607.

par Wallon, alors ministre de l'Instruction publique, et l'emporta par 358 voix contre 321. Le 12 Juillet, 316 voix contre 226 l'adoptèrent. Le même jour, la loi était votée définitivement en son entier.

Ce qu'elle établit tout d'abord, c'est la liberté : « L'enseignement supérieur est libre » Puis elle établit à quelles conditions on peut jouir de cette liberté : Il faut d'abord être Français, sinon on est soumis au régime préventif de l'autorisation ; être âgé d'au moins 25 ans, et ne pas avoir subi de condamnations infamantes.

Aucune condition de grades n'est exigée, sauf pour l'enseignement de la médecine et de la pharmacie.

Considérant avec juste raison que la création d'un établissement supérieur libre exigerait une dépense considérable qu'un individu supporterait malaisément seul, la loi permet à des associations « formées légalement à fin d'enseignement supérieur » d'ouvrir des cours ou des établissements d'enseignement supérieur : c'est une brèche dans la fameuse loi Le Chapelier, qui ne devait être abolie que 26 ans plus tard, par la loi sur les Associations du 1^{er} Juillet 1901. S'il s'agit d'un cours isolé, celui qui doit le professer déclarera au recteur ou à l'inspecteur d'académie, dix jours avant l'ouverture de ce cours, son nom, son domicile, le lieu où se fera ce cours, et son objet. Ces conditions sont suffisantes si le cours est privé ; mais s'il n'est pas réservé aux auditeurs régulièrement inscrits ; il reste soumis à la législation, peu libérale encore, sur les réunions publiques (loi du 6 Juin 1868).

En ce qui concerne les établissements libres d'ensei-

gnement supérieur, ceux-ci doivent avoir un minimum de trois administrateurs. Chacun de ces trois administrateurs doit faire la déclaration prévue pour les auteurs de cours isolés. Ils doivent en outre déclarer que les laboratoires, bibliothèques, etc., que leur impose l'article 6 de la loi, existent réellement. Qu'il s'agisse d'un de ces cours, ou d'un cours isolé, son accès est toujours permis aux délégués du ministre de l'Instruction publique.

Ces établissements libres peuvent prendre le nom de Facultés libres, s'ils occupent autant de professeurs pourvus du grade de docteur que la plus petite des Facultés d'Etat. S'il y a dans la même ville trois Facultés libres, elles peuvent se réunir et prendre alors le nom d'Université libre. Sur leur demande, les Universités libres peuvent être déclarées d'utilité publique.

Si ce sont des associations qui entretiennent ces établissements ou ces cours isolés, ces associations, autorisées pour cet objet par la loi elle-même, doivent se faire connaître en envoyant au préfet, au recteur et au procureur général une déclaration faisant connaître le nom et le domicile des fondateurs.

Pour ce qui est des grades et de leur collation, deux sortes de jurys peuvent les délivrer, suivant la loi de 1875. Les étudiants d'Etat se présentent devant un jury composé de professeurs de l'enseignement public exclusivement ; quant aux étudiants des Facultés libres, ils pourront excercer une option : ils peuvent se présenter devant les Facultés de l'Etat « en justifiant qu'ils ont pris, dans la Faculté dont ils ont suivi les cours, le nombre d'inscriptions exigé par les règle-

ments », ou devant un jury mixte composé de professeurs de l'Etat et des Universités libres, pourvus du grade de docteur, professeurs désignés par le ministre. Il convient de remarquer combien la portée de la loi était réduite à ce sujet : il faut pour établir un jury mixte qu'il existe une Université libre : cela suppose trois Facultés libres réunies dans la même ville, ce qui ne peut se rencontrer que très rarement.

Telle était la loi de 1875, complétant l'œuvre commencée en 1833 par la liberté de l'enseignement primaire, continuée en 1850 par la liberté de l'enseignement secondaire. On a ainsi donné à la liberté, concernant l'enseignement, tout ce qu'elle pouvait attendre.

On trouva même que l'on était allé trop loin : c'est d'abord au sujet de la collation des grades que se manifesta cette opinion que, dès 1876, le gouvernement fit sienne : « Deux questions ont pris dans ces derniers temps, vous le savez, un caractère politique : l'une concerne la collation des grades dans l'enseignement supérieur, l'autre tient à la composition des municipalités. Nous vous en proposerons la solution, en cherchant à concilier d'importantes libertés, justement réclamées, avec les droits de l'Etat et les prérogatives nécessaires du pouvoir exécutif (1) ».

Qui parle ainsi ? c'est le duc Decazes, ministre des affaires étrangères, parlant au nom du gouvernement, au moment où la nouvelle Chambre venait d'élire son

(1) M. le Duc Decazes, discours du 14 Mars 1876. *Annales du Sénat et de la Chambre des Députés*, 1876. t. 1, p. 93.

bureau : Dès le 14 Mars 1876, le gouvernement envisage donc la révision de la loi du 12 Juillet 1875 !

Aussi n'est-il pas étonnant de trouver le 23 Mars 1876 un projet Waddington, alors ministre de l'Instruction publique, qui remettait au seul jury d'Etat le droit de conférer des grades. Le ministre se défend, d'ailleurs, dans l'exposé des motifs, de toucher en quoi que ce soit au principe de la liberté ; et, dans son rapport à la Chambre des députés sur le projet, Spuller répète après lui : « Ce projet de loi ne s'attaque pas à la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur dans son ensemble (1) ».

Quoi qu'il en fût, les catholiques firent une vive opposition par leur presse et par des pétitions, que Spuller note assez nombreuses (95, dit-il). La discussion s'ouvrit le 1^{er} Juin, par un discours de Cassagnac contre le projet, auquel répondit Emile Deschanel. Le 7 Juin, la Chambre adoptait le projet à une forte majorité : (357 voix contre 123). Mais les adversaires du projet comptaient avec raison sur le Sénat, où les tendances conservatrices avaient alors la majorité.

Le projet fut déposé au Sénat le 13 Juillet ; le rapport de Paris était nettement contraire au projet : l'Etat, expliquait-il, se réserve déjà pour lui seul la collation du baccalauréat ; en outre, le ministre peut toujours refuser le diplôme, et faire recommencer un examen passé dans des conditions défectueuses ; enfin un jury mixte ne peut que très rarement être constitué : N'est-

(1) Spuller, 2 Mai 1876. *Annales du Sénat et de la Chambre des Députés*, 1876, t. 2, p. 183.

il pas nécessaire en effet que trois Facultés soient réunies dans la même ville, pour que, prenant le titre d'Université, ces Facultés puissent réclamer la formation d'un jury mixte comprenant, parmi les examinateurs, des professeurs pris chez elles? Que craint-on vraiment?... La discussion commença le 18 Juillet : Mgr Dupanloup soutint que, dans l'intérêt de la liberté, la question de la collation des grades devait conserver la solution qui lui avait été donnée.

Jules Simon répliqua que la collation des grades, telle qu'elle était alors organisée, supprimait tout contrôle possible de l'Etat. Et comme le dit M. Liard (1) : « Conférer des grades, n'est pas la même chose que battre monnaie par délégation de la puissance publique ». Finalement, ce ne fut qu'à une pénible majorité de cinq voix (144 contre 139) que le Sénat repoussa le projet Waddington, le 21 Juillet 1876. Cette majorité toutefois ajournait la réforme sur la collation des grades dans l'enseignement supérieur.

Les élections de 1877 consolidèrent la majorité républicaine de la Chambre des Députés ; les élections partielles de Décembre de la même année, au Sénat, transformèrent en minorité la faible majorité conservatrice : le projet Waddington pouvait être repris. C'est ce que fit Paul Bert le 2 Janvier 1879, dans une proposition qui concluait à l'abolition de la loi de 1875 : la liberté de l'Enseignement supérieur est conservée ; une déclaration suffit pour ouvrir un cours, mais en aucun cas les établissements privés d'enseignement

(1) Liard, *L'Enseignement supérieur en France*, p. 317.

supérieur n'auront le droit de prendre le nom d'Universités ou de Facultés.

D'ailleurs, Paul Bert retira sa proposition en faveur d'un projet que déposa J. Ferry.

J. Ferry, devenu ministre de l'Instruction publique, déposa en effet un projet de loi le 15 Mars 1879, par lequel l'Etat se réservait la collation des grades.

Mais cette loi, dans son article 7, dépassait la proposition Paul Bert, par une mesure qui s'appliquait aux trois ordres d'enseignement : cet article interdisait à tout membre d'une congrégation religieuse non autorisée d'être directeur ou professeur « dans un établissement d'enseignement public ou privé, de quelque ordre qu'il fût » ; L'exposé des motifs (1) justifiait cet article en assimilant les membres des congrégations non autorisées à des étrangers, puisque la résidence et l'autorité de leurs chefs étaient étrangères.

Naturellement, la presse catholique se mit en campagne contre le projet, des évêques firent signer des pétitions qu'ils envoyèrent à la Chambre ; l'opinion s'énervait. Le 29 Mai, Spuller déposait son rapport sur le bureau de la Chambre des Députés, qui commença à discuter le projet le 16 Juin. Le 8 Juillet elle le votait par 347 voix contre 143.

Le 10 Juillet, le projet passait au Sénat. Jules Simon, chargé du rapport au Sénat, le déposa le 8 Décembre. La discussion ne s'ouvrit que le 23 Février 1880. La collation des grades par le seul Etat ne fit pas de diffi-

(1) Voir *Annales du Sénat et de la Chambre*, 1879, t. 3, Annexe, p. 162 s.

culté. Mais le 8 Mars une âpre discussion commençait au sujet de l'article 7. Jules Ferry vint d'abord l'expliquer ; mais, le 8 Mars, Jules Simon venait mettre toute son éloquence au profit de la thèse contraire : « Nous ne pouvons pas laisser entamer la liberté, s'écriait-il (1), et si nous laissons entamer la liberté d'enseignement, c'est la liberté qui est entamée ». En vain, le président du Conseil, M. de Freycinet, intervint-il de toute son autorité le 9 Mars, insinuant que, même sans cet article, la législation existante lui permettait d'agir sur les congrégations non autorisées ; le même jour, le Sénat repoussait l'article 7 par 148 voix contre 129. Le 15 Mars, il approuvait le projet, moins l'article 7, par 187 voix contre 103. Il se réduisait alors, en somme à la modification de la collation des grades dans l'enseignement supérieur, et ne concernait plus que cet ordre d'enseignement.

Le 16 Mars, le projet était de retour à la Chambre, et Spuller invitait les députés à le voter tel quel, car, disait-il, « l'exposé des motifs du gouvernement, renouvelant des déclarations déjà faites par M. le Président du Conseil, rappelle que les pouvoirs publics ne sont pas désarmés, et que les lois qui visent les congrégations non reconnues n'ont pas cessé d'être en vigueur (1) ». Avec cette assurance d'une action contre les congrégations, la Chambre adopta sans modifications le projet voté par le Sénat, par 364 voix contre 92.

Grâce à cette loi, l'Etat reprenait la collation des

(1) J. Simon, 8 Mars 1880. *Annales du Sénat et de la Chambre des Députés*, 1880, t. 3, p. 233.

grades, ce qui égalisait forcément pour tous les conditions d'âge, de grades, d'inscriptions. Le titre d'Université était enlevé à la réunion de trois facultés libres; ces facultés ne pouvaient plus être reconnues d'utilité publique que par une loi. La législation des réunions publiques ne s'appliquait plus en aucun cas aux cours libres, ce qui était un avantage pour eux, la loi sur la liberté de réunion n'existant pas encore (elle date de 1881). La loi déclarait en outre la gratuité des inscriptions dans les facultés de l'Etat, ce qui, sous des apparences libérales, créait une gêne à la liberté de l'enseignement libre. Comment, en effet, ces établissements eussent-ils pu établir la gratuité ?...

La promesse faite par le gouvernement, lors du vote de la loi, d'agir contre les congrégations non autorisées, ne tarda pas à s'exécuter. Dès le 22 Mars, parurent deux décrets présidentiels : le premier dissolvait la Compagnie de Jésus et lui donnait un délai pour évacuer ses établissements de France ; le second accordait un délai de deux mois aux congrégations non autorisées pour faire approuver leurs statuts. Le 30 Juin, sans aucune procédure judiciaire, le gouvernement faisait procéder à des expulsions de congrégations non autorisées : l'affaire fit du bruit, la justice fut saisie... en tous cas, les établissements de ces congrégations furent fermés.

En même temps que son projet sur la collation des grades, Jules Ferry avait déposé un autre projet, sur

(1) Spuller, 16 Mars 1880. *Annales du Sénat et de la Chambre des Députés*, 1880, t. 4, p. 144.

le Conseil supérieur et les conseils académiques. Dès le 19 Juillet 1879, la Chambre l'adoptait par 352 voix contre 128. Le 22 Juillet, le projet passait au Sénat ; la discussion commença le 23 Janvier 1880, après un rapport de Barthélemy Saint-Hilaire du 13 Janvier. Un amendement Delsol, tendant à maintenir au Conseil supérieur des représentants des cultes, fut repoussé à 8 voix de majorité seulement. Adopté par le Sénat le 16 Février, avec quelques modifications, le projet fut adopté également par la Chambre et devint la loi du 27 Février 1880 « relative au Conseil supérieur de l'Instruction publique et aux Conseils académiques ».

Le Conseil supérieur comprend, d'après cette loi, outre neuf membres de l'enseignement public, et quatre membres de l'enseignement libre choisis par le Président de la République, des membres de l'Institut, des membres de chaque faculté, des lycées, des collèges, de l'enseignement primaire, tous élus par leurs pairs. Ce qui caractérise la réforme, c'est l'éloignement du Conseil des membres de l'Armée, de la Marine, de la Cour de Cassation, et surtout du Culte, bref de tous les membres étrangers à l'enseignement, et dont on pouvait soutenir l'incompétence. C'est ce conseil qui a la juridiction supérieure sur tous les membres de l'enseignement et sur tout ce qui le concerne.

Les neuf membres nommés par le Président de la République, et six autres, que le ministre choisit parmi les élus au Conseil supérieur, forment la section permanente de ce conseil ; c'est un comité consultatif,

qui donne son avis sur des créations d'établissements publics, sur les programmes, les règlements, et qui indique les livres d'enseignement à interdire dans les écoles libres, « comme contraires à la morale, à la constitution et aux lois ».

Les conseils académiques sont composés, outre quelques membres de droit : recteurs, inspecteurs d'Académie, doyens de facultés, de membres des facultés, lycées, collèges, élus par leurs pairs, et, en outre, de « deux membres choisis par le ministre dans les Conseils généraux, et deux dans les Conseils municipaux, qui concourent aux dépenses de l'enseignement supérieur ou secondaire du ressort ». C'est lui qui est saisi (art. 11) « des affaires contentieuses ou disciplinaires, qui sont relatives à l'enseignement secondaire ou supérieur, public ou libre ». Si l'affaire intéresse un membre de l'enseignement libre, on ajoute au Conseil Académique deux membres du dit enseignement. S'il y a appel au Conseil supérieur, cet appel est suspensif, sauf décision contraire du Conseil Académique. Outre cette fonction principale, le Conseil Académique est encore utilisé comme comité consultatif sur les questions d'administration, de discipline, ou sur les règlements des facultés, lycées ou collèges de son ressort.

Il nous faut ensuite signaler, comme intéressant la liberté de l'enseignement supérieur, la loi du 26 Février 1887. Cette loi fut votée pour des raisons financières. Elle retire aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur de l'Etat, la gratuité des inscriptions qui leur avait été accordée dans ces établissements. Cette mesure, prise pour des raisons fiscales, intéresse

la liberté, en ce qu'elle remet sur le même pied établissements publics et établissements libres : les derniers en effet, n'ayant pour leur entretien que leur budget particulier, ne pouvaient pas accorder la gratuité à leurs étudiants.

En 1896, un projet de loi fut présenté par M. Combes, alors ministre de l'Instruction publique, sur le Conseil supérieur de l'Instruction publique. Mais le ministère tomba, et, avec lui, le projet.

Le 24 Décembre 1901, M. Lecomte, déposait une proposition très courte, tendant à l'abrogation de la loi du 12 Février 1875, qui avait institué la liberté de l'enseignement supérieur. Le 18 Février 1902, était déposé un rapport concluant à la prise en considération de cette proposition ; la prise en considération fut votée le 6 Novembre 1902 ; mais la proposition elle-même ne fut jamais discutée...

Enfin, une dernière loi, d'ordre général, intéresse l'enseignement supérieur en même temps que le secondaire et le primaire ; c'est la loi du 7 Juillet 1904, par laquelle l'enseignement est interdit aux congrégations.

Nous reviendrons, dans notre historique de la législation de l'enseignement secondaire, plus longuement sur cette loi. Elle s'y trouve expliquée par les discussions qui la précédèrent. Il suffit ici d'en indiquer la teneur. Dans l'enseignement supérieur, comme dans les autres ordres d'enseignement, il est interdit aux congrégations d'ouvrir des maisons d'enseignement.

Telle est la législation de l'enseignement supérieur en France de 1870 à 1918.

A partir de 1887, le régime de cet enseignement est définitivement établi ; le régime adopté pour la collation des grades assure que la liberté ne sera pas une cause d'abaissement pour le niveau des études ; mais la liberté est enfin devenue et elle reste la base de l'enseignement supérieur. Si la loi de 1904 vient créer une exception à cette règle, il faut voir là, non une tendance contre la liberté elle-même, mais, ainsi que nous l'avons dit au début de ce chapitre, une répercussion, sur l'enseignement, de la lutte religieuse qui se déroula au début de ce siècle.

Passons maintenant à la législation de l'enseignement secondaire : On n'y rencontre guère que des tendances ; car, sauf les lois qui intéressent à la fois plusieurs ordres d'enseignement, on ne trouve que des projets qui ne furent jamais transformés en lois.

Il nous faut rappeler tout d'abord, comme intéressant l'enseignement secondaire, la loi de 1873 sur le Conseil supérieur de l'Instruction publique et celle du 27 Février 1880, sur le Conseil supérieur, et, aussi, sur les conseils académiques. Nous avons examiné ces lois en étudiant la liberté, dans l'enseignement supérieur, et nous avons vu qu'elles marquaient, dans la composition de ces conseils une tendance très nettement libérale.

De même, les mesures prises à partir du 22 Mai 1880 contre les congrégations non autorisées, eurent également leur répercussion dans l'enseignement secondaire, où l'on comptait un assez grand nombre d'établissements dirigés par ces congrégations. Ces établissements furent obligés de disparaître.

En 1880, Jules Ferry, voulant que tout établissement d'enseignement secondaire présentât, de la part de son personnel enseignant, des garanties de capacité suffisantes, déposa, le 11 Décembre, un projet de loi sur l'enseignement secondaire privé. Ce projet tendait à exiger de tout professeur, quel qu'il fût, appartenant à cet ordre d'enseignement, certains diplômes.

Ce projet fut remis par Paul Bert devenu ministre de l'Instruction publique, le 9 Décembre 1881. En même temps, le 1^{er} Décembre 1881, M. Marcou avait déposé, sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi sur le même sujet. On nomma une seule commission pour l'examen de ces deux textes que le rapporteur, M. Compayré, fondit en un projet nouveau, qu'il déposa, le 21 Mars 1882, sur le bureau de la Chambre.

D'après ce projet, tout Français, âgé de 25 ans au moins, peut ouvrir un établissement d'enseignement secondaire, pourvu qu'il ait le diplôme de bachelier, ou, pour l'enseignement secondaire spécial, le diplôme spécial. En outre, il devait produire un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un jury de sept membres : cinq membres de l'Université, un membre de l'enseignement libre, un Conseiller général. Tout professeur doit être bachelier, ou, pour l'enseignement secondaire spécial, avoir le diplôme spécial. Le brevet supérieur suffit pour l'enseignement dans les classes élémentaires, et tout surveillant doit avoir au moins le brevet élémentaire. Si l'établissement prépare au baccalauréat, deux professeurs au moins devront être licenciés ; ils devront enseigner dans les classes d'examen, la rhétorique, la philosophie et l'histoire, s'ils

sont licenciés ès-lettres, les mathématiques et les sciences physiques s'il sont licenciés ès-sciences.

La directrice d'un établissement secondaire de jeunes filles doit être pourvue du brevet supérieur au moins; les professeurs hommes de ces établissements auront au moins le baccalauréat, ou le brevet spécial (pour l'enseignement spécial), les professeurs femmes auront le brevet simple. « Il est bien entendu, disait le rapport de M. Compayré (1), que la présente loi s'applique à tous les établissements privés, ecclésiastiques ou laïques ». Par contre, et logiquement, l'autorisation préalable à l'ouverture de toute nouvelle école ecclésiastique était supprimée, puisque ces écoles secondaires devaient avoir dorénavant des professeurs d'une capacité égale à celle des maîtres de toutes les autres écoles secondaires.

Le projet vint en discussion à la Chambre le 22 Mai 1882 ; le 12 Juillet, il était adopté par 353 voix contre 123, mais légèrement modifié ; l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude pédagogique devait porter uniquement sur « l'histoire des doctrines pédagogiques, et la législation de l'enseignement ». Le jury se trouvait composé, outre le Conseiller général, de quatre membres de l'Université au lieu de cinq et de deux membres de l'enseignement libre au lieu d'un seul.

Ainsi voté, le texte passa au Sénat, où il fut l'objet d'un rapport que M. Ferrouillat déposa le 4 Novembre

(1) Rapport de M. Gabriel Compayré, député. *Annales du Sénat et de la Chambre des Députés*. Documents parlementaires, 1882, t. 1, p. 768.

1884. Mais le Sénat n'en affronta jamais la discussion. Il est regrettable que le Sénat n'ait pas donné force légale à ce projet ; il avait l'avantage, tout en respectant la liberté, de donner au père de famille toutes les garanties nécessaires, au sujet de la capacité des maîtres auxquels il pourrait confier ses enfants.

A partir de 1898, naissent à nouveau des projets de réformes. Déjà se dessine, chez les politiciens, la tendance à faire, dans l'enseignement, un régime d'exception pour les congrégations. On trouve, le 22 Novembre 1898, une proposition Rabier pour rétablir le monopole universitaire « dans tous les ordres d'enseignement, et même dans les enseignements techniques, qui ne relèvent pas du ministère de l'Instruction publique », et une proposition Levraud contre l'enseignement congréganiste et même, contre l'enseignement du clergé : « Article premier : Les membres des différentes congrégations religieuses et les membres appartenant au clergé régulier ne pourront, en aucun cas, tenir ou diriger un établissement d'éducation et d'enseignement, soit primaire, soit secondaire, classique ou secondaire moderne (1) ».

Mais nous sommes en France, au pays de la liberté, et la déclaration d'urgence était repoussée par 303 voix contre 149.

Le 24 Novembre, M. Poulain soutenait à son tour une proposition de loi qui avait pour objet « d'interdire l'accès de nos administrations à toute personne n'ayant

(1) Chambre des Députés : *Débats parlementaires*. Séance du 22 Novembre 1898, p. 2246.

pas fait ses études dans les établissements de l'Etat ». De pareils projets rappellent la manière forte des Allemands en Alsace-Lorraine. Mais la déclaration d'urgence de la proposition Poulain fut naturellement repoussée, comme pour celles de MM. Rabier et Levrard. Du reste, M. Charles Dupuy, alors Président du Conseil, ne paraissait pas favorable à ces projets.

Mais le Ministère Dupuy tomba, et celui de Waldeck-Rousseau, qui lui succéda, entra hardiment dans la voie des réformes, et il en prit lui-même la direction.

En effet, le 14 Novembre 1899, un projet de M. Leygues, alors ministre de l'Instruction publique, établissait le « Stage scolaire » : Un candidat à une fonction publique devait avoir passé ses trois dernières années d'études dans un établissement secondaire de l'Etat, lorsqu'une instruction secondaire est exigée pour la fonction. Ce projet, qui procède du même esprit que les précédentes propositions, fut renvoyé à la commission. Le 16 Mars 1900, M. Aynard fit son rapport qui concluait au rejet. Le projet ne vint jamais en discussion.

Mais le ministère Waldeck-Rousseau fit voter la grande loi sur les associations du 1^{er} Juillet 1901 ; cette loi nous intéresse à cause de son article 14, qui d'ailleurs suscita d'ardentes polémiques dans les Chambres et fut voté par les députés par 312 voix contre 216, malgré un discours de M. Ribot.

Cet article interdit à tout membre d'une congrégation non autorisée de diriger un établissement d'enseignement ou d'y donner l'enseignement.

Il y a là une mesure qui intéresse aussi bien l'ensei-

gnement primaire que l'enseignement secondaire. Elle est incontestablement restrictive de la liberté, puisqu'elle déchoit du droit d'enseigner tout citoyen qui « appartient à une congrégation religieuse non autorisée ». Il faut remarquer qu'elle s'applique non à une association non reconnue et illégale, mais aux membres de cette association. Incontestablement, c'est une mesure antilibérale. Il n'y faut cependant pas voir une réaction contre la liberté elle-même. C'est une phase de la lutte religieuse, qui allait atteindre, peu de temps après, son summum d'acuité. Mais on ne saurait nier que cette mesure, exceptionnelle, sort de la logique de notre système législatif scolaire. « Contre la disposition, dit M. Duguit (1), on invoqua justement le principe de la liberté d'enseignement ; la disposition, disait-on, n'enlève pas le droit d'enseigner aux congrégations non autorisées ; elle n'a pas à le leur enlever, puisqu'elles n'existent pas, et, par conséquent, ne peuvent avoir de droit ; mais elle l'enlève à des citoyens français qu'on suspecte d'être affiliés à une congrégation, parce que les opinions, les tendances qu'on leur attribue déplaisent au gouvernement. Cette affiliation, ces vœux sont choses individuelles et du domaine de la conscience, que l'Etat ne peut atteindre. « La loi ne reconnaît plus ni vœux religieux... » (Constit. de 1791, prélim.) c'est un principe essentiel du droit moderne que viola la disposition qui interdit aux congrégations d'enseigner ».

(1) Duguit, *Manuel de Droit constitutionnel*, 1^{re} édition, 1901, p. 572.

En 1902, Waldeck-Rousseau se retira ; M. Emile Combes, qui lui succéda, apporta, dans la déclaration ministérielle elle-même, des précisions sur le programme qu'il comptait suivre vis-à-vis de la liberté d'enseignement : « Nous vous proposerons d'abroger la loi du 15 Mars 1850, et, sans qu'il soit besoin de revenir au monopole universitaire, de restituer à l'Etat des droits et des garanties qui lui font complètement défaut (1) ».

Le 10 Juillet, une circulaire paraissait, adressée aux préfets, donnant aux établissements congréganistes qui n'avaient pas demandé d'autorisation, huit jours pour fermer leurs portes. MM. Aynard et Roche déposèrent à ce sujet une demande d'interpellation. Elle fut renvoyée « à la suite » par 328 voix contre 218.

Le 5 Novembre 1901, M. Béraud, et plusieurs de ses collègues, avaient déposé au Sénat une proposition concluant à la suppression de la liberté de l'enseignement secondaire (une loi était nécessaire pour fonder un établissement de cet ordre) et interdisant l'inscription, dans une faculté de l'Etat, des étudiants autres que ceux qui sortaient des lycées et collèges. C'était interdire les professions libérales aux élèves des écoles secondaires privées.

Le 6 Novembre 1902, M. Chaumié, ministre de l'Instruction publique, déposait un projet, qui, tout en modifiant de façon essentielle la loi de 1850, conservait la liberté : il exigeait des diplômes des professeurs des

(1) *Annales de la Chambre des Députés*. Session ordinaire, t. 2. Séance du 10 Juin 1902, p. 104.

établissements privés, et, pour le directeur, un certificat d'aptitude spécial. Il renouvelait, à tout membre d'une congrégation non autorisée, l'interdiction d'enseigner dans un établissement ou de le diriger ; il énumérait les conditions requises pour ouvrir une école secondaire, et édictait des pénalités contre les contrevenants.

Ce projet fut renvoyé à la commission nommée au sujet de la proposition Béraud. Cette commission fit un rapport, déposé par M. Thézard sur le bureau du Sénat, le 12 Juin 1903.

La commission avait fondu les deux textes en une proposition de loi unique, supprimant la liberté : il fallait, pour pouvoir ouvrir une école secondaire privée, un décret rendu après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique. L'autorisation pouvait toujours être retirée par un décret rendu en la même forme. Toutefois l'inspection continue à ne porter que sur la moralité, les questions d'hygiène et de salubrité, du respect des lois et de la constitution, et « l'observation des prescriptions de la présente loi ». Tout nouveau maître appelé dans un établissement privé doit être agréé par le Recteur. Le Ministre, pendant deux mois, peut rapporter cet agrément.

Ce projet supprime la liberté. Est-ce donc qu'en France passe un souffle antilibéral ? Ce serait une erreur de le croire. Ce projet est encore une conséquence de la crainte des congrégations, de l'esprit des congrégations. Il semble à certains politiciens qu'elles sont de ces morts qu'il faut qu'on tue : « De plus en plus, si le principe de la loi de 1850 est maintenu, l'enseignement que donnaient les congrégations se consolidera

avec le même caractère ; ce ne sera plus, ostensiblement du moins, telle ou telle congrégation qui en assumera la fonction ; ce sera, suivant le terme générique employé par nos pères, la congrégation, cette église en dehors de l'Eglise concordataire. Par l'enseignement même, par la direction supérieure et par l'étroite collaboration qu'il comporte, la congrégation se reconstituera ; c'est à la collectivité enseignante qu'elle empruntera son corps et sa forme nouvelle, sans que rien ne soit changé au fond des choses (1) ».

Le 5 Novembre 1903, la discussion commençait ; le 19 Novembre, l'article premier de la commission, supprimant la loi Falloux, pour l'enseignement secondaire, était voté à l'énorme majorité de 225 voix contre 31.

Mais à une très forte majorité aussi (198 voix contre 69) le Sénat repoussait le système de l'autorisation ; le principe français était sauvegardé ; la liberté restait le fondement légal de toute la législation de l'enseignement secondaire.

Le 20 Novembre, un incident caractéristique de la mentalité du moment, se produisit : Un amendement fut déposé par M. Delpech : tout individu, disait cet amendement, qui voudra ouvrir une école secondaire, devra déclarer qu'il n'appartient pas à une congrégation. Le projet Chaumié repris comme base de la discussion, depuis le rejet du principe du projet de la commission, portait « à une congrégation *non auto-*

(1) Rapport de M. Thézard, *Annales du Sénat*. Doc. parlementaires, 1903, p. 448.

risée ». Or cet amendement Delpech fut voté par 147 contre 136.

Le 27 Novembre, le projet entier était adopté en première délibération ; il l'était, en deuxième délibération le 23 Février 1904, par 184 voix contre 98. Tout Français âgé de 25 ans peut ouvrir un établissement privé d'enseignement secondaire ; il doit n'avoir subi aucune condamnation infamante, et être pourvu du grade de licencié, ou, s'il s'agit d'un établissement secondaire de jeunes filles, du diplôme de l'enseignement secondaire. Il doit en outre être pourvu du certificat d'aptitude aux fonctions de directeur ou de directrice créé par la loi. Il doit faire une déclaration d'ouverture à l'Inspecteur d'Académie, produire son acte de naissance, ses diplômes, le plan des locaux de l'établissement, donner le nom de ses collaborateurs, indiquer les professions qu'il a exercées depuis l'âge de 20 ans, le programme de son enseignement et déclarer qu'il n'appartient pas à une congrégation. Les oppositions à l'ouverture de l'établissement, basées sur l'intérêt de l'hygiène et des bonnes mœurs, doivent se produire dans le mois qui suit la déclaration ; elles sont jugées par le Conseil académique, avec appel possible au Conseil supérieur.

Les professeurs doivent être, selon le cycle d'études où ils enseignent et selon la nature de l'enseignement qu'ils donnent, licenciés ou bacheliers ; le brevet élémentaire suffit dans les classes primaires. Pour les maîtresses des établissements de jeunes filles, le baccalauréat, le diplôme spécial à leur enseignement, voire le brevet supérieur, suffisent pour les classes supérieures.

Tout professeur doit déclarer qu'il n'appartient pas à une congrégation.

Les établissements privés sont soumis à la visite des inspecteurs de l'Etat pour tout ce qui concerne l'hygiène, la morale, le respect des lois et de la constitution et les prescriptions du présent projet : Les inspecteurs, pour exercer leur contrôle, peuvent interroger les élèves et examiner leurs cahiers et leurs devoirs. Ces établissements privés ne peuvent prendre le nom de lycées ou de collèges.

Ce projet avait l'avantage d'exiger de tout individu qui se voue à la délicate fonction d'enseigner à des enfants, des garanties de capacité. Il est seulement à regretter que la passion du moment, toujours mauvaise conseillère, ait pu faire prendre des mesures d'exception contre une catégorie de citoyens.

Le projet ainsi voté, présenté à la Chambre, fut l'objet d'un rapport de M. Barthou, le 18 Octobre 1904. Ce rapport fut repris par la nouvelle législature le 12 Juin 1906. M. Massé, qui remplaça, comme rapporteur du projet, M. Barthou devenu ministre, déposa un nouveau rapport le 4 Juillet 1907. Mais le projet ne vint pas en discussion jusqu'en 1914, et les événements, depuis lors, l'ont fait oublier.

Le vote au Sénat de l'amendement Delpech, interdisant l'enseignement secondaire aux congréganistes, était l'indication d'une tendance : M. Combes répondit à ce vote en présentant à la Chambre, le 18 Décembre 1903, un projet de loi relatif à la suppression de tout enseignement congréganiste dans les trois ordres d'enseignement. Après un rapport de M. Collin, du 18 Jan-

vier 1904, complété par un rapport supplémentaire de M. Buisson du 25 Février, la discussion commença dès le 29 Février 1904.

M. Buisson vint défendre le projet : « De quoi prive-t-on les congrégations et les pères de famille ? On les prive d'un mécanisme ou, si vous voulez, d'un organisme spécial dont je ne veux pas faire de parti pris le dénigrement, mais dont j'ai bien le droit de dire, avec vous tous, qu'il est de nature exceptionnelle. Eh bien, ce n'est pas faire une loi d'exception que de faire une loi contre l'exception (1) ».

Ce jugement était peut-être exact au point de vue association : c'est là un point de vue que nous n'avons pas à envisager. Mais il n'en est pas moins vrai que le projet enlevait à certains citoyens la liberté d'enseignement, et M. Raiberti (2) pouvait dire avec raison : « On ne fait pas sa part à la liberté ; la liberté d'enseigner est une. Réglementez-là tant que vous voudrez, soumettez-là aux conditions de grades, d'aptitude et d'inspection qui vous paraîtront nécessaires, mais ne touchez pas à la capacité d'enseignement. Si vous touchez à la capacité d'enseigner dans la personne d'un seul, vous touchez à la capacité d'enseigner dans la personne de tous ».

Malgré plusieurs discours prononcés contre le projet, celui-ci fut adopté dans son ensemble le 28 Mars

(1) *Annales de la Chambre des Députés*. Discours de M. Buisson, 4 Mars 1904. Débats parlementaires, 1904, t. 1, p. 723.

(2) *Ibid.* Discours de M. Raiberti, 7 Mars 1904. Débats parlem., 1904, t. 1, p. 743.

par 316 voix contre 269. Le Sénat l'adoptait à son tour le 5 Juillet.

Cette loi du 5 Juillet 1904 interdit l'enseignement de tout ordre aux congrégations. Celles qui ont été créées pour cette fin unique, seront supprimées dans un délai maximum de dix ans. Le projet primitif ne prévoyait que cinq ans. Les congrégations, autorisées à la fois pour l'enseignement et pour un autre objet, ne sont plus autorisées que pour cet autre but. Les articles suivants prévoient le mode de liquidation des biens des établissements supprimés.

Cette loi marque, dans l'enseignement, le point suraigu de la lutte passionnée dirigée contre l'enseignement congréganiste ; ce fut une crise douloureuse qui amena les Chambres à se départir du principe essentiel de notre législation scolaire, la liberté égale pour tous.

Cette loi est la dernière manifestation législative que nous ayons à mentionner dans cet historique de l'enseignement secondaire. Nous n'aurons plus à signaler à ce sujet que divers projets de loi, qui, d'ailleurs intéressent en même temps l'enseignement primaire.

Le 11 Février 1910, M. Doumergue, alors ministre de l'Instruction publique, déposa un projet de loi, obligeant les directeurs d'écoles privées, avant l'ouverture de leurs écoles et pour pouvoir les ouvrir, à contracter les assurances nécessaires à payer les indemnités aux familles dont les enfants pouvaient, dans leurs écoles, être victimes d'un accident. De plus, ces directeurs devaient déposer les livres employés dans leurs écoles, en double exemplaire, à l'Inspection académique.

Le 22 Mars 1910, MM. Buisson et Gérard Varet, dans une proposition de loi de vaste réforme scolaire, instituaient deux années d'enseignement secondaire obligatoire, de onze à treize ans. En outre, ils instituaient le stage scolaire : « Toute personne aspirant soit à diriger une école primaire ou secondaire, publique ou privée, soit à y enseigner, devra justifier de trois années au moins d'études dans un établissement public d'enseignement secondaire ou supérieur et posséder en outre les diplômes requis par la loi ». Inutile d'insister sur la tendance d'où procèdent de pareilles propositions.

En 1913, le 14 Janvier, M. Buisson reprenait sa proposition de 1910. Une seconde proposition Buisson du 29 Mars 1913 réclame des grades pour tous les directeurs ou professeurs des établissements d'enseignement secondaires libres, et exige que tout professeur ou directeur de l'enseignement libre, depuis l'âge de quinze ans, ait passé au moins trois années dans une école publique.

Il faut noter enfin une proposition de M. Debierre, la seule qui, dans les années qui précédèrent la guerre, fut présentée au Sénat. Cette proposition de loi, déposée le 15 Mars 1912, intéressait les deux enseignements, primaire et secondaire. Pour ces deux ordres d'enseignement, elle supprimait la liberté et la remplaçait par l'autorisation : « Le service de l'enseignement est un service public et national. Il est assuré directement par l'Etat ou par voie de délégation ».

Telles furent, de 1870 à 1918 les réglementations apportées à la liberté de l'enseignement secondaire. Ainsi que nous l'avons vu, la liberté a subsisté. Atta-

quée, elle a résisté facilement. Il y aurait, croyons-nous, une erreur, à voir une victoire de ses adversaires, dans l'affaire des congrégations ; ce n'est plutôt qu'un succès des adversaires des congrégations.

La liberté reste donc la base fondamentale de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire. Voyons donc maintenant ce qu'il en est pour l'enseignement primaire. C'était une opinion courante, en France, après le Traité de Francfort, que, dans la guerre qui venait de finir, c'était l'instituteur allemand qui avait vaincu l'instituteur de France. Il fallait qu'à l'avenir cette supériorité disparût.

Aussi, dès 1871, cette préoccupation se manifesta dans diverses propositions de lois. Le 5 août 1871, M. Henri de Lacretelle en présentait une, en termes très brefs, réclamant l'enseignement gratuit et obligatoire dans toutes les écoles publiques. Le 29 Août, M. George en déposait une autre sur le bureau de l'Assemblée Nationale sur le même sujet. Le 6 Septembre, la commission déposait son rapport sur la proposition Lacretelle et adoptait le principe de l'enseignement obligatoire pour les enfants de sept à quinze ans. Les projets d'obligation ne devaient aboutir que onze ans plus tard. En effet les préoccupations politiques ne laissaient à l'Assemblée que peu de loisirs pour s'occuper des questions, pourtant essentielles, de l'enseignement.

C'est seulement avec Jules Ferry que l'on voit paraître les réglementations législatives sur l'enseignement primaire. Le 20 Mai 1879, en effet, le Ministre de l'Instruction publique d'alors, demandait, dans un projet de loi, la suppression des équivalences et exi-

geait un minimum de connaissances de la part de tout instituteur privé, comme des instituteurs publics. Le rapport fut déposé à la Chambre le 13 Décembre ; le 24 Mai 1880, la discussion commençait, le 27, le projet était adopté, et il passait au Sénat le 3 Juin. Le rapport au Sénat concluait à l'adoption du projet, qui fut voté, avec quelques modifications le 17 Mai. Le 11 Juin 1881, il revenait à la Chambre qui, après un nouveau rapport de Paul Bert adoptait le texte voté par le Sénat.

Les facheuses équivalences qu'avait établies la loi de 1850 étaient abolies. Le brevet de capacité était désormais nécessaire à tout instituteur public ou privé ; il fallait un certificat spécial pour ouvrir une salle d'asile ; la loi édictait ensuite des mesures transitoires.

Avant le vote définitif de cette dernière loi, Jules Ferry déposait deux nouveaux projets sur l'enseignement primaire. Le 20 Janvier 1880, en effet, il proposait aux Chambres de rendre cet enseignement gratuit et de le rendre obligatoire.

Le projet de loi sur la gratuité de l'enseignement primaire, rapporté à la Chambre par Paul Bert y fut adopté dès le 29 Novembre 1880 par 356 voix contre 120. Déposé au Sénat le 7 Décembre, celui-ci vota le principe du projet, tout en modifiant quelques clauses financières, et il adopta le projet en deuxième délibération le 17 Mai 1881 par 166 voix contre 94. De retour à la Chambre le 11 Juin, le projet était adopté définitivement le jour même. Le principe de la gratuité était admis ; il est maintenant encore un des fondements les plus solides de l'Ecole primaire publique.

Le projet sur l'obligation fut un peu plus longtemps

à obtenir sa sanction légale. La discussion commença à la Chambre le 4 Décembre 1880. Déposé au Sénat le 21 Janvier 1881 ce projet était discuté du 2 au 14 Juin. L'objection de ses adversaires était fondée sur « la liberté du père de famille ». « Il me semble, disait M. Chesnelong (1), que nous sommes ici dans un domaine qui touche de trop près à l'autorité paternelle et aux droits de la conscience, pour que la contrainte légale puisse y trouver sa place ».

Pourtant le projet fut adopté en première délibération puis en deuxième le 12 Juillet.

Mais si le principe de l'obligation fut assez rapidement admis, il n'en fut pas de même de la disposition contenue dans le même projet, retirant de l'enseignement primaire l'enseignement religieux. Un amendement de Broglie, tendant à le rendre obligatoire, fut repoussé en première délibération par 140 voix contre 122. Mais, en seconde délibération, Jules Simon déposa l'amendement suivant : « Les maîtres enseigneront à leurs élèves leurs devoirs envers Dieu et envers la Patrie », et il le soutint de toute sa merveilleuse éloquence : « Il est permis de parler de devoir aux enfants et de leur parler aussi de Dieu, sans y mêler les théories qu'agitent les philosophes, et qui les transformeraient alors en auditeurs d'un cours de philosophie ; mais quand l'enfant n'entendra que ce doux enseignement, pareil à celui qu'il a entendu de sa mère, avec son premier souffle, pareil à celui que son père, illettré, lui

(1) Chesnelong, *Annales du Sénat*. Débats Parlem., 1881, t. 2, p. 149.

a donné, et que son maître, qui nest peut être pas un grand métaphysicien — et plutôt à Dieu qu'il ne le soit pas! — lui donne dans l'école du hameau, quand il l'entendra... il ne l'entendra pas pour la première fois, il le reconnaîtra (1). »

La parole de J. Simon entraîna la majorité hésitante du Sénat, qui vota son amendement par 139 voix contre 126. Le projet entier fut adopté le 12 Juillet. De retour à la Chambre, celle-ci modifia une fois encore le projet, repoussant l'amendement de Jules Simon. 334 voix contre 127 approuvèrent, le 25 Juillet, le projet ainsi modifié, qui, dès le 26, faisait retour au Sénat.

La discussion ne reprit au Sénat qu'en Mars 1882. Jules Simon reprit son amendement. Mais les élections partielles du 8 Janvier avaient renforcé la minorité qui s'était opposée dès le début à cet amendement. Aussi, le 11 Mars, celui-ci fut-il repoussé par 167 voix contre 123. Le 23 Mars, le Sénat adoptait dans son ensemble, et sans modifications, le texte de la Chambre, par 179 voix contre 108.

Le premier article de cette loi supprime l'enseignement religieux du programme des écoles primaires ; l'article 2 en laisse l'enseignement facultatif dans les écoles privées et fait vaquer les classes un jour par semaine, pour permettre aux enfants de recevoir, si telle est la volonté de leurs parents, l'instruction religieuse. Le droit de surveillance établi en 1850 en faveur des ministres des cultes, est supprimé. L'obligation est

(1) J. Simon, 4 Juillet 1881, *Annales du Sénat*. Débats parlem., 1881, t. 2, p. 471.

ensuite consacrée pour tous les enfants de six à treize ans. Le certificat d'études, qu'il est permis de passer à partir de onze ans, dispense de l'obligation.

Les défenseurs de la véritable liberté, Jules Simon en tête, avaient voté l'obligation, mesure indispensable prise en faveur des enfants, pour que ces petits êtres, lancés dans la vie, eussent un bagage minimum de connaissances indispensables.

Pour assurer l'exécution de cette obligation, tout instituteur public ou privé doit tenir un registre d'appel, dont il doit envoyer tous les mois un extrait à l'inspecteur primaire ; les motifs d'absence sont soumis à la commission scolaire, organe communal créé par la loi, composé du maire et d'un ou plusieurs délégués cantonaux. Il était prévu ensuite des pénalités contre les manquements à l'obligation.

Le 19 Mars 1877, M. Barodet avait déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi très complète, sorte de Code de l'enseignement primaire, en 135 articles. Le 6 Décembre 1879, Paul Bert déposa sur cette proposition un rapport qui ne vint jamais en discussion. Aussi le 7 Février 1882, Paul Bert reprenait à son nom la question, dans une proposition de loi sur l'enseignement primaire. Paul Bert, chargé lui-même du rapport, le déposa le 20 Juin 1882. Discutée à la Chambre du 13 au 15 Novembre 1883, cette proposition fut renvoyée à la commission, qui déposa deux rapports supplémentaires les 9 et 12 Février 1884. Reprise, la discussion aboutit enfin, le 18 Mars 1884, au vote par la Chambre, de la proposition.

Transmis, au Sénat, le rapport sur la question ne fut

déposé que le 24 Novembre 1885. Le 30 Mars 1886, après deux délibérations, le Sénat adoptait, avec quelques modifications le texte de la Chambre. Celle-ci, à son tour ratifia ces modifications, du 19 au 28 Octobre 1886. C'est la loi connue du 30 Octobre 1886, qui reste encore la Charte de l'enseignement primaire. « Vous voudrez accomplir la grande trilogie que vous avez inscrite dans vos professions de foi, dont j'ai entendu dire à l'Assemblée Nationale que c'était trois mots vains et vides, mais qui seront des réalités effectives : la gratuité, l'obligation et la laïcité de l'enseignement primaire (1) ». Tel était le but de Paul Bert.

Avant de passer à l'examen plus approfondi de la loi de 1886, il nous en faut voir le principe : C'est celui de toute notre législation scolaire, la liberté. Dès l'article 2, ce grand principe est rappelé et posé. « Les Etablissements d'enseignement primaire de tout ordre peuvent être publics, c'est-à-dire fondés et entretenus par l'Etat, les départements ou les communes, ou privés, c'est-à-dire fondés et entretenus par des particuliers ou des associations ». Mais — les paroles de Paul Bert que nous avons citées le faisaient pressentir — il est dirigé aussi contre les congrégations ; la loi de 1881 avait rendu l'enseignement primaire gratuit ; celle de 1882 l'avait rendu obligatoire et en même temps neutre, c'est-à-dire sans enseignement religieux ; la loi de 1886, retirait aux congréganistes le droit d'enseigner dans l'enseignement public en déclarant (Art. 17) :

(1) *Annales de la Chambre des Députés*. Paul Bert., Séance du 18 Mars 1884, p. 919.

« Dans les écoles publiques de tous ordres, l'enseignement est exclusivement confié à un personnel laïque ».

La loi, en dehors de ces principes généraux, détermine les conditions d'ouverture des écoles privées. Pour diriger une école primaire privée, il faut être français, avoir au moins 21 ans, 25 ans s'il s'agit d'une école primaire supérieure ou si l'établissement reçoit des internes. Tout instituteur doit avoir au moins dix-huit ans, toute institutrice dix-sept. Aucune de ces personnes ne doit avoir subi de condamnation infamante.

Les conditions de capacité requises d'elles sont celles de la loi du 11 Juin 1881. Les étrangers pourront être autorisés discrétionnairement à enseigner, pourvu toutefois qu'ils justifient de grades étrangers équivalents à ceux requis en France pour avoir le droit d'enseigner.

Pour ouvrir un établissement privé, l'individu réunissant les conditions requises, d'âge, de capacité, de moralité, doit déclarer son intention au maire de la commune où il compte enseigner, en lui désignant le local de la future école, ainsi qu'au Préfet, au Procureur de la République et à l'Inspecteur d'Académie.

Pour ce dernier, le postulant joint à sa déclaration, son acte de naissance, ses diplômes, un extrait de son casier judiciaire, l'indication de ses lieux de résidence et les professions qu'il a exercées depuis dix ans, le plan des locaux de l'école et le statut de l'association à laquelle il peut appartenir. Le maire peut faire opposition dans les huit jours, l'Inspecteur d'Académie dans le mois qui suit la déclaration, pour des motifs de moralité, d'hygiène ou de salubrité. L'opposition est

jugée au Conseil départemental, avec appel possible, dans les dix jours, au Conseil supérieur.

Ce conseil départemental, que la loi appelle aussi « Conseil de l'enseignement primaire » (art. 44) comprend, outre le préfet du département et l'inspecteur d'Académie, le directeur et la directrice des Ecoles Normales, quatre conseillers généraux, deux instituteurs et deux institutrices, élus par leurs pairs, et deux inspecteurs primaires choisis par le Ministre. Deux membres de l'enseignement privé sont ajoutés à ce conseil pour les affaires contentieuses ou disciplinaires des membres de cet enseignement. Outre ces fonctions disciplinaires, le Conseil départemental a des fonctions d'inspection : Le tiers de ses membres, choisis par lui, peut entrer dans toutes les écoles du département, publiques ou privées. Il partage cette surveillance avec les inspecteurs généraux de l'enseignement primaire, le recteur, les inspecteurs primaires, le maire, les délégués cantonaux — et les médecins, au simple point de vue médical.

L'inspection des établissements privés ne peut porter que sur la moralité, l'hygiène, « l'exécution des obligations imposées à ces écoles par la loi du 28 Mars 1882 » (sur l'enseignement obligatoire) ; l'enseignement ne peut faire l'objet de l'inspection que pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la Constitution ou aux lois.

Telle est cette loi du 30 Octobre 1886 : Elle fixe de nombreuses réglementations, elle introduit une sévère restriction à l'entrée dans l'enseignement public ; mais elle pose toujours la liberté comme premier principe.

Après cette loi, en même temps que pour les deux autres ordres d'enseignement, s'étend, pour l'enseignement primaire, une assez longue période d'inactivité législative. Cela se conçoit, puisque les bases de cet enseignement sont nettement posées. Ce ne sont pas des motifs pédagogiques ou des discussions portant simplement sur la liberté de l'enseignement qui feront surgir une législation nouvelle, mais des motifs purement politico-religieux. Nous retrouvons d'ailleurs, ici, les mêmes lois que dans l'enseignement secondaire, donc les mêmes motifs, la lutte contre les congrégations.

Après les propositions Rabier et Poulain, qui avaient pour objet de supprimer ou d'entraver, en la rendant impossible, la liberté d'enseignement, étaient votés la loi du 1^{er} Juillet 1901 et son article 14 interdisant l'enseignement, privé comme public, à tout membre d'une congrégation non autorisée. Le 27 Juin 1902, un décret prononce « la fermeture des établissements ci-après désignés, ouverts depuis la promulgation de la loi du 1^{er} Juillet 1901, en contravention aux dispositions de l'article 13, § 2 de la dite loi ». Cet article 13 interdit aux congrégations toute ouverture d'un nouvel établissement sans autorisation. — Suivent les noms de 120 établissements. Ces établissements étaient ainsi fermés sans aucune action en justice.

Le 4 Juillet, M. Denys-Cochin interpellait le Ministère sur la question, et M. Ribot disait à la tribune (1) :

(1) *Annales de la Chambre des Députés*, Ribot. Séance du 4 Juillet 1902. Session ordinaire, t. 2, p. 437.

« M. le Président du Conseil a dit : l'affaire ne regardera pas les tribunaux ; ce n'est pas une question d'interprétation de la loi, c'est une question d'autorité ; je la tranche en vertu des pouvoirs de haute police que je tiens de l'article 13.

« Permettez-moi de vous dire, M. le Président du Conseil, que si cette théorie devait prévaloir, il n'y aurait plus, dans ce pays, ni de liberté, ni de droit individuel. »

Mais la Chambre approuva le Président du Conseil et sa politique. M. Combes avait dit, à cette séance du 4 Juillet 1902 : « C'est notre premier acte ; et cet acte sera bientôt suivi d'autres actes (1) ». Et le 10 Juillet, en effet, dans une circulaire qu'il adressait aux préfets, il donnait aux établissements congréganistes, qui n'avaient pas demandé d'autorisation, huit jours pour fermer leurs portes. La demande d'interpellation déposée à ce sujet par MM. Aynard et Roche, fut renvoyée à la suite par 328 voix contre 218.

Deux ans plus tard, c'était la loi du 7 Juillet 1904, que nous avons déjà étudiée pour l'enseignement secondaire, qui enlevait aux congrégations, même autorisées, la liberté d'enseignement.

Il nous faut enfin, pour terminer le côté législatif de notre historique de l'enseignement primaire, de 1870 à 1918, indiquer une loi du 12 Février 1910, issue d'une proposition Buisson du 28 Décembre 1906.

L'article 6, de la loi de 1886, dispensait de l'obliga-

(1) Combes, 4 Juillet 1902. *Annales de la Chambre des Députés*. Session ordinaire, t. 2, p. 492.

tion scolaire les enfants de moins de treize ans, s'ils étaient pourvus du certificat d'études primaires. Or la loi de 1882 permettait de subir l'examen du certificat d'étude dès l'âge de onze ans. La loi du 12 Février 1910 empêche tout enfant qui n'a pas atteint « au moins l'âge de 12 ans révolus, avant le premier jour du mois où ils subissent l'examen » de se présenter au certificat d'études (1). C'est sans nul doute une aggravation de l'obligation scolaire et cette mesure a été inspirée par des considérations d'ordre social. Que fera l'enfant s'il ne va plus à l'école, alors qu'il n'a pas encore l'âge requis pour travailler ?...

Mais si ce sont là toutes les lois qui intéressent la liberté de l'enseignement primaire, nous trouvons, par contre, de nombreux projets ou propositions de lois à ce sujet.

On remarque d'abord maints textes proposés au sujet de la fréquentation scolaire et sur le renforcement de la loi de 1882. C'est un signe de l'impuissance où l'on se trouve de faire respecter la loi, impuissance qui révoltait M. Clemenceau en 1903, quand il disait : « Vous avez fait l'instruction obligatoire et vous n'avez pas pu l'appliquer. Tous les ans on constate qu'un très

(1) Pendant la guerre, les enfants âgés de moins de 12 ans, mais qui devaient atteindre cet âge avant la fin de l'année, furent autorisés à se présenter, au certificat d'études de cette année. Une circulaire aux recteurs, en date du 18 mars 1921, décide de laisser subsister cette tolérance jusqu'au vote du projet de loi sur l'obligation scolaire pendant devant les Chambres, « le projet de loi sur la fréquentation scolaire, qui est actuellement soumis à l'examen du Parlement, comportant la suppression de cette condition d'âge ».

grand nombre de conscrits, qui arrivent au régiment ne savent même pas lire !... » (1).

Le 24 Janvier 1907, on trouve un projet Briand, renforçant les pénalités de la loi de 1882. Le 28 Juin 1908, c'est un projet Doumergue ; le 13 Juin 1910, une proposition Buisson, et, le 14 Novembre de la même année, une proposition Dessoie, reprenant le projet Briand. Le 9 Février 1911, M. Boutaud fait une proposition sur le même sujet ; le 6 Mars, c'est au tour de M. Buisson ; le 17 Novembre c'est un projet Steeg. Enfin le 6 Février 1912, M. Guist'hau déposait trois projets de loi : l'une sur le « contrôle de l'enseignement privé » et les deux autres sur la « fréquentation régulière des écoles publiques et privées », et sur « la défense de l'école laïque ». Plusieurs années après la mort des congrégations en France et la fermeture de leurs établissements, il paraît que l'école laïque avait besoin d'être défendue.

De tous ces textes sur la fréquentation scolaire, seuls, les deux derniers projets Guist'hau firent l'objet d'un rapport unique de M. Dessoie du 6 Décembre 1912 et vinrent en discussion. Le 3 Mars 1913, cette discussion commençait à la Chambre ; le 20 Janvier 1914, le projet était adopté dans son ensemble. Il supprimait les commissions municipales scolaires, modifiait le système des pénalités de la loi de 1882, faisait de l'inspecteur primaire l'agent le plus actif de cette surveil-

(1) *Annales du Sénat*. Clemenceau. Séance du 13 Novembre 1903. Session extraordinaire, 1903, p. 131.

lance ; des dispenses d'obligation pouvaient être accordées par l'inspecteur primaire.

Le 29 Janvier 1914, le projet passait au Sénat ; le 5 Mars, M. Goye déposait son rapport ; le 23, la discussion commençait. Le 2 avril 1914, elle était ajournée à la rentrée des vacances de Pâques... Elle n'a jamais été reprise.

Mais ces propositions et projets ne furent pas les seuls qui furent déposés concernant l'enseignement primaire et sa réglementation. Rappelons le projet Doumergue, du 11 Février 1910, sur les assurances à contracter par les directeurs d'écoles privées pour pouvoir ouvrir ces écoles. (Nous avons déjà mentionné ce projet, au moment de notre étude sur l'enseignement secondaire).

Le 22 Mars 1910, MM. Buisson et Gérard-Varet déposaient une proposition de loi « tendant à établir l'égalité des enfants pour le droit à l'instruction ». Cette proposition rendait l'enseignement primaire obligatoire jusqu'à onze ans ; puis, obligatoirement encore, l'enfant devait passer deux années dans l'enseignement secondaire, puis deux autres années dans l'enseignement professionnel ; on établissait ainsi neuf années d'obligation scolaire ! En outre, cette proposition instituait, ainsi que nous l'avons dit, le stage scolaire : « Toute personne aspirant soit à diriger une école primaire ou secondaire publique ou privée, soit à y enseigner, devra justifier de trois années d'études au moins dans un établissement public d'enseignement secondaire ou supérieur, et posséder en outre les diplô-

mes requis par la loi ». On sent toujours là la même tendance... « anticléricale », comme disaient les politiciens d'alors, et le désir d'entraver par tous les moyens l'enseignement non laïque, qui n'est plus cependant l'enseignement congréganiste, mais qui détient encore en fait la grande majorité des écoles privées. On ne saurait contester qu'une telle proposition ne fût contraire à la liberté.

Le 6 Mars 1911, une nouvelle proposition Buisson tend à rendre obligatoire un enseignement complémentaire de trois années. Le 17 Novembre de la même année un projet Steeg (paru en même temps qu'un autre sur la fréquentation scolaire) exigeait des directeurs d'écoles primaires élémentaires privées le certificat d'aptitude pédagogique, et autorisait, mais uniquement pour des raisons d'hygiène, de bonnes mœurs, de respect des lois et de la Constitution, les inspecteurs à examiner dans ces écoles les livres et les cahiers.

Le 2 Février 1912, vingt-neuf députés déposèrent une proposition de loi « ayant pour objet d'assurer la défense de l'Ecole laïque ». C'était en fait la suppression de la liberté de l'enseignement primaire. « Dans les communes de moins de 3.000 habitants où les établissements d'enseignement primaire publics sont suffisants pour recevoir toute la population scolaire, il ne pourra être ouvert de nouveaux établissements qu'après autorisation du Ministre de l'Instruction publique, et à condition que les directeurs responsables acceptent d'être placés sous le contrôle et la surveillance de la loi ».

Nous avons signalé, à propos de l'obligation scolaire,

trois projets Guisthau dont deux, réunis en un seul, subirent un début de discussion. Le troisième porte sur le contrôle de l'enseignement primaire privé ; il fixe à nouveau les diplômes requis, pour exercer cet enseignement, des directeurs et professeurs ; la liste des livres en usage dans ces écoles, avec le nom de l'auteur et celui de l'imprimeur, doit être déposée à l'autorité académique.

En 1913, M. Buisson déposa trois propositions : une est la reproduction de celle qu'il avait déposée en 1910 avec M. Gérard-Varet ; la seconde exige des grades de tout directeur d'établissement d'enseignement secondaire et élémentaire privé, et leur impose trois ans de stage dans une école publique pour enseigner dans une école privée ou pour la diriger ; la troisième (du 25 Mars, comme la seconde) a trait aux titres de capacité à exiger dans l'enseignement primaire public ou privé ; il faudra le brevet, dont on subira les épreuves en deux parties, et dont la seconde ne pourra s'acquérir qu'après avoir, pendant deux ans au moins, suivi des cours normaux d'éducation professés dans les écoles publiques. C'est le stage scolaire présenté sous une autre forme ; mais sous quelque forme que ce soit, c'est une atteinte à la liberté.

Rappelons enfin la proposition Debierre au Sénat (15 Mars 1912) que nous avons déjà étudiée au sujet de l'enseignement secondaire, et qui fait de l'enseignement, tant primaire que secondaire, un monopole que l'Etat peut concéder.

Il nous faut maintenant dire un mot de l'enseignement post-scolaire, qui a fait l'objet d'une proposition

et d'un projet de loi. La première a même obtenu force légale depuis la fin de la guerre.

En 1913, le 4 Mars, M. Astier et plusieurs de ses collègues déposaient au Sénat une proposition de loi sur l'enseignement technique ; l'exposé des motifs explique que cet enseignement sera obligatoire, car « la liberté ne doit pas prévaloir contre l'intérêt et contre l'avenir de la Société, dont l'enfant est un membre futur », et « la classe ouvrière, dans son ensemble, ne peut que gagner à l'enseignement technique ». Le rapport sur la proposition fut déposé le 1^{er} Juillet 1914. Le Sénat passa à la discussion et adopta le projet en deux séances, les 26 et 30 Juin 1916. Avant le vote définitif, M. Painlevé, ministre de l'Instruction publique, vint préciser les raisons profondes qui, à ce moment, amenèrent le vote facile de l'obligation pour cette sorte d'enseignement post-scolaire. « Il y a deux ans encore un enseignement post-scolaire obligatoire eût rencontré de vives résistances. Il en est tout autrement aujourd'hui. Après la saignée cruelle qu'aura subie la France, il faudra que notre population supplée à la quantité par la qualité ; il faudra obtenir un maximum de rendement des ouvriers, des travailleurs et des penseurs français, à la fois pour eux-mêmes et pour la nation » (1).

Venue devant la Chambre, la proposition fut rapportée le 12 Septembre 1918, par M. Verlot. Ce n'est qu'en 1919, le 4 Juillet, que cette loi fut adoptée sans débat, à une seule séance. Elle est connue sous le nom de loi

(1) *Journal Officiel*. Séance du 30 Juin 1916, p. 659.

du 25 Juillet 1919. L'enseignement « professionnel » est obligatoire « pour les apprentis et les employés du Commerce et de l'Industrie » (art. 37 et 38); la loi semble donc viser plus à une restriction de la liberté des professions que de la liberté de l'enseignement, d'autant plus que « les écoles et les cours d'enseignement industriel ou commercial sont publics ou privés » (art. 3). L'enseignement est en principe obligatoire « pour les jeunes gens et les jeunes filles âgés de moins de dix-huit ans, employés dans le commerce et l'industrie » (art. 38); le diplôme d'école technique publique ou privée, ou le certificat d'une école professionnelle que l'on ne peut obtenir qu'après trois ans de cours, dispense de l'obligation.

Pendant la guerre, on trouve un important projet de loi déposé par M. Viviani, de portée plus générale que la proposition précédente. Il a trait à l'éducation des adolescents. Il rend cette éducation obligatoire. Les garçons jusqu'à dix-sept ans, les filles jusqu'à seize devront suivre, obligatoirement 300 heures de cours par an. Cinquante seront consacrées à l'éducation générales ; 150 à l'éducation professionnelle, 100 à l'éducation physique.

De seize à dix-huit ans pour les filles, de dix-sept à vingt ans pour les garçons, ou jusqu'au mariage s'il a lieu avant, l'enseignement continue à être obligatoire, mais seulement pendant 200 heures par an. La moitié en sera consacrée à l'éducation générale, l'autre à l'éducation physique pour les garçons, à l'enseignement ménager pour les filles. L'enseignement post-scolaire privé est admis : une commission communale vérifiera

si les établissements privés donnant cet enseignement sont établis conformément à la loi ; ces établissements sont soumis à la loi de 1886. L'enseignement public des adolescents est gratuit (art. 18).

Il faut voir dans la place accordée à l'éducation physique dans cet enseignement une marque de la préoccupation des ministères formés pendant la guerre, de préparer des jeunes gens robustes, aptes, le plus tôt possible, au service militaire. D'autre part il est possible que la pensée de l'obligation scolaire, si loin poussée, ait été suggérée au ministre d'alors par le spectacle attristant que nous avons alors sous les yeux, d'adolescents désœuvrés circulant toute la journée en quête de mauvais coups, et qui prenaient, pendant que leurs pères étaient au front, des habitudes déplorables de paresse et d'indépendance indisciplinée.

Le rapport Dessoie, sur le projet Viviani, déposé le 5 Septembre 1919, garde les deux étapes dans l'obligation, mais diminue la durée de celle-ci en abaissant la limite d'âge de la première étape à seize ans pour les garçons et quinze pour les filles, et celle de la seconde étape respectivement à dix-huit et seize ans. Dans chacune, l'enseignement est obligatoire pendant deux semestres seulement ; mais alors que nous avons tant de peine à faire respecter le principe de l'obligation alors qu'il est applicable intégralement à tous les enfants jusqu'à leur quatorzième année, comment pourrait-on la faire respecter, lorsqu'un adolescent pourra, par exemple choisir, de treize à seize ans, le moment qui lui convient le mieux pour subir cette obligation ?

Quoi qu'il en soit, aucun projet de ce genre ne fut

voté jusqu'en 1918 ; mais il est certain que c'est, dans un intérêt social peut-être, une grave atteinte à la liberté : l'enseignement était obligatoire jusqu'à treize ans, il le devient jusqu'à dix-huit ou vingt : Y a-t-il une raison pour s'arrêter en si beau chemin, et pour ne pas déclarer l'école obligatoire pendant toute la vie ? Il est certain que l'homme aura toujours à apprendre. Ce projet nous paraît entrer dans une voie dangereuse.

Telle est la législation de l'enseignement primaire, telles sont les tendances que l'on rencontre dans les divers textes présentés aux Chambres. Là, comme dans les deux autres ordres d'enseignement, subsiste la liberté, mais avec cette tendance de lutte contre l'enseignement donné par les gens d'Eglise. Quelle antithèse pourtant avec la législation d'Alsace-Lorraine, qui supprime la liberté, en imposant un enseignement religieux !

Telle fut de 1871 à 1918 la législation scolaire française : La liberté qui, auparavant, existait déjà dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire a été établie dans l'enseignement supérieur. Elle en est la base fondamentale.

Plus tard, il est vrai, dans les trois ordres d'enseignement, la faculté d'exercice de cette liberté a été réglementée, mais cette liberté est demeurée : Une seule atteinte a été portée à ce grand principe, atteinte grave en effet, mais portée contre lui par ricochet : Ceux mêmes qui blessaient la liberté, se défendaient de rien faire contre elle : Ce que nous en faisons, disaient-ils, c'est contre les Congrégations ! « Non, Messieurs, je ne conclus pas au monopole universitaire ; non, je ne

demande pas la suppression de la liberté d'enseignement, je me contente de réglementer cette liberté. Qu'est-ce que je dis en effet ? Ma proposition est celle-ci : Art. 1^{er}. Le chapitre 1^{er} du titre III de la loi sur l'enseignement du 15 Mars 1850 est abrogé. Art. 2. Aucun établissement d'enseignement secondaire privé ne pourra se fonder qu'en vertu d'une loi. C'est-à-dire, Messieurs, que c'est vous, c'est le Sénat qui sera juge de donner les autorisations qui lui paraîtront nécessaires. Il ne faut pas confondre la liberté d'enseignement avec la liberté des Congrégations. Pas plus que M. Ferdinand Buisson, pas plus que M. Brisson, je ne demande le monopole universitaire... Ce que nous voulons, nous n'avons pas à le cacher, ce que je veux, moi, personnellement, c'est frapper les Congrégations : je veux leur enlever le droit d'enseigner. En un mot ma formule est celle-ci : Je veux la liberté dans la laïcité » (1).

Malgré tous ces appels, le Sénat conservait sa place à la liberté, en repoussant ce projet à une très forte majorité. Mais en même temps, il se laissait aller à une loi d'exception contre les Congrégations. Voilà bien, sur le sujet qui nous intéresse, les deux tendances caractéristiques de cette période, que cloture si douloureusement le cataclysme qui a ensanglanté le monde de 1914 à 1918.

(1) *Annales du Sénat*. Béraud. Séance du 7 Novembre 1902. Débats parlementaires, 1902. Session extraordinaire, p. 87-88

DEUXIÈME PARTIE

La Liberté de l'Enseignement et l'Introduction de la Législation Française en Alsace et Lorraine

CHAPITRE PREMIER

La Situation scolaire en France et en Alsace-Lorraine en 1918

Après la sanglante épopée de 1914 à 1918, après 52 mois d'héroïque patience, pendant lesquels l'Alsace-Lorraine, terres prétendues allemandes, avaient été traitées à la façon de nos département envahis, nos deux chères provinces nous étaient enfin rendues et acclamaient nos soldats vainqueurs ; le drapeau trico-

lore flottait sur la cathédrale de Strasbourg, effaçant la souillure que, 48 ans auparavant, lui avait faite le drapeau blanc.

Mais il ne suffisait pas de se réjouir : Nos départements recouvrés, si français de cœur, nous revenaient avec la législation imposée par le Reich ; il fallait leur donner l'organisation administrative et législative française.

Il ne faut pas se dissimuler la difficulté de la tâche entreprise : C'est un bouleversement complet des habitudes de chaque citoyen Alsacien-Lorrain ; et, outre que l'on tient à ses habitudes, on a, en général aussi, la peur de l'inconnu, du dépaysement inévitable. Outre cette appréhension bien naturelle, il faut reconnaître que tout n'était pas mauvais dans la législation du Reichsland ; certaines institutions, plus récentes que les nôtres, répondent mieux aux besoins actuels : Comment imposer une législation qui marquerait une régression dans la voie du progrès ?

Il semble donc, dès l'abord, en examinant la situation en Alsace-Lorraine à un point de vue général, qu'il faille n'y introduire notre législation qu'avec prudence : il est nécessaire que les Alsaciens et les Lorrains se rendent compte, en les voyant fonctionner chez nous, que nos lois sont bonnes : nous pourrons alors, sans inconvénient, les introduire dans nos trois départements recouvrés. C'est ce qu'avait observé M. l'abbé Wetterlé dès 1917 : « Il faudra, disait-il, un travail d'appropriation, d'accommodation de notre législation actuelle à la législation française, surtout au point de vue économique. Nous désirons, ardemment et dans le plus bref

délai, nous confondre avec les autres départements français ; mais ce n'est pas possible pour le moment ; il faut un régime transitoire » (1).

Si sur certains points l'accord a été facile et si notre législation a été adoptée facilement et rapidement, il n'en fut pas de même dans tous les domaines ; de grandes et importantes questions restent encore à résoudre : une des plus importantes, parmi les plus ardues et les plus irritantes, est celle de l'enseignement.

Il n'y a point à s'étonner d'ailleurs que cette question soulève tant de difficultés ; les deux législations sont tellement différentes !... Avant d'aborder le problème de l'adaptation scolaire à l'Alsace-Lorraine, mesurons-en l'étendue, et résumons les différences profondes qui séparent notre législation de celle qui est encore en vigueur dans les pays rendus à la France.

Un fait domine tous les autres, fait caractéristique des deux conceptions française et germanique : l'enseignement est libre à l'intérieur de la France ; il n'a aucune liberté dans nos provinces recouvrées ; entre les deux méthodes qui s'offrent pour la réglementation des libertés individuelles, la France libérale a choisi le répressisme, l'Allemagne autoritaire a imposé le préventisme à l'Alsace-Lorraine.

De cette constatation que les principes essentiels des deux législations forment une antithèse absolue, on peut déduire que, logiquement, toutes les applications

(1) Déposition de M. l'Abbé Wetterlé au Comité d'Etudes sociales et politiques, 25 Juin 1917. *Bulletin du Comité d'Etudes sociales et politiques* sur la « Question religieuse en Alsace-Lorraine », p. 23.

de ces principes seront nécessairement en opposition, les unes avec les autres.

En France, une déclaration suffit pour ouvrir un établissement d'enseignement de quelque ordre qu'il soit. Cette déclaration peut être faite par quiconque est français, a atteint un âge minimum, et, (condition exigée pour l'enseignement primaire seul) a un minimum de connaissances, constatées par un diplôme inférieur à celui que l'Etat exige dans ses écoles. En Alsace-Lorraine il faut, pour ouvrir une école privée, une autorisation spéciale du gouvernement. Là aussi, il faut avoir atteint un âge minimum ; mais, de plus, que ce soit pour l'enseignement primaire ou secondaire, il faut posséder exactement les mêmes grades que ceux requis dans l'enseignement public. Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, aucune autorisation n'est possible ; c'est purement et simplement le monopole de l'Etat.

Selon la législation française, le Directeur d'un établissement scolaire privé est absolument libre de choisir ses professeurs comme il l'entend, pourvu que, (dans l'enseignement primaire) ils aient un léger diplôme : la législation du Reichsland exige, pour chaque professeur d'un établissement libre, les diplômes qu'elle exige pour les siens ; mais, de plus, le directeur est obligé de soumettre le choix qu'il fait de ses maîtres à l'autorisation gouvernementale.

Le Directeur français est absolument libre dans ses méthodes et dans ses programmes ; il les arrange à sa fantaisie, les modifie comme bon lui semble ; il est le maître dans son établissement... En Alsace-Lorraine y

avait-il un autre maître que l'Etat allemand ? D'ailleurs, avec le but qu'on se proposait d'atteindre, la germanisation à outrance de nos provinces, il était impossible d'admettre ce système français ; il n'eût pas été dans la logique du système adopté : que l'école soit publique ou privée, la méthode pédagogique doit-être celle qu'impose la législation scolaire allemande ; les heures de classe sont fixées, les programmes également, et chaque matière doit, obligatoirement, faire l'objet d'un nombre d'heures d'enseignement déterminé.

Ce point établi, l'inspection de l'école française et de celle d'Alsace-Lorraine sera logiquement différente. Le maître français d'une école privée pouvant régler son programme comme il l'entend, on ne peut pas logiquement surveiller l'enseignement qu'il donne ; tout se borne à une inspection relative à l'hygiène et aux bonnes mœurs. Si l'on regarde à l'enseignement, il ne peut pas être question de faire l'examen ou la critique de la méthode employée pour le donner, mais uniquement de savoir si cet enseignement n'est pas contraire à la Constitution et aux lois. C'est une simple mesure d'ordre public. En Alsace-Lorraine au contraire, tout professeur d'un établissement privé étant tenu d'observer un programme imposé, il est logique que l'inspecteur examine son école non seulement au point de vue de l'hygiène et des bonnes mœurs, du respect de la Constitution et des lois, mais encore porte son attention sur son enseignement lui-même et sur ses méthodes.

Des différences que nous venons de signaler en

découle naturellement une autre, concernant les examens. Toute école a, en Alsace-Lorraine, la même valeur, puisque tous les maîtres sont pourvus des mêmes diplômes et que tous enseignent la même chose, suivant les principes d'une même pédagogie : Comment dès lors attribuerait-on à une seule d'entre elles le droit de faire passer des examens ? Certes, l'administration, fidèle au principe d'autorité adopté pour la législation scolaire, n'accorde le droit de faire passer des examens qu'aux écoles que bon lui semble : mais, si elle ne l'accorde qu'aux écoles dont elle est sûre, au point de vue allemand, elle ne s'inquiète aucunement de savoir si l'école est publique ou privée, puisqu'il n'y a entre elles aucune différence.

Au contraire, avec notre législation libérale, il est bon que l'Etat garde pour lui seul la collation des grades universitaires : Avec la liberté d'enseignement, aussi complète que nous l'avons, comment permettre en effet, à des personnes qui n'ont parfois aucun diplôme, en tout cas qui peuvent n'avoir aucune valeur au point de vue enseignant, puisqu'on ne leur demande aucune garantie, de décerner des diplômes ? Ce serait avilir ces diplômes, et, par voie de conséquence, abaisser peut être le niveau des études. Avec notre législation, il est logique que l'Etat se réserve à lui seul le droit de conférer grades et diplômes et qu'il assume la charge de faire passer les examens.

Il y a en Alsace-Lorraine quelques conseils scolaires ; mais outre que ceux-ci sont dans la main du gouvernement, qui nomme la plupart de leurs membres et qui peut les révoquer, ce ne sont jamais que des corps

consultatifs. L'Oberschulrat avait un léger pouvoir disciplinaire, mais on le lui avait retiré pour le donner au Kaiserliche Rat, organe administratif. En France, au contraire, les conseils scolaires sont établis sur de larges bases ; leurs membres sont en général élus par leurs pairs et ils sont irrévocables. Ce ne sont pas de simples corps consultatifs ; ils ont encore un pouvoir disciplinaire ; ils exercent une action véritable ; ils sont un rouage essentiel de l'administration de l'enseignement : En Alsace-Lorraine, le pouvoir, tout le pouvoir sur les écoles, est entre les mains de l'administration, c'est-à-dire du gouvernement allemand. Tout cela se rapporte au droit d'enseigner. Si nous envisageons maintenant le droit d'apprendre, nous trouvons les mêmes différences entre les systèmes des deux pays.

Nous avons admis, comme une restriction nécessaire à la liberté d'enseignement absolue, le principe de l'obligation. Mais s'il est nécessaire que les enfants arrivent à un degré élémentaire d'instruction, notre législation fixe nettement l'âge auquel l'obligation cesse. Au contraire, le système Alsacien-Lorrain pose en principe que l'enseignement est obligatoire jusqu'à ce que l'enfant ait atteint un degré d'instruction suffisant : Si, en pratique, cette obligation cesse à quatorze ans pour les garçons et à treize ans pour les filles, âge minimum auquel l'examen d'aptitude peut être subi, il n'en est pas moins vrai que la loi ne fixe aucune limite à l'obligation scolaire.

Enfin, dans une législation scolaire aussi stricte que celle du Reichsland, on ne saurait concevoir d'enseignement facultatif : toute matière d'enseignement est

obligatoire dans toute école publique ou privée. N'ayant pas pu imposer la religion unique, les Allemands ont organisé en Alsace-Lorraine l'école confessionnelle dans les écoles primaires (sauf les Mittelschulen, qui sont interconfessionnelles) et l'école interconfessionnelle dans les établissements secondaires, mais où tous les enfants, obligatoirement, reçoivent un enseignement religieux. A ce sujet, nous pouvons relever un arrêt de la cour d'appel de Colmar, du 2 Février 1905, qui considère comme passibles des peines édictées pour la non fréquentation scolaire, les parents qui n'envoient pas leurs enfants au cours d'instruction religieuse, alors qu'ils suivent tous les autres cours. Un pareil arrêt étonne notre bel esprit libéral : Pourtant, l'article 13 de l'ordonnance du 18 Avril 1871 le veut ainsi.

Dans le système français, au contraire, par respect pour les convictions individuelles, l'école publique, qui doit être conçue de façon à pouvoir recevoir tous les enfants, sans froisser la conscience d'aucun, est neutre. Mais nous admettons sans difficulté que des parents préfèrent, pour les enfants une école qui donne, en même temps que l'instruction des écoles publiques, un enseignement confessionnel, et nous laissons la plus grande liberté pour la création d'écoles privées à tendance confessionnelle.

Il nous faut enfin signaler une dernière différence. Celle-ci ne découle plus du principe adopté par chacune des législations ; elle provient de la tendance, qui s'est manifestée dans notre parlement, à combattre les Congrégations et leur enseignement : Alors que tout

Français peut donner librement l'enseignement, ce droit est refusé aux membres des Congrégations, mesure d'exception prise uniquement contre eux.

Or que se passe-t-il en Alsace-Lorraine. Le système d'autorisation existe pour tous, mais il joue également pour tous : Nul ne s'inquiète si les individus autorisés à ouvrir un établissement forment ou non une congrégation ; l'enseignement n'est pas libre, mais il est possible pour tous également. Nul n'en est exclu fatalement.

Telles sont les différences qui séparent les deux législations de France et du Reichsland concernant l'enseignement. Ainsi que nous venons de le voir, ces deux régimes scolaires forment une véritable antithèse, et les difficultés qui s'opposent à leur conciliation se manifestent à l'esprit le moins attentif : Nous allons étudier les dispositions qui ont déjà été prises en faveur de l'application, en Alsace, de notre système scolaire, les graves obstacles qui s'opposent à cette application, et les raisons des difficultés que nous rencontrons à les surmonter.

CHAPITRE II

Les premiers essais d'introduction de la Législation scolaire Française

Nous venons de voir quelle était, en 1918, la situation législative au point de vue scolaire en Alsace-Lorraine : elle est antinomique de celle qui existe en France. Depuis 1914, et jusqu'en 1918, nous n'avons cessé de répéter aux Alsaciens et aux Lorrains que leurs traditions, leurs croyances, leurs coutumes seraient respectées : Or, depuis 40 ans qu'ils possédaient leur régime scolaire, nos compatriotes délivrés s'y étaient accoutumés ; ils avaient pris l'habitude de ce régime, qui, en outre s'adaptait à leurs croyances : avec le système de l'école confessionnelle, en effet, où l'on trouve des représentants de la religion dans les conseils facultatifs, dans les jurys, même, avec les congréganistes, parmi les instituteurs publics, on ne peut pas nier que c'eût été bouleverser leurs traditions et heurter même

leurs croyances religieuses, que de vouloir imposer immédiatement aux Alsaciens et aux Lorrains notre législation sur l'enseignement.

Une loi, du 17 octobre 1919, est même venue renforcer les affirmations réitérées des dirigeants, en assurant qu'aucune loi d'Alsace-Lorraine ne pourrait être remplacée qu'en vertu d'une autre loi : cela suppose un débat public, et il est bien plus difficile de faire une loi que d'envoyer une circulaire. « Les territoires d'Alsace et de Lorraine continuent, jusqu'à ce qu'il ait été procédé à l'introduction des lois françaises, à être régis par les dispositions législatives et réglementaires qui sont actuellement en vigueur (Art. 3) ». — « La législation française sera introduite dans les dits territoires par des lois spéciales qui fixeront les modalités et délais de son application.

« Toutefois, les dispositions de la législation française dont l'introduction présenterait un caractère d'urgence, pourront être déclarées applicables par décret rendu sur la proposition du président du Conseil, et après rapport du Commissaire général de la République. Ces décrets seront soumis à la ratification des Chambres dans le délai d'un mois (art. 4) ».

Cependant, s'il est certain qu'il était difficile de toucher à la législation scolaire d'Alsace-Lorraine, et si l'on ne voulait en rien la bouleverser, tout le monde était d'accord pour opérer immédiatement certaines réformes : elles devaient porter avant tout sur l'enseignement lui-même, et sur ses méthodes. Elles furent faites avant même que parût la loi dont nous venons de parler.

La commission de l'enseignement de la « Conférence d'Alsace-Lorraine », conférence instituée pendant la guerre, avait voté sans hésitation, dans ses résolutions du 18 Avril 1918, sur l'enseignement supérieur, que « en principe l'enseignement sera donné en français (1) » (art. 15). Cette résolution valait pour tous les ordres d'enseignement. Aussi, tant à l'école primaire qu'au lycée ou à l'Université, les cours furent désormais faits en français. Mais, avec l'enseignement donné en français, ne pouvaient naturellement pas subsister les programmes allemands : ce furent les nôtres que l'on appliqua dès le début. Le 5 Mars 1919, paraissait, pour l'enseignement supérieur, un arrêté « relatif au régime de l'Université de Strasbourg (2) » : « Jusqu'à la constitution définitive de l'Université, et sous réserve des dérogations nécessaires, sont applicables dans les Facultés de Droit, de médecine, des Sciences et des Lettres de Strasbourg, les lois, décrets et règlements, qui, dans les Facultés françaises, régissent l'organisation des études, les conditions de solidarité, d'examen et de collation des grades ». (Art. 1^{er}). L'enseignement secondaire avait suivi le même mouvement ; nos programmes y étaient suivis, en Alsace et en Lorraine comme dans le reste de la France.

Pourtant, dans l'enseignement primaire, il faut noter que les programmes ont été adaptés aux circonstances et qu'ils ont subi d'importantes dérogations. En effet, les petits Alsaciens et Lorrains, parlant — pour la

(1) Voir Ch. Pfister. Rapport sur l'Université de Strasbourg (1918).

(2) *Bulletin Officiel d'Alsace-Lorraine*, 13 Juillet 1919, p. 972.

plupart — un dialecte allemand, apprendre l'allemand ne leur est pas difficile ; il est, de plus, absolument certain que, dans ces trois départements frontière, la connaissance de la langue du voisin peut être d'une très grande utilité. On a donc décidé (instruction du 15 Janvier 1920) de laisser l'allemand dans les programmes de l'école primaire comme matière obligatoire. On lui consacre trois heures par semaine, à partir de la quatrième année, les premières années d'études étant, cela se conçoit aisément, consacrées à l'études du français.

Mais là ne se bornent pas les dérogations apportées aux programmes français. Il ne faut pas oublier que l'on est, en Alsace-Lorraine, en présence de l'école confessionnelle, où l'enseignement religieux est matière obligatoire d'enseignement : Le supprimer eût été à l'encontre des traditions et des croyances des contrées recouvrées. Aussi est-il resté dans les programmes, avec les quatre heures qu'on lui consacrait sous le régime allemand. Cet enseignement est donné en Allemand. En effet, dit-on, l'enfant ne connaît pas la langue française, il ne sait pas toute la force expressive ni même toute la signification des termes français ; l'allemand au contraire, lui, est plus familier ; il le comprend mieux. Or, c'est dans la langue qui l'atteindra le mieux qu'on doit enseigner la religion à l'enfant (1).

Aussi, pour accéder à cette demande, la circulaire

(1) Cet argument est mis en avant par le clergé de toutes les confessions, mais surtout par le clergé protestant : l'Allemand est pour lui la langue sacrée, la langue de Luther, dont les beaux psaumes perdent, traduits, toute leur saveur.

du 15 Janvier 1920 précise que l'enseignement religieux sera donné en Allemand.

Ces dérogations valent pour nos trois départements. Pourtant une circulaire, du 25 Février 1920, venait préciser que « les instructions concernant l'enseignement de la langue allemande dans les écoles lorraines ne doivent pas être observées dans les écoles de langue française. Dans les communes de langue française, il n'y a aucune place à faire à l'enseignement de l'allemand. » Le Directeur de l'Instruction publique de la Moselle faisait alors savoir qu'en conséquence « dans les communes de langue française, l'emploi du temps sera conforme à celui des écoles françaises (art. 9 et 19 de l'arrêté organique du 18 Janvier 1887) avec cette seule différence que 4 heures par semaine seront consacrées à l'étude de la religion » (1).

Telles sont les dérogations considérables apportées à nos programmes dans l'enseignement primaire. Pour le reste, dans l'enseignement primaire comme dans les deux autres ordres d'enseignement, on peut noter avec joie l'adaptation des cours à nos programmes. En parcourant les divers bulletins de l'Instruction Publique, on trouve des circulaires, fixant, comme à l'intérieur de la France, la rentrée des classes au mois d'octobre (elle avait lieu précédemment en Avril), supprimant les « congés de chaleur et de froid », établissant les congés scolaires tels qu'ils sont à l'Intérieur : une première circulaire (1^{er} Avril 1920) porte le nombre d'heures de classe des cours inférieurs des

(1) Département de la Moselle. *Bulletin de l'Instruction primaire*, Octobre-Novembre 1920, p. 177.

classes élémentaires de 22 à 25 heures ; puis, le 16 Octobre 1920, une autre circulaire réalise l'assimilation complète : « M. le Recteur a prescrit que le nombre des heures de classe, pour les enfants de 6 à 8 ans, serait de 30 heures par semaine comme dans toutes les écoles de France, à partir du 1^{er} Novembre (1) ». Une des dernières circulaires rectorales, du 23 Novembre 1921, institue les études surveillées dans les écoles primaires, et ajoute : « On voudra bien en règle générale, adopter, pour les études surveillées, les habitudes de l'Intérieur ».

Notre manière pédagogique étant introduite dans l'enseignement, on ne pouvait laisser subsister le régime des châtimens corporels, qui cadrerait si bien avec le système allemand. C'est ce que M. le Recteur de l'Académie de Strasbourg, dans une circulaire du 15 Février 1919, rappelée le 30 Octobre 1919, exprime ainsi : « Cette pratique, étant contraire aux habitudes de l'école française, je vous prie de donner au personnel placé sous vos ordres des instructions formelles en vue de sa suppression (2). » »

Ainsi le régime français était instauré en Alsace, et, cela, à la satisfaction générale. Nous n'avons, pour nous en rendre compte, qu'à nous rapporter à la session de Février 1920 du Conseil supérieur d'Alsace et de

(1) Bas-Rhin. *Bulletin de l'Enseignement*, Octobre 1920, p. 69.

(2) Ces circulaires paraissent ignorées du public, qui croit que les châtimens corporels sont encore en honneur dans les écoles : c'est l'erreur commise par M. Uhry à la deuxième séance de la Chambre des Députés du 12 Décembre 1921, et tout récemment encore dans un article de M. Hansi, occupant presque toute la première page du *Journal d'Alsace-Lorraine* du 16 Février 1922.

Lorraine, qui adopta ces conclusions : « Le Conseil supérieur exprime sa confiance dans les principes préconisés dans la circulaire récente, qui définit les modalités de l'enseignement du français et de l'allemand dans les écoles d'Alsace et de Lorraine... et se déclare convaincu que les méthodes françaises d'enseignement, par leur souplesse, peuvent donner satisfaction aux besoins variables des diverses communes d'Alsace et de Lorraine » (1).

Une autre question avait dû être résolue :

Qu'allait-on faire de certaines écoles qui n'ont aucun point commun avec aucun genre d'écoles françaises, en l'espèce les Mittelschülen. Ces Mittelschulen étaient instituées pour les enfants qui ne faisaient pas d'études, mais auxquels on voulait cependant donner un éducation supérieure à celle de l'école primaire. Elles recevaient des enfants de 8 à 14 ans. Ces écoles étaient interconfessionnelles.

On créa à leur place, ou plutôt à côté des Mittelschulen, des écoles primaires supérieures, qui n'existaient pas en Alsace ni en Lorraine. Ces écoles primaires supérieures absorbent petit à petit les Mittelschulen : celles-ci voient les plus âgés de leurs élèves sortir définitivement de l'école ou passer à l'école primaire supérieure, et on leur interdit tout nouveau recrutement. Dans quelques années, elles auront disparu. Si cette manière de procéder a soulevé les protestations de quelques extrémistes(2), elle a été en général acceptée favorable-

(1) Session du Conseil Supérieur d'Alsace et de Lorraine, Février 1920, p. 41.

(2) Voir *L'Elsasser* du samedi 11 Octobre 1919.

ment, ainsi qu'en témoigne le succès de nos écoles primaires supérieures : L'une d'entre elles, ouverte à Strasbourg en Octobre 1921, comptait déjà, en Janvier 1922, 180 élèves. Ces chiffres sont un argument plus fort que les protestations les plus véhémentes.

Notre organisation scolaire étant adoptée, on ne pouvait conserver les examens allemands. Ce furent naturellement les nôtres que l'on mit en usage, tout en faisant toutefois des sessions spéciales pour les enfants ou jeunes gens, qui, préparés sous le régime allemand, eussent subi, sans cette mesure, un préjudice considérable.

Naturellement aussi, la collation des grades est revenue à l'Etat seul : les établissements, publics ou privés, ne les confèrent plus. Dès 1919, il y eut une session d'examen du certificat d'études ; et un arrêté du 23 Septembre fixait au 21 Octobre 1919, « ouverture à Strasbourg d'une session d'examen pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire ». En 1921, 1834 enfants se présentèrent au certificat d'études, 194 à la première session du brevet élémentaire, 344 candidats furent, cette même année, reçus au baccalauréat, dont 25 jeunes filles, ce qui constituait, pour le pays, une nouveauté, les examens de jeunes gens et de jeunes filles y étant jusque là, nettement séparés... à l'allemande !

Tels sont les résultats obtenus. Ils prouvent que l'école française, non seulement est déjà acclimatée dans nos trois départements recouverts, mais qu'elle y fleurit même d'un bel éclat, et l'on peut dire avec M. Benjamin Valloton que : « Si les Allemands après

3 ans de travail avaient obtenu le quart des résultats atteints par l'école française en Alsace, le monde le saurait ; mais le français ignore l'art de la réclame (1) ». Donc, d'importants changements ont été effectués dans la méthode pédagogique. Mais n'y en a-t-il pas eu d'autres, et, pour respecter les traditions de nos frères retrouvés, nous sommes nous crus obligés de maintenir intacte la législation draconienne de l'enseignement, dont ils avaient la peu enviable possession ? Certes, il fallait agir avec prudence ; mais un lent travail de réadaptation est commencé, et il se poursuit de jour en jour.

Tout d'abord, il est un point que nous ne pouvions pas accepter : c'est que les enfants venus avec leurs parents de « l'Intérieur » (2) fussent contraints de suivre, dans l'Enseignement primaire, les cours d'instruction religieuse, qui sont obligatoires.

Toutes les convictions sont respectables, celles des libres penseurs comme celles des autres ; elles sont respectées en France depuis longtemps, et notre pays de liberté ne pouvait admettre que les citoyens venus pour leurs affaires ou pour leurs occupations en Alsace-Lorraine, ne pussent pas y trouver la garantie de tous les droits auxquels ils sont habitués. Aussi le 15 Mars 1920, une circulaire rectorale décida que les familles venues de l'Intérieur pourraient, sur leur demande, faire dispenser leurs enfants de l'Instruction religieuse. Cette

(1) Extrait des *Dernières Nouvelles de Strasbourg*. Rapporté par *L'Alsace-Française*, Décembre 1921.

(2) C'est ainsi qu'en Alsace-Lorraine on désigne le reste de la France,

mesure fut acceptée en général sans protestation. Mais là s'arrêta tout d'abord, dans l'enseignement primaire, la liberté. A une « question écrite » d'un parlementaire, le ministre répondait au début de 1921, qu'en Alsace-Lorraine « l'enseignement religieux est obligatoire pour tous les enfants au même titre que toutes les autres matières ; toutefois quand une famille de français de l'Intérieur demande que ses enfants soient dispensés de l'instruction religieuse, l'administration accueille toujours favorablement cette demande » (1).

Mais cette étape ne pouvait pas durer longtemps. Les libres penseurs demandaient par la voie de leur presse, si au nom des traditions de leur petite patrie, la liberté allait leur être refusée par leur grande patrie, le pays de la liberté ! Le 12 Décembre 1921, à la discussion du budget pour l'Alsace-Lorraine, M. Uhry posait courageusement cette question à la tribune de la Chambre (2) Il faut que nous sachions si les libres penseurs Alsaciens auront l'obligation, sous peine de prison, soit d'envoyer leurs enfants au catéchisme donné par le Curé, soit de leur faire donner l'enseignement religieux par le Pasteur, soit de leur faire donner l'enseignement religieux par le Rabbín. Il faut savoir s'il y aura en Alsace deux sortes de citoyens.... ».

M. SCHUMANN : Ce que vous dites est inexact.

M. UHRY... si par exemple, les fils de fonctionnaires venus de l'intérieur, les fils de préfets, les fils des direc-

(1) Rapporté par *Le Lorrain* du 11 Mars 1921.

(2) J. O. Chambre des Députés. 12 Décembre 1921. Deuxième séance, p. 4975 sq.

teurs des ministères ne recevront pas l'enseignement religieux, tandis que les Alsaciens ou les Alsaciennes qui, eux, ont eu l'honneur de naître en Alsace ou en Lorraine, seront obligés de suivre l'enseignement religieux.

M. GUY DE WENDEL : Cet enseignement est facultatif.

M. UHRY : Je voudrais connaître l'opinion de M. le Sous-Secrétaire d'Etat sur la question que je posais tout à l'heure, si, oui ou non, les fils d'Alsaciens libres penseurs sont obligés de suivre l'enseignement religieux.

M. GUY DE WENDEL : Eh bien non !

M. UHRY : Je vais vous répondre, mon cher Collègue, en vous lisant la délibération prise à la presque unanimité par le Conseil municipal de Guebwiller et la réponse qu'y a faite M. le Préfet de Strasbourg. Ce sera la meilleure réponse que je pourrai vous faire :

« Le Conseil municipal de Guebwiller a demandé à M. le Préfet de Strasbourg si les enfants de libres penseurs étaient obligés de suivre l'enseignement religieux et si, en cas de refus, ils seraient condamnés à la prison ».

« Voici la réponse du Préfet :

« En réponse à votre lettre du 16 Février 1921, N° 7.009, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans l'état actuel de la législation en Alsace et en Lorraine, la fréquentation de l'enseignement religieux est obligatoire pour tous les enfants d'âge scolaire, et, dans ces conditions, les parents ou tuteurs dont les enfants ou pupilles ne suivent pas cet enseignement seront

passibles des peines prévues par la législation en vigueur, c'est-à-dire la peine d'emprisonnement.

« Le Préfet : VALETTE. »

Mouvements divers

M. SCHUMANN. — Vous savez, M. Uhry, que si je prends la parole, ce n'est pas pour vous gêner.

M. UHRY. — Oui, je le sais.

M. SCHUMANN. — Mais je ne voudrais pas laisser la Chambre, ce soir, sous l'impression de ce que vous venez de dire.

M. UHRY. — Je vais continuer.

M. SCHUMANN. — La situation est en effet la suivante : Si les parents laissent leurs enfants suivre les cours d'enseignement religieux, ils sont naturellement tenus de les y envoyer régulièrement, comme aux autres cours scolaires. Ils ne peuvent pas, par un caprice quelconque, retenir momentanément leurs enfants, et troubler par là la bonne marche de l'école. Mais s'ils veulent obtenir, en principe, la dispense, ils l'obtiennent (*Applaudissements*)...

M. UHRY. — A Colmar, un membre de ma famille, a son fils à l'école... Ce père de famille a demandé officiellement que son fils soit dispensé de suivre l'enseignement du rabbin. La réponse du préfet a été identique à celle du préfet de Strasbourg : il a répondu que, dans l'état actuel de la législation, l'enseignement religieux est obligatoire...

M. Marcel HABERT. — Y a-t-il ou n'y a-t-il pas de dispenses ? Voilà ce qui nous intéresse.

Plusieurs membres au centre et à droite : Oui, il y en a.

M. UHRY. — M. Marcel Habert, je vous ai dit que, en ce qui me concernait, je ne pouvais mettre en doute la parole d'un collègue comme M. Schumann ; mais qu'à l'encontre de la parole de M. Schumann, je citais un fait qui s'est passé il y a huit jours, et la déclaration de ce préfet, selon laquelle il n'y a pas de dispense. »

Comme on le voit, la discussion avait été chaude, et la Chambre, ne semblait pas prête à admettre que l'enseignement religieux fût absolument obligatoire.

Le 18 Décembre 1921, la « Dépêche de Strasbourg » reproduisait la lettre du préfet de Strasbourg, citée par M. Uhry, et se plaignait qu'on eût arbitrairement créé deux classes de petits français : les esprits s'échauffaient ; il était temps de franchir une seconde étape dans le sens de la liberté !

Aussi, le 31 Décembre 1921, M. le Commissaire général de la République adressait aux préfets des trois départements la circulaire suivante :

« Il ne vous a pas échappé qu'au cours des récents débats, sur le budget d'Alsace-Lorraine, la Chambre des Députés a manifesté une certaine émotion quand on a affirmé que l'enseignement religieux était obligatoire dans les écoles, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'ordonnance du 18 Avril 1871. La Chambre a paru rassurée cependant par l'affirmation apportée par M. Schumann, député de la Moselle, que des dispenses étaient accordées.

« Il y a une indication dont nous devons tenir compte : Aux termes de l'ordonnance précitée, c'est à MM. Les Sous-Préfets qu'il appartient de statuer sur les demandes de dispense de la fréquentation scolaire,

demandes dont la dispense de l'enseignement religieux n'est qu'un cas particulier. Vous voudrez bien inviter ces fonctionnaires à examiner très attentivement, de concert avec MM. les Inspecteurs primaires, les demandes qui leur seraient adressées par les familles, en vue d'obtenir que leurs enfants soient dispensés de l'enseignement religieux. Cet enseignement reste obligatoire dans les écoles confessionnelles. Mais il convient d'accueillir les demandes de dispense avec le plus grand libéralisme, de façon à concilier l'observation de la loi sur l'obligation scolaire avec le respect de la liberté de conscience des familles. »

Il est probable que l'article de la loi de 1871 dont l'article 13 rend l'enseignement religieux expressément obligatoire — sur lequel s'appuie M. le Commissaire général dans sa circulaire — est le suivant :

Art. 5. — « L'instituteur peut accorder 3 jours de congé par mois. L'autorisation du directeur de l'Arrondissement est nécessaire pour les congés d'une plus longue durée.

« Les maladies et les événements de force majeure dispensent de la fréquentation scolaire. Les autres motifs d'absence seront soumis à l'approbation du directeur de l'Arrondissement. »

C'est pour s'appuyer sur un texte légal que M. le Commissaire général renvoie à cet article, qui ne paraît pas avoir été fait pour le cas édicté dans la circulaire.

C'est là un des malheureux effets de cette loi du 17 Octobre 1919 qui lie les mains des administrateurs. On ne peut, pour toute une série de petites réformes, demander une loi ; le Parlement ne peut pas unique-

ment s'occuper de l'Alsace et de la Lorraine ; en outre, il y a des cas spéciaux au sujet desquels il ne faut agir qu'avec modération ; une petite mesure passe doucement dans les habitudes si elle est introduite simplement ; mais si une loi doit intervenir obligatoirement, c'est l'opinion publique, avec toutes ses passions, qui s'agite, ce dont la crainte fait maintenir les pratiques routinières : En Alsace et en Lorraine, et, en particulier dans l'enseignement, où l'on ne peut opérer que par étapes insensibles, si l'on ne veut rester indéfiniment dans le pénible *statu quo* actuel, où la législation n'est plus allemande et où elle n'est pas française, il faut, à cause de cette loi de 1919, se résigner à cotoyer l'illégalité.

Ainsi, le libéralisme a commencé à se faire jour dans l'enseignement primaire élémentaire. Mais il a pénétré aussi dans la création toute française des écoles primaires supérieures : Celles-ci ont adopté entièrement le système français. Cependant, pour respecter les croyances des Alsaciens et des Lorrains, l'enseignement religieux est organisé dans ces écoles ; mais il est essentiellement facultatif. Dans les Mittelschulen, que remplacent ces écoles, l'enseignement religieux était obligatoire, quoique ces écoles fussent interconfessionnelles.

Pour ce qui est de l'enseignement secondaire, nous avons admis que, puisque cet enseignement, pour les enfants de 14 ou 13 ans, selon leur sexe, était essentiellement facultatif, l'enseignement religieux, qui en était un tranche obligatoire sous le régime allemand, pourrait être rendu facultatif pour les enfants ayant

dépassé l'âge de l'obligation scolaire. Cette mesure n'e fut pas d'ailleurs acceptée sans difficulté ; et le « Lorrain » écrivait à ce sujet (12 Février 1920) : « Il serait, en vérité, très simple et fort commode de supprimer purement et simplement, en vertu de prescriptions administratives, certaines institutions reposant sur une base légale, mais ne cadrant pas avec le système de tel ou tel chef.

« Jusqu'ici, l'Instruction religieuse avait un caractère obligatoire, quel que soit le culte dont il s'agissait... Et voici qu'on prend une décision illégale pour supprimer cette obligation... Le fonctionnaire qui a rendu la décision en question ouvrirait des yeux étonnés, si quelqu'un, agissant d'une manière logique, avait l'idée de demander l'exemption d'autres branches d'enseignement qui ne lui conviendraient pas. Or on le pourrait avec le même droit en vertu de cette décision arbitraire citée plus haut.

« Quelles que soient leurs dispositions intérieures envers la religion, nous demandons qu'ils respectent les lois qui existent encore ici et qu'ils ne transplantent pas de force chez nous leurs propres tendances à ce sujet. D'ailleurs on ne peut pas bien exiger de notre peuple (sic) le respect des lois et de l'autorité de l'Etat, si l'on est sans cesse obligé de rappeler à certaines administrations elles-mêmes le respect et l'observation des lois existantes. »

Quoi qu'il en soit, la pratique n'a pas varié, et l'enseignement religieux est resté facultatif pour tous dans l'enseignement, secondaire.

Un autre point où les deux législations diffèrent,

touchant à la liberté de l'enseignement, est l'âge auquel prend fin l'obligation scolaire : si pour les deux législations il est de 13 ans pour les filles, il est de 14 ans en Alsace, pour les garçons, et seulement de 13 ans en France. Y a-t-il eu réadaptation dans le sens de notre système ? Au contraire. Une circulaire rectorale a assimilé les enfants venus de l'intérieur aux enfants nés en Alsace-Lorraine : « Il y a un avantage évident à assurer la fréquentation scolaire des enfants venant de l'intérieur, dans les mêmes conditions que leurs camarades d'origine alsacienne-lorraine.

« En conséquence, les mêmes règles seront appliquées aux uns comme aux autres, même après l'obtention du certificat d'études primaires élémentaires » (Décision de M. le Recteur du 22 Octobre 1920) (1).

Il ne nous semble pas que cette décision s'imposait : c'est une aggravation de l'obligation, donc une atteinte plus grande à la liberté. De plus, cette décision ne semble-t-elle pas contraire à ce que l'on a fait dans l'enseignement religieux, pour les enfants de l'intérieur fréquentant l'école primaire ? Ceux-ci, dans cette dernière occasion, ont gardé leur loi personnelle : Est-il logique de leur appliquer la loi locale dans un autre cas ? Et dans ces conditions, comment savoir à quelle législation il faut se référer quand se présente une question à résoudre ! De plus, quelles difficultés cet enseignement jusqu'à 14 ans n'engendre-t-il pas, avec notre régime scolaire ! Prenons, par exemple, la

(1) *Bulletin de l'Instruction primaire*, département de la Moselle, Octobre-Novembre 1920, p. 180.

question des examens. L'ancien examen de sortie allemand, l'Entlassungsprüfung, subsiste. Il est passé, selon la loi, à l'âge de 14 ans pour les garçons. Or, notre certificat d'études peut se passer à l'âge de 12 ans révolus, voire même 11 ans et demi (circulaire ministérielle du 18 Mars 1921) : Comment obliger les enfants venus de l'intérieur à passer deux ans ou deux ans et demi sur les bancs d'une école, après avoir obtenu leur bâton de maréchal, puisqu'il n'y a plus pour eux d'examen probatoire de fin d'études ? Et comment même exiger cela des petits Alsaciens et des petits Lorrains, alors que l'Entlassungsprüfung est notoirement de valeur inférieure à notre certificat d'études ? Cela n'était pas possible ; aussi, « par une décision en date du 26 Avril 1921, M. le Recteur, directeur général de l'Instruction publique, a décidé que les élèves des écoles primaires, quelle que soit leur origine, ne subiront l'examen du C. E. P. que dans l'année où prend fin pour eux l'obligation scolaire » (1). Cette mesure est très compréhensible, vu la série des mesures déjà prises ; mais nous ne voyons ni dans la législation d'Alsace, ni dans celle de la France, quoi que ce soit qui puisse l'étayer.

D'ailleurs cette mesure en appelle d'autres, par voie de conséquence : On ne peut retarder jusqu'à 14 ans les enfants qui veulent entrer dans les écoles primaires supérieures. Or, l'accès à ces écoles a, pour condition, le certificat d'études primaires.

La circulaire prévoit le cas : « M. le Recteur a décidé que les élèves pourraient, dès l'âge de 13 ans, être ad-

(1) Bas-Rhin. *Bulletin de l'Enseignement*, Avril 1921, p. 70.

mis dans les classes d'enseignement primaire supérieur et de cours complémentaires sous la seule condition de subir un examen de capacité spécial. Cet examen aura lieu à la rentrée au siège de chaque école. Il y sera procédé par les professeurs de l'école, sous la présidence de l'Inspecteur d'Académie ou du directeur de l'établissement. Il appartiendra au conseil des professeurs de chaque établissement d'en prévoir chaque année les épreuves et les programmes qui seront soumis à l'approbation de l'Inspecteur d'Académie ».

L'Alsace et la Lorraine possèdent donc un examen de plus que le reste de la France, examen créé de toutes pièces par des administrateurs français !

Nous avons dit que l'Entlassungsprüfung subsistait pour les petits Français nés dans les pays désannexés. Cet examen a été sauvegardé comme conservant une interrogation d'enseignement religieux : Cette matière ne se serait plus comprise comme matière obligatoire d'enseignement si elle n'avait plus eu de sanction. Est-il cependant bien logique de faire subir cet examen à des enfants qui ont subi le certificat d'études primaires, qui est, nous l'avons dit, sensiblement plus difficile ? Même, l'Entlassungsprüfung ferait double emploi, pour l'enfant qui s'est présenté sans succès au certificat d'études, dans les matières où il a eu des notes moyennes ou bonnes. Il a donc fallu régler cette question en tenant compte de tous ces cas. On arrive ainsi à faire quatre catégories d'enfants (1) : 1° Ceux de l'intérieur, qui n'ont

(1) *Bulletin de l'Enseignement du Bas-Rhin*, Avril 1921, p. 71.

pas à subir l'Entlassungsprüfung : Ils peuvent subir, dans leur quatorzième année seulement, le C. E. P.

2° Ceux qui, quoique nés en Alsace-Lorraine, ont subi le C. E. P. avec succès : Ceux-là « seront dispensés de l'examen de sortie. Ils subiront seulement à l'époque de ce dernier examen une interrogation sur les matières du programme local qui ne figurent pas au programme du C. E. P. ».

3° Ceux qui, nés en Alsace-Lorraine, ont échoué au C. E. P. : ils « seront dispensés des épreuves de l'examen de sortie pour lesquelles ils auront obtenu une note passable (4/10 au moins) ».

4° Ceux enfin, nés en Alsace-Lorraine, qui ne se sont pas présentés au C. E. P. et pour lesquels l'Entlassungsprüfung subsiste en son entier.

Que l'on n'aille pas croire que nous énumérons ces dispositions pour les railler ou pour en faire la critique : Nous les approuvons au contraire, car elles répondent à un besoin trop évident. Ces mesures transitoires sont inévitables, et nous devons reconnaître que la tâche des administrateurs d'Alsace-Lorraine est extrêmement difficile, celle des administrateurs scolaires en particulier ; car c'est justement celle à propos de laquelle les discussions sont si vives et si passionnées. Ils ont à faire jouer ensemble deux législations, à les mettre d'accord, autant que faire se peut, à instaurer en même temps notre pédagogie française, tout en ménageant les susceptibilités et les intérêts légitimes, voire même les droits acquis de chacun. Nous leur rendons volontiers hommage pour tous les services qu'ils rendent à la cause de l'idée française ; mais nous regrettons qu'à

des administrateurs chargés d'une tâche déjà si lourde, une loi malencontreuse soit venue lier les mains, et ajouter de nouvelles entraves à l'exercice déjà si pénible de leurs fonctions.

Mais n'avons nous plus, dans les modifications apportées au régime scolaire d'Alsace-Lorraine, aucun autre progrès à signaler vers les tendances libérales ? Nous avons vu que le système pédagogique en usage avait été, dès le début de la délivrance de nos départements, le système français. Or ce système ne prévoit pas de la façon impérative qui caractérise les Allemands, quels seront obligatoirement la méthode et les programmes à suivre dans les institutions privées : il laisse cette prérogative au directeur. Il n'y avait pas de loi française pour imposer un programme aux écoles privées ; nous ne pouvions pas davantage nous appuyer sur une loi allemande, car il eût fallu appliquer alors toute la législation scolaire que nous venions de supprimer dans les établissements publics. On a donc laissé la liberté de leurs programmes et de leur méthode aux écoles privées. C'est ainsi que l'on a vu une institution de jeunes filles adopter le programme des lycées de jeunes filles, et une autre celui des lycées de garçons : C'est enfin la liberté.

Il faut remarquer d'ailleurs qu'en général, les établissements privés copient leurs programmes sur ceux des établissements de l'Etat : Certaines directrices sont même allées à l'Académie demander quel programme elles auraient à suivre. Tout étonnées et presque effrayées d'apprendre qu'elles étaient libres de s'en établir elles-mêmes un à leur gré, elles s'en furent chez la

directrice d'une école publique, qui voulut bien leur communiquer son emploi du temps. Ce calquage de l'enseignement privé sur l'enseignement public se comprend fort bien : Dans l'enseignement primaire, en effet, surtout dans l'enseignement féminin, dans les écoles publiques comme dans les écoles privées, le personnel enseignant se recrute le plus souvent dans les mêmes maisons de sœurs : elles ont reçu la même formation, et — nous avons lieu de nous en réjouir — une formation généralement très française.

De cette première étape vers la liberté en découle, pour les établissements privés, une seconde : Comment les inspecteurs pourraient-ils s'inquiéter de l'enseignement proprement dit, dans ces maisons où aucun texte ne fixe les matières à enseigner, dont le choix appartient au directeur ? Là encore on a adopté la manière française : l'inspection ne porte plus que sur les questions d'hygiène, de bonnes mœurs, et n'intervient dans l'enseignement proprement dit que pour s'assurer qu'il n'est contraire ni à la constitution ni aux lois. Quel progrès dans la liberté, en l'espace de quatre ans !

Dans la question du choix des livres, le *statu quo* a été conservé. Certains avaient cru que le système français de liberté était, sur ce point également, en vigueur. Mais une circulaire du Recteur de l'Académie de Strasbourg, parue le 9 Octobre 1919, est venue affirmer le contraire : « Mon attention a été appelée sur l'introduction, dans certaines écoles primaires, de manuels scolaires non autorisés.

« Je crois devoir vous rappeler que d'après la législation antérieure, toujours en vigueur, l'introduction

de nouveaux livres de classe, dans une école primaire ou secondaire, ne pourrait avoir lieu sans une décision spéciale de l'autorité universitaire. Par conséquent, les directeurs ou directrices d'écoles, avant d'introduire un nouveau livre dans leur établissement, devront adresser, par votre intermédiaire, une demande d'autorisation et y joindre un exemplaire de l'ouvrage proposé par eux. »

Cette résolution ne s'explique que trop aisément : A l'heure où se trouvent encore, en Alsace et en Lorraine, quelques éléments troubles, il faut prendre toutes les précautions possibles pour que l'esprit public n'en soit pas atteint. La mesure que nous venons de rapporter est une simple précaution.

Il est encore une autre question qui intéresse la liberté d'enseignement : c'est celle des conseils scolaires. Il y avait de ces conseils, nous l'avons vu, tant en Alsace-Lorraine qu'en France. En Alsace-Lorraine, c'étaient l'Oberschulrat, le Conseil départemental de l'Instruction publique, et l'Ortschulvorstand (comité scolaire local). En France, ce sont le Conseil académique, le Conseil départemental et la Délégation cantonale. Les premiers sont soumis à l'autorité administrative et ne sont que de simples conseils consultatifs ; les seconds sont des conseils dont les membres sont élus par leurs pairs et dont les attributions sont bien plus vastes et effectives que celles des Corps Alsaciens : Notre législation est, sur ce point, comme sur tous les autres, bien plus libérale que celle que l'autorité allemande avait imposée à nos pauvres départements annexés. Peut-on la leur appliquer ?

Les fonctionnaires qui composaient l'Oberschulrat ont repassé le Rhin à la suite de l'armée allemande : On ne pouvait vraiment pas reconstituer ce conseil avec des fonctionnaires français. D'un autre côté, toute élection est, sinon impossible, au moins difficile, avec un personnel scolaire tel qu'il est actuellement constitué et divisé. En effet, pour sauvegarder les « droits acquis » des fonctionnaires Alsaciens-Lorrains de l'enseignement, on leur a réservé un statut à part : Il y a, en Alsace-Lorraine, les maîtres de l'Intérieur et ceux du « cadre local » ; cette division bipartite du personnel enseignant a amené des heurts, des froissements entre chacune des deux classes d'instituteurs et de professeurs : l'élection, au Conseil académique, ne serait peut-être que la lutte entre les deux partis, ce qu'il convient d'éviter... Il n'y a pas à incriminer les intentions, qui nous paraissent absolument justes et raisonnables, et nous comprenons parfaitement la politique d'attente prudente pratiquée en cet endroit. Mais pour nous, qui, dans cette étude, avons à enregistrer les résultats obtenus, nous arrivons à cette conclusion, étonnante au premier abord, que notre législation essentiellement libérale, n'a rien mis à la place d'un embryon de conseil : Nous sommes donc ici en régression.

Le Conseil départemental de l'Instruction publique (Conseil Alsacien) n'a pas, quant à lui, cessé d'exister, en théorie du moins. Il n'était pas gênant d'ailleurs, puisqu'il était seulement consultatif et qu'il n'était consulté que lorsqu'il plaisait au gouvernement. En fait, depuis Novembre 1918, il ne s'est encore réuni qu'une fois, le 20 Septembre 1920, pour examiner la

proposition formulée par le Conseil municipal de Strasbourg, de rendre les écoles de cette ville interconfessionnelles (1). Depuis lors, il n'a plus été question de lui : C'est un conseil qui paraît à l'agonie. N'est-il plus besoin de lui ? en d'autres termes le Conseil départemental français fonctionne-t-il déjà normalement ?

Ici encore, hélas ! on s'est heurté à des difficultés ; on a voulu ménager les susceptibilités : « Il n'a pas paru possible, écrit *Le Lorrain* du 15 Mai 1920, de procéder à la constitution de ces conseils tels qu'ils existent dans l'intérieur de la France, en y faisant entrer des représentants du personnel.

« En effet, les instituteurs Alsaciens et Lorrains, au point de vue disciplinaire, continuent à relever des conseils de discipline prévus par les articles 87 et suivants de la loi locale du 31 Mars 1873. Il n'est donc pas admissible qu'ils participent à la nomination de délégués qui auraient à juger des collègues du cadre français, et à la juridiction desquels ils échapperaient eux-mêmes. De même les instituteurs Alsaciens et Lorrains avançant uniquement à l'ancienneté, il serait anormal de les voir contribuer à élire des membres d'un Conseil départemental qui attribueraient à leurs collègues des promotions au choix que leur propre statut ne prévoit pas.

« Il n'était pas opportun, d'autre part, de faire élire les représentants du personnel uniquement par les instituteurs du cadre français. Ces représentants sont élus pour trois ans. Or il est permis de supposer qu'à cette

(1) Le Conseil a d'ailleurs repoussé la proposition,

date, les deux cadres se seront fondus en un seul et qu'alors il sera possible d'appliquer complètement le système français. On ne pouvait, du reste, sans provoquer des protestations légitimes, donner aux instituteurs du cadre français une représentation élue, sans accorder la même prérogative à leurs collègues du cadre Alsacien-Lorrain. »

D'ailleurs, conclut le journal, dès que tous les instituteurs seront dans le même cadre français, ou même simplement la majorité des instituteurs locaux, le Conseil départemental intégral pourra être constitué de façon régulière.

Mais, en attendant, qu'a-t-on fait ? C'est un décret qui, le 12 Avril 1920, a réglé la question :

« Article premier. — Il est constitué dans chaque département du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, une Commission départementale composée ainsi qu'il suit :

« Le Préfet, président ;

« L'Inspecteur d'Académie, directeur du Service départemental de l'Instruction publique, vice-président ;

« Un Directeur d'Ecole Normale, une Directrice d'Ecole Normale, deux Inspecteurs primaires, deux Instituteurs titulaires publics, deux Institutrices titulaires publiques, désignés par le Recteur d'Académie, directeur général de l'Instruction publique.

« Art. 2. — En attendant que les Conseils départementaux puissent être constitués, cette Commission exercera provisoirement, tant en matière disciplinaire qu'en matière administrative, et en ce qui concerne le personnel de l'enseignement primaire du cadre fran-

çais, les attributions dévolues au Conseil départemental de l'enseignement primaire...

« La procédure sera celle qui est suivie dans les affaires analogues par le Conseil départemental. »

Regrettons, une fois de plus, sans insister davantage, la loi du 17 Octobre 1919, qui édicte que, si l'on peut introduire notre législation par décrets « ces décrets seront soumis à la ratification des Chambres dans le délai d'un mois » (art. 4) et qui, d'ailleurs n'a en vue que les institutions en vigueur à l'intérieur.

Ces commissions furent d'ailleurs constituées par les autorités scolaires dans l'esprit libéral le plus large : ce sont les personnes proposées par les diverses amicales qui eurent l'agrément de ces autorités. Les dites commissions se réunissent deux fois par an ; leur principale, pour ne pas dire leur seule occupation, consiste à arrêter la liste des propositions pour les promotions et pour les récompenses honorifiques (1).

Quant à l'institution de nos délégués cantonaux, elle n'existe pas encore. Par contre, l'Ortschulvorstand a subsisté : c'est toujours lui qui assiste à l'Entlassungsprüfung ; on emploie ses membres, comme on le fait des délégués cantonaux, pour l'examen du C. E. P.

Telle est, actuellement, le régime en vigueur en Alsace et en Lorraine.

Comme on l'a vu, il marque une amélioration sur l'ancien système, dans le sens de la liberté. Avec ce régime, les écoles privées, autorisées, se sentent en

(1) Voir Bas-Rhin : *Bulletin de l'Enseignement*, 1921. Suppléments, p. 191.

pleine sécurité. De plus, elles jouissent, pour leurs programmes, d'une liberté qu'elles ne connaissaient pas et qui n'est pas sans effrayer quelques unes d'entre elles : Aussi, ces écoles, satisfaites de leur sort, ne réclament-elles rien pour le moment.

Mais nous, pouvons-nous nous contenter de ce régime, qui n'est pas encore totalement français et qui ne laisse que par échappées percer notre grand principe de liberté ? Ne nous faut-il pas tendre enfin, le plus possible, à réaliser l'unité de législation jusque dans le système scolaire, et à faire nôtre, pour le point de vue qui nous intéresse, ces déclarations de M. Laugel (2) : « Actuellement, l'organisation administrative de l'Alsace n'est plus allemande, et n'est pas complètement française ; elle a pris une forme hybride, qui, à la considérer au point de vue régionaliste n'est pas sans intérêt, mais qu'il importe cependant de faire disparaître le plus rapidement possible ».

Nous approuvons tout à fait cette conclusion : il faut faire disparaître cette forme hybride qu'adopte en ce moment la législation d'Alsace-Lorraine en général, et celle de l'enseignement en particulier. Il faut le faire le plus rapidement possible. Mais une chose serait plus grave encore que la lenteur, c'est la précipitation. Il faut que notre législation vienne aussitôt que possible, mais il pourrait être dangereux de l'imposer trop tôt : Or, dans cette matière de la législation scolaire, pouvons nous aller trop vite ? Nous ne le croyons pas.

(2) A. Laugel : *Revue Hebdomadaire* du 20 Novembre 1920. Régionalisme Alsacien.

CHAPITRE III

Des Résistances à l'application de la Loi Française

Nous ne pensons pas que l'on puisse rapidement tout changer dans la législation scolaire d'Alsace-Lorraine. Quels sont donc, dans chaque ordre d'enseignement, les points délicats ?

Prenons tout d'abord l'enseignement supérieur. Nous avons vu qu'un décret avait organisé, à la manière française, les quatre Facultés de Droit, de Médecine, des Sciences et des Lettres. Une Faculté de Pharmacie a été créée depuis, et naturellement sous le régime des Facultés françaises. Mais il ne faut pas oublier que l'Université de Strasbourg ne comprend pas seulement ces cinq Facultés ; elle en comprend deux autres encore : la Faculté de Théologie Protestante et la Faculté de Théologie Catholique. Or, notre régime scolaire qui comporte avant tout, surtout dans l'enseignement supérieur, la liberté de conscience, ne se conçoit pas entretenant ces deux Facultés, dont le

but essentiel est la préparation au sacerdoce des prêtres et des pasteurs.

Il semblerait, à s'en tenir aux paroles prononcées par M. l'abbé Wetterlé pendant la guerre, le 25 Juin 1917, au Comité National d'études sociales et politiques, que la question pût être facilement résolue pour la Faculté de Théologie Catholique. Qu'en dit-il, en effet ? « Elle a été imposée par le gouvernement allemand en vue de germaniser notre clergé ; on ne nous a donné que des professeurs allemands. Et, de fait, la jeune génération du clergé n'avait plus du tout la même attitude que les hommes de mon âge, restés fidèles au souvenir français. Malheureusement, dans bien des circonstances, de jeunes ecclésiastiques, sortis de la Faculté, avaient commencé à fléchir au point de vue national. Ils nous revenaient plus tard, lorsqu'ils avaient pris contact avec la population ; mais je dois reconnaître qu'un certain nombre d'entre eux étaient imprégnés de l'esprit germanique. C'est pour cela que nous demandons qu'on nous débarrasse de la Faculté de Strasbourg, et qu'on nous ramène à notre institution du Grand Séminaire » (1).

Mais quand nos trois départements furent recouvrés, on se heurta, quand on arriva au fait et au prendre, à une grande résistance. Le 13 Janvier 1919, le journal « Der Elsasser » signale dans un article « A propos de la Faculté » l'opinion de l'abbé Delsor » : Il y a, à son avis, un intérêt capital pour l'Eglise Catholique,

(1) Abbé Wetterlé. *Bulletin du Comité National d'Etudes Sociales et Politiques* sur « la question religieuse en Alsace-Lorraine », (1917), p. 18.

comme pour l'Alsace-Lorraine, que la Faculté de Théologie Catholique soit maintenue à Strasbourg... La Faculté est l'œuvre d'un concordat, et personne sur terre ne peut être assez anticlérique... pour songer à la mise au rancart d'un Concordat, sans le pape. »

En Octobre 1919, l'*Elsasser* réclamait à nouveau « Pour l'Université de Strasbourg. » « Que l'on tienne compte des besoins spéciaux du pays dans toutes les branches de l'enseignement supérieur théorique et pratique, qu'on reconnaisse son droit à la conception chrétienne dans le sein des sciences de l'esprit, et que l'on conserve leurs places, dans l'organisme de l'Université, aux Facultés de Théologie. »

Donc, même pour cette Faculté de Théologie Catholique, on rencontrait des obstacles : Mais ceux-ci étaient bien plus importants au sujet de la Faculté de Théologie Protestante, et la Conférence d'Alsace-Lorraine, organisée pendant la guerre, avait reconnu : « Cette Faculté a, par la science de ses maîtres, jeté un vif éclat... Le maintien de cette Faculté réclamé par les protestants d'Alsace serait souhaitable... Pourtant si le maintien de la Faculté paraît impossible à cause de la séparation des Eglises et de l'Etat, la Faculté pourra se transformer par la loi de la liberté sur l'Enseignement Supérieur, en un établissement libre de Théologie Protestante... La nouvelle Faculté devra être reconnue d'utilité publique et continuer de recevoir des subventions de l'Etat, au moins pendant un certain délai (1) ». Cette conclusion était admise par la com-

(1) Ch. Pfister : Rapport sur l'Université de Strasbourg (1918), p. 71.

mission, qui la reproduisait dans l'article IV de ses propositions.

De même, alors que M. l'abbé Wetterlé déclarait sacrifier volontiers la Faculté de Théologie Catholique, M. le pasteur Roberty l'interrompait pour dire : « Pas la nôtre ! (1). » Ce à quoi M. l'abbé Wetterlé répondait : « Je ne parle pas de la Faculté de Théologie Protestante. Sur ce point, nous l'avons dit, nous soutiendrons complètement vos revendications, d'autant plus que la Faculté protestante ne demande que de très légers sacrifices à l'Etat, puisqu'elle est entretenue par l'œuvre de Saint-Thomas. »

Depuis la fin de la guerre, la Faculté de Théologie Protestante — comme la Catholique d'ailleurs — fonctionne normalement : Personne ne crie, parce que l'on ne cherche en aucun façon à la diminuer ou à la supprimer : mais si l'on paraissait porter atteinte à ce fonctionnement normal, il est certain que de véhémentes protestations retentiraient, et que la cause de l'esprit français n'y gagnerait pas.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, il semble que nous n'ayons pas à vaincre de grosses difficultés. La liberté sera certainement acceptée avec joie ; quant à la neutralité de l'Ecole secondaire, c'est un fait à peu près acquis : L'enseignement religieux, dès avant 1918, était interconfessionnel : il est toujours donné dans chaque classe, mais il est facultatif. Il est donné, comme dans les lycées français, par les ministres des différents cultes ; sur ce point, il ne reste plus

(1) Roberty : Bulletin déjà cité du Comité National d'Etudes Sociales et Politiques, p. 17.

rien à faire. En outre, si les familles désirent, pour leurs enfants, un établissement à tendances confessionnelles, il existe dès maintenant des écoles privées qui satisfont leurs désirs : il y a, par exemple, à Strasbourg, le Collège épiscopal Saint-Etienne, et le Gymnase Protestant, pour les garçons, et, pour les filles, l'Institution Notre-Dame et le Collège (protestant) Lydie Berger : Les difficultés semblent donc très réduites.

Cependant, même dans cet ordre d'enseignement, notre législation rencontrerait d'énormes obstacles du fait de notre législation de 1901 et de 1904 contre les Congrégations. Ces obstacles se retrouvent d'ailleurs à propos de l'enseignement primaire.

C'est dans ce dernier ordre d'enseignement que l'unification législative semble devoir être la plus longue et la plus difficile. En effet, nous nous heurtons ici à l'école confessionnelle. Or, si notre législation comporte la liberté de l'enseignement, elle comprend en outre, comme suite logique de cette liberté, la neutralité : l'école publique doit pouvoir recevoir les enfants de tous, sans violer les croyances d'aucun : l'école neutre est le moyen. Mais ce moyen répugne à la mentalité Alsacienne-Lorraine. Nous essayerons plus loin de dire pourquoi avec plus de détails. En tous cas, le fait est là : nos contrées recouvrées tiennent à la confessionnalité (1) de leurs écoles primaires publiques, et y porter atteinte brusquement nous paraît absolument impossible.

(1) Nous nous excusons de ce barbarisme, employé d'ailleurs couramment en Alsace-Lorraine, pour désigner le principe de l'école confessionnelle.

De plus, il y a, dans l'enseignement public et dans l'enseignement privé, un nombre très important de congréganistes, auxquels la population est très attachée. Or, ce fait est une violation de nos lois de 1886 à 1904, qui interdisent, la première, à un congréganiste d'enseigner dans une école publique, la seconde, à une congrégation de fonder un établissement d'enseignement de quelque ordre qu'il soit.

En outre, dans l'enseignement primaire, l'enseignement privé n'existait pour ainsi dire pas en Alsace-Lorraine. Il serait à former de toutes pièces, ce qui demanderait un temps appréciable, et, pendant ce temps, l'école neutre, l'école « sans Dieu », comme on l'appelle dans nos trois départements, serait l'école unique et jouirait de ce fait d'un monopole, intolérable à la population.

Vouloir réformer brusquement le mode actuel des écoles primaires, vouloir faire tout d'un coup accepter la nôtre par l'Alsace-Lorraine, serait sans aucun doute provoquer un soulèvement de la population. D'ailleurs, nous sommes convaincus que c'est relativement à l'enseignement primaire que se trouvent les difficultés profondes : Si elles étaient résolues pour l'enseignement primaire, elles le seraient pour les deux autres ordres d'enseignement. Cette vérité est presque évidente pour l'enseignement secondaire, où les seuls obstacles rencontrés sont une partie de ceux qui se présentent pour l'école primaire ; mais cela est vrai aussi pour l'enseignement supérieur, au moins en grande partie, car si on lutte avec ardeur dans les Facultés pour le maintien du statu quo, c'est avant tout

parce que l'on redoute que la transformation de l'enseignement supérieur ne soit la brèche par laquelle on tenterait de faire pénétrer la législation de l'Intérieur, y compris notre législation sur l'enseignement primaire. C'est ainsi, nous semble-t-il que se pose la question.

Tels sont les obstacles qui se dressent contre l'établissement de notre législation scolaire en Alsace et en Lorraine. Sont-ils aussi sérieux qu'on veut bien le dire ? Est-il bien certain que nous rencontrerions une hostilité irrésistible à nos institutions ? Nous le croyons, et nous le croyons parce que nous en avons des preuves.

Nous ignorons, en général, à l'Intérieur, ce qui se passe en Alsace-Lorraine. Nous imaginons volontiers que nos deux chères provinces nous sont revenues avec nos habitudes, nos tendances, notre esprit et que les difficultés possibles, entre elles et nous, sont négligeables. De plus, au milieu de toutes les graves questions qui agitent aujourd'hui le monde, celles d'Alsace-Lorraine passent à l'arrière-plan ; la Presse, sauf la presse régionale, n'en parle pas. Nous ignorons ce qu'on pense en Alsace, nous ignorons l'Alsace, et cette ignorance risque d'être, entre nos frères des départements recouvrés et nous, la source de graves dissentiments. C'est avec raison qu'à propos d'une manifestation vraiment imposante en faveur du statu quo scolaire, sur laquelle la presse parisienne, sauf le journal « La Croix » avait fait le silence, M. le chanoine Delsor écrivait : (1) « Nous ne pouvons pas nous défendre de l'idée que nous nous trouvons là en présence d'une conjuration,

(1) *Revue Catholique d'Alsace*, Mai 1921.

d'un système savamment organisé, et, nous n'hésitons pas à dire d'un complot criminel. Car nous ne trouvons pas d'autres termes pour caractériser cette falsification de l'opinion publique française : la question scolaire et religieuse est une question capitale pour la politique française dans les provinces reconquises. C'est une lâcheté de ne pas oser le dire, c'est une faute impardonnable de ne pas éclairer l'opinion publique sur les erreurs à éviter et les intérêts à ménager. En tous cas, le gouvernement ne peut pas ignorer une manifestation aussi significative et passer à l'ordre du jour sur les résolutions qui y ont été prises à l'unanimité ».

Essayons donc de voir quelques-unes de ces manifestations de l'opinion publique en Alsace-Lorraine en ce qui concerne la question scolaire. Examinons tout d'abord la raison du maintien de l'entité « Alsace-Lorraine » (1).

Lorsque, en 1870, le vainqueur nous ravit la valeur de trois départements, ils ne s'inquiéta nullement de savoir si les habitants avaient mêmes goûts, même tempérament, mêmes affinités. Il avait besoin de ces contrées, il les prenait, sans s'occuper de quoi que ce fût. Mais en fait, il y a là deux contrées distinctes, l'Alsace d'une part, la Lorraine de l'autre, l'une qui a son centre à Strasbourg, l'autre qui est attirée vers Nancy et Metz : contrées dont les habitants ont des coutumes et des dialectes différents, et dont les affinités

(1) Pour ne pas laisser à nos départements recouvrés ce nom qui sentait vraiment trop son origine allemande, nous avons ajouté une conjonction : Alsace-Lorraine est devenue « Alsace et Lorraine ».

sont très réduites, même au point de vue intérêt : la preuve en a été faite encore en Janvier 1922, au Conseil consultatif pour l'introduction des lois françaises en Alsace et Lorraine, au sujet du réseau ferré Alsacien-Lorrain : tandis que les conseillers généraux d'Alsace votaient pour le statu quo, tous ceux de la Moselle, sauf un, votèrent pour le rattachement du réseau à celui de l'Est.

Après 1870, pour faire front contre l'Allemagne, le péril et le malheur unifièrent ces deux provinces, de même qu'une législation unique les régissait. Mais aujourd'hui que nos trois départements nous ont été rendus, que la nécessité de l'alliance disparaît, la partie de la Lorraine autrefois enlevée à la mère Patrie veut se détacher de l'Alsace ; elle ne se confond avec l'Alsace que pour la législation Allemande. Si le Haut-Rhin et le Bas-Rhin s'accommodent assez facilement de la situation actuelle, il n'en est pas de même de la Moselle : la preuve en est facile à donner par ce vœu de l'Assemblée départementale du 4 août 1920 : « Le Conseil général de la Moselle considérant que l'Alsace-Lorraine est une entité factice, qui a heureusement perdu toute raison d'exister,

« Qu'il convient seulement de conserver dans les provinces qui en faisaient partie les lois et institutions particulières répondant aux sentiments et aux intérêts de la population, émet le vœu :

« Que le département de la Moselle reprenne progressivement et aussitôt que possible sa place indépendante dans le sein de la patrie française. »

Ce vœu est net ; il a été émis il y a plus de dix-huit

mois. La reprise de la « place indépendante » de la Moselle « dans le sein de la Patrie Française » est-elle plus avancée ? Pas beaucoup. C'est toujours de Strasbourg que lui viennent les ordres.

Comment se fait-il donc qu'une poussée de l'opinion n'ai pas hâté ce mouvement ? L'opinion était si nette ! C'est à cause des « lois et institutions particulières répondant aux sentiments et aux besoins de la population », c'est-à-dire surtout et avant tout, des lois scolaires et religieuses. La population a eu peur que le retour au système départemental intégral ne soit le début de l'unification absolue de la législation, et cette crainte l'empêche de réclamer qu'on la débarrasse enfin de ce qui lui semble être pour la Lorraine une infériorité vis-à-vis de l'Alsace. La Moselle aspire à être gouvernée par Paris et non par Strasbourg ; mais elle redoute que la disparition de l'entité Alsace-Lorraine n'entraîne celle de toutes ses lois locales et en particulier de ses lois scolaires et religieuses : entre deux maux, elle choisit celui qui lui semble le moindre, tout en aspirant à ne plus dépendre de Strasbourg.

« Nous pouvons certifier que l'esprit particulariste et la barrière morale rêvée par d'aucuns entre la France et les provinces reconquises, et que nous voulons détruire, auront vécu le jour où la pleine confiance des cœurs viendra parachever la confiance de nos soldats et consacrer les désirs et les efforts de quarante années d'un clergé cordialement haï par les Allemands » (1).

(1) *Le Lorrain*, 17, 18 Juillet 1921. La Question religieuse, par Ch. Ritz.

Le 15 Novembre 1919, nos trois départements recouvrés eurent le bonheur, pour la première fois depuis la délivrance, d'avoir à élire des représentants aux Chambres françaises. C'était pour eux la première occasion qui se présentait de manifester clairement et nettement leur volonté sur toutes les questions qui les intéressaient. Ils n'y manquèrent pas, et cette volonté s'est affirmée dans le domaine scolaire.

Le 18 Octobre 1919, un grand parti, l'Union populaire républicaine alsacienne (l'U. P. R.) qui prit une grande part aux élections, (sur 9 députés du Bas-Rhin, 5 sont de l'U. P. R.) établissait son programme. Dans celui-ci, la question scolaire est examinée tout au long : « L'éducation de la jeunesse doit être conduite dans l'esprit de la religion. Aussi, réclamons-nous le maintien de l'Ecole Confessionnelle, ainsi que l'enseignement religieux comme matière d'étude dans tout le système scolaire, en tenant compte de la liberté de conscience des parents qui ne font partie d'aucune religion, et le maintien des relations entre l'Eglise et l'Etat.

« Mais l'école confessionnelle n'a aucune valeur réelle si le personnel enseignant n'a été éduqué dans le sens et l'esprit de la religion. Aussi, nous refusons l'interconfessionnalité et la laïcisation des écoles préparant les maîtres, ainsi que la nomination des maîtres et surveillants, qui ne pourraient agir dans l'esprit de l'école confessionnelle.

« Nous réclamons que les membres de la société ecclésiastique puissent exercer leur ministère dans les écoles publiques et privées,

« L'Union Populaire Républicaine Alsacienne réclame en outre la complète liberté d'enseignement à tous les degrés et la complète égalité des écoles libres et des écoles d'Etat (1) ».

Le manifeste demande en outre le maintien des Facultés de Théologie Catholique et Protestante.

Par la longueur de ces commentaires, sur la question scolaire, on peut juger à quel point cette question intéresse, passionne le public en Alsace.

Ce parti fusionna avec deux autres, pour s'assurer une majorité plus solide dans les élections de 1919 et 1920. Son programme y perdit beaucoup en netteté : On s'entendit sur cette formule simple : « On ne touche à rien dans les écoles, et on laisse tout en état pendant la première législation » (2).

Le 16 Novembre, la liste tout entière soutenue par l'U. P. R. était élue, portée à la Chambre, tant dans le Haut-Rhin que dans le Bas-Rhin. Le premier élu, dans le Bas-Rhin comme dans le Haut-Rhin, était membre de l'U. P. R.

Si en Alsace, par suite de cette fusion de partis, l'opinion de la majorité ne se dégage pas nettement, la situation est bien plus nette dans la Moselle. Le parti le plus important qui dirigea les élections fut l'Union

(1) *Der Elsasser*, 13 Oct. 1919.

(2) Voir à ce sujet les procès-verbaux du Conseil supérieur d'Alsace et de Lorraine, session de Février 1920, p. 5 et sq. Chose curieuse, on cherche vainement le programme écrit de ce bloc : les nombreux journaux qui le soutenaient n'en donnent point.

Républicaine : La question scolaire fut naturellement un point qu'elle débatit : « Lors de l'établissement du parti de l'Union Sacrée en Lorraine, celui de l'« Union République », quand on en est arrivé au chapitre de l'école, nos hommes politiques — et le président a eu bien soin de le faire ressortir — ont discuté à fond cette grave question. Je puis affirmer que c'est le point qui a été le plus courageusement approfondi, la question qui a été le plus examinée sous toutes ses formes et sur laquelle l'unanimité des membres présents a été absolue. Cet article du programme, qui exprime l'opinion des hommes politiques de toutes les confessions et qui réflète la pensée du pays est ainsi conçue :

« Maintien à l'école de son caractère éducateur actuel sur le terrain national, social et confessionnel conforme à nos traditions (1) ».

Ce programme, pour être court, est aussi net que celui de l'U. P. R. alsacienne : Va-t-il disparaître pour les élections ? Aucunement. C'est la même formule, reprise par tous les candidats de l'Union Républicaine Lorraine : « Maintien à l'Ecole de son caractère éducateur sur le terrain national, social et confessionnel, conformément à nos traditions ».

Le 16 Novembre, le scrutin venait apporter le verdict de l'opinion publique : Sur 93.904 votants, *le dernier* de la liste de l'Union Républicaine Lorraine obtenait 60.865 voix. Le premier socialiste n'en obtenait que

(1) *Le Lorrain*, 26 avril 1919. « L'Introduction des lois françaises et l'Ecole ».

27.034, et le premier de la ligue Républicaine Lorraine 6.963 ! Nous nous en voudrions d'ajouter aucun commentaire à ces chiffres.

Que l'on n'aille pas croire que l'opinion de l'Alsace-Lorraine a beaucoup varié depuis ces deux ans : Il n'y a d'ailleurs, pour en juger, qu'à voir les élections partielles qui ont eu lieu il y a peu de temps en Alsace et en Lorraine : Le 12 Février 1922, dans le département du Bas-Rhin, le candidat de l'U. P. R. alsacienne était élu conseiller général de Soultz contre un socialiste et un républicain radical. Le 26 Février 1922, en remplacement du regretté chanoine Collin, comme sénateur, le candidat le plus conservateur a été choisi ; le 4 Avril, enfin un membre de l'U. P. R. était élu conseiller général de Ribeauvillé par 1.566 voix contre 1.084 à son concurrent : la tendance reste donc bien la même : dans le domaine scolaire, c'est le maintien de l'Ecole Confessionnelle.

Si ces élections expriment bien l'opinion de la majorité en Alsace et en Lorraine, et si elles prouvent les difficultés que nous rencontrerions à vouloir changer brusquement de système scolaire, nous en trouvons une nouvelle preuve dans la campagne de presse qui s'est déroulée depuis trois ans pour le maintien de ce système.

Il y a, dans le chef-lieu de chaque département, un journal, de langue allemande, qui s'est donné pour programme le régionalisme intégral, et qui mène une campagne en faveur du statu quo, mais surtout au point de vue religieux et scolaire. Et les articles sur la question sont nombreux.

Prenons comme exemple le journal de Strasbourg « Der Elsasser ». Dès le 13 Janvier 1919, il demande le maintien de la Faculté de Théologie Catholique « œuvre d'un concordat » Le 21 Janvier, dans une lettre ouverte à M. Clémenceau, la critique s'élève contre « l'agitation de la ligue de l'enseignement et son programme gros de menaces ». Sommes-nous donc menacés, ajoutait la lettre, de la triste et stérile agitation religieuse ?

Le 15 Février, dans l'article « Notre nouveau parti », on peut lire : « Nous sommes contre cette opinion que, ici, dans la contrée, la religion doit être bannie de l'Ecole. Au contraire, nous aimerions avoir l'école confessionnelle comme règle dans toute la France » et le 21 mai : « Que voulons-nous ? Non pas qu'on nous donne ce qui ne nous appartient pas, mais qu'on nous laisse ce que nous avons depuis longtemps déjà ! (article intitulé : « Pour l'Ecole confessionnelle »).

Voilà la tendance : C'est l'intransigeance dans le maintien du *statu quo*. Intransigeance souvent manifestée ! Nous sommes loin en effet de rapporter ici tous les articles sur l'Ecole confessionnelle parus dans le premier semestre de 1919 par « l'Elsasser ». Il ne faudrait pas croire non plus que cette campagne de presse eût pris fin en 1919. Que l'on ne croie pas surtout que le langage de ce journal est toujours aussi... modéré. Le 8 Mai 1920 paraissait un article intitulé : « La Question Scolaire. Combien de temps encore ? » qui s'exprime ainsi : « Restez en route avec un tel système éducatif (celui de la France) hors d'Alsace et de Lorraine, qui, dans sa majorité, pense et sent encore chrétienne-

ment et veut savoir chrétienne la génération qui vient ».

Le 26 Août, le même journal écrivait : « Nous refusons l'école socialiste sans religion et l'école libérale interconfessionnelle. Nous voulons — je dis « nous voulons » nous ne prions pas — pour nos enfants une école catholique. Pour l'esprit et le caractère de l'école, les parents et eux seuls ont à décider ».

Le 31 Décembre, les partisans de l'école neutre sont accusés de travailler « contre le bien de la patrie ». Nous nous abstenons naturellement de mentionner ici les attaques dirigées personnellement contre certains membres du corps enseignant, que l'on a la tristesse de voir désignés nommément dans ce journal.

Mais ces échantillons suffisent à montrer que le ton de ce journal manque non seulement de courtoisie, mais surtout de pondération et de l'esprit de conciliation.

En 1921, on peut encore faire les mêmes citations qui deviennent monotones : articles du 18 Janvier sur « l'Ecole confessionnelle menacée » du 24 Janvier sur « la question scolaire, contre la cléricaille » (en français dans le journal). Citons encore les articles des 11, 17 et 22 Juin, attaquant l'école neutre selon le système français, un article du 23 Novembre sur « La pensée de Dieu et l'Ecole »... La lutte pour l'Ecole confessionnelle continue.

Mais, dira-t-on, c'est là un journal de langue allemande, à tendances régionalistes extrêmes... Soit ; prenons donc un journal de langue française, « Le Lorrain », par exemple qui n'est pas un journal extré-

miste : le ton est plus calme ; les articles attestent plus de réflexion et de modération : l'opinion n'en est que plus certaine. Or que dit-il sur la question scolaire ? Il s'en occupe longuement dans un article du 26 Avril 1919, intitulé « l'introduction des lois françaises à l'école » :

« Dans l'enseignement, le gouvernement a laissé et laissera encore un certain temps fonctionner la machine administrative sans bouleversement trop brusque dans nos habitudes, et sans vouloir remplacer à brûle-pourpoint des créations dont beaucoup, ont, somme toute, fait leurs preuves...

« Nous avons signalé déjà quelques unes des lois de l'époque antérieure qui demandent à être respectées dans notre statut de demain. Pourquoi la loi scolaire qui a maintenu ici la pacification des esprits, ne serait-elle pas aussi bien une de ces lois que celle concernant l'assurance sociale contre la maladie, qu'a spécialement mentionnée M. Millerand ?...

« La formule de notre loi scolaire définitive devra être discutée, et les catholiques, aussi bien que leurs frères des autres confessions, sont, les premiers, désireux de collaborer de toute leur âme de Français à l'établissement de ce statut que nous voudrions large et généreux, au point que tous les Français pussent y trouver la réalisation de leurs idées concernant l'éducation de l'enfance. Ici, notre peuple a déjà déclaré dans quel esprit il entrevoyait la solution de cette grave question. »

Cet article est calme, pondéré : la tendance en est-elle moins nette ? Ce n'est pas d'ailleurs un article

isolé. Citons entre autres l'article de M. le chanoine Collin, du 7 Mai 1919, intitulé « La Lorraine et l'Alsace sont-elles satisfaites ? » « Nous n'avons pas cédé, écrivait le chanoine Collin, à la suggestion de nous adresser aux Alliés de la Conférence, par exemple aux Américains, pour obtenir que nos droits à l'Ecole confessionnelle soient reconnus dans le protocole des conditions de paix : Nous ne croyions pas pouvoir pour cela nous adresser à des étrangers. Nous avons confiance dans la France, et cette confiance dure, malgré les agissements de certains fonctionnaires ; mais il ne faudrait pourtant pas qu'ils puissent continuer longtemps et impunément leurs errements : Notre peuple regarde et attend. Ne jetons pas un nuage sur sa confiance ».

Le 9 Mars 1920, dans l'article « Demain » *Le Lorrain* affirme une fois de plus que les « grands intérêts moraux de l'Eglise et de l'Ecole chrétienne lui tiennent plus particulièrement à cœur ». « Nous voyons tous les jours les brèches faites, hélas ! par la force même des choses à ce que nous appelons l'Ecole confessionnelle. Ce très grave problème nous préoccupe par dessus tout... ».

« A notre époque tourmentée, conclut-il, en face du socialisme, de l'internationalisme et du bolchevisme menaçants, nos âmes de patriotes ne voient de salut que dans le développement d'une vie morale intense, chrétienne, dans les esprits et dans les cœurs. »

Nous pourrions citer bien d'autres extraits, multiplier les exemples, examiner d'autres journaux : La grande majorité d'entre eux réclament le maintien de l'Ecole confessionnelle. Citons, pour terminer, les

« Dernières Nouvelles de Strasbourg » (1), qui écrivait il y a peu de temps : « Nous avons un sujet permanent de mécontentement, c'est le peu de cas que l'on fait de nos légitimes susceptibilités en matière scolaire. On veut faire de l'école une arme de combat contre nos croyances ; cela nous ne l'admettrons jamais. Des engagements ont été pris ; nous exigerons qu'ils soient tenus ».

La Presse — et, par conséquent, l'opinion — est si susceptible dès qu'on parle de l'Ecole confessionnelle, qu'un rien, un article paru dans un journal, la met en ébullition : Tel fut le cas, par exemple, pour la « Lettre libre » que M. Lavisce fit paraître dans « Le Temps » le 28 Février 1921.

Dans cette lettre, M. Lavisce fait d'abord deux constatations : « Par une ordonnance du Statthalter d'Alsace-Lorraine, comte de Bismarck-Bohlen, publiée en Avril 1871, le régime de l'Ecole confessionnelle et obligatoire a été introduit en Alsace », donc l'enseignement religieux a été rendu obligatoire sous menace des mêmes peines que tout le reste de l'enseignement ; puis il ajoute que « le Ministre du culte a autorité sur l'école ; il en est l'inspecteur permanent : l'instituteur est son subordonné ; il a, d'ailleurs, été préparé à l'obéissance, étant ancien élève d'une école normale, laquelle est confessionnelle aussi ».

Ces faits posés, M. Lavisce examine notre régime scolaire, qui respecte la liberté des familles et des maîtres, qui peuvent être sans religion : « le régime confes-

(1) Rapporté par *L'Alsace Française* du 3 Décembre 1921.

sionnel porte atteinte à ces libertés ». De plus, « le régime confessionnel accentue les divergences religieuses ; il les perpétue... Notre régime tend à les atténuer. L'idée dont il s'inspire est celle-ci : La religion est affaire non d'Etat, mais de conscience. D'ailleurs, les écoliers, à quelque religion qu'ils appartiennent, ont de communs devoirs : les éternels devoirs envers la famille, envers leurs concitoyens, envers la patrie, envers l'humanité. Ces devoirs, l'école publique les enseigne à ses élèves ; elle leur montre par là même en quoi ils sont semblables les uns aux autres, semblables fraternellement. Et cette idée est bienfaisante et haute. La France, en la réalisant, est une devancière ; lui demander d'y renoncer, c'est lui proposer une régression ; c'est lui faire injure ».

Après avoir ensuite repoussé la tendance des régionalistes impénitents à faire de l'école d'Alsace-Lorraine « une école allemande où l'on enseignerait le Français », M. Lavissee conclut : « Mais, en attendant, les extrémistes cléricaux font beaucoup de mal. Ils considèrent l'instituteur français comme l'ennemi de la religion ; ils le poursuivent de leur haine. Contre lui, ils se servent de toutes armes. Ils disposent, à quelques exceptions près, des journaux alsaciens de langue allemande ; et la presse allemande outre-Rhin signale et reproduit avec joie les attaques, les injures, les calomnies contre notre langue, nos maîtres, notre administration, tout ce qui est de France.

« Certes, en cette question, il faut agir avec des ménagements, le profond amour que nous professons pour les provinces rentrées dans la Patrie nous le com-

mande. Il faut se garder de procéder hâtivement, par à coups, qui auraient un air de violence. Nous devons *diriger une évolution*, prévoir qu'elle sera lente, et même que des transactions pourront s'imposer. L'essentiel est que tout le monde sache en Alsace, dès maintenant, où tend cette évolution, que les confessionnalistes extrémistes n'arrêteront pas. »

Qui pourrait, semble-t-il, ne pas approuver ces conclusions si sages, si modérées, si opportunistes ? Et pourtant quel tollé dans la presse alsacienne !

Le 2 Mars, « Le Lorrain » ouvrait la campagne par un article auquel il n'y a rien à redire. Il défend son opinion, simplement et posément : « On pourrait souscrire entièrement à ce que dit l'éminent académicien si l'expérience ne venait pas, très souvent donner tort aux plus parfaits raisonnements... De plus, en religion comme en politique, il n'existe pas de neutres au vrai sens du mot. En ces matières, c'est le cas de rappeler le fameux : « Qui n'est pas avec moi est contre moi ». Tout le monde n'a pas, pour l'opinion adverse, le respect que lui accordent généralement les académiciens ».

Mais ce n'était là qu'une escarmouche. Les 3 et 4 Mars, « L'Elsasser Kurier » fulminait contre M. Lavissee et son article : « Nos lecteurs voient, disait-il, quel ignorant nous avons devant nous ». Le 11 Mars, « L'Elsasser » tonnait à son tour : « Sur toute la ligne, du *Temps* au journal communiste *L'Humanité*, la lutte a commencé contre l'Ecole confessionnelle. Dans le *Temps*, écrit un professeur de l'Académie, M. Lavissee, qui, dans un article exubérant d'ignorance et d'incompréhension historiques, utilise tout l'arsenal de la loge

maçonnique contre « l'Ecole confessionnelle apportée par les Allemands » dans laquelle le prêtre doit être le seigneur et l'instituteur l'instrument commode et sans volonté du curé ».

« Le Lorrain » lui-même sortait de sa réserve coutumière et combattait la lettre de M. Lavissee dans trois nouveaux articles parus les 5, 7 et 12 Mars.

Son article du 7 nous explique l'accusation d'ignorance portée contre l'éminent Académicien : « Nous regrettons, certes, de nous inscrire en faux contre les deux assertions historiques (école confessionnelle introduite par Bismarck-Bohlen, curé ayant autorité sur l'instituteur) sur lesquelles M. Lavissee a édifié le reste de sa thèse que nous examinerons dans la suite. Mais la vérité nous est plus chère encore que la personnalité et la haute science de M. Lavissee.

Il a dû être mal renseigné par ceux qui mettent leurs passions anticléricales plus haut que l'histoire, la science et... la France ; mais ce n'est pas là une raison pour nous de nous incliner. » Il fait alors remarquer que Bismarck-Bohlen, qui n'a jamais été Statthalter, n'a pas rendu l'école confessionnelle : elle l'était déjà depuis 1850 ; puis il nie que l'école soit sous la dépendance du curé.

Certes, M. Lavissee a octroyé à Bismarck-Bohlen un titre qui ne lui appartenait pas ; mais, à part cette erreur de mot, a-t-il commis les deux erreurs de faits qu'on lui attribue ? M. Lavissee a écrit que Bismarck-Bohlen a introduit en Alsace-Lorraine « l'Ecole confessionnelle et obligatoire ». N'est-ce pas exact ? Certes,

l'Ecole confessionnelle date de 1850. Mais à ce moment, elle n'était aucunement obligatoire, elle ne violait donc pas la liberté de conscience des parents. Ce qui viole cette liberté de conscience, c'est l'Ecole confessionnelle obligatoire introduite par Bismarck-Bohlen. D'ailleurs, l'éminent rédacteur du *Temps* eut-il commis l'erreur qu'on lui reproche, en quoi cela avancerait-il ses adversaires ? Ce n'est pas sur le fait que l'Ecole confessionnelle est d'origine allemande que M. Lavissee « a édifié le reste de sa thèse », mais, comme on a pu le voir dans le résumé que nous avons fait de son article, sur celui-ci — incontestable et incontesté — que l'Ecole confessionnelle est obligatoire : il y a là une légère différence.

Pour ce qui est de la prédominance du curé ou du pasteur à l'école, rappelons seulement quelques faits : l'enfant qui se destine à être instituteur, après avoir passé trois ans dans une école préparatoire confessionnelle, entre à l'école normale... confessionnelle, ainsi que le dit M. Lavissee. Dans cette école, où il reçoit un fort enseignement religieux, il doit assister aux offices du culte plusieurs fois par semaine. Quand enfin arrive le moment de subir l'examen de sortie, il trouve, dans le jury, un représentant de l'évêque ou du Consistoire, qui l'interroge en matière religieuse et l'investit en quelque sorte dans la charge de donner à ses futurs élèves l'enseignement religieux : Est-il donc extraordinaire, n'est-il pas au contraire tout naturel, que, de par tout son passé, l'instituteur soit « homme d'église », moralement « subordonné » au ministre du culte qui a le droit de surveiller les écoles au point de vue religieux ? Nous nous excusons de cette longue digression ;

mais la vérité ne nous est pas moins chère qu'au « Lorrain ».

Le 12 Mars, enfin, cloturant sa série d'articles contre M. Lavissee, « Le Lorrain » — répétons encore qu'il ne faut pas voir en lui un journal à tendances extrémistes — proclamait « la République est et doit être la chose de tous, l'expression agissante de la volonté de tous. Et voilà pourquoi en affirmant avec M. Lavissee que les religions et confessions ont droit à la liberté, nous protestons ici, d'accord avec nos frères de France, contre la prétention de la religion laïque de devenir religion d'Etat et de requérir, pour son intérêt particulier, la puissance publique ».

Avouons que nous n'aurions pas découvert tout seuls cette prétention dans la lettre de l'éminent Académicien : Mais ne voyons nous pas là la preuve de la nervosité, de l'extrême irritabilité de la presse, de la presse modérée elle-même, dès qu'il est question de l'enseignement, nouvelle preuve de la difficulté que l'on rencontrerait à vouloir toucher trop brusquement les choses qui s'y rapportent, à vouloir aller trop vite !

Mais quand bien même on nierait la valeur de cette nouvelle preuve, peut-être attribuera-t-on plus d'importance à celle que nous allons rapporter.

Effrayés par les attaques qui leur semblaient dirigées contre l'Ecole confessionnelle, certains éléments catholiques entreprirent, en 1919, de faire une sorte de referendum populaire parmi les familles catholiques d'Alsace et de Lorraine, pour savoir si le maintien de l'Ecole confessionnelle était ou non réclamée par la population. Le résultat fut connu au début du mois de Jan-

vier 1920. Il est véritablement imposant : 115.210 signatures avaient été recueillies pour le maintien de l'Ecole confessionnelle dans le Bas-Rhin ; 110.059 dans le Haut-Rhin, en tout les signatures de 130.000 familles, soit 80 % en chiffres ronds des familles catholiques d'Alsace : Or ces familles représentent les deux tiers de la population ! En Lorraine, le résultat est le même, 104.780 signatures avaient été recueillies.

Pour proclamer ces résultats, une grande « Réunion de protestation » fut faite à Strasbourg le 26 Mai 1920. L'annonce qu'en Alsace et en Lorraine 330.000 signatures avaient été recueillies pour demander le maintien de l'Ecole confessionnelle, fut naturellement accueillie par des applaudissements frénétiques. Mais ce qu'il faut remarquer, c'est que ce referendum catholique fut ainsi l'objet d'ovations dans une réunion où plusieurs cultes étaient représentés. En effet, si le résultat du referendum fut donné par un catholique, c'est le directeur protestant d'une Mittelschule qui vint ensuite défendre l'Ecole confessionnelle ; c'est un rabbin qui clôtura la série des discours ; le referendum n'en prend qu'une plus grande signification.

C'est là une des nombreuses réunions faites en faveur de l'Ecole confessionnelle. Toutes les réunions religieuses, en effet, s'occupent de cette question. En septembre 1920 se réunit le premier congrès diocésain catholique de Metz. Pour ce congrès, plus de 10.000 hommes se trouvèrent réunis : Après d'autres, la question scolaire fut abordée et les vœux suivants proposés :

« Considérant :

1° Que dans notre pays la loi Falloux, toujours en vigueur, nous assure la confessionnalité des écoles et la formation des futurs maîtres dans des écoles confessionnelles, et que, d'autre part, les représentants autorisés de la France se sont engagés solennellement à ne rien changer à l'état de choses existant ;

2° Que pour être efficace, l'enseignement religieux doit être donné dans la langue maternelle ;

Le Congrès diocésain, fidèle en ces deux points aux revendications constantes de Mgr Dupont des Loges sous les divers régimes, exprime la ferme conviction que

1° Nos écoles, tant primaires que normales, garderont leur caractère confessionnel,

Qu'en conséquence

a) le choix du personnel, d'où qu'il vienne, répondra toujours aux exigences de la confessionnalité de l'école ;

b) le choix des manuels et la composition des bibliothèques scolaires répondront de même à ce caractère confessionnel ;

c) les comités scolaires continueront à fonctionner conformément à la loi locale.

2° Tous les droits de la langue maternelle seront respectés.

3° En outre, le Congrès exprime le vœu que les pères de famille s'unissent dans les cadres de l'action Lorraine pour le maintien de nos écoles catholiques. »

« Toutes les mains se lèvent au vote » (1).

(1) *Le Lorrain*, 21 Septembre 1921.

En 1921, il nous faut rappeler trois grandes réunions qui eurent lieu spécialement en faveur de l'Ecole confessionnelle.

Le 17 Avril, 3.000 personnes s'assemblaient à Colmar, sous la présidence de l'Evêque de Strasbourg, dont le patriotisme et la sagesse sont universellement reconnus.

Dans une allocution, le président parla en faveur de l'Ecole confessionnelle : « Il y a des gens qui croient que le moment est venu de recommencer la lutte religieuse, la persécution. Un mot qui est devenu banal, à force d'être répété, est celui d'Union Sacrée. Oui, cette Union Sacrée qui a fait des merveilles pendant la guerre, devrait continuer à exister encore, pour rétablir la paix, réparer nos ruines, achever la victoire. Or, sous cette union sacrée, nos croyances religieuses devaient être respectées, et, en conséquence, l'Ecole confessionnelle, droit acquis en Alsace, sauvegardée » (1).

Puis les résolutions, prises à l'unanimité, demandent le maintien de l'Ecole confessionnelle, de la confessionnalité des écoles normales, et que « par la nomination du personnel enseignant dans nos écoles, il soit tenu compte du régime légal confessionnel de nos écoles, et que soient éloignées les personnes du corps enseignant, qui, par leurs convictions, sont en opposition avec le caractère de nos écoles et considèrent comme de leur devoir l'ensevelissement de l'enseignement religieux ».

(1) *Le Lorrain*, 20 Avril 1921.

Le 22 Mai 1921, deux réunions pour le maintien de l'Ecole confessionnelle se tinrent simultanément, l'une à Strasbourg, l'autre à Thann. A Strasbourg, « l'affluence a dépassé toutes les prévisions : l'immense salle du Palais des fêtes était comble bien avant l'heure, et il a fallu, en toute hâte, improviser deux réunions parallèles pour ceux qui n'ont pû pénétrer au Palais des fêtes. On estime à plus de quatre mille le nombre des personnes venues de tous les coins de l'Alsace » (1).

Après plusieurs discours de parlementaires, l'unanimité des 4.000 personnes présentes demandait le maintien de la confessionnalité de l'école primaire, normale et même secondaire, tout en entendant toutefois que « la liberté de conscience des parents soit sauvegardée ».

A Thann (2), là aussi plus de 4.000 personnes ont exprimé d'une manière puissante et caractéristique la volonté alsacienne de maintenir le Concordat et les écoles confessionnelles. La résolution portant maintien de l'Ecole confessionnelle fut en effet, là aussi, adoptée à l'unanimité.

Quoi qu'on pense de ce referendum, de ces réunions, il faut avouer que tous ces mouvements d'opinion sont impressionnants et que les résolutions adoptées sont significatives. Peut-on croire, après cela, que des dires aux faits, il y aurait loin ? Le malheureux incident du catéchisme scolaire nous prouverait d'ailleurs le contraire.

(1) *La Voix d'Alsace*, 28 Mai 1921.

(2) *La Voix d'Alsace*, 28 Mai 1921.

Le 10 Mars 1921, en l'absence du Maire de Strasbourg, un de ses adjoints, chargé des questions d'enseignement, M. Oesinger, envoyait aux directeurs d'écoles primaires de la ville de Strasbourg, la lettre suivante :

« Vous n'ignorez pas que la partie du Catéchisme en usage dans les écoles primaires de notre ville, traitant de l'histoire de l'Eglise, a été rédigée, du temps de la domination allemande, dans un esprit foncièrement allemand. Ce catéchisme, dans sa partie historique, ne saurait rester plus longtemps entre des mains d'écoliers français, à la disposition desquels il convient de mettre des livres exempts de toute allusion susceptible de froisser leurs sentiments.

« Vous voudrez bien faire arracher de ces livres le texte en question et en faire disparaître les pages dont il s'agit, à savoir les pages 188 à 204 (édition allemande). Cette opération pourra se faire d'autant plus aisément que l'histoire de l'Eglise n'est pas enseignée dans les écoles primaires. J'ai, en conséquence, l'honneur de vous prier de bien vouloir prendre, dans un bref délai, toutes mesures utiles à cet effet. Je vous prierai, en outre, de vouloir bien m'informer le plus tôt possible de la suite que vous avez donnée à la présente. »

Le 9 Avril, le Maire envoyait lui-même aux instituteurs une nouvelle lettre : « Me reportant à ma circulaire du 31 Mars dernier, IV. a N° 126, concernant le catéchisme, j'ai l'honneur de vous prier de me faire savoir au plus tard jusqu'à mardi prochain, 12 Avril, si vous avez donné suite à la circulaire précitée ».

Mais la presse n'avait pas attendu cette seconde lettre

pour s'emparer de la question et « l'Elsasser » dans son numéro du 6 Avril, écrivait en caractères gras : « Nous invitons les directeurs et maîtres catholiques des écoles élémentaires à ignorer purement et simplement la sommation exigeante et non autorisée de M. Oesinger ».

Le 8 Avril paraissait, dans le même journal, un nouvel article contre la question posée aux instituteurs. Le même jour on pouvait lire la protestation du « Journal d'Alsace-Lorraine » contre le premier article de « l'Elsasser » : « On se demande comment la Municipalité a pu attendre pour demander la suppression de certains passages historiques et non pas religieux, contenant entre autres l'affirmation stupéfiante: « L'Allemagne... notre patrie ! ».

« L'appel à la révolte, adressé aux instituteurs catholiques, dépasse la mesure d'une polémique ordinaire.

« Nous pensons que les jeunes Français, comme nos petits Alsaciens d'aujourd'hui, ont droit, puisque l'étude du catéchisme est obligatoire, sous peine de prison, à un manuel français. Ces messieurs devraient le comprendre et y mettre un peu plus de bonne grâce et de discrétion. »

Mais tout cela est de la polémique journalistique : cette affaire n'eût pas ému toute l'Alsace et mis en mouvement les hautes interventions qu'elle a provoquées si l'on n'avait vu dans cette affaire une première atteinte, si légère fut-elle, à l'Ecole confessionnelle.

Nous ne voulons pas parler ici de la discussion, toute politique, qui eut lieu au Conseil municipal de Strasbourg sur la question, le 13 Avril. Mais il convient de noter tout particulièrement que Mgr l'Evêque de Stras-

bourg, dont le dévouement à la patrie et à la cause française est connu et apprécié de chacun, crut devoir sortir de sa réserve habituelle, ce qu'il n'eût certes jamais fait, s'il n'avait vu dans la lettre précitée une atteinte fondamentale à l'Ecole confessionnelle : Dans une lettre lue dans toutes les églises paroissiales de Strasbourg, le dimanche 10 Avril 1921, l'Evêque de Strasbourg fait d'abord remarquer que « si... un citoyen, usant de l'autorité que lui confère un mandat civil, prétend imposer à autrui un catéchisme autre que le catéchisme imposé par l'Evêque, il commet un véritable abus de pouvoir et son acte est dépourvu de toute valeur, non seulement canonique mais civile ». Puis il défend le catéchisme, conçu dans un esprit français : il est du chanoine Stœffler, et « il est des morts qu'il n'est pas nécessaire de défendre ». « A coup sûr, ce catéchisme ne pouvait pas, sous le régime allemand, exalter, autant que des cœurs français le désirent, les gloires religieuses de la grande nation catholique, de la fille aînée de l'Eglise. L'enseignement oral complétait alors ce qui manquait au texte imprimé. Aussi l'évêque actuel de Strasbourg, qui n'a peut-être pas besoin de recevoir des leçons de patriotisme, avait décidé depuis plusieurs mois de faire procéder à une révision de cette histoire de l'Eglise et d'y inscrire ce que M. le chanoine Stœffler y aurait introduit jadis, si les intérêts supérieurs de la religion ne le lui avaient défendu ».

Enfin, on trouve ce qui fut, semble-t-il, la pensée dominante de l'Evêque de Strasbourg pendant toute cette lettre : « Les droits que les parents catholiques

tiennent de Dieu, et que leur reconnaît la loi civile, étant incontestés, nous ordonnons aux pères et mères de famille de faire acte de bons citoyens en les défendant ». Voilà l'idée qui hante la majorité des cerveaux alsaciens et lorrains, dès qu'on touche en quelque point que ce soit la question scolaire, et qui fait se dresser les habitants de nos trois départements recouvrés, prêts à la lutte. D'ailleurs la crainte exprimée par un de leurs plus hauts représentants ne fut pas la seule qui se fit jour, et l'on vit cette question du catéchisme scolaire, toute locale, portée au Conseil consultatif pour l'introduction des lois françaises en Alsace-Lorraine !

Dans la session d'Avril de ce conseil (1), M. le député Frey signala « l'émotion soulevée dans la presse et parmi le corps enseignant » par l'incident du catéchisme scolaire et demanda à « connaître le point de vue de l'administration dans cette affaire ».

Ainsi mise en cause, l'administration répondit, par la voix de M. le Recteur d'abord, puis de M. le Commissaire général : « Le Commissaire général n'a pas à aborder le fond du débat : les provinces recouvrées sont placées, en ce qui concerne la question des cultes et la question de l'enseignement confessionnel, sous le régime du *statu quo* ; cela veut dire qu'il y a, dans le diocèse de Strasbourg, un évêque qui exerce régulièrement ses fonctions et que les livres relatifs à l'enseignement de la religion, destinés aux écoles, doivent être les livres qu'il distribue...

(1) Conseil consultatif pour l'introduction des lois françaises en Alsace. Comptes rendus. Session d'Avril 1921, p. 23 et sq.

« ...L'administration scolaire laisse le Ministre de chaque culte introduire dans ses écoles les catéchismes qui correspondent au sentiment intime de leur confession. Cela veut dire que le gouvernement reste impartial et ne prend parti ni pour l'un ni pour l'autre.

« Il y a là une petite affaire qu'il ne faut pas grossir à l'excès.

« L'enseignement confessionnel existe en Alsace et en Lorraine. L'administration respecte les principes qu'elle a promis de respecter ; mais elle compte sur l'autorité diocésaine pour prendre les mesures nécessaires afin que des incidents de cet ordre n'aient plus à se reproduire. »

Le représentant de l'administration cherchait — c'était son rôle — à atténuer les passions. Remarquons que pour ce faire, il n'a qu'un argument : on ne touche pas à l'Ecole confessionnelle. Tout cela n'empêchait pas d'ailleurs la discussion sur le catéchisme scolaire de recommencer au Conseil consultatif quelques minutes après qu'on eût pu croire l'incident clos, tant la passion apportée en cette affaire était vive.

Nous devons maintenant, comme autre preuve de l'opposition à nos lois scolaires et de la passion que soulève la question de l'enseignement, rappeler brièvement le triste incident de Graffenstaden : il s'est déroulé il n'y a que peu de temps encore, le 23 octobre 1921. Ce jour-là avait lieu, pour l'Union populaire républicaine, la réunion cantonale de Geispolsheim, à Graffenstaden, où fut votée une résolution demandant « le maintien du Concordat et de l'Ecole confessionnelle » et l'éloignement, des écoles et des séminaires

confessionnels, des maîtres qui ne prient pas avec les élèves et se refusent à donner l'enseignement religieux. A cette réunion, « un orateur dit, dans la discussion, qu'il était Français de chair et d'esprit, mais que si la France, en dépit de ses promesses, touchait à nos traditions au sujet de l'Ecole et de l'Eglise, le pays devrait alors en appeler par dessus la tête de la France à la Société des Nations » (1).

Cette déclaration causa une certaine émotion, même parmi une grande partie des membres de l'U. P. R. L'opinion s'en empara ; sans doute pour calmer les esprits, on vint affirmer à la Chambre qu'il ne s'agissait que « d'un propos de pochard » (2). Mais il ne semble guère qu'un « propos de pochard » ait pu émouvoir à ce point toute une contrée : D'ailleurs « l'Elsasser », reproduisant les paroles de « l'orateur » ajoute : « Une tempête d'applaudissements salue ces déclarations ». Les propos d'un « pochard » n'auraient point obtenu pareil succès. Il faut voir, dans cet incident, une preuve de plus de l'état d'esprit de la population de l'Alsace et de la Lorraine, qui se dresse, frémissante, dès qu'il est question de l'Ecole confessionnelle ; certains membres, plus exaltés, poussent même la défense de cette école jusqu'à un point qui nous semble incompatible avec la dignité nationale.

C'est ainsi que l'U. P. R. elle-même explique l'incident : « Le Comité du parti de l'Union Populaire Catho-

(1) Der Elsasser, 25 Oct. 1921.

(2) J. O., Chambre des Députés. Débats, 2^e séance du 12 Décembre 1921, p. 4978.

lique de l'Alsace et de la Lorraine, réuni hier à Strasbourg, a voté une résolution disant que l'incident de Graffenstaden est dû, non à des tendances neutralistes mais à l'émotion produite par la menace d'application des lois laïques » (1).

Ainsi tout concourt à nous démontrer qu'il existe une extrême résistance à l'introduction de notre régime scolaire en Alsace-Lorraine : Que nous examinions les élections où la presse, les diverses réunions qui ont eu pour but la question scolaire ou les incidents qui s'y rapportent, tout nous montre une volonté tenace, décidée, prête à se dresser à la moindre tentative dirigée contre la traditionnelle Ecole confessionnelle.

Mais il ne faut, en aucun cas, voir dans la résistance apportée à l'introduction de notre législation scolaire, l'influence allemande. En 1918, c'est au milieu d'un enthousiasme poussé jusqu'au délire, que nos soldats sont entrés à Metz, à Strasbourg, à Mulhouse, et jusque dans les plus petits villages, ils étaient accueillis comme des frères retrouvés ; les Alsaciens et les Lorrains étaient Français de cœur ; ils le sont redevenus légalement, et ils entendent bien le rester toujours. S'il en était autrement, verrait-on les écoles françaises d'Alsace si peuplées ? Rappelons cette école primaire supérieure, dont nous avons parlé au chapitre précédent, et qui, ouverte en Octobre, comptait trois mois plus tard cent quatre-vingts élèves ; le Lycée de jeunes filles de Strasbourg, qui reçoit mille élèves et qui en aurait beaucoup

(1) *Le Temps*, 10 Novembre 1921. « L'Union populaire catholique et l'Incident de Graffenstaden ».

plus s'il avait des locaux disponibles ; mais tous ceux dont il dispose sont déjà remplis. Si les Alsaciens et les Lorrains — nous ne disons pas : n'aimaient pas la France — mais étaient seulement indifférents, ils n'apporteraient pas cette ardeur merveilleuse à apprendre notre langue : or, il est vraiment extraordinaire de voir à quel point la connaissance du français s'est développée, en Alsace surtout, puisqu'une partie de la Lorraine le parlait déjà. Les enfants aiment à apprendre le français et les parents tiennent à ce qu'ils le sachent. On nous citait le cas d'une brave femme qui, pour habituer sa fille à la pratique de la langue française, qu'elle ne parlait pas elle-même, mais qu'elle entendait à peu près, l'obligeait à ne s'adresser à elle qu'en français (1). Une institutrice nous affirmait que plusieurs de ses petites élèves, de toutes jeunes enfants, de l'école primaire, enseignaient, le soir venu, à leurs mères, des femmes du peuple, ce qu'elles avaient appris de français pendant la journée. Au Lycée de jeunes filles, il a fallu supprimer le classement des élèves en sections A et B : On plaçait dans la section B les élèves qui savaient mal le français ; appartenir à la section B était devenu une honte si insupportable, qu'il a fallu chercher une autre dénomination à cette malheureuse section.

D'ailleurs, nous avons, de la joie qu'éprouvent nos frères retrouvés à apprendre notre langue, un témoignage officiel : Dans sa session de Juillet 1921, le Con-

(1) Nous tenons cette anecdote d'une personne dont la bonne foi ne saurait être mise en doute, M^{me} la Directrice du Lycée de jeunes filles de Strasbourg.

seil consultatif adoptait à l'unanimité le vœu suivant :
« Le Conseil consultatif tient à exprimer toute sa satisfaction au sujet des progrès réels qu'ont fait dans la langue française les élèves de la plupart des écoles primaires du pays, progrès obtenus par la collaboration des maîtres du cadre local et de ceux de l'intérieur.

« Le Conseil consultatif désire que les efforts faits en vue de l'enseignement du français soient énergiquement poursuivis, sans pour cela négliger l'enseignement de la langue allemande. »

Voilà l'état de l'opinion en Alsace-Lorraine : même les régionalistes à outrance ont voté cette motion, preuve qu'eux aussi sont attachés de tout leur cœur à notre chère patrie. Certes, dans le pays, il est resté quelques Allemands ; il y a aussi, cela n'est pas douteux, quelques Alsaciens germanophiles : mais ce sont des unités, absolument noyées dans la foule des Français d'Alsace et de Lorraine.

Il ne faut donc avoir aucun doute sur l'avenir de nos trois départements recouvrés : ils sont revenus à la Patrie, et ils entendent bien y rester. Mais il est aussi absolument sûr que certaines de nos lois rencontrent dans nos départements de la Moselle et du Rhin une forte opposition et particulièrement les lois scolaires ?

Mais tous les Alsaciens-Lorrains combattent-ils ces lois scolaires de la même manière ? et même tous les combattent-ils ?

Nous pouvons, croyons-nous, d'après les opinions qui se sont manifestées, diviser sur cette question de l'Ecole les Alsaciens-Lorrains en trois groupes.

Tout d'abord, il y a un parti qui réclame l'introduction immédiate de tout le système légal français et particulièrement des lois françaises sur l'enseignement. C'est ce qu'on appelle, dans le pays, le parti libéral, celui qui eut, aux élections de 1919, le plus petit nombre de voix (moins d'un dixième des voix exprimées). Les dirigeants du parti socialiste suivent les libéraux dans cette question ; mais la multitude... « Comme si les socialistes, lit-on dans le « Journal d'Alsace-Lorraine » du 28 Juin 1921, qui représentent à eux seuls 30 à 35 % des électeurs dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle n'étaient pas en grande majorité des catholiques ». Une partie d'entre les socialistes suivraient sans doute l'un des deux partis que nous allons examiner plus loin.

Ce parti libéral possède sa presse, dans laquelle il demande, à intervalles à peu près réguliers, la laïcisation de l'Ecole. Certaines municipalités urbaines, Strasbourg, Mulhouse, Colmar, Guebwiller, ont demandé la neutralisation de l'Ecole : « le gouvernement allemand, dans des cas semblables, avait l'habitude de déférer aux vœux des conseils municipaux. Le gouvernement français agit autrement » (1). En effet, nous ne crûmes pas pouvoir accorder partiellement notre législation à certaines villes seulement : nous voulons agir progressivement et uniformément.

D'ailleurs, il semble que l'on puisse reprocher à ce

(1) *Journal d'Alsace-Lorraine*, 2 Mars 1921. « Sommes-nous en France ? » de M. Blumenthal.

parti de rechercher la suppression de l'Ecole confessionnelle sans s'inquiéter des moyens, parfois même sans s'apercevoir qu'il supprime ce que, de toute évidence, il entend conserver... en conservant ce qu'il veut supprimer ! C'est ainsi que l'on peut lire dans « Le Journal d'Alsace-Lorraine » du 30 Avril 1921 : « La Ligue des Droits de l'Homme du Bas-Rhin émet le vœu : « Constatant que.. aucune amélioration n'a été apportée au régime scolaire de l'Alsace ; que les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin restent privés des lois de laïcité, lois fondamentales de la République Française ; que les maîtres sont contraints de donner dans l'Ecole l'enseignement religieux ; que la menace d'une peine d'amende ou de prison continue à peser sur les parents qui pourraient se refuser à faire suivre à leurs enfants l'enseignement religieux donné à l'école ; constatant en particulier que l'oppressive ordonnance du gouverneur allemand, général de Bismarck-Bohlen, qui est une atteinte caractérisée à la liberté de conscience, est toujours en vigueur, alors qu'elle aurait pu et pourrait encore être abrogée d'un trait de plume, émet à l'unanimité le vœu que l'ordonnance allemande du 18 avril 1871, soit abrogée sans retard. »

Or, si l'ordonnance du 18 avril 1871 était abrogée, l'ancienne loi de 1850, toujours en vigueur en Alsace-Lorraine, continuerait à rendre l'école confessionnelle ; on arriverait par contre à ce résultat : que l'instruction primaire cesserait d'être obligatoire. Ce n'est certainement pas le but que se propose la Ligue des Droits de l'Homme.

Ce parti a eu le tort de s'appuyer sur le fait que le gouvernement allemand avait adopté, en Alsace-Lorraine, le système de l'école confessionnelle, pour en demander la suppression. Mais l'Ecole confessionnelle a été établie par la loi française de 1850. De plus, l'Ecole laïque n'est pas forcément l'école d'une République, ni exclusivement celle de la France. « L'Ecole laïque se trouve sur le programme d'une certaine association d'instituteurs qui, jadis, tint ses assises à Strasbourg, c'était le Deutscher Lehrer Verein. Nous ne sachions pas que cette association eût pour but de répandre en Alsace les idées françaises, ni même l'enseignement de la langue française. On peut donc être Boche et impérialiste jusqu'à la moelle des os, comme l'étaient les affiliés de cette société pangermanique et être quand même partisan de l'Ecole laïque. Celle-ci n'est donc pas spécifiquement française, ni spécifiquement républicaine. Nous ne pouvons donc pas admettre que MM. Oesinger, Blumenthal et consorts veuillent faire de l'apostolat en faveur de la laïcité, la pierre de touche de l'amour de la France et de ses institutions républicaines. Au Landtag d'Alsace-Lorraine, M. Georges Wolf était un des champions de l'école non confessionnelle ; qui oserait prétendre qu'il fut en même temps le champion de l'idée française et qu'il voulût faire de la propagande pour le renversement de l'Empire ? » (1) :

Tel est le parti qui, dans l'ordre scolaire, demande l'introduction immédiate de notre régime, pour des

(1) Chanoine Delsor. *Revue Catholique d'Alsace*, Mai 1921.

raisons souvent plus antireligieuses que purement françaises. Il faut voir en lui une minorité bien groupée, agissante, mais enfin une petite minorité.

Peut-on dire qu'en face de ce parti il y en ait deux autres ? Non, il n'y en a qu'un seul. Mais au sujet de la question scolaire, il semble qu'à l'intérieur de ce parti, on puisse distinguer deux tendances, l'une conservatrice à outrance, extrémiste ; l'autre groupant des personnes d'esprit plus modéré, dont quelques-unes, peut-être, admettraient une transaction.

Nous avons eu l'occasion de remarquer ces deux tendances dans le malheureux incident de Graffenstaden. Le Président de l'U. P. R., M. le docteur Pflieger, ayant protesté à l'assemblée des délégués, tenue à Strasbourg, quelques jours après l'incident, contre les paroles que nous avons rapportées, il fut violemment pris à parti, non pas, à vrai dire, pour cette protestation ; mais celle-ci semble en avoir été la cause déterminante. M. le docteur Pflieger donna sa démission et exigea, pour la reprendre, que l'U. P. R., pour bien marquer que « le parti veut être un parti national français » (1), désapprouvant les paroles de Graffenstaden, prenne le nom « d'Union Populaire Républicaine Nationale », ne soutienne que des candidats dont les sentiments français soient certains, et que sa presse ne pousse pas à tout critiquer dans les institutions françaises.

Le 13 Décembre 1921, une note parue dans « Le

(1) *Le Temps*, 17 Novembre 1921. « Dans le Parti catholique Alsacien », lettre de M. Pflieger,

Temps » annonçait : « La réunion a voté en bloc l'acceptation de toutes les conditions du docteur Pfleger, en sorte que celui-ci, qui a derrière lui toutes les masses rurales (1), reprend la présidence de l'U. P. R., devenue l'Union Populaire Républicaine Nationale ».

Mais ce que « Le Temps » n'ajoute pas, c'est que, si les conditions du Docteur Pfleger ont été acceptées en bloc, elles ne paraissent pas l'avoir été unanimement : « D'après les bruits qui courent, la lutte a d'ailleurs été très vive, entre ceux de Pfleger et ceux de Haegy. Pfleger, évidemment, avait le beau rôle. Il est toujours plus facile de décider une assemblée à se ranger du côté du pouvoir que de s'entêter dans une opposition farouche. Les questions d'opportunité dans les assemblées politiques, surtout dans les assemblées politiques bourgeoises, jouent toujours un grand rôle. Et malgré tout, Pfleger n'a obtenu que 82 voix contre 69 à la tendance Haegy » (2).

Ainsi, nous le voyons, sur un incident survenu à propos du système scolaire et des atteintes qu'on y pourrait porter, nous voyons les esprits très divisés : Nous faut-il prendre pour chiffres moyens, pour comparer la force respective des deux opinions en présence, ceux que nous avons indiqués tout à l'heure ?

Nous ne le croyons pas. En effet, il faut tenir compte de ce que le parti modéré avait, sans aucun doute, « le beau rôle » ; puis que, sans aucun doute,

(1) Nous laissons au *Temps* la responsabilité de cette opinion.

(2) *La Dépêche de Strasbourg*, 18 Décembre 1921. « La victoire des Catholiques nationaux sur les autres ».

les délégués de l'U. P. R. sont, dans leur généralité, des gens d'esprit rassis, pondéré, qui ne pouvaient que difficilement donner tort à leur ancien président : bref, il nous semble que la proportion donnée par ces chiffres est absolument erronée.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons donc voir, sur la question scolaire, outre le parti « libéral », deux autres partis. Prenons tout d'abord le parti extrême. Il défend le régionalisme à outrance, demande le maintien absolu du *statu quo* et se signale par ses exagérations et parfois par ses violences de plume et de langage. C'est ainsi que l'on peut lire dans l'« Elsasserr » (1) : Dans vingt ans d'ici, aucun Alsacien instruit ne sera capable de lire un journal écrit en allemand... aucun instituteur, voire aucun ecclésiastique, ne pourra faire une allocution passable en langue allemande. L'histoire jugera si cela constitue un progrès ou un recul, un enrichissement ou un appauvrissement de notre éducation (Bildung). En tous cas, c'est là que l'on semble vouloir en venir. S'il en est ainsi, nous nous trouverons en présence d'une ineptie, d'un attentat au droit naturel le plus imprescriptible. »

Le morceau est violent ; il nous montre que même sur une question autre que la liberté de l'enseignement, la lutte pour le maintien, autant que possible, du *statu quo*, est vive ! On retrouve de semblables articles au sujet de la question de l'Ecole confessionnelle. D'ailleurs, ces articles, qui ne se piquent pas de modération, ne s'étaient pas toujours sur des faits bien

(1) Rapporté par *L'Alsace Française* du 20 Août 1921.

exacts. Qu'on en juge : Le 6 octobre 1921, on pouvait lire dans l'« Elsasserr » : « En 1904, les congréganistes ne purent plus enseigner dans les écoles privées tenues par des catholiques. On avait l'intention de couronner cette législation de 1913 et 1914 par la loi du monopole scolaire des écoles laïques officielles, et par la loi par laquelle aucun instituteur ne pourrait plus, pour ses paroles en classe, être poursuivi en justice par les parents. »

Outre que la loi de 1904 n'interdit pas l'enseignement à un congréganiste dans une école privée, tenue par des catholiques, mais interdit à une congrégation d'ouvrir une école privée, nous avouons ignorer la législation scolaire de 1913 et 1914. S'il y a eu des projets, non de monopole, mais d'autorisation — qui était le mode allemand et qui reste encore celui d'Alsace-Lorraine —, ils ne furent pas pris en considération ou même ne virent pas la discussion. Quant à la seconde assertion de l'« Elsasserr », si la législation allemande eût pu l'accepter, elle n'était pas assez dans la logique de notre système pour qu'on songeât même à proposer chose semblable.

Tels sont les écrits. Les discours ne valent pas mieux. « Les pères de famille, pour atteindre le but poursuivi par les catholiques, ne doivent pas reculer devant la grève de l'écolier et le boycottage du maître sans religion, en lui refusant au besoin les denrées qui lui sont nécessaires pour vivre, seul moyen de le faire retourner d'où il vient (1). » Ces paroles furent prononcées à un

(1) Rapporté par *La Dépêche de Strasbourg* du 26 Décembre 1921.

Congrès à Sarrebourg, le 9 octobre 1921. Elles caractérisent la volonté de ceux qui les profèrent et les moyens qu'ils comptent employer pour la faire triompher : C'est le maintien du *statu quo*, au besoin même par la violence.

Il ne faut pas douter que si les extrémistes eussent été seuls en Alsace, les rares réformes que nous y avons apportées n'auraient pas été admises sans de violentes protestations, même celle, qui peut sembler si naturelle, de rendre l'enseignement religieux facultatif pour les enfants venus de l'intérieur : ils eussent sûrement soutenu que la législation scolaire était une et qu'elle ne pouvait admettre aucune exception. Mais il y avait — et il y a toujours —, à côté d'eux, les modérés qui font frein, et qui, bien que, nous semble-t-il, en minorité, représentent le bon sens et dirigent, en quelque sorte, la politique d'Alsace et de Lorraine.

Les modérés forment surtout des cadres : ce sont, pour la plupart, des hommes qui, ayant déjà pris contact avec la législation, les mœurs, les habitudes de France, ont acquis le respect des sentiments d'autrui, et, par là même, sont devenus plus conciliants, sans abandonner, toutefois, leurs convictions : Il faut, en tout cas, se garder de la violence : « Quand des critiques de certaines mesures gouvernementales s'imposent, elles doivent se faire avec énergie, mais également avec mesure, et non pas, comme ce fut le cas dans le passé, en termes haineux (1) » ; on ne renonce pas à la défense de ses idées, mais on rend hommage

(1) *Le Temps* du 17 Novembre 1921. Lettre de M. Pfleger.

à la vérité et à la modération d'où qu'elles viennent. « Quand il se voit (1), au conseil facultatif, des esprits aussi distingués que M. le Conseiller d'Etat Colson, dont la haute compétence en pareille matière est universellement reconnue, réclamer lui-même, après examen approfondi, le maintien de certaines clauses de notre loi locale, qu'il déclare supérieures aux parties correspondantes des lois françaises, il apparaît peu rationnel de reprocher au gouvernement sa circonspection bienveillante à notre égard, et surtout de l'accuser de créer ainsi l'état d'esprit d'où serait sorti l'inconscient incident de Graffenstaden. L'accusation opposée répondrait mieux à la logique des choses. »

Même, ces esprits modérés regardent, observent, et ne se déclarent pas partisans obstinés et *a priori* du *statu quo* : c'est ainsi que l'on trouve ces lignes sous la plume du regretté chanoine Collin : « Comme catholiques, on finira peut-être, dans quelques années, par rompre notre vieux Concordat pour unifier la France... on nous façonnera un statut légal et, après quelques années de pratique, comme je l'ai plus d'une fois dit en France et, ici, nous le passerons à la mère patrie et lui rendrons la paix religieuse. C'est l'espérance d'un grand nombre de Français : c'est la nôtre aussi (2). »

Voilà l'état d'esprit de ce parti : Que pense-t-il de la question scolaire ? Là encore, comme partout, il examine, sans parti pris, la situation, les alternatives :

(1) *Le Lorrain*, 11 Novembre 1921. « Une parole de bon sens ».

(2) *Le Lorrain*, 7 Juillet 1919. « L'Alsace-Lorraine et le Vatican ».

Sans parti pris aussi, mais fermement et résolument, il adopte en ce cas le maintien de l'école confessionnelle. Ce n'est, d'ailleurs, pas l'opinion de tous les modérés, qui, hommes de bonne volonté, cherchent une solution à l'irritant problème.

Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer, au cours d'un séjour à Strasbourg, un homme d'excellent jugement et d'une grande modération, que sa haute compétence et sa situation professionnelle désignaient tout particulièrement pour parler des choses de l'enseignement. Il était partisan de l'école confessionnelle, et, pour que celle-ci restât vraiment telle, de l'Ecole normale confessionnelle. Mais il avouait volontiers que l'enseignement confessionnel n'était pas toujours bon ; certains élèves ne sortent pas de l'école normale avec les éléments qu'il leur faudrait posséder pour donner convenablement l'enseignement dans une école confessionnelle, enseignement qui, dans une telle école, doit être imprégné de religion, dominé par elle. Aussi concevait-il très bien une école normale neutre, et, à côté d'elle, une école normale confessionnelle où n'entreraient que les futurs maîtres qui s'y sentiraient véritablement attirés : Nous sommes loin, avec cette noble et tolérante conception, des criailleries de l'« Elsasserr ».

Mais nous trouvons même, chez un modéré, un plan complet de réforme, un compromis entre les deux systèmes légaux (1) : « Un village moyen, en Basse Alsace,

(1) *Strassburger Neueste Nachrichten*, article de M. Altorffer du 28 Juin 1921, rapporté par *L'Elsasser* du 2 Juillet 1921.

par exemple, a, en général, deux écoles à une seule classe, une catholique et une protestante. Le maître de l'une a environ 15 élèves, l'autre près de 50. Ne serait-il pas plus avantageux qu'il n'y eût qu'une seule école à deux classes, avec 30 ou 35 élèves dans chaque classe?... Là où il y a 3 écoles, il y aurait une école à 3 classes, avec divisions inférieure, moyenne et supérieure, dans laquelle les enfants n'apprendraient aucune distinction de religion... Aux jours et heures choisis, l'enseignement religieux serait donné pour chaque confession. Cet enseignement religieux serait facultatif, c'est-à-dire que les parents qui ne veulent pas, pour leurs enfants, d'enseignement religieux, pourraient les en faire dispenser... Nos écoles secondaires n'ont, sauf exception dans quelques endroits, aucun caractère confessionnel, mais on n'a pas encore entendu dire que, pour cette raison, elles ne valaient rien. Ce qui est raisonnable pour les gymnases et les écoles secondaires de jeunes filles est raisonnable pour l'école populaire, car un jeune collégien n'est pas très différent d'un écolier d'une école ordinaire. » Et l'article se termine par ces mots : « On peut librement être là-dessus d'un autre avis ; je ne veux aussi y contraindre personne. Je voulais seulement faire connaître un chemin, qui me paraît praticable à tous les partis, et que le gouvernement prendrait très volontiers, car il n'est pas acharné à nous forcer à tout prix à prendre le système de l'intérieur, aujourd'hui du moins. »

Voilà, croyons-nous, la thèse la plus hardie qu'ait soutenue un modéré : c'est un essai de compromis, de rapprochement entre les deux législations française et

alsacienne, mais où le libéralisme trouve sa place. Mais si cette thèse a des partisans, il faut avouer qu'ils ne sont pas très nombreux.

Il faut se garder, ainsi qu'on pourrait le supposer tout d'abord, de croire que ces deux partis sont composés chacun de membres d'une religion différente ; nous avons vu plus haut que les catholiques étaient divisés sur la question : les protestants ne le sont pas moins, ainsi, d'ailleurs, que les juifs. Si les protestants « orthodoxes » marchent d'accord avec les intransigeants, les « libéraux » sont avec les modérés ; mais il ne faut absolument pas voir dans la différence de religion une cause de divergence d'opinion sur la question scolaire.

Donc, ainsi que nous venons de le voir, il existe sur l'introduction des lois françaises scolaires, en Alsace et en Lorraine, trois partis. L'un qui voudrait cette introduction immédiate, mais qui ne représente qu'une petite minorité. Cette minorité, cependant, si petite soit-elle, aura le droit, de notre part, au respect de sa liberté.

Mais l'introduction de ces lois, au moins pour le moment et pour un avenir prochain, est combattue par les deux autres tendances. Chacune lutte à sa manière, l'une violemment, l'autre avec douceur et avec calme, mais toutes deux résolues : elles veulent le maintien de l'école confessionnelle, et ceux qui les soutiennent peuvent s'écrier, avec un homme vénéré de beaucoup et respecté de tous : « Nous avons la joie ici d'être sur le terrain légal ; nous avons la joie, non, de résister à une loi, mais de défendre une loi, un loi française, une

loi qui garantit nos intérêts les plus chers. Nous jurons tous de la défendre jusqu'à la dernière goutte de notre sang (1) ».

(1) Paroles prononcées à Colmar, le Dimanche 17 Avril 1921, par Mgr l'Evêque de Strasbourg. (*Le Lorrain*, 20 Avril 1921).

CHAPITRE IV

De l'intérêt de l'Alsace et Lorraine et de la France à différer l'application de la Loi Française

Nous avons vu, dans le précédent chapitre, les difficultés que l'on rencontre, dans les trois ordres d'enseignement, pour introduire notre législation libérale à la place du régime autoritaire qui était en vigueur dans le Reichsland.

Toutes les difficultés, en somme, sont issues de la question religieuse : si celles qui se posent au sujet de l'enseignement primaire étaient résolues, celles de l'enseignement secondaire le seraient en même temps et celles que l'on peut prévoir, dans l'enseignement supérieur, s'appliqueraient, en suivant la logique du système adopté pour les deux autres ordres d'enseignement.

Pour arriver à les surmonter, il nous faut d'abord, pensons-nous, pénétrer les raisons pour lesquelles la population d'Alsace et de Lorraine dressa ces obstacles

devant notre législation. C'est ce dont nous allons essayer de saisir les causes intimes.

Parmi toutes les raisons qui expliquent l'état d'esprit de nos départements de l'Est au sujet de notre système scolaire, il y en a une qui se présente tout d'abord à la réflexion : Quoi d'étonnant à ce que nos frères recouvrés voient avec une certaine appréhension notre législation pénétrer chez eux ? On ne change jamais sans gêne, du jour au lendemain, de vieilles habitudes, même péniblement contractées : C'est ainsi que les notaires protestent contre l'introduction de notre Code civil ; c'est aussi la raison pour laquelle les parents protestent contre l'introduction de nos lois scolaires.

« Quant aux traditions scolaires de l'Alsace, écrit la « Dépêche de Strasbourg » du 13 novembre 1921, elles ne sont pas françaises, et si le gouvernement de l'Empire allemand a apporté quelques rigueurs de plus aux errements de l'Empire français, ces rigueurs, aux yeux des Alsaciens, ne sauraient constituer des traditions alsaciennes. »

Ces paroles ne nous paraissent pas exactes : ce à quoi tient surtout l'Alsacien, ce n'est pas à la rigueur scolaire allemande, mais à la confessionnalité de l'école, établie par une loi française. De plus, il est difficile de dire aux gens : Voici une loi qui n'a pas été faite par la France ; vous avez beau n'en avoir pas connu d'autres, être accoutumés à son fonctionnement, c'est une loi allemande, elle ne peut donc pas constituer pour vous une habitude. »

Elle en est une, au contraire, et une habitude invétérée : Les Alsaciens sont faits à leur système scolaire,

si rigoureux soit-il, et à sa logique : si bien que de toutes les lois scolaires de France, ils n'en réclament qu'une, la dernière, celle qui aggrave l'obligation scolaire. En effet, à la session du « Conseil supérieur d'Alsace et de Lorraine (1) » du mois de décembre 1919, M. Roux demanda « l'obligation pour les cours professionnels de perfectionnement, obligation introduite dans la législation française par la loi Astier du 25 juillet 1919, pour les jeunes gens et jeunes filles de moins de 18 ans, employés dans le commerce ou l'industrie (2). »

Voilà un fait caractéristique de l'état d'esprit en Alsace et en Lorraine sur la question scolaire. Les habitants de nos trois départements de l'Est ont donc pris l'habitude du régime allemand sur l'enseignement : c'est sûrement une des raisons pour lesquelles ils s'opposent au nôtre.

Mais l'Alsacien et le Lorrain ont encore contracté d'autres habitudes : Pour résister à l'Allemagne, pendant les années qui suivirent 1870, ils avaient courageusement adopté la méthode de l'opposition absolue : c'est ce que l'on voit au sujet de l'enseignement dans les débats de 1874 et de 1879, dans lesquels Winterer, Guerber, Simonis, tenaient si dignement tête à leurs collègues railleurs du Reichstag. Leur attitude était assurément belle ; mais pourtant, il fallait vivre et vivre

(1) Ce Conseil a été remplacé trois mois après les élections de la fin de 1919, par le « Conseil consultatif pour l'introduction des lois françaises en Alsace-Lorraine ».

(2) Compte rendu des délibérations du Conseil supérieur, session de Décembre 1919, p. 47.

à côté du vainqueur : l'Alsace et la Lorraine masquèrent leur hostilité sous la formule « l'Alsace aux Alsaciens ».

Ce particularisme se développa, les pénétra, favorisé d'ailleurs par la législation de l'Empire : l'Allemagne, état fédératif, laissait à chacun de ses membres sa législation particulière, ou la lui donnait, comme ce fut le cas pour le Reichsland. Mais cette législation lui était spéciale et développait son individualisme.

« Tous ceux qui combattirent chez nous l'influence allemande, s'appliquèrent à développer l'esprit particulariste dans la population indigène. Ils étaient arrivés à créer de la sorte une âme alsacienne-lorraine qui, spécifiquement, se différenciait de l'âme allemande. Si nos provinces ont gardé l'empreinte profonde du passé, si le souvenir de la France est resté si vivace chez elle, c'est surtout parce que les prétendus autonomistes opposaient constamment les origines, l'histoire, la mentalité de notre race, à celles des maîtres de leur pays...

« Il n'en est pas moins vrai qu'à pratiquer cette politique d'exaltation du particularisme, nous avons fini par nous créer un état d'esprit dont il faudra tenir compte dans une large mesure. Ce qui était hier une nécessité tactique sera demain un sérieux obstacle à la réassimilation (1). »

Cet état d'esprit individualiste explique ce que l'on entend dire ou ce qu'on lit, que, seuls, les gens du

(1) Wetterlé : *Ce qu'était l'Alsace-Lorraine et ce qu'elle sera* (1916), p. 300.

pays peuvent connaître les besoins de la population et doivent régler la législation de la province par rapport à ses besoins spéciaux. Et pourquoi changer cette législation, puisqu'elle est bonne. « Nous étions un petit Etat modèle », nous disait un Alsacien, dont les sentiments français sont certains : c'est l'opinion de beaucoup d'entre eux, opinion aggravée par ce fait qu'ils comparent ce qui était chez eux avant 1914 et ce qui est en France après 1918, la prospérité d'avant-guerre et les difficultés où nous nous débattons depuis la guerre. Si, avant la guerre, les Alsaciens et les Lorrains étaient tracassés au point de vue moral, ils vivaient matériellement dans tout le confort que donne l'abondance, avantage auquel l'Alsacien est très sensible. L'application des lois françaises a coïncidé pour lui avec le malaise de l'heure présente, et, pour l'ensemble de la population, dont l'esprit est simpliste, comme celui des foules en général, la comparaison d'hier à aujourd'hui est défavorable aux lois françaises. La situation en Allemagne a changé aussi, certes ; et la comparaison est faite tout à fait à tort : il n'empêche qu'elle est faite ; attribuant à l'application des lois françaises les causes de ce malaise, la population d'Alsace et de Lorraine ne voit pas notre législation avec faveur, et, dans tous les domaines, le domaine scolaire y compris, elle résiste à son application.

Mais pour ce qui est spécialement de notre législation scolaire, il y a des raisons particulières pour lesquelles nos trois départements ne lui sont pas favorables.

Tout d'abord, leur opposition à nos lois scolaires

vient de ce que la question scolaire repose sur une question religieuse : il s'agit, au fond, de savoir si la religion continuera à être enseignée à l'école, ou si, au contraire, la connaissance de Dieu et de ses commandements ne pourra plus s'acquérir qu'à la synagogue, au temple ou à l'église.

Or, il est certain qu'on n'aborde jamais les questions religieuses sans soulever les passions de tous, même de ceux dont les pratiques religieuses sont des plus modérées : En France, en 1905, la séparation des Eglises et de l'Etat a, sans nul doute, causé dans tout le pays un malaise profond : mais dans les régions où la foi était vive et la nature des habitants violente et combative, le malaise a dégénéré en luttes, en révoltes, parfois, hélas ! sanglantes. Qu'il nous suffise de rappeler les douloureux événements dont furent le théâtre la Bretagne et le centre de la France.

Si l'on touchait aux questions religieuses en Alsace et en Lorraine, pays où la foi est profonde et où la très grande majorité de la population a un culte et le pratique, on aurait contre soi cette énorme majorité. Mais l'imposante masse des opposants ne se révélerait pas simplement hostile, elle se montrerait active et même batailleuse. L'Alsacien ne refuse pas la lutte, et le Lorrain, dans une question qui lui tient tant au cœur, suivrait l'Alsacien. Or, la question de l'Ecole confessionnelle est religieuse au premier chef : C'est sur la liberté de conscience que les Alsaciens et les Lorrains s'appuient pour réclamer l'Ecole confessionnelle, comme on s'appuie sur elle, à l'intérieur, pour réclamer l'Ecole neutre.

« Puisque les parents choisissent la confession de leurs enfants, écrit l' « Elsassier » du 2 août 1919, dans un article intitulé « La Religion à l'Ecole », ils ont aussi un droit positif à l'école confessionnelle, droit que l'Etat — et encore moins un parti politique ou une secte — ne peut leur dérober. Quand la religion entre dans l'école, elle ne doit pas y jouer le rôle de Cendrillon. Comme la maison de Dieu dans la commune, la religion doit tenir la place d'honneur dans l'école. »

Il ne faut, d'ailleurs, pas croire que les journaux extrémistes soient seuls à tenir ce langage :

On peut lire, dans le « Lorrain » du 17-18 juillet 1921, que « le vieux clergé, aussi bien que celui né après l'annexion, ne font qu'un et ne feront qu'un dans la résistance à toute tentative destructive de l'éducation morale et de la formation religieuse de nos enfants ». Dans l'œuvre de lente réintroduction de nos coutumes, de notre esprit, de nos lois, dans nos chères contrées reconquises, ce qu'il faut avant tout, c'est éviter en quoi que ce soit de vouloir aller trop vite, au risque de froisser une partie de la population. Or, toucher à leur religion les blesserait profondément : et chaque fois que l'on touche à leur école, il leur semble qu'on attaque la religion. M. l'abbé Wetterlé exprime parfaitement les sentiments de nos trois départements délivrés lorsqu'il écrit : « Et puis, dans son immense majorité, la population d'Alsace-Lorraine est très religieuse. Elle serait littéralement désorientée si la France libératrice se montrait moins tolérante en cette matière que l'Allemagne tyrannique » (1).

(1) Wetterlé ; *L'Alsace-Lorraine Française* (1915), p. 33.

A première lecture de ce passage, on éprouve un sursaut : Quoi, la France, en établissant l'école neutre, se montrerait moins tolérante envers la religion que l'Allemagne du Kulturkampf !... Mais réfléchissons : l'Ecole neutre, c'est pour l'Alsace, l'école sans Dieu. De plus, il ne faut pas voir dans le Kulturkampf un mouvement antireligieux ou areligieux. Il a été organisé contre l'Eglise catholique, mais il faut se rappeler qu'au moment même du Kulturkampf, les Regulativs de 1873 et de 1874 fixaient le programme des écoles primaires et secondaires et prévoyaient pour chacune d'elles l'enseignement religieux, avec un programme détaillé pour chaque confession. En outre, le Kulturkampf date de plus de trente ans, et, depuis ce temps, la paix régnait entre Rome et Berlin. Il est donc exact qu'aujourd'hui, avec notre école neutre, nous paraîtrions, aux Alsaciens et aux Lorrains, « moins tolérants que l'Allemagne tyrannique ». La question de l'Ecole est question religieuse : c'est la seconde raison pour laquelle nos compatriotes d'Alsace et de Lorraine se dressent contre notre libérale législation scolaire. Ils la combattent encore pour une autre raison ; c'est que, loin de voir en elle une législation libérale, ils y voient un système de haine et de lutte. Et ont-ils tout à fait tort ?

Nous avons signalé, dans l'exposé historique que nous avons fait de la législation de l'enseignement en France, de 1871 à 1918, que le principe sur lequel elle repose, la liberté, avait été altéré par un autre principe : la lutte contre les congrégations, voire même la lutte antireligieuse. C'est cette lutte qui a inspiré ces propositions déposées, assez nombreuses, sur le bureau de la

Chambre, qui sont en antagonisme absolu avec la liberté, qu'elles suppriment : telle la proposition d'autoriser les Chambres à donner ou à refuser arbitrairement le droit d'ouvrir une école. Une pareille législation a été, en son temps, habilement exploitée contre nous par les Allemands en Alsace et en Lorraine. Sachant que, pour s'attacher les Alsaciens-Lorrains, le meilleur moyen était tout d'abord de les détacher de nous, les Allemands n'ont pas perdu la belle occasion que nous leur offrions de saper dans leur cœur leur amour pour la France. Au travers de toutes nos lois ou propositions de loi, dans ce pays religieux, on vit une attaque dirigée contre la religion ; chaque projet en faveur de l' « Ecole laïque » ou de sa « défense », apparaissait aux Alsaciens et aux Lorrains — et nous ne prétendons pas qu'ils aient toujours eu tort — comme un coup porté à la religion. Naturellement, les Allemands amplifiaient les événements : C'est à leur propagande qu'il faut attribuer cette page, déjà citée, nous attribuant « l'intention de couronner cette législation par la loi du monopole scolaire des écoles laïques officielles et par une loi d'après laquelle aucun instituteur ne pouvait plus, pour ses paroles en classe, être poursuivi en justice par les parents » (1).

Mais sans regarder notre législation à travers les lunettes de l'Allemagne, il est malheureusement permis de voir en elle une tendance au sectarisme religieux. L'école neutre n'était plus appelée avant la guerre, que « l'Ecole laïque », et la minorité des extré-

(1) *L'Elsasser*, 6 Octobre 1921.

mistes ne cachait pas qu'elle aurait voulu faire de cette école l'école unique. Quoi d'étonnant qu'un pays aussi profondément religieux que l'Alsace ou la Lorraine recule devant l'application d'un tel régime : On lui promet, il est vrai, qu'en même temps que nos lois il recevra la liberté d'enseignement, et on essaie de la faire miroiter à ses yeux... Mais depuis plus de quarante années, nos provinces ont perdu l'exercice de toute liberté ; le mot même de liberté semble avoir perdu pour elles sa signification précise ; elles paraissent ne plus comprendre et elles ne voient qu'une chose, c'est que l'on veut retirer la religion de l'Ecole.

De là leurs protestations : « Certains voudraient arriver à nous faire imposer la neutralité absolue, laquelle comporte fatalement l'exclusion de tout enseignement religieux officiel et l'abolition du culte public extérieur : C'est tout simplement Dieu mis à la porte de l'Ecole avec ceux et celles qui croient en lui, et qui conforment leurs leçons à leur foi, c'est l'expulsion des instituteurs chrétiens et des religieuses enseignantes, c'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat avec ses douloureuses conséquences, comme en France, c'est en un mot, le déchirement de notre Lorraine (1) ».

Que répondre à cela ? Peut-on véritablement, au nom de la loi, justifier l'expulsion de nos écoles « des instituteurs chrétiens et des religieuses enseignantes ». Quoi ! l'Etat qui ne reconnaît plus aucune religion, qui voit, dans les ministres des cultes de simples particuliers, ne s'occupe des religieux et des religieuses que

(1) *Le Lorrain*, 9 Septembre 1919 : « La Neutralité ».

pour faire d'eux une catégorie inférieure de citoyens en leur disant : « Je vous interdis d'enseigner ». En vérité, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un pays recule plutôt que d'accepter une législation qui comporte une si singulière liberté ! De plus, la liberté n'est plus guère, comme nous l'avons dit, pour l'Alsace et la Lorraine, qu'un mot dont le sens est assez vague ; elle préfère y renoncer plutôt que d'abandonner l'Ecole confessionnelle : « Le Régime scolaire actuel français est un régime sectaire... vouloir introduire un pareil régime dans notre pays — qui n'a pas et ne veut pas d'écoles libres — et cela contrairement à la grosse majorité de la population, serait aller au devant des pires conséquences pour l'avenir de la France dans nos provinces » (1).

D'ailleurs, ajoutent nos frères retrouvés, votre école neutre nous amènerait une lutte religieuse, absolument ignorée en Alsace et en Lorraine, grâce à l'Ecole confessionnelle : chaque confession, nettement séparée, reste dans son cadre, et cela, grâce à l'Ecole confessionnelle. En effet, chaque confession ayant son école, chaque ministre des cultes est certain que l'enfant qui appartient à la religion dont il est le représentant ne sera pas détourné, sous la direction d'un maître de sa confession, de la religion qu'on lui enseigne à l'école. Il n'a donc pas de préoccupation à avoir pour conserver à l'enfant sa religion.

Qu'arrivera-t-il, au contraire, si l'école est neutre,

(1) *Le Lorrain*, 18 Mars 1920 : « Demain ».

c'est-à-dire ouverte aux enfants de toutes les confessions, mais aussi où les maîtres de toutes les confessions, y enseigneront. Le ministre de chaque culte, disent les Alsaciens, sera porté au soupçon et à la défiance, il craindra que tel maître ne favorise telle religion au détriment de celle qu'il enseigne ; le pasteur trouvera que le curé attire trop à lui l'instituteur, il craindra qu'on ne détourne de lui les enfants de son culte, de là des dissentiments fâcheux entre ministres des différents cultes. Or il faut reconnaître et louer l'entente remarquable qui existe actuellement parmi les ministres des différentes religions. Aussi, ils appréhendent que l'instauration de l'école neutre ne marque la fin de cette harmonie et l'origine de conflits religieux avec leur cortège de haines et de passions. Rien de tel à redouter avec l'Ecole confessionnelle : Alors, pourquoi vouloir la remplacer ?

D'ailleurs, disent les Alsaciens, qu'est-ce donc en vérité, que la fameuse liberté d'enseignement ? Elle se ramène, en somme au droit, pour le père de famille, de choisir l'école dans laquelle il fera instruire son enfant. Or de quoi tiendra-t-il compte dans son choix ? de la religion qu'on pratique à l'école ; et il l'adoptera, de préférence à une autre, justement à cause de cette religion ; l'école doit donc offrir aux pères de famille le choix entre les religions ; donc elle doit donner un enseignement confessionnel : « C'est le droit des parents que les enfants soient élevés religieusement dans l'école aussi ; donc la religion est un devoir de l'école. C'est le droit de la jeunesse de devenir par la religion vraiment des caractères, vraiment des hommes, de

bons citoyens... Dieu ordonne que les enfants soient élevés dans la religion de leurs parents.

« C'est pourquoi c'est aussi le devoir de l'Etat de faire droit au vœu de ses citoyens, et dans l'intérêt des enfants, des familles, et dans son intérêt propre, de maintenir debout l'enseignement religieux de nos écoles comme cela est actuellement la loi » (1).

Nous avouons ne pas très bien comprendre ce raisonnement: Nous n'empêchons aucunement, avec notre système français, les parents de faire éduquer leurs enfants « religieusement à l'école aussi ». De même, nous n'avons jamais eu la volonté sectaire — et présumptueuse — d'empêcher la religion de s'exercer et de lui interdire d'élever la jeunesse : nous avons le respect de la liberté de conscience ; mais faire sortir du droit à la religion, le devoir pour l'Etat, de rendre l'enseignement confessionnel, nous paraît justement contraire à cette liberté de conscience. S'il y a des parents catholiques, protestants, israélites, il y en a d'autres qui ne pratiquent aucun de ces trois cultes ; ils en ont un autre ou n'en ont pas du tout. A cela, les Alsaciens et les Lorrains répondent : « Les adversaires de notre régime scolaire, en Alsace-Lorraine, ont généralement à la bouche le mot de liberté de conscience...

« Argument spécieux s'il en fut, s'il déplait à dix familles de voir leurs enfants suivre les cours d'instruction religieuse imposés par la loi, faudra-t-il, pour faire plaisir à ces dix familles aller à l'encontre de la volonté de quatre-vingt-dix autres ? Où est pour ces

(1) *Elsasser*, 25 Mai 1920.

dernières la liberté de conscience, si vous enlevez de l'école ce que ces familles religieuses veulent que leurs enfants y trouvent avant tout : la formation et l'éducation familiales dont l'école est considérée comme le prolongement. Du reste, prenez les choses telles qu'elles sont : Ce n'est pas quand les enfants auront le cerveau fatigué par leurs cinq ou six heures de classe que vous pourrez exiger d'eux l'assistance à une heure d'instruction religieuse en dehors du programme scolaire. C'en serait assez pour lui donner le dégoût de l'heure de religion qui, avec l'absence de sanction, leur apparaîtrait comme importune et sans valeur réelle. Est-ce là ce que nos adversaires ambitionnent ? (1). »

Voilà l'argument tel que le présentent les Alsaciens et les Lorrains. Il nous semble marquer une certaine incompréhension de notre système libéral scolaire : l'Ecole publique doit pouvoir être l'école de tous, tous doivent pouvoir y conduire leurs enfants sans craindre aucune atteinte à leur liberté de conscience : « Au moment de proposer aux élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve à votre connaissance un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire. Si oui, abstenez-vous de le dire ; si non, parlez hardiment » (2).

Telle est la règle que doivent suivre les écoles publiques de France. Ces écoles ne veulent pas satisfaire quatre-vingt-dix individus et en contraindre dix autres ; elles veulent être acceptables pour les cent. Si certains

(1) *Le Lorrain*, 18 Mars 1920 : « Demain ».

(2) Jules Ferry : *Lettre aux Instituteurs*, 17 Novembre 1883.

pères de famille préfèrent un enseignement donné dans un autre esprit, ils sont parfaitement libres de le faire donner à leurs enfants : il y a à côté de l'école publique, qui doit pouvoir être l'école de tous, des écoles privées pour satisfaire complètement la volonté de chacun : l'école publique « n'enlève » à personne la liberté de conscience.

Pour ce qui est de l'heure d'instruction religieuse, le père de famille, s'il éprouve la crainte qu'exprime « Le Lorrain », peut faire suivre à son enfant les cours d'un établissement privé, où cette heure sera comprise dans les autres heures d'enseignement. En outre, il ne faut pas trop pousser le tableau au noir : il y a, dans l'intérieur de la France, des enfants aussi fermement catholiques, protestants, israélites qu'en Alsace-Lorraine, et qui reçoivent en dehors de l'Ecole l'enseignement religieux, sans en éprouver de dégoût, enseignement sanctionné d'ailleurs par un examen religieux.

Non, l'école neutre ne viole pas la liberté de conscience du père de famille : mais il ne faut pas oublier que le père de famille alsacien ne voit pas en notre école l'école neutre, mais l'école sans Dieu, pour ne pas dire l'école contre Dieu ; c'est pourquoi nous enregistrons ce fait que, au nom de leur liberté de conscience, les parents alsaciens et lorrains refusent la neutralité de l'école et demandent le maintien de la confessionnalité.

Nous trouvons encore, dans la bouche des adversaires de notre système scolaire, un autre argument : Celui-là n'est pas présenté par les Alsaciens et Lorrains en général, mais par ceux seuls, qui, ayant le privilège

d'une instruction plus étendue, peuvent examiner de plus haut la question.

L'Ecole française, disent-ils, est toute imprégnée de la culture gréco-latine. Loin de nous la pensée de méconnaître la haute valeur de cette culture, dont est issue en partie notre civilisation. Mais pourquoi écarter systématiquement de l'éducation de l'enfant, la culture judaïco-chrétienne qui, sans aucun doute, a également contribué à la formation de notre civilisation moderne ? Pourquoi ne pas parler à l'enfant aussi bien de la fuite en Egypte et du passage de la Mer Rouge que de la fondation de Rome, de la bataille des Termopyles ou de l'enlèvement des Sabines ? Pourquoi lui retirer délibérément une partie des connaissances qu'il lui serait utile de posséder ? Lorsque l'enfant, devenu adolescent, se trouve devant un tableau représentant une anecdote célèbre de l'histoire du peuple juif, s'il lit un livre où se trouve une allusion à des événements de cette histoire, il restera devant ce tableau, devant cette page sans en saisir la pensée, que l'histoire judaïque lui révélerait du premier coup. Or, l'enseignement religieux, tel qu'il est actuellement compris en Alsace et en Lorraine, donne aux enfants l'histoire judaïco-chrétienne pendant deux heures par semaine. Pourquoi vouloir priver les enfants de ces connaissances ? Or, c'est ce qui arriverait avec l'enseignement de l'école neutre, qui ne le comporte pas. Les adversaires de notre système scolaire trouvent en ce fait, contre l'école neutre, en faveur de l'école confessionnelle, un argument qui ne manque pas de justesse.

Les plus libéraux des adversaires de l'école neutre

accepteraient en principe notre système scolaire : mais ils soulèvent alors une autre objection : l'école doit être la même dans toute la France, soit ; mais alors que, au moment où la neutralité de l'Ecole a été proclamée en France, il y avait déjà de nombreuses écoles privées, celles-ci, à l'heure actuelle, sont en nombre infime en Alsace et en Lorraine, au moins pour ce qui est de l'enseignement primaire.

En effet, au 1^{er} Avril 1913, alors qu'il y avait dans le Reichsland 2.841 écoles primaires publiques, contenant 258.757 élèves, l'enseignement privé n'était représenté que par 69 écoles contenant seulement 3.724 élèves : ces chiffres prouvent suffisamment qu'il n'y a pas, en Alsace ni en Lorraine, d'enseignement privé. Or, nous serions en présence, au moins pendant un certain temps, d'un véritable monopole de fait de l'école neutre d'Etat, si la France imposait sans délai son système scolaire aux trois départements recouvrés : Comment serait-il possible, en effet, d'organiser du jour au lendemain des écoles privées ? Il faudrait des locaux, du matériel scolaire, il faudrait, surtout, un personnel enseignant. Or, qui trouverait-on en Alsace et en Lorraine, si, la loi française étant appliquée dans toute sa rigueur, il était interdit aux congréganistes d'enseigner ? Donc, en admettant que l'on acceptât le principe de l'école neutre, il faudrait édicter pendant un certain laps de temps des mesures transitoires, jusqu'au jour où son correctif, l'école privée, pourrait jouer à côté de lui : autrement, le changement de législation ne serait que le remplacement d'un monopole par un autre.

Telle est l'objection que font encore à notre système

certaines de ses adversaires, les moins rebelles à son adoption. Mais reconnaissons que peu de gens la soulèvent, parce que peu de gens envisagent même la possibilité de la neutralité de l'école, fût-ce dans un temps assez éloigné : ce que veut l'ensemble du pays, c'est le maintien de l'école confessionnelle le maintien en France, de deux législations parallèles sur l'enseignement.

Enfin, il nous faut signaler une dernière raison pour laquelle la grosse majorité de la population est, actuellement, contre notre régime scolaire : c'est que cette population est, sans aucun doute, sous l'influence et de l'instituteur et du ministre du culte, et que l'une et l'autre de ces personnes bataillent contre l'établissement de notre législation scolaire.

Comment donc s'est développée cette influence de l'instituteur ? Elle est venue de ce fait que, en Alsace et en Lorraine comme dans tous les Etats allemands, le fonctionnaire était un haut personnage, et le fonctionnaire de l'enseignement plus qu'aucun autre ; c'est par lui que l'Allemagne comptait s'assimiler l'Alsace-Lorraine, et, pour gagner un tel auxiliaire, elle n'épargnait rien.

Ce fonctionnaire, si bien traité, gagnait par là même en prestige et en autorité auprès des habitants : à la campagne, l'instituteur était devenu une puissance : il était fatal que cet état d'esprit survécût à la guerre ; l'instituteur aujourd'hui encore est une puissance, et ses jugements ont une grande valeur aux yeux de la population.

Mais quelles sont donc les raisons pour lesquelles

notre législation sur l'enseignement lui déplait tant ? L'instituteur Alsacien est-il donc un défenseur si fervent de l'Ecole confessionnelle ? En tous cas, une chose est certaine : il ne tient aucunement à donner lui-même l'enseignement du catéchisme ; on l'a vu à l'assemblée générale de 1921 du groupement des instituteurs et institutrices de la Moselle : Sur une demande au sujet de l'instruction religieuse à l'école, M. Keller, vice-président, répondit : « J'avais été chargé d'une conférence sur ce point, mais qui a été remise jusqu'au règlement de notre situation extérieure. Voici comment je voulais partager ma conférence :

1° La religion reste à l'école (*applaudissements unanimes*) ;

2° Qui doit donner cet enseignement ? J'aurais émis le vœu que le clergé — et nous sommes convaincus que c'était son opinion à lui — soit chargé de l'enseignement du catéchisme, mais pendant la classe, à des heures fixées au programme et à l'emploi du temps ; je le répète, pour éviter d'être mal compris, nous n'avons pas voulu traiter aujourd'hui hâtivement la question, car plus que jamais nous avons besoin de toute la population derrière nous (*Toute l'assemblée approuve M. Keller*) (1).

Ce programme, exposé par le vice-président d'une forte amicale d'instituteurs, paraît se rapprocher de l'école interconfessionnelle : Pourquoi donc le corps des instituteurs est-il partisan résolu de l'Ecole confes-

(1) Rapporté par *Le Lorrain*, 21 Octobre 1921, sous le titre : « L'Enseignement religieux à l'Ecole ».

sionnelle ? C'est qu'il voit dans notre système scolaire un changement à ses habitudes et une atteinte à ses intérêts, et, pour ces raisons, il veut en retarder l'introduction par tous les moyens.

Il voit, disons-nous, dans notre système scolaire, un changement à ses habitudes : en effet, l'instituteur Alsacien ou Lorrain, qu'on le veuille ou non, sort de l'école normale allemande ; il y a acquis toutes ses connaissances pédagogiques, il y a reçu sa formation intellectuelle ; la langue dans laquelle il a appris à enseigner, c'est l'allemand : est-il si extraordinaire, après cela, que l'instituteur Alsacien ou Lorrain soit effrayé d'entendre parler d'une méthode pédagogique nouvelle, d'une langue nouvelle à apprendre ? Certains instituteurs ne sont plus jeunes ; on ne peut guère leur demander de changer de méthode ; quant aux plus jeunes, ils ne sont pas éloignés de croire à la supériorité des méthodes allemandes... et cela encore est-il si extraordinaire ? N'avons-nous pas entendu, en France, même , avant la guerre, chanter les louanges de la science allemande, des méthodes allemandes ? Il eût été surprenant que celui qui les appliquait n'eût pas été persuadé de cette supériorité : Comment alors lui imposer de changer des habitudes qu'il croit supérieures à celles que l'on veut lui faire prendre ?

Mais en outre, l'instituteur craint que l'introduction de notre législation scolaire ne nuise à ses intérêts.

Quelle était donc sa situation, du temps allemand ? Sans aucun doute, elle était très avantageuse. Comme l'Allemagne voulait s'attirer les instituteurs, elle n'avait pas hésité à leur faire des largesses et une situation

privilégiée. D'abord, tout instituteur touche son traitement d'avance, alors qu'à l'intérieur, on ne le touche qu'à terme échu ; il a le droit de prendre, au bout de très peu de temps, une retraite proportionnelle ; s'il prend un congé, il est payé intégralement pendant une année entière, alors qu'en France son collègue ne touche le traitement complet que pendant trois mois ; sa retraite peut s'élever aux trois quarts de son traitement ; elle n'arrive en France qu'aux deux tiers. Enfin s'il meurt, sa veuve, outre le mois payé d'avance, touche pendant trois mois le traitement intégral de son mari, puis la moitié de la retraite à laquelle son mari pouvait avoir droit, alors qu'en France la veuve n'a que le tiers de la retraite de son mari... si l'instituteur Français, à l'heure de sa mort, était dans les conditions requises pour la retraite !...

On voit donc que les maîtres du cadre local éprouveraient une perte sérieuse à l'application de la législation scolaire française : On ne songe pas d'ailleurs à faire intégralement cette application et l'on a garanti à ces maîtres la conservation de leurs « droits acquis ». Cependant ils redoutent que le changement de régime n'en amène fatalement la disparition, et ils s'efforcent de retarder ce changement de régime.

Une autre cause encore a irrité les instituteurs Alsaciens et Lorrains : Elevés à l'allemande, dans l'école normale imposée par l'Allemagne, ils ne soupçonnent même pas notre système pédagogique : Il a donc été nécessaire, pour établir ce système en Alsace, d'envoyer de l'intérieur un personnel auquel il était familier. Ce personnel, nécessairement, dût prendre la direction et

« mettre au courant » le personnel du cadre local, dont l'amour-propre s'est trouvé offensé : il voyait en effet de nouveaux venus prendre les places qu'il pouvait escompter pour lui-même sous le régime allemand. De plus, ce changement de système pédagogique n'apporte pas un simple retard à l'avancement des instituteurs d'Alsace : il impose à nombre d'entre eux un arrêt définitif. En effet, beaucoup d'instituteurs, arrivés à l'âge d'homme, se plient difficilement à une discipline nouvelle ; naturellement, on attribuera les places de choix aux maîtres qui rempliront le mieux leurs fonctions, ce ne seront pas eux, et ils végéteront en attendant l'heure de la retraite... Comment pourrait-on espérer que des fonctionnaires, ayant devant eux cette pénible perspective, n'éprouvent pas d'irritation et de malveillance contre ce qui en est la cause ? Or, comme l'instituteur, en Alsace, est, dans sa commune, un personnage dont l'autorité est considérable, son opinion et son... obstruction sont d'une grande importance contre l'introduction de notre système scolaire dans nos trois départements recouvrés.

Mais le ministre du culte, lui aussi, à quelque confession qu'il appartienne, est résolument hostile à l'introduction en Alsace et en Lorraine de l'école neutre. Outre toutes les raisons que nous avons énumérées, et pour lesquelles, il s'oppose à l'introduction de notre régime scolaire, peut être est-il permis de supposer, sans lui faire injure, que le clergé Alsacien et Lorrain n'appelle pas de ses vœux un régime qui l'obligerait à déployer la belle abnégation et le désintéressement dont, depuis la séparation des Eglises et de l'Etat, le clergé

de tout le reste de la France a fait preuve. Le clergé d'Alsace et de Lorraine souhaiterait d'éloigner le calice de ses lèvres ; il vit sous le régime concordataire, il en a tous les avantages moraux et matériels ; il veut les garder. Or, une atteinte à la confessionnalité de l'école serait un coup sensible aux institutions religieuses et préparerait, à n'en pas douter, la disparition du Concordat.

De plus, chaque confession religieuse se demande avec anxiété : Si l'école n'était plus confessionnelle, où trouverions-nous les fonds nécessaires à l'entretien des écoles libres ?...

Un Français de l'intérieur, qui a sous les yeux l'admirable et étonnant effort du clergé catholique, qui, au milieu de croyants attiédés, parvient, grâce au dévouement de maîtres qui reçoivent des salaires de famine, à entretenir ses écoles, peut sourire de cette crainte du clergé alsacien et lorrain, qui est entouré de fidèles profondément religieux et pratiquants. Mais le fait est là ; cette crainte existe, elle est manifeste, et elle ne fait qu'encourager la résistance de tous les clergés à l'école neutre.

Il y a enfin une raison pour laquelle le clergé protestant, tout spécialement, est attaché à l'Ecole confessionnelle : Si l'école était neutre, et les maîtres recrutés dans une école normale unique, les maîtres, en grande majorité, seraient catholiques, les deux tiers de l'Alsace et presque toute la Lorraine appartenant à cette religion. Dans les écoles élémentaires, en 1913, on comptait, en Basse-Alsace, 65,7 % de maîtres catholiques contre 32,5 % de maîtres protestants ; en Haute-

Alsace, 87,9 % de maîtres catholiques contre 11,5 % de maîtres protestants, et, en Lorraine, 92,9 % de maîtres catholiques contre 6,9 % de maîtres protestants (1). Ce seraient donc des instituteurs catholiques qui auraient en main l'éducation de petits protestants : A côté d'un instituteur protestant, il y aurait toujours un instituteur catholique, mais il n'y aurait que rarement un protestant à côté du maître catholique. Pour maintenir la balance égale entre les deux religions, il n'y a qu'un moyen, l'Ecole confessionnelle.

Telles nous paraissent être les raisons, avouées ou non, pour lesquelles les Alsaciens et les Lorrains s'opposent à notre régime scolaire. En échange de la liberté, à laquelle ils ne tiennent pas et dont ils n'éprouvent pas le besoin, ils devraient renoncer à une habitude invétérée, qui, pour des raisons de toute nature, leur tient le plus au cœur, la confessionnalité de l'école. Aussi semblent-ils prêts à résister par tous les moyens à l'introduction de notre législation de l'enseignement.

Pourtant, dira-t-on, il faudra bien que l'Alsace et la Lorraine se décident un jour ou l'autre à adopter le système législatif français, et, en particulier, son système scolaire ; elles sont françaises, elles l'étaient restées sous le régime allemand, elles veulent en faire partie intégrante, aussi bien que le Poitou ou la Bretagne ; qu'elles soient donc, comme ces vieilles provinces, régies par la loi française.

Nous sommes tout à fait d'avis que l'unité législative

(1) *Organisation politique et administrative de l'Alsace-Lor-
rainé*, p. 220.

de la France est éminemment désirable, qu'elle doit se faire, qu'il faut la réaliser le mieux et le plus vite possible. Mais il y aurait assurément danger à ne pas voir que cette réalisation rencontrera des résistances telles, que l'intérêt de la France exige qu'elle ait d'abord calmé toutes les susceptibilités, apaisé toutes les craintes. Dans la question qui nous occupe, la liberté de l'enseignement, nous croyons être dans un de ces cas.

D'ailleurs, si la population de nos trois départements recouvrés s'oppose à l'établissement, chez elle, de notre législation scolaire, est-il bien sûr, par ailleurs, qu'il soit de notre intérêt, à nous, de l'intérêt de la France, d'introduire si vite, en Alsace et en Lorraine, notre si libérale législation de l'enseignement ?

Que cherchons-nous à faire, avant tout, dans nos provinces recouvrées ? A les rendre complètement, totalement françaises. Depuis quarante-huit ans, enfermées dans un isolement farouche, elles s'étaient efforcées à conserver l'esprit de la Patrie ; ce qu'elles en ont gardé, nous ne le reconnaissons plus, parce que, de notre côté, nous avons évolué. De plus, en contact forcé avec les pays d'Outre-Rhin, il était fatal qu'elles prissent d'eux certaines habitudes, certaines manières d'être, que, souvent, elles ont accommodées à l'alsacienne, et qui ne sont plus allemandes sans être pour cela françaises. C'est tout cela que, doucement, sans à coups, il faut nous efforcer à faire disparaître : dans cette œuvre de réassimilation, de rénovation, la liberté de l'enseignement jouerait-elle un rôle si utile, et, au contraire ne pourrait-elle pas faire tort à notre cause ?

En effet, si Alsaciens et Lorrains sont Français de

cœur et d'âme, s'ils sont bien nos frères dans la patrie commune, il est certain pourtant — pourrait-il en être autrement ? — qu'il y a parmi eux quelques germanophiles. Ils sont rares, soit : nous le reconnaissons et le proclamons volontiers ; mais il y en a, le fait est sûr. Qui nous assure que ces égarés ne trouveront pas dans la liberté de l'enseignement une arme contre nous et contre la Patrie ? L'Allemagne regarde avec une attention extrême tout ce qui se passe dans l'ancien Reichsland. Elle n'a pas encore renoncé à l'espoir de le reprendre un jour d'une manière ou d'une autre — et elle ne manque pas une occasion de développer sa propagande : Or, atteindre les enfants, les futurs citoyens, n'est-ce pas se procurer une influence en ces pays ? Quelle heureuse aubaine, si la France proclamait la liberté de l'enseignement ! Quel magnifique foyer de germanisation pourrait être l'école ! Du même coup, nous mécontenterions nos frères d'Alsace et de Lorraine, en leur enlevant l'Ecole confessionnelle ; et, en leur accordant l'école libre, nous fournirions à ces Allemands parés du titre de français, le moyen d'ouvrir des écoles d'esprit allemand, de méthode allemande, pour le plus grand intérêt de l'Allemagne. N'est-il pas naturel que nous évitions de donner des armes à nos ennemis et que, leur appliquant au contraire la maxime « *patere legem quam fecisti* » nous ne nous hâtions pas de leur accorder la liberté de l'enseignement ?

Mais, dans notre œuvre de réassimilation de l'Alsace et de la Lorraine à la mère Patrie, les germanophiles sont-ils seuls à craindre ? Les particularistes ne le sont-ils pas — à un degré moindre, certes ; nous ne

voulons pas leur faire l'injure de les assimiler aux individus dont nous venons de parler — et ne pourraient-ils pas retarder cette œuvre de réassimilation grâce à la liberté de l'enseignement ? La création, par eux, d'écoles, ne ferait courir aucun danger aux sentiments qu'ont pour la France nos frères retrouvés, mais ne pourrait-elle pas approfondir, au lieu de le niveler, le fossé qui sépare les coutumes, les usages, la législation de France et d'Alsace-Lorraine ?

De plus, si d'un côté la liberté de l'enseignement peut être un danger, la législation scolaire d'Alsace-Lorraine telle qu'elle est actuellement ne peut-elle pas, d'autre part, nous être d'une grande utilité ? L'Etat reste le grand dispensateur de l'enseignement, il peut appliquer les lois d'Alsace-Lorraine pour fermer un établissement privé qui lui paraîtrait suspect : cette opération serait beaucoup moins simple avec la loi française.

De même, tous les choix de professeurs sont soumis à son agrément : il peut s'assurer ainsi des sentiments français de chacun avant d'autoriser ces professeurs à enseigner.

Mais en outre, deux institutions, qui accroissent les restrictions à la liberté, l'enseignement post-scolaire et l'obligation scolaire jusqu'à quatorze ans, peuvent être utiles à la cause de la France dans nos trois départements recouvrés. Une circulaire du 26 Octobre 1920 sur « l'organisation de l'enseignement post-scolaire » s'exprime ainsi (1) :

(1) Département de la Moselle, *Bulletin de l'Instruction primaire*, Octobre-Novembre 1920, p. 167.

« L'enseignement professionnel est heureusement fort en honneur dans ce pays. Son développement peut être actuellement, à la diffusion de notre langue, un obstacle considérable ou un auxiliaire précieux. Il sera un grand obstacle s'il est donné dans la langue allemande... Donné au contraire, en français, l'enseignement professionnel devient pour nous un puissant auxiliaire...

« Je vous rappelle que l'article 120 du Code industriel (Gewerbliche Ordnung) et l'article premier de la loi du 13 Août 1912, permettent aux communes de décréter l'obligation pour l'enseignement post-scolaire des garçons et des filles. Il y aurait là un moyen de rendre obligatoire dans les communes des cours où serait organisé l'enseignement du français. MM. les Inspecteurs primaires pourraient intervenir à ce sujet auprès des municipalités. »

Ainsi nous trouvons utile de demander aux municipalités d'aggraver l'obligation scolaire pour propager le français chez les adolescents. Cela ne nous serait plus possible avec notre législation française.

De même, nous trouvons qu'il est bon que les enfants d'Alsace et de Lorraine aillent le plus longtemps possible à l'école, et nous nous réjouissons de voir que l'obligation scolaire dure jusqu'à quatorze ans pour les garçons : c'est une année de plus pendant laquelle ils pratiqueront le français et le génie de notre langue. Lorsque celle-ci sera mieux connue et parlée, nous y attacherons moins d'importance ; mais aujourd'hui, alors que la grande majorité de la population ne parle que le dialecte, il est nécessaire de favoriser le plus

possible et par tous les moyens la propagation du français : l'obligation scolaire jusqu'à quatorze ans nous en fournit un, il ne serait pas politique de le négliger. Sachons donc conserver un certain temps cette institution, qui restreint la liberté d'enseignement, mais qui nous sert en donnant satisfaction à la population. Là encore donc, nous n'avons aucun intérêt à vouloir imposer trop rapidement notre législation scolaire.

De plus, il nous semble que vouloir introduire immédiatement, avec la liberté, et aussi avec la neutralité, notre régime d'enseignement serait, pour le moment, un danger pour les sentiments français en Alsace et en Lorraine. Nous avons dit qu'il y avait, parmi les adversaires de notre système, adversaires qui sont l'énorme majorité, deux partis, l'un violent, l'autre modéré. En ce moment, c'est le parti modéré qui dirige la politique d'Alsace : mais il ne faudrait pas croire, pour cela, que ce parti modéré soit la majorité. Loin de là : il comprend des hommes remarquables dont la hauteur d'esprit est reconnue de tous et qui s'imposent d'eux-mêmes : mais les théories qu'ils défendent n'ont qu'un petit nombre de partisans. Ils dirigent, disions-nous, parce que leur valeur personnelle les a placés naturellement au premier plan. Les extrémistes les laissent conduire parce que ces chefs leur montrent que jusqu'ici le gouvernement français a respecté toutes les coutumes, toutes les traditions, toutes les croyances religieuses de l'Alsace et de la Lorraine, qu'il a maintenu tout ce qu'il a promis de maintenir, qu'il s'appliquait, pour éviter tout froissement, à ne faire pénétrer que lentement la législation française dans nos chers

départements d'Alsace et de Lorraine. C'est dans cet état d'esprit qu'on a retardé jusqu'au 1^{er} janvier 1924 l'application du Code civil, en réservant même ce qui, dans la législation alsacienne, peut être préférable au Code civil (le livre foncier, par exemple).

Mais si nous voulions aller plus vite et si nous touchions d'une façon trop rude aux coutumes religieuses ou scolaires, le parti modéré et ses chefs seraient balayés au profit du parti extrémiste qui, alors, prendrait le pouvoir.

Que se passerai-il si pareil évènement se produisait ? Sûrement, ce serait la lutte, la lutte ouverte et même, probablement, la lutte violente. En effet, l'Alsacien réclame bruyamment, et il a, de plus, le caractère violent. Alors que, chez le Lorrain seul, la lutte serait âpre, certes, mais sourde, elle prendrait chez l'Alsacien un caractère de rebellion, au moins par places. Naturellement, l'Alsacien serait soutenu puissamment par son voisin d'outre-Rhin. L'Allemagne guette le moment d'agir ; elle ne perdrait pas une occasion aussi magnifique et son or trouverait des agents pour attiser les haines et déterminer des mouvements francophobes.

Une lutte intérieure, surtout une lutte religieuse, a toujours un caractère pénible : ici, outre le malaise qui accompagne toujours de tels évènements, des haines surgiraient contre le gouvernement qui aurait déclenché ce mouvement, haines qui tourneraient fatalement contre la patrie. Qui pourrait, sans frémir, concevoir une pareille idée ?... Il faut donc réfléchir lon-

guement avant d'introduire notre système scolaire en Alsace et en Lorraine.

Mais supposons même — ce qui n'est pas — que nous soyons rassurés sur l'état d'esprit de la population, qu'il n'y ait à craindre aucun trouble grave, et que nous voulions établir rapidement notre législation en matière d'enseignement. Serait-ce possible?

Admettons que, sans tenir aucun compte de l'enseignement privé, nous établissions le régime scolaire tel qu'il est pratiqué à l'intérieur, réalisant ainsi un véritable monopole de fait. Que se passerait-il alors? Simplement ceci : que la moitié des écoles publiques de filles seraient privées de leur personnel enseignant.

En effet, si, dans les écoles élémentaires tenues par des instituteurs, on ne trouve que 17 religieux sur 3.228 maîtres, par contre, sur 2.697 maîtresses, plus de la moitié, 1.376 sont des institutrices issues des diverses congrégations de femmes de la région (1).

Personne n'a jamais prétendu remplacer au pied levé plus de 1.300 institutrices ; et pourtant, la loi de 1886 est formelle, le personnel doit être laïque (Article 17). MM. H. et A. Lichtenberger expliquent fort bien la situation dans ce passage (2) : « Une laïcisation trop rapide de l'enseignement se heurterait à des difficultés, voire à des impossibilités. Il serait impossible, par exemple, de laïciser du jour au lendemain le personnel enseignant féminin. Plus de la moitié des ins-

(1) Recensement au 1^{er} Avril 1913 : *Organisation politique et administrative de l'Alsace-Lorraine*, p. 210.

(2) H. et A. Lichtenberger : *La question d'Alsace-Lorraine*, 1915, p. 120.

titutrices, en effet, sont congréganistes et ne pourraient pas être remplacées brusquement par un personnel laïque », et ils ajoutent cet argument, qui forme une autre impossibilité matérielle à l'installation immédiate de notre système scolaire :

« Pourra-t-on, même tout de suite, généraliser d'une manière absolue la neutralité confessionnelle des écoles? Lorsqu'on constate que, en 1911, il y avait, en Alsace-Lorraine, sur un total de 3.845 écoles, 496 écoles mixtes seulement, il apparaît malaisé d'effacer d'un seul coup le caractère confessionnel de 3.345 écoles ; et on est amené à penser que, dans bien des villages, les écoles continueront à être, sinon en théorie, du moins en fait, confessionnelles. » En 1913, sur 3.995 écoles, 563 seulement étaient mixtes, les autres étaient confessionnelles : mais ces chiffres comprennent les écoles maternelles, les écoles post-scolaires, les écoles moyennes et les écoles supérieures de jeunes filles, où l'enseignement religieux est beaucoup moins important que dans les écoles élémentaires primaires. Pour ces écoles, les chiffres, en 1913, sont les suivants (1) :

Ecoles élémentaires publiques :

Nombre total 2.841

Interconfessionnelles 57

Ecoles élémentaires privées :

Nombre total 69

Interconfessionnelles 6

Donc, sur 2.910 écoles élémentaires, on compte

(1) *Organisation politique et administrative de l'Alsace-Lorraine*, p. 212.

2.847 écoles confessionnelles. Ces chiffres sont impressionnants : Ce n'est pas « du jour au lendemain », en effet, qu'un décret ou une simple loi changera la situation et l'état d'esprit dans lequel est fatalement conçue l'école en Alsace-Lorraine.

Ainsi, outre le danger que l'application immédiate de notre législation scolaire pourrait faire courir à l'amour de l'Alsace et de la Lorraine pour la France, nous rencontrons de graves obstacles de fait à cette application.

Mais sont-ce là les seules difficultés, et ne nous trouvons-nous pas en face d'une véritable impossibilité morale d'établir notre législation avec la rapidité que d'aucuns désirent : cette législation nous forcerait à expulser des écoles les religieuses enseignantes : le pouvons-nous ?

La France est unanime à reconnaître ce qu'ont fait pour elle les religieuses d'Alsace et de Lorraine, et à les en remercier. Dès le 23 mai 1919, par la bouche du Commissaire général de la République en Alsace et Lorraine, elle leur rendit un juste hommage : « En m'inclinant devant les sœurs, je sais quels auxiliaires de la pensée française nous avons trouvés parmi vous, alors que nous étions éloignés de vous (1).

Certes, ces sœurs méritaient ce solennel hommage : Nous les avons vues à l'œuvre en Alsace et il nous tient à cœur de leur apporter notre témoignage en nous inclinant à notre tour devant elles.

(1) Discours de M. Millerand à l'Ecole primaire Supérieure de Metz, 23 Mai 1919.

De tout le personnel enseignant du cadre local, les sœurs, sans aucun doute, sont les mieux préparées à donner l'enseignement tel qu'il est conçu dans notre système français. Déjà, dès avant la guerre, la plupart d'entre elles parlaient notre langue : les écoles préparatoires spéciales, où elles étaient formées, tenaient en grand honneur la langue française ; elles l'employaient couramment, au grand dépit des Allemands. Lorsque ceux-ci, pendant la guerre, interdirent l'usage de notre langue dans toute l'Alsace-Lorraine, les religieuses n'en perdirent point pour cela l'habitude, et ce sont elles, maintenant, qui obtiennent les meilleurs résultats dans l'enseignement du français.

D'ailleurs, cette formation les rendait suspectes aux Allemands : il ne fait de doute pour personne, en Alsace et en Lorraine, que, si la guerre s'était terminée malheureusement pour nous, les religieuses ne seraient pas restées dans le pays après notre défaite : elles en auraient été chassées.

Tant que dura la guerre, les Allemands n'osèrent pas, de crainte de troubles en Alsace, procéder à ces exécutions ; mais ils surveillaient les sœurs et leurs couvents avec une insistance farouche : le couvent de Sainte-Odile, dont les sœurs ne descendent que rarement aux villages voisins, et qui ne s'occupent qu'à prier, ou l'été, à héberger des touristes, fut plusieurs fois visité du haut en bas. Quant aux couvents des sœurs enseignantes, il y régnait une véritable inquisition. Pour leur fidélité à la France, les sœurs de Ribeauvillé totalisèrent un certain nombre de mois de pri-

son (1) ; le 11 novembre 1916, sœur Relinde était condamnée à 8 mois de prison ; sœur Hyacinthe en eut 9, pour avoir, dans ses lettres, osé parler de « Tante Françoise » et de « Oncle Edouard » ; sœur Homblin et 16 autres reçurent chacune un blâme pour avoir eu l'audace de prier pour la France ; leur sœur supérieure, comme celle de la congrégation de Sainte-Chrétienne d'ailleurs, eurent les honneurs, elles aussi, de la prison allemande. La sœur supérieure de Ribeauvillé, à la suite de ces mauvais traitements, perdit la vue. La croix de la Légion d'Honneur qui lui fut accordée dès les premiers jours de notre retour en Alsace, est la juste récompense de son patriotisme. Vraiment, pouvons-nous oublier tout cela, faire que tout cela ne soit pas ? Nous n'y songeons pas. Lorsque, pendant la guerre, la Commission d'Alsace-Lorraine s'occupa de l'enseignement primaire, son projet maintenait les sœurs enseignantes : « Votre commission a été unanime, dans sa dernière séance, à émettre le vœu qu'en raison de leurs sentiments d'affection pour la France et de la faveur dont elles jouissent auprès des familles, les institutrices congréganistes pouvaient être conservées (2). »

Les services dont nous venons de parler, rendus à la cause française par les institutrices religieuses, sont d'ordre intellectuel : elles ont été les soutiens de la cause française en Alsace ; mais elles ont fait plus

(1) Rapporté par *L'Elsasser*, 21 Février 1919.

(2) L. Meister : *Rapport sur l'Enseignement primaire*, 1918, p. 185.

encore. Quand, après avoir occupé un petit coin de l'Alsace, nous avons voulu y réinstaller la culture française, nous avons fait appel aux instituteurs soldats, mais nous avons fait aussi appel aux sœurs qui étaient dans le pays : elles se sont mises alors immédiatement, et cette fois ouvertement et librement, à enseigner aux petits Alsaciens le français et l'amour de la France. La liste des instituteurs des écoles de filles montrera, mieux que des phrases, ce que nous devons aux religieuses d'Alsace et de Lorraine :

Ecoles de filles (1)

Saint-Amarin : Ecole primaire supérieure : Adjudant Commarmond, sœur Sébastienne, sœur Fidelia.

Thann : Sœur Marie-Clémence, sœur Laurentiana, Mlle Hartmann.

Saint-Amarin : Ecole élémentaire : Sœur Marie-Germaine.

Bitschwiller : Sœur Antonine.

Fellering : Sœur Delia.

Geishouse : Mlle Jaecklé, Mme Decobecq.

Husseren Wesserling : Sœur Richardina.

Krüt : Sœur Relinde, sœur Modestina.

La Bresse : Sergent Malicet.

Malmerspach : Mlle Seeger, Mlle Muller.

Mitzach : Sœur Ferdinanda.

Mollau : Sœur Edmonde.

Moosch : Sœur Archangèle.

(1) Certificat d'études primaires aux enfants d'Alsace. Saint-Amarin, 1918, p. 40.

Oderen : Sœur Basile.

Rammersmatt : Mlle Wild.

Ranspach : Sœur Electa.

Roderen : Sœur Heinrich.

Urbes : Sœur Sidonia.

Wildenstein : Sœur Bonifacia, sœur Marie Félicie.

Willer : Sœur Elia.

Voilà les maîtres et les maîtresses qui apprirent aux petits enfants du Bas-Rhin, sous les obus, l'amour de la France. Aussi, M. le Recteur de l'Académie de Nancy crut devoir leur rendre un public hommage, dans le discours qu'il prononça à St-Amarin, au certificat d'études, en 1918, et dont il nous semble bon de citer ce beau passage. S'adressant aux enfants de Saint-Amarin il leur disait : « Que de choses françaises n'avez-vous pas apprises, en ces trois ou quatre années ! Les plus petits d'entre vous ont marché à pas de géants. Et voici que vos aînés eux-mêmes ne veulent pas se laisser dépasser par les plus jeunes : Se remettant, aux environs de leur vingtième année, à un travail d'écolier, ils rattrappent le temps perdu. Mais aussi, quels maîtres n'avez-vous pas pour vous instruire, et quelles maîtresses ! Les instituteurs soldats ont apporté, dans l'accomplissement de leur tâche, le plus heureux mélange de qualités ou de vertus : celles du soldat et celles de l'instituteur. Et les institutrices, pour la plupart religieuses de la Providence — mais les autres se sont montrées leurs dignes sœurs — apportaient à la fois leur zèle ardent de religieuses et leur beau dévouement d'institutrices. Chacun et chacune avaient ainsi comme deux âmes qui se doublaient l'une l'autre, ou plutôt qui

se confondaient en une seule et même âme, exaltée encore par le sublime amour de la France. Par ma voix de vieil universitaire, qui a vu, tout enfant, 1870, et s'en est toujours souvenu, soyez en remerciés, soyez-en bénis !

« Mais, outre les excellentes leçons données en classe, la vie journalière de ce labeur en commun, sous ces uniformes et sous ces costumes, avec ces képis ou ces casques, avec ces coiffes blanches, que la guerre a rapprochés, n'est-elle pas aussi par elle-même une leçon, pour la famille comme pour les enfants, la leçon française, que la France avait, la première, donnée au monde et qu'elle ne saurait oublier, la grande et belle leçon de tolérance, ou plutôt de sympathie mutuelle, de concorde et d'union (1). »

Oui, que la tolérance règne en France, après la guerre comme pendant la guerre, qu'aucune passion anticléricale ne vienne empêcher quiconque de voir les immenses services rendus à notre cause par ces vaillantes sœurs enseignantes, et que l'on reconnaisse loyalement, en les saluant bien bas, qu'elles ont bien gagné qu'on les laisse se dévouer encore et continuer de remplir la profession dans laquelle elles ont si bien mérité de la patrie.

Mais, outre les difficultés matérielles et morales que présente l'introduction de notre législation scolaire française, en Alsace-Lorraine, outre les dangers que

(1) Certificat d'études primaires aux enfants d'Alsace : Saint-Amarin, 1918. Allocution de M. Ch. Adam, recteur de l'Académie de Nancy, p. 59.

cette introduction pourrait faire courir à la France, outre que la France ne peut pas être ingrate ni oublier les services rendus, il y a un fait qui nous empêche absolument de violer les habitudes et les mœurs des Alsaciens-Lorrains, surtout en matière religieuse ou scolaire : ce fait, c'est que nous avons promis et que la promesse de la France ne peut pas ne pas être tenue.

Dès le 25 décembre 1914, le général en chef des armées françaises, dans la mairie de Thann, proclamait à l'Alsace déjà délivrée et à celle qui, derrière les tranchées, nous attendait depuis 44 ans d'un cœur fidèle : « Vous êtes Français pour toujours. La France vous apporte, avec les libertés qu'elle a toujours représentées, le respect de vos libertés, à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs. Je suis la France ; vous êtes l'Alsace. Je vous apporte le baiser de la France. »

C'était, dès 1914, la parole du chef qui nous avait reconquis un morceau de nos pauvres provinces arrachées en 1870, et qui parlait au nom de la France.

Le 12 février 1915, pendant un voyage à Saint-Amarin et à Thann, le Président de la République renouvelait les mêmes déclarations. Enfin, aux heures solennelles du 11 novembre 1918, aux acclamations unanimes de tous les députés, debout, M. le Président de la Chambre affirmait à son tour le respect des coutumes de nos chers départements reconquis :

« Provinces encore plus tendrement aimées, parce que vous fûtes misérables, chair de notre chair, force et honneur de notre patrie, un barbare ennemi voulait faire de vous le signe de sa conquête : non ! vous êtes

le gage sacré de notre unité nationale et de notre unité morale, car toute notre histoire resplendit en vous. Oui, c'est toute la France, la France de tous les temps, notre ancienne France comme celle de la Révolution et de la République triomphante, qui, respectueuse de vos traditions, de vos coutumes, de vos libertés, de vos croyances, vous apporte toute sa gloire ! »

Que l'on n'essaie pas de chicaner et de soutenir que par « traditions » on n'entendait pas ce qu'entendent nos frères d'Alsace et de Lorraine. Quand bien même avant 1918 cela eût été exact — et nous ne l'admettons pas — que de fois, depuis que nos trois départements de l'Est ont fait connaître clairement ce qu'ils entendaient par « traditions, coutumes, croyances » — nous ne parlons pas de leurs « libertés » que, pour notre part, nous ne connaissons pas — que de fois, depuis ce temps, les promesses faites ont été réitérées !

C'est, dès le 22 novembre 1918, le général Gouraud, proclamant à son entrée à Strasbourg : « La France vient à vous, Strasbourgeois, comme une mère vers l'enfant chéri perdu et retrouvé. Non seulement elle respectera vos coutumes, vos traditions locales, vos croyances religieuses, vos intérêts économiques, mais elle pansera vos blessures ».

Le 23 Mai 1919, M. Millerand, récemment nommé Commissaire Général de la République en Alsace-Lorraine, reproduisait les mêmes promesses dans un discours prononcé à l'hôtel de ville de Metz : le 7 septembre 1920, à la même place, il prenait de nouveau les mêmes engagements : « Les mœurs, les coutumes, les habitudes auxquelles vous tenez tant et que la France,

en mettant le pied sur le sol d'Alsace, en 1914, a pris l'engagement solennel, par la bouche de ses représentants, de respecter, je vous répète que non seulement elles ne pourront pas être vexées, mais pas même effleurées. »

Ces engagements, pris et renouvelés si solennellement, concernaient si bien les coutumes religieuses et scolaires, qu'à la session de janvier 1921 du Conseil consultatif pour l'introduction des lois françaises en Alsace et en Lorraine, M. le Commissaire Général Alapetite l'a explicitement confirmé : « L'Ecole française a été introduite en Alsace-Lorraine ; elle y demeurera ; mais cette école doit être dirigée de telle sorte que les engagements pris au nom de la France soient tenus : elle doit notamment respecter la susceptibilité de la conscience religieuse du pays (1). »

Enfin, le 20 novembre 1921, à Strasbourg, un membre du gouvernement, le ministre de la Guerre, venait, une fois de plus, engager la parole de la France : « Des promesses vous ont été faites, ces promesses seront tenues. Le gouvernement de la République n'est pas de ceux qui considèrent leurs engagements comme des chiffons de papier. Pendant la guerre et depuis la victoire, depuis la paix qu'a suivie cette victoire, on vous a dit que, dans l'unité nationale, qui dominait tout, on saurait tenir compte de vos traditions, de vos libertés, de vos croyances. Le gouvernement auquel j'appartiens est solidaire des engagements qui ont été pris par ceux qui nous ont précédés.

(1) *Journal d'Alsace-Lorraine*, 8 Janvier 1921. Compte rendu de la séance du Conseil consultatif du 6 Janvier,

« Croyez en ma parole, mes frères et mes compatriotes d'Alsace, ces engagements seront tenus. Ce que nous voulons, ce que nous vous demandons, par contre, c'est de mettre dans la France votre confiance entière. »

Que l'on n'ait aucune crainte : l'Alsace et la Lorraine ont confiance en la France, elles ont foi en sa parole, en ses promesses ; naturellement, elles comptent d'abord sur les promesses qui concernent leurs croyances les plus précieuses, leurs traditions les plus chères, leurs coutumes religieuses et scolaires.

Respectons les susceptibilités alsaciennes au sujet de leur régime d'enseignement, puisque ces questions tiennent tant à cœur à nos chères provinces, et qu'il y a là une source de discorde entre Français ; respectons-les, puisque c'est notre intérêt, puisque c'est pour nous une obligation morale, respectons-les surtout, parce que la France a engagé sa parole et que sa parole est sacrée.

CONCLUSION

« Certes, en cette question, il faut agir avec des ménagements ; le profond amour que nous professons pour les provinces rentrées dans la patrie nous le commande. Il faut se garder de procéder hâtivement, par à-coups qui auraient un air de violence. Nous devons diriger une évolution, prévoir qu'elle sera lente, et même que des transactions pourront s'imposer. L'essentiel est que tout le monde en Alsace sache dès maintenant où tend cette évolution, que les confessionnalistes extrémistes n'arrêteront pas. »

Telle est la conclusion de l'article de l'éminent historien M. Lavissee, sur la question scolaire. C'est cet article qui, malgré sa modération — à cause de sa modération peut-être — avait soulevé l'indignation des confessionnalistes extrémistes et qui avait fait couler tant d'encre. A la fin de cette étude que nous avons menée avec sincérité, et aussi, croyons-nous, avec impartialité, nous sommes amenés à adopter, nous aussi, cette même conclusion.

D'abord, et, avant tout, de la prudence : L'Alsace et la Lorraine sont des convalescentes ; elles sortent d'une terrible crise, d'une crise qui a duré 48 ans. Il ne faut

pas les croire guéries du jour au lendemain et les changer d'air brusquement : une crise nouvelle pourrait s'ensuivre, plus grave encore pour la France que la première.

Dans leur longue maladie, nos chères sœurs, l'Alsace et la Lorraine, ont oublié ce qu'était l'esprit de la France, ce qu'était la liberté : c'est une rééducation à faire ; sans doute ira-t-elle vite ; mais ne la pressons pas. Il faut que nos convalescentes nous demandent notre liberté et non que nous la leur imposions : il faudra alors plus de temps pour l'unification législative ? Oui. Mais nous aurons évité de rompre cette admirable unité de cœur, de patriotisme qui n'a pas cessé, même pendant la douloureuse crise de 1870 à 1918, et c'est cela d'abord qu'il faut rechercher.

Lorsque l'Alsace et la Lorraine auront vu fonctionner nos méthodes chez nous, quand elles auront vu et compris notre liberté, la crainte qu'elles ont de notre législation tombera d'elle-même, et elles l'accepteront avec joie, parce que c'est la Liberté.

C'est, en effet, l'impérissable honneur de notre troisième République de l'avoir solidement établie : c'est d'abord dans l'enseignement supérieur, puis dans la presse, puis dans les associations... Il existe pourtant dans la logique de ce système une anomalie : c'est dans la liberté d'enseignement. Pourquoi avoir fait de certains citoyens des incapables ? Pourquoi avoir interdit l'enseignement aux congréganistes ? Les résultats de ces lois d'exception ont été pitoyables : Revêtus de l'habit laïque, les mêmes hommes ont donné le même enseignement ; et ces lois n'avaient pas même le mérite

d'être logiques avec notre système de liberté : un homme vaut un autre homme, et s'il est pourvu des mêmes grades, s'il a la même aptitude pédagogique, si sa moralité ne laisse rien à désirer, pourquoi lui interdire cette mission qu'est l'enseignement ? S'il s'est soumis à une certaine règle, c'est parce que, en toute indépendance, en toute liberté, il l'a examinée, l'a jugée bonne et digne d'être observée. C'est affaire personnelle. Cherche-t-on à savoir ce que pense tout autre homme qu'un congréganiste avant de le laisser ouvrir une école ? Cherche-t-on même à savoir la pensée de celui que l'on choisit comme maître de l'enseignement public ?

Non. L'Etat examine avec un soin minutieux si l'individu qu'il a devant lui a les capacités nécessaires pour donner aux enfants l'enseignement dont il sera chargé ; il examine ensuite si le candidat n'a aucune tare morale, qui pourrait influencer dangereusement sur l'enfant. Mais, hors de là, étant et voulant rester neutre, il estime avec juste raison qu'un excellent instituteur peut avoir des opinions absolument contraires à celles d'un autre excellent instituteur. Sans doute, un professeur congréganiste ne partagera pas les doctrines philosophiques ou politiques d'un professeur athée ; mais ne peuvent-ils pas l'un et l'autre remplir consciencieusement la mission que l'Etat leur a confiée ?

On prétend que les vœux des congréganistes sont incompatibles avec la neutralité : les vœux sont choses de la vie privée, et si celui qui les a faits les trouve au contraire conciliables et les concilie avec la neutralité, qu'a-t-on à y voir ? D'ailleurs, l'Etat ne serait-il pas toujours le maître de son enseignement, et ne pour-

rait-il pas toujours se séparer d'instituteurs — quels qu'ils soient — qui violeraient cette règle fondamentale de l'enseignement public ?

Or, dans l'abrogation de ces lois d'exception, n'y aurait-il pas un remède, une solution, au problème si irritant de la question scolaire en Alsace-Lorraine, question qui surexcite toutes les passions populaires de nos frères recouvrés ? Certes, « nous devons diriger une évolution » et « la prévoir lente » ; mais nous devons vous dire aussi que des « transactions pourront s'imposer » : l'Alsace et la Lorraine, en particulier, et toute la France, en général, ne gagneraient-elles pas à ce que ces « transactions » fussent faites dans le sens de la liberté ?

La disparition de la loi de 1904, la modification de nos lois de 1886 et de 1901, amèneraient une profonde détente dans nos trois départements de l'Est. Ils ne seraient plus hantés par cette idée que nos lois scolaires sont des lois de haine et que dans nos écoles neutres, il ne faut pas seulement voir des écoles sans Dieu, mais des écoles contre Dieu ; et au lieu de repousser *a priori* notre système, ils l'examineraient et l'étudieraient sans parti pris.

Ils se rendraient compte de l'impartialité de l'Etat. entre toutes les doctrines, entre toutes les opinions, laissant à chacune liberté de se faire jour, même à l'école ; ils comprendraient que, seule, la neutralité, observée aussi strictement que faire se peut, est, pour les écoles de l'Etat, la seule manière d'être possible. Parmi la diversité des idées et des sentiments qui se font jour dans un grand Etat comme notre patrie, pour

que l'école publique puisse être l'école de tous, il faut qu'elle ne puisse blesser les sentiments intimes d'aucun ; il faut donc que, sur les grands problèmes de la religion, elle observe une sincère neutralité.

Alors, l'Alsace et la Lorraine comprendront la conception libérale de notre système scolaire ; alors pourra se faire la « lente évolution » dont parle M. Lavissee, et qui amènera, enfin, l'unification législative scolaire.

Mais ces « transactions » seraient également un bonheur pour la France. Trop souvent, dans ce passé si récent, et pourtant si lointain, d'avant-guerre, on entendait parler de lutte entre « cléricaux » et « libres-penseurs », horrible lutte entre frères d'une même patrie. La guerre nous a réunis tous : tous, dans les tranchées de Verdun ou de Tahure, au Mort-Homme ou à Montdidier, nous nous aidions fraternellement les uns les autres, et le « clérical » passait sa gourde au « libre-penseur » terrassé par la soif. Nous étions véritablement unis. Qu'on ne nous ravisse pas cette « Union Sacrée », à laquelle aspire la France d'après-guerre comme la France de la guerre, et pour cela modifions les lois de haine qui ont été faites avant la terrible mêlée. Donnons à tous la liberté, la « liberté chérie » pour laquelle, tous, nous avons combattu : Maintenant, tous y ont droit. Lorsque chacun se sentira libre dans la France libre, les esprits encore échauffés s'apaiseront, les dissensions mesquines ne reparaîtront plus, chacun voudra respecter l'opinion des autres pour faire respecter la sienne... et peu à peu naîtra parmi nous cet esprit de tolérance, vers lequel nous devons toujours tendre davantage.

Notre France se doit de s'efforcer à développer cet état d'esprit : elle voudra le faire en commençant par supprimer dans l'enseignement les lois d'exception. Alors l'enfant, voyant autour de lui cette sympathique déférence envers les idées de chacun, s'habituera petit à petit au respect d'autrui et de ses opinions : alors l'Alsace et la Lorraine, constatant les bienfaits de notre méthode scolaire, voudront en profiter, elles aussi, et la tolérance règnera dans la France une et indivisible.

Avec La Fayette, elle combattait déjà contre l'oppression ; après avoir en 1793, libéré son territoire, elle est allée, le siècle dernier, au secours des Grecs opprimés ; elle a aidé les Italiens à secouer le joug de l'Autriche, et à constituer leur patrie ; en 1914, elle a fait, de la chair de ses fils, le premier rempart à l'impérialisme teuton ; la France a toujours été « le soldat de l'Idéal » : toujours, et dans tous les domaines, elle se doit de demeurer le « Pays de la Liberté ! »

J. LEBLANC.

Vu : <i>Le Doyen,</i>	LU ET APPROUVÉ : <i>Le Président,</i>
F. LARNAUDE.	F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- Aynard.* — La liberté de l'Enseignement devant les Chambres.
Baldy. — L'Alsace-Lorraine et l'Empire Allemand, thèse 1912.
Barrey. — La doctrine de l'Eglise en matière d'enseignement public, thèse 1912.
Beaussire. — La Liberté dans l'ordre intellectuel et moral.
Benoist. — L'Enseignement primaire libre, thèse 1909.
Berthélémy. — Traité élémentaire de droit administratif (9^e édition).
Blum H. — Gesetze Verordnungen und Verfügungen betreffend das niedere Schulwesen in Elsass Lothringen (1903).
Bourgeois Emile. — La liberté de l'Enseignement, histoire et doctrine (1902).
Brunetière. — La liberté de l'Enseignement.
Buisson. — L'instruction publique en France (*Revue Pédagogique*, 15 Janvier 1889).
Cateaux. — La liberté de l'Enseignement supérieur en France, thèse 1914.
Certificat d'études primaires. Aux enfants d'Alsace à Saint-Amarin (1918).
Cruchet. — Les Universités allemandes au xx^e siècle (1914).
Delahache G. — La Carte au liseré vert.
Delahache G. — Les débuts de l'administration française en Alsace-Lorraine (1921).
Desgranges. — La question du monopole universitaire, thèse 1906.
Didio H. — L'Eglise catholique en Alsace depuis l'annexion (1871-1889).
Dreyfous. — Simple exposé de la loi Falloux (1903).

- Duguit.* — Manuel de droit constitutionnel, 1911.
Enseignement et Démocratie (Bibliothèque générale des Sciences sociales).
- Enseignement et Education.
- Esmein.* — Eléments de droit constitutionnel français et comparé (7^e édition).
- Fouillée.* — Les études libérales en Allemagne (*Revue politique et parlementaire*, 1902).
- Gérard-Varet.* — Article de la Revue internationale de l'Enseignement, 15 Mars 1902.
- Gerber.* — La condition de l'Alsace-Lorraine dans l'Empire Allemand, thèse 1906.
- Gesetze Verordnungen und Verfügungen betreffend das höhere Unterrichtswesen in Elsass Lothringen (1878).
- Gesetze Verordnungen und Verfügungen betreffend das niedere Unterrichtswesen in Elsass Lothringen (1877).
- Gilles.* — Des droits du père de famille dans l'enseignement, thèse 1920.
- Gobron.* — Enseignement public et privé.
- Godefroy F.* — Etude sur les principaux collèges chrétiens IV. Les maisons d'éducation de la Lorraine et de l'Alsace.
- Goyau.* — Le kulturkampf 1870-1887.
- Grimaud.* — Histoire de la liberté de l'Enseignement, thèse 1898.
- Gréard.* — Législation de l'enseignement primaire en France depuis 1789 jusqu'à nos jours (3 vol. 1874).
- Hausmann.* — Die Kaiser Wilhelms Universität Strassburg (1897).
- Heitz.* — Alsace-Lorraine, son droit constitutionnel, thèse 1911.
- Hervé.* — La neutralité scolaire, thèse 1912.
- Hippeau.* — Mémoire sur l'instruction publique en Allemagne (1873).
- Hoseus.* — Die Kaiser Wilhelms Universität Strassburg. Ihr Recht und ihr Verwaltung (1897).
- Jacquier.* — La collation des grades et la liberté de l'Enseignement supérieur (1876).
- Kissling.* — Geschichte des Kulturkampfes im Deutschen Reiche, 3 vol. 1911-16.
- Klein.* — Vie de Monseigneur Dupont des Loges, évêque de Metz (1899).
- Laacke.* — L'enseignement en Allemagne.

- Laboulaye.* — La liberté de l'Enseignement et les projets de loi de M. J. Ferry (1880).
- Larnaude.* — Cours de droit public (doctorat) 1920-1921.
- Lavollée.* — L'Etat, le Père et l'Enfant (1904).
- Lefort.* — Enseignement supérieur, liberté en France et à l'Etranger (1875).
- Leroy-Beaulieu A.* — L'Alsace-Lorraine et la lutte pour la culture française (1911).
- Leroy-Beaulieu. P.* — L'Etat moderne et ses fonctions (1890).
- Liard.* — L'Enseignement supérieur en France, 2 vol. 1888-1894).
- Liberté de l'Enseignement dans les limites de l'instruction secondaire.
- Lichtenberger H. et A.* — La question d'Alsace-Lorraine (1915).
- Lyon.* — Enseignement et Religion (1907).
- Maret H.* — La liberté de l'Enseignement (1904).
- May.* — La lutte pour le français en Lorraine avant 1870.
- May.* — Le Traité de Francfort.
- Meister.* — L'Enseignement primaire en Alsace-Lorraine (1918).
- Meister.* — L'Enseignement post-scolaire en Alsace-Lorraine (1918).
- Meister.* — L'Enseignement secondaire en Alsace-Lorraine (1917).
- Michel H.* — La loi Falloux.
- Ministère de la Guerre :* Organisation politique et administrative et législation de l'Alsace-Lorraine (1916).
- Minssen.* — Etude sur l'instruction secondaire et supérieure en Allemagne (1866).
- Neutralité et Monopole de l'Enseignement (Alcan 1912).
- Pétition de 250.000 signatures en faveur de l'instruction obligatoire et gratuite (1870).
- Pfister Ch.* — Rapport sur l'Université de Strasbourg (1918).
- Rapports et procès-verbaux, Conseil général du Haut-Rhin, 1864-1869.
- Rapports et procès-verbaux, Conseil général du Bas-Rhin, 1864-1869.
- Rapports et procès-verbaux, Conseil général de la Moselle, 1864-1869.
- Reden den Abgeordneten Winterer, Guerber und Philippi über die Schule in Elsass Lothringen (1875).

- Régamey (Jeanne et Frédéric)*. — L'Alsace au lendemain de la conquête (1911).
- Renouard*. — L'Alsace-Lorraine, sa situation juridique dans l'Empire Allemand, thèse 1919.
- Rossi*. — Cours de droit constitutionnel (1867).
- Simon J.* — L'Ecole (1865).
- Schlumberger*. — Notes sur l'instauration du régime français en Alsace-Lorraine (1916).
- Schneegans*. — Das Hohere Schulwesen in Elsass Lothringen (1878).
- Thamin R.* — La réforme de l'Enseignement secondaire (*Revue des Deux Mondes*, 15 Mai, 15 Juin, 1^{er} Juillet 1921).
- Thomas*. — La liberté de l'Enseignement en France, thèse 1911.
- Troplong*. — Du pouvoir de l'Etat sur l'enseignement d'après l'ancien droit public français (1844).
- Das Unterrichtswesen in Elsass Lothringen vor dem Deutschen Reichstag (1879).
- Vial*. — L'Enseignement secondaire et la Démocratie (1901).
- Wallon*. — Liberté de l'Enseignement supérieur.
- Wetterlé*. — L'Alsace-Lorraine française (1915).
- Wetterlé*. — Ce qu'était l'Alsace-Lorraine et ce qu'elle sera (1916).
- Wetterlé*. — La langue maternelle en Alsace-Lorraine (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} Juin 1921).
- Wetterlé*. — Les petits séminaires d'Alsace (1894).
- Winterer*. — Discours sur l'état de l'enseignement public en Alsace (1875).
- Winterer*. — L'Ecole en Alsace, discours (1874).
-

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

L'Alsace Française.

Bulletin Officiel d'Alsace et Lorraine.

Conseil supérieur d'Alsace et Lorraine, procès-verbaux.

Conseil consultatif pour l'introduction des lois françaises en
Alsace et Lorraine, procès-verbaux.

Der Elsasser.

Département du Bas-Rhin : *Bulletin de l'Enseignement.*

Département du Haut-Rhin : *Bulletin de l'Instruction primaire.*

Département de la Moselle : *Bulletin de l'Instruction primaire.*

La Dépêche de Strasbourg.

Le Journal d'Alsace-Lorraine.

Le Journal Officiel.

Le Lorrain.

La Marche de France.

Revue Catholique d'Alsace.

Revue de Droit public.

Revue Politique et Parlementaire.

Le Temps.

La Voix d'Alsace.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Considérations générales sur la liberté de l'Enseignement</i>	5
---	---

PREMIÈRE PARTIE

Histoire de la Liberté de l'Enseignement en France et en Alsace-Lorraine jusqu'en 1918

CHAPITRE PREMIER. — <i>La liberté de l'Enseignement en France jusqu'à 1870</i>	38
CHAPITRE II. — <i>La liberté de l'Enseignement en Alsace-Lorraine de 1870 à 1918</i>	67
CHAPITRE III. — <i>La liberté de l'Enseignement en France de 1870 à 1918</i>	134

DEUXIÈME PARTIE

La Liberté de l'Enseignement et l'Introduction de la Législation Française en Alsace et Lorraine

CHAPITRE PREMIER. — <i>La situation scolaire en France et en Alsace-Lorraine en 1918</i>	185
CHAPITRE II. — <i>Les premiers essais d'introduction de la législation scolaire française</i>	194
CHAPITRE III. — <i>Des résistances à l'application de la loi française</i>	222
CHAPITRE IV. — <i>De l'intérêt de l'Alsace et Lorraine et de la France à différer l'application de la loi française</i>	272
CONCLUSION	314
BIBLIOGRAPHIE	321
JOURNAUX ET PÉRIODIQUES	325

NIORT. — IMP. SAINT-DENIS.
